









CE



CAUSES CELEBRES

ET

INTERESSANTES,
AVEC

LES JUGEMENS
QUI LES ONT DECIDEES;
RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,
Avocat au Parlement de Paris.

TOME SEIZIEME.



A LA HAYE.
Chez JEAN NEAUME.

M. DCC. L.

Universitas

BIBLIOTHECA

Ottaviensis

CALIFORNIA

STATE OF CALIFORNIA

INTERESTED

THE JOURNAL

OF THE STATE

OF CALIFORNIA

THE JOURNAL

HV

6211

G39

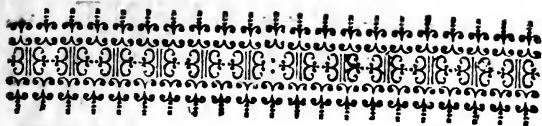
1747

V. 16

PHILADELPHIA

Coll. spec

PHILADELPHIA



AVERTISSEMENT.

JE continuë de faire part au Public des sujets curieux qui me tombent entre les mains , & je crois que quand je ferai au bout de ma carrière dont j'approche de fort près , il ne m'en aura pas échappé beaucoup. Je puis dire que j'ai enlevé les sujets les plus heureux , que je n'en ai mis en œuvre aucun qui n'ait de quoi picquer la curiosité. J'ai employé les moyens des grands Avocats qui y ont travaillé , je n'en ai retranché aucuns bons , & les ai conservé dans toute leur force. Les digressions que je fais en faveur des gens du monde , n'interrompent point les Causes. Elles sont à la suite , & à propos du sujet : c'est une abondance qui ne nuit point , qui dédommage du sec , de l'abstrait , qui égaye , varie la matière , qui attire des Lecteurs. Les Causes Historiques mêlées avec les Causes du Barreau , produisent une agréable variété dans un Ouvrage de Droit qu'elles mettent entre les mains de tout le monde , & forment en même tems des Historiens & des Jurisconsultes.

Quoique le Public ait reçu favorablement mon Recueil , je n'ai pas laissé d'exciter la mauvaise humeur d'un Critique , * indépendamment de celle des deux * L'Abbé Goujet Auteur de la Bibliothèque Française. Ecrivains Périodiques auxquels j'ai répondu. Il aime ses commodités ; il critique en général sans rien citer. Il assaisonne d'abord sa censure de louanges. On peut se contenter , dit-il , de mon Recueil au défaut des Plaidoyers de nos Avocats. Mon Ouvrage est réellement utile. Puis tout à coup il se contredit sans entrer dans aucun détail , en disant que mon Recueil ne dédommage pas des pièces mêmes. Sur quoi se

IV Avertissement.

fonde-t-il, puisque je le défie de faire voir que j'en aye rien oublié d'utile & d'essentiel. Pour les analyses qu'il prétend vastes sans dire lesquelles, j'ai fait voir à deux autres Censeurs l'injustice de ce reproche; où a-t-il pris sans en rapporter aucune réflexion galante & morale, que j'en fais trop? Si je les fais, n'est-ce pas sobrement? qu'il me montre l'endroit où je les ai enchaînées, où elles fassent un mauvais effet. Il y a, dit-il, des Causes qui n'ont rien d'intéressant, il les passe sous silence; s'il les eût rapportées, on lui auroit fait voir qu'elles sont singulières, ou par le sujet, ou par le style. Il ne peut s'empêcher, dit-il, de convenir avec mes Censeurs que les extraits des mémoires des illustres Avocats sont les plus grands ornemens de mon Recueil. Je le crois bien: voilà un grand effort d'esprit. Quel est le Recueil, quel que bien fait qu'il soit, dont on n'en puisse dire autant? Il est allé chercher bien loin ce jugement. Il me voudroit plus de goût dans l'exécution. Qu'il dise quel est le défaut où j'ai donné! Qu'il s'explique! je vais lui donner un exemple d'un défaut de goût.

Il prétend avoir composé pour les Dames sa Bibliothèque Française, & il leur fait essuyer sur l'orthographe un examen fort long de plusieurs mauvais Auteurs. Il veut bien que je lui fasse un remerciement de leur part. Ces connoissances - là qu'il leur offre, n'ont pas beaucoup d'attraits pour elles. Elles refusent à ce prix d'orner leur esprit. Elles auroient voulu qu'il leur épargnât du moins la peine de leur faire passer ces mauvais Auteurs en revue. Elles tournent rapidement plusieurs feuillets de cet Extrait sur cette matière, & se trouvent impatientement enfin au bout. Au reste j'emploierai volontiers à l'égard de son Ouvrage, la phrase favorite dont il se sert dans son Livre en faveur de plusieurs Auteurs, *cet Ouvrage mérite d'être lu.*

Il me paroît si modeste dans sa Préface, que je suis per-

AVERTISSEMENT. v

persuadé qu'il ne donne pas dans le défaut des Critiques qui s'imaginent d'être Poètes, Orateurs, parce qu'ils les critiquent, & je ne crois pas qu'il pense que ne s'étant point attaché à cultiver la science d'un Avocat, il puisse l'être, parce qu'il a parlé du Barreau en Critique. Voici ce que j'ai dit d'un Censeur dont il n'a pas la vanité, je lui rends cette justice.

*Pour connoître le bon, on ne le sçait pas faire.
Et l'on n'est pas doué de ce feu nécessaire,
Qui forme le Poète, anime l'Orateur.*

Nous ne conviendrons pas des jugemens qu'il rapporte sur nos Avocats. Sacy, dit-il, est trop peigné, & l'Eloquence de M. Terrasson est trop fleurie. On taxe leurs perfections de ces défauts. Qu'on me permette pour me dédommager des Critiques, de rapporter le jugement d'un fameux Magistrat sur mon Ouvrage. Dès qu'il parut, il dit, dans la Bibliothèque des Avocats: Dieu soit loué, nous avons un Ouvrage de Droit qui peut se lire sans dégoût d'un bout à l'autre. Après cela je souffre facilement que les Abbés Desfontaines & Goujet me censurent.

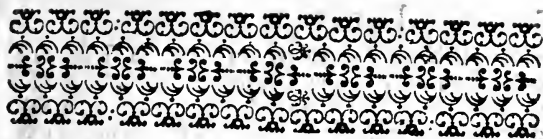
J'avois accoutumé dans les Préfaces de mes autres Volumes, de parler des Causes qui y étoient entrées, mais je ne me conformerai pas à cet usage, & je ne préviendrai point mon Lecteur, parce que je ne prévois point que cela soit nécessaire ici. Je dirai seulement que dans la Cause de la Comédienne célèbre, Me. de Laverdy qui parloit pour le Comédien a établi la doctrine curieuse qu'on prouvoit son mariage par fins de non-recevoir, ce qui ferme la porte à bien des Plaideurs téméraires. Je ne puis encore me défendre de faire deux observations sur deux Causes de ce Recueil. Premièrement la question *si la mort civile peut se prescrire par laps de tems*, ne s'étoit pas encore présentée, on ne peut pas mieux la creuser;

VI AVERTISSEMENT.

rien à mon sens n'est plus curieux & plus plein d'érudition. Secondement, c'est une injustice d'imputer, comme on le fait, du moins à la saine partie de la Nation Angloise, le Jugement de Charles Premier, puisque Cromwel étoit seul l'ame de ce grand crime, & que ne pouvant pas être secondé par la Chambre Haute, il la supprima. Il fallut qu'il prît ce qu'il y avoit de plus corrompu dans la Chambre Basse. Voilà l'ame & le corps de cette horrible action.



LETTRE



LETTRE

DE

L'AUTEUR

SERVANT DE DÉFENSE

AUX CAUSES CÉLÈBRES,

ET DE RÉPONSE

A DEUX ÉCRIVAINS

PÉRIODIQUES.

A M. L'ABBÉ * * *

JE vous adresse, Monsieur, la Réponse que je fais à mes Critiques. J'ai eu la destinée d'un grand Ecrivain sans l'être, beaucoup de Lecteurs, & de Critiques. Vous sçavez qu'il pleut des Ecrivains Périodiques de tout côté. Deux de ces Messieurs viennent de me faire essuyer leur mauvaise humeur. L'Auteur des Réflexions sur les Ouvrages de Littérature, trouve que je n'analyse pas assez les Causes que je mets en œuvre. Le second * qui a succédé à l'Auteur du *pour & contre*, juge que je fais trop de digressions & d'écarts. Il trouve à dire à mes Causes historiques, qui ne sont pas, dit-il, assorties à mon Titre. * Le Sieur de Cinq-mars.

Des Connoisseurs prétendent que le premier Censeur est le même que l'Auteur des Observations sur les

écrits modernes ; je trouve qu'il n'en a seulement qu'un faux air , & que c'est un second Abbé D. F. un peu mitigé *. Mon Censeur ne voit pas que des discours où règne l'éloquence ne comportent pas une analife. Je l'ai déjà dit , & mon Critique s'est contenté de le nier sans rien démontrer. Jugera-t-on qu'il soit fort familier avec l'éloquence ?

J'ai fait un parallele des Oraisons de Cicéron avec nos grandes Causes , & j'ai fait sentir par cette comparaison que les Plaidoyers de ce grand Orateur ne pouvant pas être abrégés , sans qu'on en altérât les beautés , il falloit porter le même jugement des Plaidoyers de nos Orateurs.

Il répond que les Oraisons de Cicéron sont d'un caractère bien differens. Que nos pieces consistent principalement dans l'exposition des faits , dans des principes propres à éclaircir le fonds d'une Cause. Quand on parle d'une matiere qu'on n'entend pas , on ne fait que bégayer. L'exposition des faits commence nos Plaidoyers. C'est dans le tour qu'on donne aux faits , & dans les réflexions qu'on y fait , que règne la véritable éloquence ; quand cela a été manié par un habile homme , cela est-il susceptible d'analife , sans qu'il y ait beaucoup de déchet. Qui dit un discours d'éloquence , dit un ouvrage dont non seulement les parties sont assorties ensemble pour composer un tout régulier , mais dont chaque partie a les ornemens qui lui sont propres. Comment mon Aristarque fera-t'il voir qu'en abregeant un plaidoyer éloquent , il en conservera les parties & les ornemens ? Qu'il entreprenne , puisqu'il a ce secret merveilleux ,

* On a déjà découvert que l'Abbé G qui est encore plus sçavant qu'agréable Ecrivain , a part aux réflexions sur les Ouvrages d'autrui ; on a surpris son écriture. Comme il est le Collegue de l'Abbé D. F. on a soupçonné qu'ils marchaient ensemble. On dit que le premier fait le canevas de l'Ouvrage , & que l'autre le brode.

veilleux , d'abreger le plaidoyer de M. Erard , pour la Mineure appelée en Religion ? C'est où je l'attens ; qu'il relève le défi que je lui fais , s'il l'ose ? On peut , dit-il , en abregeant un discours en conserver les morceaux d'éloquence. On peut conserver un diamant en l'ôtant de son châton ; mais ce diamant fera-t'il le même effet ? Ces morceaux d'éloquence hors du lieu où ils sont enchassés , quelle impression feront-ils ? D'ailleurs dans un discours véritablement éloquent , tout concourt , tout est essentiel à l'éloquence qui l'anime ; en alterer les parties , c'est le décomposer , comme je l'ai dit. Je désespère de faire goûter cette vérité à ceux qui n'ont pas de goût pour l'éloquence. La grande règle , c'est qu'un ouvrage dont on ne peut rien ôter n'est pas trop long ; c'est ce que dit Martial , *lib. 2. Epig. 77.*

*Non sunt longa quibus nihil est quod Demere possis.
At tu Cosconi Disticha longa facis.*

Mon Censeur ne seroit-il point un Cosconius.

*Nul discours n'est trop long , s'il perd de sa beauté
Dès qu'il est accourci : mais il est très frivole ,
Et part d'un Orateur prodiguant la parole ,
Si tu l'as abrege sans que l'art l'ait gâté.*

Disticha longa facis. Ne pourroit-on pas appliquer cela aux poésies sacrées de celui qu'on soupçonne être mon Censeur.

Je vous apprendrai , Monsieur , le personnage qui lui a inspiré cette fausse idée qu'il a prise. C'est son Libraire qui a eu cette belle imagination. Dabord mon Censeur avoit choisi un Libraire qui est tout uni dans ses manières ; le cercle médiocre de ses Lecteurs ne s'élargissoit point. Il a jetté les yeux sur un autre Libraire qui est si séduisant qu'il a l'art dans la vente de faire valoir des riens. Il reconcilieroit , s'il

Prenoit, le Public avec les ouvrages de l'Abbé Cottin. C'est la moindre chose que mon Censeur doive au talent de son Libraire, que d'en épouser les idées. J'ai dit que le Barreau offre des sujets infinis, & que j'ai bien de la matière. Mon Censeur pour avoir le plaisir de me dire une injure, appelle cela une Charlatanerie Gasconne. Si je voulois lui rendre cette injure, ne dirois-je pas qu'il l'a méritée, parcequ'il nous insinue qu'il possède le talent d'analyser les discours d'éloquence sans les gâter. Il m'interroge en disant pourquoi je mets en œuvre des Causes récentes ? Pourquoi j'emploie des Causes historiques d'une grande étendue, ayant tant de sujets à traiter ? Si un Auteur exprime son caractère en écrivant, celui-ci ne nous annonce pas beaucoup de politesse par l'injure qu'il dit à un Ecrivain qui ne l'a jamais troublé dans les irruptions qu'il fait sur le Parnasse. Je répondrai donc sans injure, qu'il est certain que les sujets du Barreau sont inépuisables ; nous en avons bien cinquante Recueils *in folio*, sans ceux qui naissent tous les jours : je ne veux pas croire qu'il soit si neuf que d'ignorer cette vérité. Si j'emploie des Causes récentes, je l'ai dit dans ma première Préface, c'est parceque je ne m'assujettis pas à la Chronologie : ce qui me gouverne, ce sont les matériaux que j'ai. D'ailleurs les Causes récentes m'ont été demandées par des personnes qui les ont vû plaider, qui en ont encore l'idée présente ; à l'égard des Causes historiques, je ne les ai données que pour les gens du Monde : mais je traiterai encore ce sujet, quand je parlerai de la critique de mon second Censeur. A l'égard du premier, je viens de donner un échantillon de sa Logique : on jugera à quoi sont exposés les Auteurs contre qui il se déchaîne de gayeté de cœur, & ceux qui ont la simplicité de se reposer sur la foi de ses jugemens.

Ce qui est de singulier, c'est qu'il m'appelle infatigable, parceque je donne deux volumes tous les ans :

ans : en imprimant une feuille chaque semaine , n'imprime-t'il pas bien deux volumes tous les ans ; partageons donc le titre d'infatigable : prenons seulement garde de n'être pas fatiguans.

Cet Auteur qui me fait la guerre sur mes digressions , opposons-le à lui-même ; voici ce qu'il me dit au commencement de son Tome sixième des Réflexions sur les Ouvrages de littérature , dans une critique de mon livre , à laquelle je n'ai pas daigné répondre , tant elle m'a paru frivole. Pour faire voir sa contradiction , je rapporte l'endroit tout au long.

Je ne bais pas entièrement les digressions , pourvu qu'elles soient réellement utiles ou agréables , je compare ceux qui savent les faire à propos à des gens qui voyagent pour leur plaisir ; le terme de leur voyage est la ville capitale ; cependant ils visitent avec soin les provinces , & observent ce qui s'y trouve de plus curieux. Dans le fond M. G. de P. fait prudemment de se livrer à son goût naturel ; il eut été fort embarrassé de se conformer à celui des personnes pour lesquelles son Recueil semble avoir été fait. L'Avocat n'auroit voulu qu'une exposition serrée des faits , qu'une exacte analyse de Mémoires , qu'une narration vive & dégagée de tout fait étranger. En suivant ce plan , l'Auteur auroit composé un livre sérieux , & ce ton n'auroit pas plu aux lecteurs prévenus depuis longtems par des ouvrages où ils s'attendent à trouver des contes plaisans. Ceux-ci auroient demandé une profusion des traits enjoués & badins , un air cavalier dans la narration , & moins de Jurisprudence. Il auroit fallu pour cela que l'Auteur eût trop souvent cherché l'occasion de rire & de faire rire. Il a donc saisi un certain milieu ; il a tâché de plaire à l'Avocat par l'abondance des matières du Païs , & à ses lecteurs enjoués par des réflexions badines , par divers traits historiques , par des digressions amusantes , sans quoi il n'auroit pas dévoré l'ennui inséparable de certains détails
sçavans

ſçavans où il eſt obligé d'entrer. Il a cru encore que le moyen le plus ſûr pour exciter la curioſité des Dames , dont il ambitionne les ſuffrages , étoit de ſemer à propos une érudition galante ; il eſt évident que M. de P. jaloux de plaire au plus grand nombre de lecteurs , n'a pû donner à ſon ouvrage une autre forme. On ne peut que louer ſon diſcernement & ſa prudence.

Tantôt il dit oui , tantôt il dit non , il change de ſentiment au gré de ſon caprice. Dira-t'il qu'il a voulu mettre en œuvre l'ironie , ſa figure favorite , & qu'il penſe tout le contraire. Mais ſ'il eſt d'un autre ſentiment , pourquoi ſon ironie eſt-elle raifonnée , & établit-elle par des preuves ce qu'elle dit ? Dans quelle Rhétorique , dans quelle Logique a-t'il pu iſe une pareille manière de raifonner & de détruire une opinion ? N'eſt-ce pas une toile de Penelope qu'on fait & qu'on défait ?

Le ſecond Cenſeur a-t'il le génie de celui à qui il ſuccède ? il reconnoit qu'il ne l'a point. Court-on un grand riſque d'en croire ſa modéſtie vraie ou fauſſe ? A mon égard je juge qu'il a un grand goût pour l'analife , puisqu'il fait la critique de mes quinze volumes en ſix ou ſept feuillets , encore la compile-t'il pour la plus grande partie de ce que j'ai dit. Je le compare à un homme qui aimoit tellement l'analife , qu'après en avoir fait une , il fit l'analife de l'analife. Je lui répondrai en bien moins d'eſpace pour juſtifier mes digreſſions , mes écarts & mes Cauſes hiſtoriques. C'eſt un ouvrage que j'ai déjà fait dans mes Préfaces. Il rapporte mes raifons , & y répond mal. Je me renferme dans cet unique argument : J'ai voulu mettre mon livre entre les mains des gens du Barreau , des gens du monde , & même des Dames. Je l'ai dit : ſi je m'étois contenté de faire des extraits des Plaidoyers , & d'en rapporter enſuite les Arrêts , j'aurois été lû des premiers , mais j'aurois fait un ouvrage ſoporatif pour les derniers.

Voilà

Voilà ce que mon Censeur me conseille. Il apprend en même tems qu'il en possède l'art; je le crois parceque je suis persuadé qu'il n'ignore rien, au-lieu qu'en suivant la méthode que j'ai prise, je suis parvenu à mon but, car j'ai le plaisir que les Magistrats & mes Confreres achètent mon ouvrage, & que les Dames & les gens du monde le lisent, & m'invitent à le continuer; qu'il me soit permis de me donner cette vanité pour me dédommager un peu de la critique, s'il est vrai que de tels Aristarques soient capables de me causer quelque dommage. Je n'avois point d'autre route à prendre que celle que j'ai prise pour venir à mes fins; j'y suis venu par cette voye, donc je suis à l'abri de la censure. La route est singuliere, je l'avoue; elle ne se seroit pas présentée à mes Censeurs. Mais sont-ils de grands Ecrivains? peuvent-ils servir de modèle? où sont leurs ouvrages?

*Journaliste nouveau, qui contre moi s'escrime,
Le beau monde me lit, & tu m'en fais un crime :
Ah que je te plairois, si j'étois ennuyeux !
J'aspire à devenir très coupable à tes yeux.*

Apportons ici des exemples de la conduite que j'ai tenuë :

Après avoir rapporté le pour & le contre dans la Cause de la Belle Epiciere, convaincuë d'adultère, avec toute la nettete dont mon génie est capable, je raconte tous les traits historiques concernant le Noble, qui a été le heros de ce Procès; le discours qu'il prononça sur la sellette, & même le Sonnet qu'il fit pour Madame de Maintenon pour implorer sa protection. Je rapporte ensuite les observations sur les peines de l'adultère dans toutes les Nations. Voilà les digressions que mon Censeur condamne, & que les gens du monde approuvent. Qui n'acheteroit leur approbation au prix du mépris de pareils Critiques,

ques , & ne croiroit l'avoir à grand marché ? Dans la Cause de le Brun , à la fin je rapporte à propos une décision d'un cas de conscience , sçavoir si un Juge peut juger sur des preuves qui sont contraires à sa propre connoissance.

Dans la Cause de la femme adultere authentiquée qui sortit de prison , pour épouser un Médecin , je raconte à la fin des histoires de Princes qui n'ont pas eu de repugnance à épouser des femmes décriées. Mon Censeur me fait un crime d'avoir rapporté celle de Justinien , & de Rodope au pied mignon. Ne devois-je pas avoir ce ménagement pour les gens du Monde , à qui je venois de faire essuyer un Plaidoyer sçavant , mais fort sec. Mon Censeur n'auroit pas eu tant de complaisance , il donne lieu de juger que son esprit peu souple , ne sçait pas se plier ainsi. Semblable au Renard de la Fable , voudra-t'il qu'on proscrive un talent qu'il ne possède pas. Si je parcourais toutes les Causes que j'ai traitées , on verroit non seulement que les digressions y sont cousues avec quelque art au sujet , mais que je les ai dû faire dans le dessein que j'avois d'avoir des Lecteurs & des Lectrices. La principale règle est celle de plaire , on lui doit immoler une extrême régularité. Je vous sçai bon gré , disoit le grand Prince de Condé à l'Abbé d'Aubignac , de ce que vous avez fait une Comédie dans toutes les règles. Mais je sçai mauvais gré aux règles de vous avoir fait faire une piece si ennuyeuse. Voilà où m'auroit voulu conduire mon Censeur. Si Boileau plaignoît le Théâtre d'être en proye à Pradon. Je plains le Parnasse d'être en proye à mes deux Aristarques.

A l'égard des Causes historiques qu'il prétend ne devoir pas entrer dans mon sujet , parcequ'il veut que Cause ne s'entende que des sujets qui se plaident. Il affecte d'ignorer que Cause s'entend de tous les sujets qui se contestent , soit dans la conversation , soit dans les procès qui se plaident , soit dans les procès

cès par écrit : ainsi les Causes historiques font du ressort de mon titre. Aussi le Pere Tournemine qui étoit un Aristarque d'un grand poids m'écrivit. *Par-mi vos Causes les plus amusantes, votre histoire de Cinq-Mars est assurément bien écrite. Je voudrois que vous nous donnassiez du même stile les histoires d'Enguerrand de Marigny, de Jacques Cœur, du Connétable de saint Paul, de Samblançay, & d'autres que je vous indiquerai.* Je montrerai la Lettre à ceux qui la voudront voir.

Mon premier Censeur ne pense pas comme le second ; il ne trouve pas à dire mes Causes historiques, mais il les trouve trop étendues.

La Cause de Cinq-Mars qui ne devoit pas entrer, suivant mon second Censeur, dans mon Ouvrage, entraîne après elle une des plus curieuses questions de droit. Mais pour montrer à quel degré va la mauvaise humeur de mon Censeur, c'est qu'il trouve mauvais que dans la Cause de la Fausse Testatrice, j'aye rapporté pour orner mon sujet, deux traits semblables à cette affaire, traits tirés de l'histoire Grecque, & de l'histoire Romaine. Il proscriit avec le même emportement l'histoire de Madame de Brinvillier, d'Urbain Grandier, de Madame Tiquet, de la fille faussement réputée Hermaphrodite, de la Marquise de Gange, du procès entre Saurin & Rousseau. Il bannit de mon ouvrage la morale contre les ouvrages licentieux & impies ; le procès de Gaufridy. Il traite tout cela d'inutilité.

Comme les Auteurs sont amoureux de leurs ouvrages, peu s'en faut que je ne compare mon aventure à celle de Santeuil dont un Magistrat traitoit les beaux vers d'inutilité, quoique ce qui vient de moi ne soit pas de ce prix.

La Cause historique d'Urbain Grandier est curieuse & intéressante. Elle nous apprend l'opinion que nous devons avoir de ceux qui passent pour Sorciers, & sur ce pied-là, elle ne peut pas être envisagée comme une inutilité ; si l'histoire des Diables de Loudun est

est une source où j'ai puisé , c'est qu'elle m'a paru bonne , nos stiles sont bien différens. Qu'ai-je fait que tout historien n'eût fait à ma place ?

La Dame de Brinvillier qui est dans du Rossset y est bien imparfaite , & très-mal écrite. Rappelle-t'il la question : Si le secret de la Confession doit être revelé en justice , question qui est traitée si favorablement ? rapporte-t'il tous les traits de Madame de Sevigné , le Mémoire de Madame de saint Laurent , contre Penautier ? Quelle bizarrerie de traiter tout cela d'inutilité , & surtout une question si importante ? Devrois-je répondre à un tel Censeur ? Madame Tiquet n'est-elle pas une scelerate intéressante ? ne me donne-t-elle pas lieu de traiter une question de droit : Sçavoir si le projet d'un assassinat est punissable en justice ? mon Censeur traite cela d'inutilité , aussi bien que la fille Hermaphrodite ; a-t-il eu quelque chose à démêler avec de tels monstres ? car je ne comprends pas la source de sa mauvaise humeur ; tout le monde dira qu'on ne voit d'inutilité qu'une censure telle que la sienne.

L'histoire de la Marquise de Gange qui a été goûtée des connoisseurs n'a pas eu l'art de lui plaire , c'est un vrai malheur. Qui pourroit deviner son goût ? je n'ai point pris dans du Rossset cette histoire ; qu'il lise cet Auteur que je soupçonne être son favori , il verra qu'à l'empoisonnement près , & ce qu'elle dit alors aux assassins , & ce qu'ils lui disent , le jour & la nuit , ne sont pas plus différens que nos deux ouvrages , celui de son favori & le mien. On ne sçait point ce que devient l'Abbé de Gange dans du Rossset ; cette partie de son histoire est oubliée ; infere-t'il le mémoire de Madame de Gange , & la réponse ?

A l'égard de l'histoire du procès entre Saurin & Rousseau , j'ai été en droit de la donner au public , sur la foi d'un Arrêt autentique. Plus les talens

talens de ce Criminel sont rares , plus son esprit est distingué ; plus l'exemple est instruisant pour le public , & plus la punition du crime est capable de contenir ceux qui y ont du panchant. Mon Censeur me rend justice quand il dit que je n'ai point de ressentiment personnel contre Rousseau ; mais il ne me la rend pas , quand il dit que j'affecte de condamner ses ouvrages , je les estime beaucoup , & je les ai loués du côté de l'esprit dans cette Cause ; mais cela n'affoiblit point l'horreur que j'ai de son crime *

Mon

* Voici ce que j'ai dit de sa Poésie :

Son vers est aisé , noble , naturel , & a l'air d'une très-belle prose , sans être prosaïque : ses rimes quoique riches , obéissent toujours à la raison ; le naturel qui éclate dans l'ouvrage , loin d'en souffrir , en est paré plus agréablement.

On fait tort au Sicur Rousseau de le comparer à Marot ; il est vrai qu'il l'a égalé dans la naïveté qu'il a alliée avec la finesse dans ses Ouvrages licentieux. Mais dans ses Pseaumes , il est aussi élevé , disons-le , aussi sublime que Marot est petit , plat & insipide ; il rend la force , l'énergie , la beauté des pensées de David ; Marot l'affoiblit , l'énervé , l'avilit.

Le Partisan de Rousseau le plus passionné en diroit - il davantage ?

Voici ce que j'ai dit dans l'esprit des conversations agréables , en opposant Rousseau à l'Abbé N * * * qui a paraphrasé en vers quelques Pseaumes. Ce dernier avoit dit trivialement que le Soleil fait le jour & la nuit. Cela donna lieu à l'Epigramme que je fis , où j'appellai Rousseau, Racine, & l'Abbé N * * * , Pradon :

*David est le soleil du Racine nouveau ,
Et du nouveau Pradon ; il versa sa lumière ,
Sur le premier qui fournit sa carrière ,
Tandis que le second obscur comme un tombeau ,
Ne marche qu'en tremblant. Ce stérile Poète
Cherche envain le jour qui le fuit ;
Ainsi David , ce sublime Prophète ,
Imitant le Soleil , fait le jour & la nuit.*

Mon Censeur trouve déplacée la Morale contre les ouvrages licentieux , impies ; n'est-elle pas liée naturellement au procès de Rousseau , puisque ses ouvrages de ce caractère y furent produits , & que pour justifier sa contumace , on allegua qu'il craignoit le sort de l'accusation d'impiété , & d'être l'auteur des vers enjoués sur l'amour Platonique. Je veux croire que le cœur de mon Censeur n'est pas d'intelligence avec son esprit quand il condamne cette Morale.

Il est superflu que je parle de mes autres digressions ; ce sont des preuves que j'ai voulu plaire aux gens du monde , elles sont ramenées à propos , après que j'ai traité mes sujets à fond , & elles m'ont conduit à mon but ; si elles ont ridé le front de mon Censeur , j'avouërai bonnement que je ne travaille pas à l'éclaircir à ceux qui pensent comme lui , & je lui annonce que les défauts qu'il reprend regneront dans le seizième & dix-septième Volumes que je donnerai au public ; je me conforme en cela à grand nombre de Magistrats & de mes Confreres très-éclairés qui me l'ont conseillé.

J'ai sujet de me plaindre de mes Censeurs ; la grande passion qui les anime , les aveugle , & leur fait trouver tout mauvais dans mon ouvrage , qui a paru , je le puis dire , dont on a fait plusieurs éditions , tiré jusqu'à 4000 exemplaires , qu'on a contrefait dans les pays étrangers ; mais je ne pense pas que je ne suis pas du nombre des Auteurs , qui doi-
vent

J'ajoutai : quand on voit Rousseau & l'Abbé N * * * , qui prennent l'essor vers David qui est le Soleil qui les anime suivant l'Epigramme , il semble qu'on voit dans le premier un Aigle qui s'élève fort haut vers cet Astre , & dans l'autre un oïson , qui sans pouvoir franchir le mur de sa basse-cour , retombe après quelques efforts , dans la fange dont il étoit sorti.

Pouvois-je exalter davantage Rousseau ?

vent avoir de l'esprit auprès d'eux ; car ils ont juré que :

Nul n'aura de l'esprit , hors nous & nos amis.

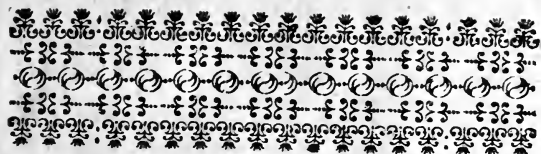
On conseillera toujours à un Auteur qui a réussi de se rire d'une nuée de tels Censeurs, & de continuer de leur déplaire à ce prix ; ce seroit bien prendre le change que de courir après l'estime de ces critiques en méprisant celle du public.

Mon second Censeur est si injuste , qu'il trouve à dire que dans une Cause qui a pour objet un prétendu spectre , j'ai parlé de la Palingenesie ; n'en parlai-je pas à propos , puisqu'elle est la Cause des faux spectres ; il a voulu faire voir peut-être par cette chicane qu'il me fait , qu'il possédoit la science du Palais , car il ne m'en a pas donné d'autres preuves ; mais qu'il y prenne garde : de la chicane à la véritable science du Barreau , il y a bien du chemin à faire ; d'ailleurs mes deux Censeurs ne sont ni Jurisconsultes , ni ne paroissent pas avoir la moindre teinture du Barreau. Nous donnent-ils le moindre signe qu'ils sont touchés des beaux endroits que j'ai recueillis ; c'est du bien perdu pour eux ? nos Orateurs ont fait une dépense superflue pour ces Aristarques. Nous ont-ils enrichi leurs critiques d'observations sur des questions de droit de mon Recueil ? ils nous répondront qu'ils ne possèdent pas la Jurisprudence. Pourquoi , leur dirai-je en jurant par Apollon & par Themis , entreprenez-vous donc d'exercer une juridiction despotique sur un ouvrage de droit qui est pour vous un pays inconnu ? Ne blasphemérez-vous pas ce que vous ignorez ?

A ce trait l'on reconnoît pour mon premier Censeur , l'Auteur des observations sur les écrits modernes , parce qu'il traite souvent des matieres qui ne lui sont pas trop familiares ; aussi voyant le succès de mon ouvrage , a-t-il reproché à son collegue de

ne lui avoir pas inspiré un pareil dessein. Entreprendre un ouvrage de droit sans être Jurisconsulte, quelle comédie pour le Palais ; ne se rappelle-t-on pas le trait de ce Tailleur d'Henry IV, qui lui présenta des Règlemens de Justice qu'il avoit composés ? Qu'on dise, s'écria ce Monarque, à mon Chancellier qu'il me fasse un habit. Je n'en dirai pas davantage : J'ai lieu de croire que le public, qui m'a fait un bon accueil, s'élèvera contre des critiques à qui je déplaïs, précisément parce que je lui ai plû. Je suis, &c.

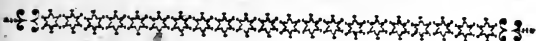




CAUSES CELEBRES

ET

INTERESSANTES;
AVEC LES JUGEMENS
QUI LES ONT DECIDE'ES.



*FILIATION VAINEMENT RECLAME'E ,
malgré la Preuve admise par le premier Juge ,
& autorisée provisionnellement par le Parlement.*

Lorsque la vérité dans les questions d'état est tellement obscurcie qu'elle ne peut être pénétrée par les Juges , ils s'attachent alors aux règles & aux principes qu'ils suivent comme des motifs qui les déterminent , mais ils n'osent condamner à des peines ceux qui succombent , soit qu'ils craignent de punir une personne qui reclame un état que la nature lui a donné , soit qu'ils voyent que l'erreur qui l'a guidé n'a pas sa source dans la mauvaise foi , & que les apparences qui l'ont trompé , sont si fortes qu'elles ont

pû animer ses démarches sans qu'on puisse le traiter d'imposteur.

Telle est la Cause du prétendu Sasilly dont la naissance paroît cachée , soit dans le système qu'il a embrassé , soit dans celui que sa partie adverse a soutenu.

Dans le système de la Dame de Sasilly , c'est un enfant anonyme qui lui a été confié sous le seau du secret ; qu'elle a gardé si religieusement , qu'elle n'a pas même voulu le trahir en justice , quoique la loi de son propre honneur semblât l'y obliger. Pour justifier les soins qu'elle a donné au prétendu Sasilly pour son éducation , elle allegua qu'elle en avoit été chargée par un particulier, qui lui avoit remis une somme d'argent qu'elle n'a pas spécifié ; ces soins mêmes n'ont pas été continuels dans les premières années de cet enfant sans nom : une autre personne a pourvu à son entretien.

Dans le système de celui qui prétend être son fils , lorsqu'elle fut grosse de lui , elle déguisa sa grossesse , & après en avoir accouché , elle le fit baptiser sous un nom supposé. Au milieu des soins qu'elle lui donna pour son éducation , elle cacha toujours sa maternité : la vérité ne lui échappa que lorsqu'elle ne put pas trahir les sentimens de la nature. Voilà ce qu'il a dit ; mais il est toujours vrai que dans l'un & l'autre système , sa naissance paroîtra incertaine dans le fond , & que c'est ici un enfant de ténèbres que cette Cause nous présente. Soit que l'amour malgré l'honneur lui ayant donné la vie , l'honneur malgré l'amour l'ait obligé de l'abandonner , & de le laisser à la merci d'une triste destinée , ou soit que son pere , & sa mere ayant été obligés de se cacher pour éviter un sort funeste , n'ayent pû lui assurer un état.

La Dame de Sasilly , après l'Arrêt qu'elle a obtenu est en droit de traiter de calomnie toute les malignes conjectures qu'on pourroit former , & de faire recevoir l'histoire qu'elle a mise en œuvre ; ainsi le récit que le prétendu Sasilly a fait ne doit donner aucune

prise

prise sur elle ; si on le rapporte , ce n'est point pour qu'on y ajoute foi dans les circonstances qui peuvent donner atteinte à l'honneur de la Dame de Sasilly ; on y est entraîné par la nécessité de dire le pour & le contre en rapportant cette Cause. Aux impressions que ce récit fera naître contre les parties du prétendu Sasilly , elles opposent l'Arrêt qu'elles ont obtenu , qui a jugé la question en leur faveur.

Mais venons à la Cause : en 1680. le sieur de Sasilly , Capitaine de Vaisseau de haut-bord , originaire de la Province de Poitou , épousa la Demoiselle Juglas de Villera y : ils étoient sortis l'un & l'autre d'une famille noble , & jouissoient d'une fortune proportionnée à leur condition. Mais après trente ans de mariage , le mari mourut en 1713. Le Public ne lui connut après sa mort qu'une fille qui épousa le Comte de Rusé , & qui recueillit tous ses biens.

Cependant suivant l'histoire que celui qui reclame l'état du fils du sieur de Sasilly , a mis en œuvre par l'organe de Me. Pommier de Rougemont , on a prétendu qu'en 1704. la Dame de Sasilly fut grosse , & cherchant à cacher sa grossesse , feignit d'être hydropique. Voici comme a parlé cet Avocat : la Médecine des Provinces de Touraine & de Poitou , ne put pas la guérir , elle dit qu'elle étoit obligée de venir à Paris chercher sa guérison ; ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a métamorphosé des grossesses en hydropisie.

Moyens de
fait & de
droit du
prétendu.

Mais ces artifices ne réussissent qu'après de ceux qui ne veulent pas approfondir ; d'ailleurs l'hydropisie est une de ces maladies dont la cure parfaite & radicale est regardée comme une espèce de miracle ; les secrets de l'art se réduisent à prolonger pour quelque tems par des remèdes connus les jours du malade , & quand cette maladie est arrivée à un tel période , que les Médecins des deux Provinces sont au bout de leur science , il ne faut pas espérer que ceux de Paris aillent plus loin. Une femme hydropique en 1704. dit le défenseur du prétendu Sasilly , & abandonnée dès

lors des Médecins de son Pays, qui jouït en 1705. de la santé la plus ferme, nous rappelle le merveilleux d'une fable, que la Poésie a inventé; c'est Epimene de qu'on croit mort, & qui ressuscite après un long sommeil.

Le secret dans ces sortes d'avantures ne peut pas se renfermer dans la personne intéressée à le garder, le besoin qu'elle a de secours la force malgré elle d'avoir des confidens; un ami, un Médecin, une femme entenduë ne font point de trop, ce furent aussi les personnages que la Dame de Sasilly choisit pour leur révéler sa situation, & le dessein qu'elle avoit de tenir cachée la naissance de l'enfant dont elle étoit enceinte.

Le Sieur Mornay de Marconay Gentilhomme du voisinage fut l'ami sur qui elle jetta les yeux; le sieur Durand qui exerçoit à Tours la Médecine avec quelque distinction fut le Médecin à qui la Dame de Sasilly eut recours; il lui indiqua le troisième personnage, c'est-à-dire la femme entenduë dont elle avoit besoin dans ses couches, elle se nomme Marie-Louïse Saulier, elle étoit veuve d'un Chirurgien de Tours, appelé Louïs Senard, elle étoit Sage-femme.

Les mesures ayant été concertées pour le voyage de Paris vers le mois de Septembre de l'année 1704. la Dame de Sasilly partit de son Château de la Baudonniere avec le sieur de Marconay dans une chaise à deux, ils se rendirent à Tours, & descendirent à l'auberge de saint Estienne. Là ils prirent la veuve Senard qui vint avec eux à Paris montée sur un cheval, ils y arriverent tous trois, & furent loger à l'Hôtel de Cahors, près les Cordeliers.

La Dame de Sasilly qui vouloit qu'on crût qu'elle étoit hydropique pour écarter les soupçons que son voyage à Paris pourroit faire naître dans la Province, envoya chercher aussitôt son arrivée un ancien Religieux de l'Ordre de saint Benoit, qu'elle sçavoit y être pour ses affaires; elle le connoissoit particulie-

rement

rement parce qu'il étoit pourvû d'un Prieuré considérable à Chinon dont la Baudonniere n'est pas éloignée. Ce Prieur s'appelle Fachu de Coutes.

Il vint la trouver le lendemain à l'Hôtel de Cahors, il lui marqua son étonnement de la voir à Paris, elle lui répondit en lui montrant son ventre : *je suis hydropique, & je me suis logée auprès des Cordeliers, parce que j'ay appris qu'il y en avoit qui guérissent de cette maladie.* Le Prieur lui repartit, *vous m'avez bien l'air, Madame, d'avoir une hydropisie, dont vous serez bientôt guérie.* Cette repartie ferma la bouche à la Dame de Sasilly, & lui fit comprendre que le Prieur pénétoit le mystère; elle ne s'en inquieta pas beaucoup; c'étoit un ami qui n'étoit pas indiscret. Depuis cette première conversation, on ne lui cacha rien. Quelque tems après, la Dame de Sasilly vit paroître chez elle des signes qui annonçoient un accouchement prochain; elle chargea aussitôt la veuve Senard de lui chercher un endroit écarté où elle ne fût point exposée à la curiosité comme dans un Hôtel garni, & où elle pût dérober plus facilement la connoissance de ses couches. Voilà l'avantage qu'on a à Paris, on y peut se cacher aisément; y est-on découvert? on se transplante ailleurs, les curieux sont dépayés.

Ce fut dans la rue & carrefour saint Benoît, au coin de la rue Taranne que la veuve Senard loua une chambre au second étage chez un Boulanger, qui avoit pour enseigne les deux Anges. Le Prieur de Coutes étoit avec la Dame de Sasilly à l'Hôtel de Cahors, quand la veuve Senard vint lui annoncer le lieu de retraite qu'elle lui avoit choisi, & ce Prieur à qui on n'en fit point de mystère, y alla voir la Dame de Sasilly après qu'elle s'y fut retirée, & la trouva au lit.

Le 8. Décembre 1704. l'hydropisie disparut, le moment de l'accouchement arriva, la Dame de Sasilly

mit au monde l'enfant en question , elle fut secouruë par les soins de la veuve Senard.

Il falloit baptiser l'enfant ; mais pour seconder le projet de la Dame de Sasilly , il falloit user de déguisement dans les Régistres publics. La Dame de Sasilly , & la veuve Senard travaillèrent d'esprit , & convinrent de nommer l'enfant Louis Alexandre , & de le déclarer fils de Louis Jean-Baptiste Marin , Seigneur de la Coudraye , Capitaine de Cavalerie , & de Marie Elizabeth de la Riviere. Le Fief de la Coudraye , & la Metairie de la Riviere que le sieur de Sasilly possédoit , vinrent alors s'offrir à l'esprit de nos acteurs embarrassés. Les qualités de Capitaine de Vaisseau qu'avoit alors le sieur de Sasilly fit naître l'idée du nom de Marin ; ils auroient dû choisir un nom qui dépayât davantage l'enfant ; on défie la Dame de Sasilly de rapporter la plus legere preuve qu'il y ait jamais eû un Louis-Jean-Baptiste Marin , Seigneur de la Coudraye , Capitaine de Cavalerie ; s'il en avoit existé un , il seroit facile de le justifier. Il y a des monumens qui conservent les Officiers qui commandent une troupe au service du Roi , & si on n'y voit point d'Officier de ce nom-là , c'est sans doute un être de raison que l'intrigue a substitué au véritable pere.

La Dame de Sasilly qui ne pouvoit se reposer mieux de l'exécution de son dessein que sur la veuve Senard , voulut pour être plus sûre du succès , que cette veuve fût Marraine de son fils , & elle choisit pour le porter à l'Eglise une femme qu'elle avoit vuë dans sa Province , & qui étoit veuve d'un nommé Darfi Cuisinier du feu Duc de Richelieu.

Le 9. Décembre 1704. l'enfant fut présenté au Baptême dans l'Eglise de saint Sulpice , par la veuve Senard qui prit pour Parrain un Cocher appelé Jean Saumon. La veuve Senard dicta au Prêtre chargé de l'inscription des Baptêmes sur les Régistres , les noms de l'enfant , des pere & mere , ainsi que la Dame de Sasilly en étoit convenue avec elle. Le Prêtre lui
ayant

ayant demandé la demeure des pere & mere , elle déclara le pere absent , & la mere demeurante rue Carefour saint Benoit , à l'enseigne des deux Anges ; c'est comme on l'a dit précisément la rue & la Maison où la Dame de Sasilly étoit accouchée la veille.

Il se rencontra une conjoncture heureuse pour l'enfant , dans le tems même qu'on le baptisoit à saint Sulpice : on y marioit un Domestique du feu Duc de Richelieu appelé Persie , & à ce Mariage assistoit un Domestique du même Seigneur nommé Louis Margot , qui voyant qu'on faisoit un Baptême s'approcha du côté des fonds , & apperçut une femme qui aussitôt qu'elle le vit , baissa sa coëffe. Il reconnut cette femme pour la veuve Darfi dont le mari avoit été Cuisinier du feu Duc de Richelieu ; & comme la grossesse de la Dame de Sasilly avoit transpiré jusqu'à l'Hôtel de ce Seigneur , où tout le monde n'étoit pas également la dupe de l'hydropisie , Louis Margot entendait dire à quelqu'un le lendemain que la Dame de Sasilly étoit accouchée la veille , se rappella le Baptême qu'il avoit eu la curiosité de voir , l'action qu'avoit faite la veuve Darfi en baissant sa coëffe , & il ne douta point que l'enfant baptisé ne fût celui dont la Dame de Sasilly étoit accouchée la veille ; c'est à sa déposition que celui qui reclame l'état du fils du sieur de Sasilly est redevable de la découverte de son Extrait-Baptistaire ; qu'on le rapproche de tous les faits qu'on vient de raconter , qu'on réfléchisse sur cette hydropisie miraculeusement guérie , & en aussi peu de tems. Hydropisie si propre par elle-même à servir de manteau à une grossesse ; guérison qui ressemble si bien à un accouchement ; l'incrédulité ne trouvera plus de ressource , il faudra qu'elle se rende.

Le Prieur de Coutes vit l'enfant de la veuve Darfi lorsqu'elle le rapporta à la Maison. Deux ou trois jours après il rendit visite à la Dame de Sasilly qui étoit au lit , & qui lui parla les rideaux fermés.

La Dame de Safilly retablie de ses couches partit par le carosse de Tours-, avec la veuve Senard, & tout ce que le fils Safilly a pû savoir de son sort pendant les deux mois qui suivirent sa naissance, c'est qu'elles l'emmenèrent avec elles, & le laissèrent chez une Nourrice en Beausse; on l'en va bientôt voir sortir, & on ne le perdra plus de vuë.

La Dame de Safilly, & la veuve Senard arrivées à Tours, descendirent chez René Moreau, Chirurgien de la même ville; ce René Moreau est Gendre de la veuve Senard. Il sçavoit parfaitement bien, comme il le déclare lui-même, que l'hydropisie de la Dame de Safilly étoit une grossesse; il la félicita sur sa prompte guérison en homme qui étoit instruit; mais elle abregea la conversation en lui disant sèchement, *Monsieur, je me porte bien.*

Dès le lendemain la Dame de Safilly s'en retourna chez elle à la Baudonniere, accompagnée de la veuve Senard, afin de concerter avec elle & le sieur de Marconay, les mesures qui conviendroient le mieux au secret.

Le sieur de Marconay étoit autant nécessaire à la Dame de Safilly dans cette occasion que dans la première où il lui avoit prêté son secours pour le voyage de Paris; il s'agissoit d'avoir continuellement de l'argent pour la nourriture & l'entretien de l'enfant, & souvent c'est une ressource qui manque à une femme en puissance de mari. Il étoit de plus important pour le secret qu'un tiers eut soin de remettre cet argent à la veuve Senard qui demouroit à Tours; le sieur de Marconay offrit sa bourse, & voulut bien être ce tiers à qui la veuve Senard s'adresseroit. On verra que fidèle à ses engagements, il les a parfaitement remplis pendant tout le tems que le sieur de Safilly pere a vécu.

La veuve Senard revenuë à Tours, reçut ordre peu de tems après de retirer l'enfant des mains de la Nourrice de Beausse, & de le placer ailleurs; elle
exécuta

exécuta l'ordre , elle monta à cheval accompagnée d'un homme qui la suivit à pied , elle alla dans l'endroit de la Beausse où étoit nourri l'enfant , elle le reprit , & le porta un soir dans un lieu voisin de Tours appelé saint Barthelemi , elle le donna à nourrir à Jeanne Paimparé , femme de Jean Pressé, Vigneron.

Soit que l'enfant ne fût pas bien chez cette Nourrice , soit qu'on s'imaginât qu'il pourroit être découvert , la veuve Senard l'en retira deux mois après , & le fit remettre par un homme qui s'appelloit Marchand , à la veuve d'un nommé Aubin , demeurant au lieu de Boissonnet , Paroisse d'Athée Village à quatre lieues de Tours.

Cette femme le nourrit pendant quelque tems, après quoi il passa de ses mains dans celles de la veuve Brunet, qui étoit sœur de la veuve Senard, & qui habitoit dans le même Village d'Athée.

Il demeura avec la veuve Brunet jusqu'à l'âge de deux ans que la veuve Senard le prit chez elle. Il fut partout entretenu avec soin , & c'est un fait attesté par plus d'un témoin , qu'il étoit très-bien mis , que les habillemens qu'on lui faisoit porter , étoient très-propres. La femme de Moreau , fille de la veuve Senard , dépose que tous ces habillemens étoient envoyés & fournis par la Dame de Safilly.

Dans le tems que l'enfant étoit élevé par la veuve Senard , la Dame de Safilly qui cachoit son fils infortuné chez la veuve Senard , mit sa fille en pension chez cette veuve. La Demoiselle de Safilly sa fille étoit alors âgée de 19. à 20. ans , & n'étoit point encore mariée. Ce fait a été avoué par la Dame de Safilly dans son Interrogatoire où elle dit en propres termes qu'elle mit sa fille en pension dans le tems que l'enfant dont il s'agit y étoit.

Voici le tems que Safilly fils a passé avec la Demoiselle Safilly sa sœur , qui lui offre quelques circonstances qui apportent de nouvelles lumieres. Soit que

que la Demoiselle de Safilly sçut qu'il étoit déjà son frere , parce qu'elle l'avoit appris de la veuve Senard qui passoit bien des momens avec elle , il est attesté qu'elle faisoit au fils Safilly beaucoup de caresses , & qu'elle le traitoit de frere dans la Maison de la veuve Senard.

Peu de tems après que la Demoiselle de Safilly eut quitté la Maison de la veuve Senard , cette veuve tomba dangereusement malade. René Moreau son gendre la fit transporter chez lui pour être plus à portée de lui donner ses secours. Quand il la vit réduite dans un état qui ne laissoit guères plus d'espérance, prévoyant qu'il alloit être chargé de l'enfant qu'elle avoit avec elle, il lui demanda de l'éclaircir sur le sort de cet enfant. La veuve Senard mourante lui répondit en ces termes : *Je ne puis vous cacher sa naissance, il est fils de Madame de Safilly, il a été baptisé en la Paroisse de saint Sulpice, je l'ai tenu sur les Fonds de Baptême avec un Cocher, ayez en bien soin, ce sera Monsieur de Marconay qui vous payera.*

Rien n'est plus positif que cette déclaration que René Moreau , & Louise Senard sa femme ont rapportée dans leurs dépositions ; & ce qui mérite une attention infinie , c'est qu'elle se concilie parfaitement avec l'Extrait - Baptistaire de Safilly le fils , tiré des Régistres de saint Sulpice , & qui n'a été découvert que depuis que Moreau & sa femme ont été entendus. On y voit en effet un Cocher pour Parrain , & pour Marraine la veuve Senard ; Safilly le fils , après la mort de cette femme demeura chez René Moreau , qui fut payé pendant deux ans par le sieur de Marconay. Mais le sieur de Safilly pere étant décédé , le sieur de Marconay qui n'étoit pas bien apparemment remboursé de ses avances , vint à Tours , & déclara à Moreau qu'il ne prétendoit plus rien donner à l'avenir , & le chargea d'en informer la Dame de Safilly , qui se trouvoit par la mort de son mari , en situation de payer la pension , & l'entretien de l'enfant.

Ce fut dans cette conversation que le sieur de Marconay fit à Moreau la priere qu'il n'a que trop fidellement exécutée , de brûler toutes les Lettres qu'il pouvoit lui avoir écrites , & à sa belle mere , & celles qu'il trouveroit de la Dame de Safilly.

Moreau informa par une lettre la Dame de Safilly de la résolution du sieur de Marconay ; elle lui écrivit en réponse qu'il eut à continuer ses soins à l'enfant, & qu'elle le payeroit ; c'est un fait dont elle est convenuë dans son Interrogatoire.

Cependant deux années s'écoulerent sans qu'elle pensât à satisfaire à sa promesse ; elle ne faisoit point tenir d'argent à Moreau , elle ne répondit pas même aux Lettres qu'il lui écrivoit à ce sujet ; son silence fit prendre à Moreau le parti de l'aller trouver à la Baudonniere ; il débuta par des reproches ; la Dame de Safilly répondit par un accueil touchant jusqu'à embrasser Moreau en lui disant les larmes aux yeux : *Mon cher Moreau, vous sçavez tout, je suis bien malheureuse.* Elle lui fit donner ensuite de l'argent par un Fermier, & sur ce qu'il déclara en partant qu'il ne vouloit plus avoir l'enfant chez lui , à moins qu'elle ne lui en donnât un écrit, elle se détermina à parler à Tours au sieur Durand Medecin qui manda Moreau, & voulut l'engager de garder l'enfant sans écrit. Mais Moreau persista dans sa résolution , & l'exécuta sur le champ. Il alla chercher l'enfant, le conduisit chez le sieur Durand, & là il le rendit à la Dame de Safilly qui l'emmena avec elle dans sa chaise à la Baudonniere , & ensuite le mit chez la nommée Louise Caqueville veuve la Touche qui l'avoit servie autrefois , & qui demeuroit dans un endroit appelé la Regie entre Richelieu , & Champigni.

L'enfant demeura environ deux ans & demi chez la Caqueville. La Dame de Safilly payoit exactement sa pension , il y étoit connu sous le nom d'Alexandre , c'est le nom qu'on lui donnoit le plus fréquemment. On l'a aussi appelé quelquefois du nom
de

de Louis , & singulierement dans un Brevet d'apprentissage , dont on aura occasion de parler dans un moment. Ces deux noms , Louis Alexandre font précisément ceux de l'enfant baptisé en 1704. à S. Sulpice , & tenu sur le Fonts de Baptême par la veuve Senard.

Peu de tems après que la Dame de Safilly eut marié sa fille au Comte de Rusé , elle retira l'enfant des mains de la Caqueville , & se détermina de le mettre chez les Sieur & Dame de Rusé. Avant d'exécuter son dessein , elle le fit habiller par un Tailleur de Richelieu qui lui fit un habit brun qu'elle lui fit essayer , & qu'elle lui recommanda de tenir propre. Le détail de tous ces faits est peu propre par lui-même à exciter la curiosité , & n'a rien qui pique le Lecteur , mais c'est un enchaînement de faits , très-important pour la cause qui reveillera l'attention quand on verra l'usage qu'on en fait pour conduire à la vérité , ainsi qu'on ne s'impatiente point en essuyant tant de minuties , elles sont ici essentielles. J'ajouterai qu'il a fallû que le défenseur de la Cause du prétendu Safilly , qui n'avoit ni Extrait-Baptistaire , ni possession pour soutenir la qualité qu'il réclamoit , ait recueilli toutes ces circonstances jusqu'aux plus legeres.

La Dame de Safilly , continue l'Historien , fit faire à Safilly un habit d'un just'aucorps d'écarlate qu'avoit porté le défunt Safilly son mari , & lui donna du linge , & tout ce qui étoit nécessaire pour le bien équiper , jusqu'à un fournement & un petit fusil pour la chasse.

A peine fut-il arrivé dans la Maison des Sieur & Dame de Rusé où elle l'avoit fait conduire par leur Cocher appelé Jacques Michault , dit Poitevin , qu'elle fit tirer du garde-meuble un lit qu'elle fit tendre dans la chambre des freres du Sieur Rusé , il y coucha pendant quelque tems.

Les attentions qu'on eut pour lui dans les commens jointes à certains traits de ressemblance que
la

la nature avoit gravés entre lui , la Dame de Safilly , & la Dame de Rufé , & qui ne sont point encore effacés , rappellerent à quelques personnes le souvenir de l'hydrôpisie de 1704. On causa , les Domestiques jaserent , l'enfant qui entroit dans l'âge où l'intelligence commence à se faire jour , prêta l'oreille , & parla. Les Sieur & Dame de Rufé sentirent qu'il étoit de conséquence de ne point autoriser par leur conduite un bruit qui pouvoit aller plus loin. Ils informèrent la Dame de Safilly qui s'étoit retirée depuis leur mariage dans le Monastère de Champigny. Elle vint les trouver à la Baudonniere ; elle tint conseil avec eux. La première idée qui se présenta , fut d'écarter le jeune garçon. Mais soit qu'on appréhendât qu'une pareille démarche ne servit plutôt à accréditer le bruit qu'à le détruire , soit que la Dame de Safilly fut embarrassée sur le choix de l'endroit où elle placeroit son fils , on abandonna cette première idée , & on convint qu'il seroit plus expédient de lui faire jouer dans la maison le personnage de Laquais de la Dame de Rufé sa sœur. Mais la Dame de Safilly ne se rendit à cet avis qu'à condition que les Sieur & Dame de Rufé adouciroient autant qu'ils pourroient la servitude à laquelle elle condamnoit son fils , & pour les y exciter , elle leur donna une Maison de 150. livres de rente appelée le Poitou.

Voilà donc le fils de Safilly travesti en laquais. On lui fait quitter l'habit d'écarlate pour prendre les livrées des Sieur & Dame de Rufé. Si ce travestissement fut capable de tromper ceux qui n'étoient pas bien au fait , il n'en imposa point aux personnes qui mieux instruites remontoient à la source.

Le fils Safilly ne resta pas longtems dans cet indigne état , quoique la Dame de Safilly sa mere se crût par un faux respect humain engagée à soutenir le déshonneur qu'elle avoit fait de lui dès sa naissance , souffrant intérieurement de le voir dans la servitude , elle faisoit pour l'en tirer l'occasion d'un voyage que les

Sieur & Dame de Rusé vinrent faire à Paris, au commencement de l'année 1720. & elle leur fit promettre qu'aussi-tôt qu'ils seroient arrivés ils mettroient en apprentissage le fils Sasilly chez un Maître Tailleur.

Les intentions furent exécutées comme elle le desiroit. Les Sieur & Dame de Rusé convinrent de prix avec le nommé Thibaudeau, & le 18. Février 1720. il fut passé devant Notaire entr'eux un Acte en forme de Brevet d'apprentissage qui par le déguisement qu'on y a affecté, aide beaucoup à la découverte de la vérité, & a des rapports singuliers, avec l'Extrait-Baptistaire de 1704.

Ce Brevet porte que les Sieur & Dame de Rusé, pour faire le profit de Louis Archer, âgé de 15. ans, fils de défunt Archer & de sa femme ses Pere & Mere, ont reconnu l'avoir mis en apprentissage pour quatre ans, avec Pierre Thibaudeau, Marchand, Maître Tailleur d'habits, à Paris, qui l'a reçu pour son apprentif, & auquel pendant ledit tems, il a promis de lui montrer & enseigner son métier, le nourrir, loger, blanchir, coucher & le traiter honnêtement. Il est convenu ensuite que les Sieur & Dame de Rusé l'entreprendront de tout vêtement, chaussure, & autres choses dont il aura besoin pendant le susdit tems, & qu'ils donneront à Thibaudeau la somme de 300. livres, dont 150. livres seront payées comptant, & les 150. livres restantes stipulées payables dans un an, & ce pour amitié & récompense de service que ledit apprentif leur a rendus.

On mettra dans la suite à profit les avantages que ce Brevet donne à la cause du fils Sasilly.

Malgré le déguisement que la Dame de Sasilly, les Sieur & Dame de Rusé affectoient de concert pour dérober la connoissance du fils Sasilly, ils ne purent en cela également tromper tout le monde. On apprend bien-tôt dans la maison de Thibaudeau que le fils Sasilly étoit le fils de la Dame Sasilly, & frere de la Dame Rusé. Un Garde du Roi, nommé la Martinier

tinier qui étoit des environs de Chinon , & qui avoit
 vu le fils Safilly chez les Sieur & Dame de Rufé le re-
 connu chez Thibaudeau , & ne fit point de mystère
 de ce qu'il sçavoit de sa naissance. Mais que pouvoit
 faire un enfant de 16. ans sans argent , sans secours ,
 sans protection ? La Dame de Safilly sa mere vint à
 Paris dans le tems qu'il apprenoit le métier de Tail-
 leur , elle logea rue d'Enfer , près les Chartreux , &
 pendant son séjour , qui ne fut pas long , le fils Sa-
 filly la fut voir à différentes fois , elle fut atten-
 drie de ses plaintes , elle lui promet un avenir
 heureux.

Six mois après qu'elle fut retournée dans son Mo-
 nastère de Champigny , le fils Safilly qui à mesure qu'il
 avançoit en âge devenoit plus sensible à la fatalité de
 son étoile , se détermina à l'aller trouver. Il fit à
 pied le voyage ; arrivé dans le Couvent , il deman-
 da à la voir ; elle vint dans un Parloir accompagnée
 de la Dame Dauphin Religieuse qui étoit sa confiden-
 te , & qui malheureusement est morte ; elle ne se
 contraignit point devant cette Religieuse. La natu-
 re se réveilla chez elle , & ne se borna point à de sim-
 ples discours ; les actions moins trompeuses que les
 paroles décélèrent la Dame de Safilly ; elle retint
 pendant quelque tems son fils , & le fit habiller ; c'est
 un fait dont elle est convenüe dans son Interrogatoi-
 re ; mais ce qu'elle n'a pas voulu y avouer , c'est
 qu'ayant marqué être en peine de ce qu'elle feroit
 de son fils , la Religieuse Dauphin lui dit : *envoyés-
 le à Saint Bonet , il y a plus de droit que ceux qui
 en jouissent* , voulant parler des Sieur & Dame de
 Rufé.

Le fils Safilly alla en effet à Saint Bonet , il y passa
 quelques mois pendant lesquels il rendit plusieurs vi-
 sites à la Dame Safilly , qui le recevoit toujours avec
 tendresse , & qui loin de s'offenser , quand il l'appel-
 loit sa mere , lui répondit en le nommant son fils.
 Ce jeune homme par le Conseil de la Dame de Safilly

revint ensuite à Paris dans la maison de Thibaudeau , d'où il sortit peu de tems après , pour entrer en qualité de garçon , chez Louis Collandiere , aide Tailleur de la garde-robe du Roi , qui demouroit à Versailles rue de la Pompe.

Ennuyé de ne point voir arriver cet avenir heureux , que la Dame de Sasilly lui avoit promis , il quitta son Maître de Versailles en 1726. pour venir à Tours chercher des lumieres sur son état ; il se ressouvenoit bien d'avoir demeuré pendant plusieurs années chez Moreau Chirurgien , & il crut avec raison que personne ne pourroit mieux l'éclaircir que lui. Moreau n'étoit pas pour lors à Tours , il étoit auprès d'un malade dans un Bourg appelé Lernay. Le fils Sasilly alla le trouver avec un Marchand Bonnetier de la ville de Tours appelé Pierre-François Deschamps.

Moreau le confirma dans le dessein qu'il avoit pris de faire un dernier effort auprès de sa mere , & lui donna une lettre pour elle , dans laquelle il l'exhortoit vivement de rendre justice à son fils. Le fils Sasilly toujours accompagné de Deschamps , alla de Lernay au Couvent de Champigny ; il entra dans un Parloir , ayant demandé la Dame de Sasilly , & laissa Deschamps à la porte du Parloir. Cette Dame étant arrivée , son fils lui donna la Lettre de Moreau qu'elle lut avec émotion , & après l'avoir lue elle affecta de prendre un ton de colere , & dit : *M. Moreau me mande toutes choses fausses.* A ce discours ; le fils Sasilly répondit : *Madame vous me méconnoissez pour votre fils , jûrés donc au pied du Crucifix & sur le S. Evangile que je ne le suis pas , & je m'en vais si loin que vous ne me reverrés jamais.* Cette réponse pressante , & vive émut les entrailles de la Dame de Sasilly , & la frappa jusqu'au cœur ; incapable de soutenir le mensonge auprès de son fils , il fallut qu'elle cedât aux mouvemens de la nature. Baignée de larmes , il fallut qu'elle repartît en ces termes : *Non je n'ai garde de faire ce serment , vous êtes véritablement mon fils , vous*
pouvés

pouvés me faire beaucoup de peine, vous avez des droits incontestables contre moi, mais comment les prouverés-vous, & où prendrez-vous les moyens pour soutenir un Procès de cette conséquence? Madame, répliqua le fils Saffilly, *Dieu ne m'a jamais abandonné, & j'espère qu'il me suscitera des personnes en état de m'aider à défendre une affaire aussi légitime que celle-là.* Il se répandit ensuite en reproches sur la manière dont elle l'avoit élevé depuis sa naissance, & sur les divers états humilians par lesquels elle l'avoit fait passer. Elle voulut s'en défendre en alleguant que par tout chez la Moreau, chez la Caqueville, chez les Sieur & Dame de Rufé, elle avoit payé de bonnes pensions. Qu'elle avoit donné pour cela au Sieur de Rufé une bonne maison de 150. liv. de revenu, & elle ajouta qu'elle avoit été obligée de faire tout ce qu'elle avoit fait, parcequ'elle avoit des mesures à prendre avec les Sieur & Dame de Rufé.

Voilà la conversation que le fils Saffilly a eue avec sa mere dans cette occasion remarquable; c'est ainsi que Deschamps qui étoit attentif à la porte du Parloir & qui l'a entendue d'un bout à l'autre l'a rapportée dans sa déposition. Il n'est pas besoin de réflexions pour en faire sentir toute l'importance, un commentaire ne serviroit ici qu'à affoiblir le texte. Ce sont là de ces circonstances qui frappent par le seul recit qu'on en fait.

La Dame de Saffilly après cette première conversation qu'elle croyoit s'être passée sans témoins, quitta un instant le Parloir pour aller chercher elle-même quelque rafraîchissement à son fils; elle revint promptement tenant dans sa main une bouteille de vin, & un gobelet. Deschamps qui pendant l'intervalle étoit entré dans le Parloir, l'y vit rentrer encore toute éplorée; elle parut surprise de trouver là un tiers auquel elle ne s'étoit point attendue; elle dit à son fils d'un ton qui marquoit la crainte dont elle étoit agitée: *Vous ne m'aviés pas dit que vous étiez deux;*

& tout de suite adreſſant la parole à Deſchamps , qui ne voulut point expoſer le fils Saſilly à une ſcene , donna le change , & répondit qu'il ne faiſoit que ſortir de l'Auberge de Champigny & que ſ'étant ennuyé de l'abſence du fils Saſilly , il étoit venu pour le ramener au logis.

Cette réponſe la calma , elle reprit un ton plus aſſuré , & dit à ſon fils qu'elle vouloit payer ſa dépenſe , & celle de ſon camarade ; mais que n'ayant point préſentement d'argent , elle lui donneroit un billet pour l'Aubergiſte. Et ſur ce que le fils Saſilly témoigna quelque répugnance à prendre le Billet , la Dame de Saſilly lui dit : *ſi vous ne voulez pas le prendre , vous m'obligerés de ſortir du Couvent , pour aller dans ma maiſon vous recevoir.* Elle en avoit une en effet à Champigny qu'elle tenoit à rente du Chapitre de cette petite ville , & dans laquelle elle habitoit de tems en tems. Sur le champ elle prit une plume & de l'encre , & ſur un petit morceau de papier , elle écrivit & ſigna un billet contenant ces propres mots : *M. Vallée , vous donnerez à ſouper à la perſonne qui vous remettra ce billet & à celui qui eſt avec lui , & je vous payerai ce que vous aurez avancé pour leur dépenſe.* En mettant ce billet dans la main de ſon fils , elle lui dit de venir le lendemain matin prendre une lettre qu'elle écrivoit au ſieur de Marconay , à quoi ſon fils ayant répondu qu'il n'avoit que faire au ſieur de Marconay , elle répondit , *faites-moi le plaisir de venir prendre la lettre , M. de Marconay me doit de l'argent.*

Le fils Saſilly & Deſchamps ſortirent du Parloir & ſe retirèrent dans l'Auberge de Vallée où ils couchèrent , & le lendemain matin , ils retournerent au Couvent. La Dame de Saſilly donna à ſon fils la lettre pour le Sieur de Marconay. Il la lui porta , celui-ci fit réponſe , & mit dans ſa Lettre deux Louis d'or. Il revint vers la Dame de Saſilly qui dit à ſon fils de les garder ; elle l'invita de lui écrire ſouvent , & ſur

ce qu'il déclara qu'il souhaitoit avoir son Extrait-Baptistaire & son consentement pour pouvoir se marier , elle lui promit de lui envoyer l'un & l'autre quand elle le voudroit qu'il se mariât.

Ces faits qui fournissent des conséquences si décisives pour la cause du fils Sasilly sont justifiés par l'Enquête, mais indépendamment de cette preuve, ce qu'il y a d'essentiel a été reconnu par la Dame de Sasilly dans son Interrogatoire.

Outre son aveu , le fils Sasilly a entre ses mains l'original du Billet à l'Aubergiste , ainsi qu'on l'a rapporté. Il semble que tout conspire pour armer ici la vérité malgré le tems considérable qui s'est passé depuis la naissance du fils Sasilly , jusqu'au moment où il a trouvé des ressources pour soutenir un si grand Procès. Il a tout ce que peut avoir dans une pareille affaire un enfant condamné par sa mere à l'obscurité. Jamais aucun de ceux qui comme lui ont été les victimes du désaveu , & qui ne doivent leur état qu'à la suprême justice de la Cour , n'ont eu tant de preuves rassemblées , & si la veuve Senard jouissoit encore de la lumière, & si le Sieur de Marconay sourd à des assignations , & réassignations n'avoit pas gardé par une fausse complaisance un injuste silence , le fils Sasilly n'auroit rien à regretter.

Trois mois s'écoulerent , le fils Sasilly écrivit à sa mere plusieurs lettres , il n'en reçut point de réponse. Étonné de ce silence , sa surprise cessa , quand il apprit qu'elle étoit depuis à peu près ce tems-là à Richelieu chez les Sieur & Dame de Rusé , qui par l'empire qu'ils avoient pris sur son esprit , se sont toujours opposés avec succès aux bonnes intentions qu'elle pouvoit avoir pour lui. Il se détermina d'aller à Richelieu : il prit avec lui Deschamps. Il se présenta à la porte des Sieur & Dame de Rusé. Michaut , dit Poitevin , ce même Cocher qui l'avoit autrefois amené quand il sortit de chez la Caqueville , lui dit d'attendre , & qu'il alloit prévenir de son arrivée la Da-

me de Safilly. Il le fit en effet. La Dame de Safilly qui n'étoit pas à Richelieu en pleine liberté comme dans son Couvent, donna ordre à Poitevin de dire au fils Safilly qu'elle étoit malade, & qu'elle ne pouvoit lui parler. Sur cette réponse le fils Safilly prit le parti d'écrire une lettre à sa mere qu'il lui fit tenir sûrement. La Dame de Safilly, & la Dame de Rusé lurent cette lettre ensemble, & la jetterent au feu, mais elles ne purent s'empêcher de répandre des larmes, & de faire paroître une grande consternation. Poitevin qui l'avoit bien remarqué dit au fils Safilly : *jene sçai quelle lettre la Dame de Safilly, & la Dame de Rusé ont reçue, mais elle les a bien fait pleurer.*

Le fils Safilly au désespoir de ne pouvoir obtenir justice de sa mere, sentit la nécessité de recourir aux Tribunaux établis pour la rendre; mais tout secours lui manquoit, & il ne s'appercevoit que trop combien la Dame de Safilly avoit pensé juste quand elle lui avoit dit l'année précédante, *vous avez des droits incontestables contre moi, mais où prendrez-vous les moyens pour soutenir un Procès de cette consequence ?*

Dans cette cruelle extrémité, il écouta la proposition qu'on lui fit d'épouser une fille âgée, de médiocre condition à la verité, mais qui avoit cinq à six mille livres d'argent comptant; encore fallut-il pour faire ce mariage, surmonter bien des obstacles. Il n'avoit point son Extrait Baptistaire, & il ne pouvoit point l'avoir, puisqu'il ignoroit totalement où il avoit été baptisé. De plus c'étoit assez qu'on jettât les yeux sur lui pour connoître qu'il étoit mineur; aussi n'avoit-il alors que 22. ans; il n'étoit pas possible qu'il se mariât sous le nom de Safilly, on lui auroit demandé le consentement de sa mere; tout cet embarras, toutes ces difficultés s'applanirent. On convint qu'il ne prendroit que les noms de Louis-Alexandre; & fut ainsi marié le 25. Février 1727. Qu'on lui reproche tant qu'on voudra qu'il a fait un mariage peu convenable

nable à un homme qui se prétend fils des Sieur & Dame de Safilly, il en conviendra avec ses parties, c'est un reproche de plus qu'il a à leur faire puisqu'elles en font la cause. Mais si l'amour, cette passion fatale, a fait l'excuse d'une infinité de mariages bien plus inégaux contractés par des hommes d'une condition au-dessus de la sienne, & qui étoient en pleine possession de leur état, la nécessité, cette loi impérieuse à laquelle toutes les autres cèdent, doit bien mieux faire excuser son mariage. Mineur, abandonné, désavoué, sans ressource, sans un sol pour entreprendre le Procès qui le rétablira dans ses droits, avoit-il à choisir, & puisque son mariage le met à portée de se faire entendre en fournissant à toutes les dépenses inévitables qu'entraîne une affaire aussi importante, ne peut-on pas dire à juste titre que c'est un mariage sensé, & qu'aucune personne raisonnable ne sauroit blâmer ?

Avant que d'entrer en lice, on conseilla au fils Safilly de tenter encore quelques démarches auprès de la Dame de Safilly, & même auprès des Sieur & Dame de Rusé; mais ceux-ci fiers de ce qu'il n'avoit point son Extrait-Baptistaire, & se flattant qu'il n'en pourroit jamais faire la découverte, le prirent sur un ton haut, & se rendirent maîtres de la Dame de Safilly qui étoit accoutumée à céder avec assez de facilité aux impressions qu'ils lui inspiroient.

Ces procédés enseignèrent au fils Safilly le parti qu'il avoit à prendre. Le 17. Septembre 1728. il fit assigner au Bailliage de Chinon la Dame de Safilly, & demanda qu'elle fût tenue de le reconnoître pour son fils, & de lui rendre compte du bien paternel.

La Dame de Safilly fournit des défenses le 12. Novembre suivant, & les appuya singulièrement sur le défaut d'Extrait-Baptistaire.

Les Sieur & Dame de Rusé qui présidoient à la conduite de l'affaire, craignirent malgré l'empire qu'ils s'étoient acquis sur la Dame de Safilly,

que si le fils Safilly avoit la facilité de la voir , elle ne perdit beaucoup du courage qu'ils lui avoient inspiré , ils jugerent à propos de la tenir cachée pendant plus d'un an dans l'Abbaye de Bonlieu qui est près le Château le Loir , & se battant en retraite sur la procédure , qui se ralentit pour quelque tems à cause d'une maladie dont le fils Safilly fut attaqué , ils firent courir le bruit qu'avec mille écus , ils avoient accommodé le Procès.

Le fils Safilly revenu en santé , & informé de ce bruit , retourna à Chinon , & il obtint une Ordonnance pour faire interroger la Dame de Safilly , dont il avoit découvert la retraite , & lui fit signifier des faits & articles.

Le jour de l'interrogatoire étoit indiqué au 17. Mars 1731. Un Procureur comparoit pour la Dame de Safilly qui déclare qu'elle n'a pas pû venir , parce qu'elle n'est pas bien rétablie d'une maladie qu'elle avoit eüe l'Automne précédente. On entend bien que cette excuse n'étoit imaginée que pour donner le tems à la Dame de Safilly d'étudier sa leçon. Ce Lieutenant Général de Chinon remet l'Interrogatoire au 6. Avril , & ordonne qu'au cas que la Dame de Safilly fût malade , elle sera tenue de rapporter un certificat du Médecin.

Le 6. Avril arrive , mais la Dame de Safilly n'est pas encore assez bien endoctrinée , ni enhardie. Son Procureur représente le certificat du Médecin qui dit qu'elle est attaquée d'un faux *diabetes* ; c'est chez les maîtres de l'art une copieuse évacuation de la boisson avec une soif pressante ; il requiert un délai. Le fils Safilly demande le transport du Juge , & l'obtient pour le 10. Avril.

Le Juge se transporte en effet au Couvent de Champigny , où elle étoit revenue. Le fils Safilly vient au Parloir , les Religieuses attirées par la curiosité , sont frappées de la ressemblance , on juge bien qu'elles ne gardèrent

garderent pas le silence, ç'auroit été une espèce de miracle.

Paroit enfin la Dame de Sasilly qui prête le serment d'une main, & d'une voix également tremblantes; le Juge fait retirer tout le monde, & l'interroge; ce n'est point ici le lieu de parler de l'Interrogatoire, & des avantages infinis qui en resultent en faveur du fils Sasilly, il faut achever le récit de la Procédure.

L'Interrogatoire signifié, le fils Sasilly demande à être admis de faire preuve de ses faits, & qu'à cet effet il lui soit permis de faire publier un Monitoire.

La Cause se plaide pendant plusieurs Audiences, les Juges ordonnent un délibéré. Dans l'intervalle qui s'écoule entre le délibéré prononcé, & le Jugement, la Dame de Sasilly fait signifier des écritures dans lesquelles elle allegue qu'en 1703. & 1704. le sieur de Sasilly son mari étoit absent, & hors du Royaume, pour obéir aux ordres du Roy en qualité de Capitaine de Vaisseau de haut-bord dans l'armée Navale; & delà elle tire la conséquence que c'est de la part de Sasilly fils vouloir la déshonorer que de demander à prouver qu'il est né en 1704.

Ce nouveau système hazardé après coup, vraisemblablement dans la vuë de ménager aux Sieur & Dame de Rusé une ressource contre le fils Sasilly, n'avoit pour fondement qu'une fausseté qu'il étoit facile de détruire, en faisant voir que le sieur de Sasilly n'avoit point quitté sa Province en 1704.

Aussi ce même système n'a-t'il point été soutenu en la Cour, & on ne le rappelle ici que pour montrer que la Dame de Sasilly s'est livrée au mensonge aux dépens de sa réputation, & cette remarque n'est pas de médiocre conséquence.

Imaginer une supposition de la nature de celle-là, c'est se décréditer soi-même. Quelle foi peut-on ajouter au discours d'une partie qui sçait si peu respecter la vérité. Mais il y a bien plus, quand la Dame de Sa-

Safilly s'est recriée que si l'on prouvoit qu'elle est accouchée du fils Safilly, on la déshonoreroit, parce qu'il y avoit alors deux ans que son mari étoit absent du Royaume, a-t-elle pu tenir un pareil langage sans donner sur elle de grandes prises ? Si elle n'étoit pas la mère de celui qui la réclame, elle ne parleroit pas ainsi, & elle ne s'exposeroit pas à être soupçonnée d'un faux crime, pour en déguiser un véritable ; ce n'est pas de cette façon que l'innocence se défend.

Le 24. Janvier 1732. les Juges de Chinon décidèrent le délibéré, & rendirent une Sentence par laquelle avant faire droit ils permirent au fils Safilly tant à Chinon, qu'à Tours & à Paris, de faire preuve de ses faits, même de faire publier un Monitoire.

Le fils Safilly leva la Sentence, & la fait signifier le 25. Janvier 1732. Il fait une Enquête à Chinon, il en fait une à Tours. Dans le tems qu'on travailloit à la confection des Enquêtes, la Dame de Safilly se pourvoit en la Cour, elle y demande d'être reçue Appellante de la Sentence du Juge de Chinon, & qu'il soit fait défenses de l'exécuter. Arrêt le 19. Février 1733 sur les conclusions de M. le Procureur Général qui la reçoit Appellante, & fait seulement défenses d'exécuter la Sentence au chef qui permet de faire publier un Monitoire.

La Dame de Safilly fait signifier ces Arrêt le 12. Février au Procureur du fils Safilly à Chinon, & le 16. au fils Safilly à son domicile à Tours ; & dans cette dernière signification, elle lui donne sans faire même de protestations, le nom de Louis-Alexandre Safilly.

Les Enquêtes de Chinon & de Tours s'achèvent, le fils Safilly en fait une à Paris, & il fait dans le même tems compulser les Régistres de baptême à saint Sulpice. Il assigne en vertu d'une commission les Sieur & Dame de Rusé pour voir déclarer l'Arrêt qui interviendra commun avec eux. Il demande encore que le Principal soit évoqué, & que la Dame de

de Safilly soit tenuë de le reconnoître pour son fils , & de lui rendre compte du bien paternel , & que l'Extrait Baptistaire soit reformé sur les Registres de saint Sulpice.

Telles sont dans leur simplicité les circonstances de cette affaire importante, tel est l'état de la procédure. La Cour doit prononcer sur l'appel de la Sentence de Chinon ; elle doit statuer sur la demande en évocation du principal : ces deux objets partagent naturellement la Cause en deux parties.

On établira dans la première , que c'est avec grande raison que les Juges ont admis la preuve des faits articulés par le fils Safilly , & on répondra en même tems aux sophismes dont la Dame de Safilly a cherché à étayer la proposition contraire.

Dans la seconde partie on fera voir que la preuve de l'état est entière , concluante , décisive , & on n'aura pas de peine à détruire la vaine critique que la Dame de Safilly a fait de cette preuve.

J'ai crû que je ne devois rien retrancher de l'exorde suivant de Me. Pommier de Rougemont ; il y a peut-être un peu trop d'art , mais je crois que le ton qu'il prend est assorti à l'importance de la matière.

PREMIERE PARTIE.

L'état des hommes , cette portion privilégiée du droit public , est de tous les intérêts de la société , celui qu'on a pu le moins garantir des écueils qui l'environnent. La malice du cœur humain l'a toujours emporté sur la plus profonde sagesse des Princes & des Magistrats , & quelque attention que ces Chefs de la République , & ces images vivantes de la divinité aient apporté en dictant les Réglemens qui leur paroissent les plus salutaires , l'homme corrompu , tyrannisé par ses passions , esclave de l'avarice , & de l'ambition , jouet du faux point d'honneur , a scû dans tous les tems tromper la prévoyance des loix.

loix. Les Régistres publics destinés à annoncer la naissance des Citoyens , reçoivent les impressions du mensonge & de la fiction , ainsi que l'impression de la vérité . Le Ministre qui en est le dépositaire y trace ce qu'on lui dicte , & l'enfant dont on y veut déguiser l'état , n'a , comme celui qu'on y inscrit sans mystère , que des cris à jetter qui ne rappellent aux oreilles de ceux qui les entendent que la misère de la condition humaine. Quels secours la justice qui travaillant sans relâche pour le bon ordre, veut que chacun jouisse du rang & des droits que la nature lui donne ; quels secours offrira-t'elle à cet enfant ainsi sacrifié dès ses premiers soupirs ? Les dangers des conséquences la portera-t'elle à l'abandonner à son malheureux sort ? Rejettera-t'elle les plaintes qu'il lui adresse ? Non sans doute , soigneuse de découvrir la vérité , elle s'étudiera à percer les ténèbres dont l'iniquité a voulu l'obscurcir. Attentive à tout , elle portera ses premiers regards sur le déguisement affecté dans les Régistres publics ; elle en pesera chaque mot , chaque circonstance , marchant pour ainsi dire après l'enfant dans les différentes routes qu'il a parcourues, elle s'assurera de la main qui lui a fourni les besoins de la vie , & interrogera la mere qui le désavoue ; & si des premières lueurs viennent se présenter à sa vue , l'aurore qui paroîtra éclaircir les ombres de la nuit , lui fera chercher le jour qu'elle desire dans les témoignages de ceux qu'une heureuse nécessité a fait les confidens, & les témoins de l'intrigue.

Ici l'Interrogatoire de la mere , assemblage monstrueux de reconnoissances , de désaveu , & de contradictions, tout porte sur l'état du fils Saffilly la lumière dans les esprits, surtout dès qu'on la rapproche des faits établis dans les Enquêtes.

Les principes qui décident de l'état des hommes ont tant de fois été rebatus , & les Arrêts soit anciens, soit modernes , ont établi à ce sujet un point de Jurisprudence tellement invariable , qu'une longue dissertation

tation en ce genre ne pourroit qu'être ennuyeuse. Ce feroit même tenter une entreprise au de-là de l'effort humain, que de vouloir dire sur cette matiere quelque chose de neuf ; elle a été épuisée par de grands maîtres d'éloquence, qu'il est beau de se proposer pour modèles, mais dont il ne convient point d'être les échos.

C'est une vérité reconnuë par nos adversaires, que les loix Romaines regardent la preuve testimoniale comme une des principales preuves de l'état des hommes ; & l'avantage n'est pas médiocre pour les Juges de Chinon d'avoir pour garants de la sagesse de leurs Jugemens ces sources si recommandables, où tous les Tribunaux se plaisent à puiser, parce qu'on y trouve la raison écrite.

Les Ordonnances du Royaume auroient-elles pensé différemment de la loi Romaine ? y voit-on d'autres maximes établies ?

On prétend de la part de la Dame de Safilly que la preuve testimoniale n'y est permise que lorsqu'il se rencontre des commencemens de preuve par écrit de l'état qui fait l'objet de la dispute, & l'on prétend en même tems que le fils Safilly n'a pas un commencement de preuve par écrit.

Nous soutenons au contraire, & nous le démontrons : 1°. que toutes les fois qu'un enfant dont on a voulu cacher la naissance articule des faits détaillés qui menent à l'éclaircissement de son état, la preuve testimoniale en doit être admise indépendamment de tout commencement de preuve par écrit.

2°. Que s'il étoit possible de penser qu'un commencement de preuve par écrit fût nécessaire, le fils Safilly en avoit au de-là de ce qu'il falloit, lors de la Sentence qui lui permet de prouver ses faits tant par titres que par témoins.

La preuve testimoniale est de l'aveu de tout le monde une preuve de droit commun, c'est la plus ancienne, c'est la seule qui avant les Ordonnances qu'on

qu'on oppose decidoit en toutes matieres ; on ne pouvoit point autrement les conventions & la filiation. Cette preuve a-t-elle été abrogée par les Ordonnances du Royaume, c'est ce qu'il s'agit d'examiner.

L'Ordonnance de 1539 qui est la première de toutes, porte dans l'article 51. *qu'il sera fait des Régistres en forme de preuve des baptêmes ; que par l'Extrait de ces Régistres, se pourra prouver le tems de majorité, & que l'Extrait sera pleine foi à cette fin.*

Dans cette Ordonnance point de prohibition de la preuve testimoniale en matière de filiation, ce n'est même que pour prouver la majorité qu'elle établit les Régistres. D'ailleurs en admettant la preuve qu'elle attache aux Régistres, elle n'exclut point tout autre genre de preuve, c'est un secours qu'elle offre de plus, mais elle n'abroge rien, elle n'abolit point la preuve testimoniale qui subsistoit dans tous les tems, par conséquent c'est en vain qu'on voudroit citer l'Ordonnance de 1539.

L'Ordonnance de Moulins qui a suivi, prescrit pour regle dans l'article 54. *qu'il sera passé des Contrats de toutes les choses qui excéderont la valeur de 100. livres, & que par ces Contrats seuls sera faite & reçue toute preuve en cette matière, sans recevoir aucune preuve par témoins, outre le contenu auxdits Contrats, ni sur ce qui seroit allegué avoir été dit ou convenu avant iceux, & non depuis.*

Cette disposition ne regarde que des conventions ; c'est-là, c'est à cette matière, que la loi se borne ; & dire comme elle fait limitativement que la preuve par témoins ne sera pas reçue pour la matière pour laquelle elle interdit cette preuve, c'est dire bien clairement qu'en toute autre matière la preuve testimoniale continuera d'être reçue. Le caractère propre & singulier de toute exception & de toute limitation, c'est de confirmer la regle. Ainsi bien loin que l'Ordonnance de Moulins abolisse la preuve testimoniale

moniale dans le cas de la filiation , on peut en tirer justement la conséquence qu'elle en confirme l'usage.

L'Ordonnance de Blois qui est venuë après celle de Moulins ne contient encore aucune prohibition de la preuve testimoniale en matiere d'état ; elle se renferme dans de simples précautions qu'elle prend pour assurer l'exécution de l'Ordonnance de 1539. au sujet des Régistres pour les Baptêmes , mariages , & sépultures. Il est vrai qu'elle annonce que son motif est d'éviter la preuve par témoins que l'on est souvent obligé de faire. Mais vouloir éviter l'usage trop fréquent de la preuve testimoniale , ce n'est pas la proscrire.

Enfin l'Ordonnance de 1667. porte d'abord ses vues sur la matière des conventions , & à cet égard elle adoucit la sévérité de l'Ordonnance de Moulins ; car après avoir statué comme elle qu'il sera passé des actes de tout ce qui excédera la valeur de cent livres , & que nulle preuve ne sera requë en cette matiere , elle excepte le cas où il y aura des commencemens de preuve par écrit. Elle fait encore une exception générale , *pour tous les cas indistinctement d'accidens imprévus , où l'on ne pourroit* , dit - elle , *avoir des actes*. Ce sont ses propres termes , & elle déclare formellement que dans ces cas-là elle n'entend point exclure la preuve testimoniale.

Venant ensuite aux Régistres publics dont elle prescrit la forme avec plus de soin que n'avoient fait les Ordonnances de 1539. & de Blois , elle dit que les preuves de l'âge , des mariages , & du tems du décès seront requës par des Régistres en bonne forme ; elle ajoute que si les Régistres sont perdus , ou qu'il n'y en ait jamais eu , la preuve en sera requë tant par titres que par témoins ; & qu'en l'un , & l'autre cas , les baptêmes , les sépultures , pourront être justifiés tant par les Régistres ,

stres, ou Papiers domestiques des peres & meres dé-cédés, que par témoins.

Que résulte-t'il de toutes ces dispositions de l'Ordonnance de 1667 ? Trois principes également clairs. Le premier que les conventions doivent se prouver par titres, & que la preuve testimoniale n'en est point admissible, à moins qu'il n'y en ait un commencement de preuve par écrit. Le second que dans tous les cas en général, où il n'a point été au pouvoir de l'homme d'avoir des actes par écrit, la preuve testimoniale est admissible ; & le troisième que les Régistres font preuve de l'état, mais que l'état peut aussi se prouver par témoins. L'Ordonnance ne défend point en matière de filiation la preuve testimoniale, comme elle la défend en matière de convention. Elle ne dit point à l'égard de la filiation que la preuve n'en sera reçue que lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit ; c'est par rapport aux conventions qu'elle s'explique ainsi. Et pourquoi cette différence si bien marquée ? la raison est sensible, & fait éclater la sagesse de la loi. Les conventions peuvent s'assurer par écrit ; tout homme qui prête, qui achete, qui dépose volontairement, est le maître de constater par un Acte le prêt, l'achat, le dépôt qu'il fait, qu'il s'impute, s'il s'en est rapporté sur cela à la foi de celui avec qui il a traité, il avoit à sa disposition la preuve écrite ; s'il l'a négligée, c'est sa faute. Mais la preuve écrite de la naissance n'est pas au pouvoir de l'enfant qu'on veut désavouer ; si les Régistres sont muets à son égard, ou s'il y est inscrit sous des noms déguisés, il n'a pas dépendu de lui que cela fût autrement, c'est un accident qu'il n'a pu parer, c'est un accident dans lequel, pour emprunter le langage de l'Ordonnance, il n'a pu avoir l'acte par écrit capable d'attester seul, & sans autre secours sa naissance. Enfin si le Régistre ne parle point de lui, ou s'il en parle d'une façon obscure & déguisée, c'est pour lui la même chose que s'il n'y avoit point de Régistre, ou

s'il

s'il étoit perdu. Par conséquent il se trouve placé dans toutes les situations où l'Ordonnance permet la preuve testimoniale, sans qu'il soit besoin d'avoir un commencement de preuve par écrit.

Faut-il appuyer sur l'autorité des Arrêts une proposition aussi clairement établie par nos Ordonnances, nos livres; les Régistres de la Cour offrent des Arrêts anciens, des Arrêts modernes pour abréger, on s'arrêtera à ces derniers, aussi sont-ils plus propres à assurer la Jurisprudence.

Le sieur de Tourville qui est devenu par le secours de la preuve testimoniale l'ainé de sa Maison n'avoit point de commencement de preuve par écrit de son état. Il avoit été valet de chambre de son frere, comme le fils Sasilly a été laquais de sa sœur; il rapportoit, ainsi que le fils Sasilly, un Extrait-Baptistaire déguisé qui le qualifioit fils de Michel Divant Ecuier Sieur du Desert, & d'Anne Preval. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que jusqu'au jour qu'il commença le Procès, il s'étoit toujours appelé Divant du Desert. Sasilly le fils n'a jamais porté les noms de Marin & de la Coudraye qui ont été substitués à celui de Sasilly le fils dans son Extrait-Baptistaire.

La Demoiselle de Bonneval dont l'état étoit contesté par sa propre mere qui la désavouoit, comme la Dame de Sasilly désavoué son fils, n'avoit point non plus de commencement de preuve par écrit. Toujours connue sous le nom de l'Epinay, elle avoit servi dans différentes Maisons, & son dernier état étoit celui de femme de Chambre de la Dame de Champfleury; cependant elle a été admise à la preuve testimoniale par une Sentence du Baillage du Mans, & cette Sentence a été confirmée par un Arrêt du Parlement du 16. Juillet 1716.

Un autre Arrêt du Parlement du 7. Septembre 1711. a admis François Alexandre à prouver par témoins qu'il étoit fils de Jean Dulac Capé, Commissaire des Guerres; il n'avoit point de commencement de

preuve par écrit , & ce qui pouvoit lui devenir funeste , il avoit débuté par une démarche extrêmement imprudente , il rapportoit un Extrait-Baptistaire qui fut déclaré faux.

Louise Toquelin qui n'avoit comme le fils Sasilly qu'un Extrait-Baptistaire déguisé , a été admise à la preuve testimoniale sans aucun commencement de preuve par écrit. L'Arrêt est de l'année 1722.

Enfin on n'a pas oublié l'Arrêt célèbre de la Demoiselle de Choiseul ; elle soutenoit la même proposition qu'en matiere d'état ; la preuve testimoniale est admissible sans commencement de preuve par écrit , elle a réussi : peut-il après cela rester quelque doute sur la certitude de cette proposition ?

Qu'oppose-t-on pour la combattre , la preuve testimoniale est , dit-on , dangereuse , incertaine ; l'admettre sans quelque vehicule qui l'autorise , c'est ouvrir le champ libre à l'imposture , il n'y aura rien de sûr dans la société , chacun fera ce qu'il voudra.

Il y a longtems que la peinture de ces inconveniens a été faite pour la première fois. C'est un tableau si usé qu'il ne laisse plus voir que la toile ; il n'est pas aussi facile de conserver par témoins une imposture , qu'il est aisé de ravir à un enfant son état ; & si la preuve testimoniale étoit inadmissible en cette matiere , combien d'enfans seroient sacrifiés & deviendroient les victimes de leurs peres & meres. Il n'y en a peut-être que trop qui contre l'interêt de la société languissent dans l'obscurité où on les a condamnés ; soit parce qu'on a pris des mesures bien étudiées pour leur dérober leur naissance , soit parce que la mort les a privés de témoins qui pouvoient leur faire rendre justice. Faudra-t'il encore laisser gémir ceux qui ont l'avantage d'être instruits de leur état , & de pouvoir le prouver , & qui articulent des faits suivis , des faits circonstan-

cjés depuis le jour qu'ils font nés , jusqu'à celui de leur plainte.

Qu'oppose-t'on encore de la part de nos adversaires ? L'Arrêt de la Coulon qui est de l'année 1691. Mais quel fut le principe qui détermina dans l'espece de cet Arrêt à ne point admettre la preuve testimoniale ? La Coulon se prétendoit fille de Pierre d'Avril , & d'Anne Laval sa femme ; elle avoit précisément articulé qu'elle étoit née en 1650. on produisit l'Extrait-Mortuaire de Pierre d'Avril qu'elle se donnoit pour pere , il étoit mort dès l'année 1646. ainsi la fausseté de la filiation qu'elle demandoit à prouver par témoins étoit nettement constatée par une preuve écrite. Dans de pareilles circonstances , il n'est pas étonnant que la preuve testimoniale lui ait été refusée.

Mais quand on supposeroit qu'en matiere d'état , comme en matiere de convention , la preuve testimoniale ne peut point être admise sans un commencement de preuve par écrit , quand on effaceroit de l'Ordonnance cette adoption si bien marquée qu'elle fait de la preuve testimoniale dans tous les cas sans distinction dans lesquels il n'a pas été au pouvoir de l'homme d'avoir des Actes par écrit , ce qui se rencontre singulièrement en matiere d'état , où il est évident que l'enfant désavoué n'a pas été le maître d'assurer sa naissance par des preuves écrites , la Cause de la Dame de Sasilly n'en acquereroit pas pour cela le plus léger avantage. Le fils Sasilly rapporte des commencemens de preuve par écrit , qui pourroient même passer pour des preuves suffisantes de l'état qu'il reclame , c'est ce qu'on va démontrer avec toute la précision dont il est possible d'user.

L'Interrogatoire que la Dame de Sasilly a subi offre en même tems des contradictions , des reconnoissances qui sont ici d'un grand secours pour l'éclaircissement de la vérité , & qui exposées aux

Juges de Chinon rendoient la preuve testimoniale d'une nécessité indispensable.

Entre les contradictions dont l'interrogatoire est rempli, on n'en rapportera que deux traits que tout l'esprit du monde ne peut concilier.

On demande à la Dame de Safilly sur l'article 18. si le fils Safilly après avoir été retiré de nourrice n'a pas demeuré chez la veuve Senard à Tours ; si ce n'est pas par son ordre, & si elle n'en a pas connoissance ? elle répond en propres termes n'avoir aucune connoissance des faits contenus dans cet article.

Me. Pommier de Rougemont cite plusieurs articles de l'Interrogatoire de la Dame de Safilly qui constatent suivant ses réponses qu'elle a donné de l'argent à Moreau qui n'étoit pas payé du sieur Marco-nay ; qu'elle a écrit plusieurs lettres à Moreau au sujet de l'enfant qui étoit en pension chez lui, & que dans le tems qu'il y étoit sa fille y étoit aussi. Que la première fois qu'elle a connu l'enfant, c'étoit chez la Senard, & qu'il étoit âgé de neuf à dix ans. Elle dit qu'elle a repris l'enfant des mains de Moreau.

Sur tous ces faits qu'elle a avoué, Me. Pommier fonde les contradictions.

Elle a avoué avoir repris l'enfant des mains de Moreau. Le terme *repris* mérite une attention singulière. C'est ainsi que parle une mere ; j'ai repris mon enfant des mains de sa Nourrice, de son Maître de pension, & j'ai *repris* est d'ailleurs un verbe qui dénote une action précédente. J'ai repris cet enfant des mains d'un tel, cela suppose que je l'avois placé chez ce tel ; & de ce langage tenu par la Dame de Safilly, il résulte qu'elle s'est encore donnée à elle-même un démenti, lorsque dans un article de son Interrogatoire, elle a dit qu'elle n'avoit pas connu le fils Safilly dans son premier âge. C'est elle qui l'avoit mis chez la veuve Senard, puisqu'elle l'a *repris* des mains de Moreau gendre de cette veuve, elle l'a donc toujours connu,

connu, & depuis le moment de sa naissance, sans jamais l'avoir perdu de vuë.

Ecoutons-la dans beaucoup d'autres endroits de son Interrogatoire ; si les reconnoissances n'y sont pas si bien marquées, ce qu'elle y avoüe, ce qu'elle y déclare, élève du moins des doutes, & des doutes qui naissent des réponses faites dans un Interrogatoire, présentent des commencemens de preuve par écrit. Elle dit que le jeune homme qui reclame son état, est un garçon pour qui elle a eu beaucoup de charité.

Quand on lui demande si elle peut démentir la nature, & se refuser à la ressemblance qu'elle a pris plaisir de graver entr'elle & le fils Safilly, même air de visage, mêmes traits, mêmes yeux, même ton de voix, elle n'ose dénier la ressemblance, & elle la dénieiroit envain. Elle se contente de répondre sechement que la nature ne lui inspire rien pour le fils Safilly ; elle convient d'avoir été à Tours le reprendre des mains de Moreau, & l'avoir mis chez Louise Caqueville.

Elle avouë que pour le retirer des mains de cette dernière, elle envoya chercher l'enfant par Jaques Michaut, Cocher des Sieur & Dame de Rusé, & qu'en continuant ses premières charités à son égard, elle le mit chez le sieur de Rusé son gendre,

Elle dit que la personne qui lui a remis de l'argent pour ce jeune homme est décédée, qu'elle n'en peut pas dire le nom, parceque cela lui a été expressément défendu, quand on lui a fait la confidence

Elle reconnoît avoir vû Safilly le fils une première fois à la grille du Couvent de Champigny en présence de la Dame Dauphin Religieuse, l'avoir reçu par charité, & l'avoir habillé par le même principe.

Elle convient l'avoir vû une autre fois à la même grille, qu'il étoit accompagné d'un garçon qui lui dit être le fils d'un Bonnetier de Tours, qu'elle eut pitié d'eux, & leur dit d'aller à l'auberge de Champigny, qu'elle feroit payer leur dépense ; qu'étant informée

que le Sieur de Marconay avoit eu quelque charité pour ce jeune homme , elle lui donna une lettre de recommandation pour engager le Sieur de Marconay à continuer d'être charitable. Elle a avoué être venue à Paris en 1704. & y avoir amené avec elle la veuve Senard par l'avis du Sieur Durand , Médecin de Tours ; elle donne pour prétexte de son voyage qu'elle étoit malade , mais elle ne dit pas le nom de la maladie , elle ne se ressouvenoit plus apparemment de l'hydropisie , ou plutôt elle n'osoit pas emprunter une fiction qui a tant de fois servi de voile à une grossesse ; & elle n'y a eu recours que quand elle a vu que plusieurs témoins avoient déposé que pour cacher sa grossesse en 1704. elle s'étoit dite hydropique.

Elle repète la déclaration qu'elle a faite d'avoir pris soin du jeune homme , à la recommandation d'une personne de ses amis , & par charité ; & c'est là qu'oubliant que dans une première séance elle avoit répondu affirmativement n'avoir aucune connoissance que Sasilly le fils eût demeuré chez la veuve Senard , elle s'est contredite & démentie en avouant qu'elle l'avoit connu chez cette veuve, qu'il étoit âgé de 8. 9. à 10. ans , & qu'il portoit le nom d'Alexandre. Mais dans cet aveu-là même il y entre du déguisement. Sasilly le fils n'avoit que six ans , lorsque la veuve Senard est morte , c'est un fait qui justifie l'Extrait-Mortuaire de cette veuve * ; ainsi la Dame de Sasilly se laisse encore ici convaincre de ne garder pas beaucoup de respect pour la vérité , ou du moins de ne l'avouer qu'à demi , quand elle donne 8. 9. à 10. ans au fils Sasilly , dans le tems qu'elle convient l'avoir connu chez la veuve Senard.

Que l'on rassemble toutes ces contradictions & toutes ces reconnoissances , il n'est personne qui ne soit persuadé qu'il y a là beaucoup plus que de simples commencemens de preuve par écrit. Si les reconnoissances ne manifestent pas tout - à - fait la

* Du 2.
Janvier
1711.

la mere , on peut dire que les contradictions la démasquent. Mais il suffit que les reconnoissances offrent à la Justice quelque chose de misterieux pour que la porte soit ouverte à la preuve testimoniale.

Ici il est certain que la Dame de Safilly est venue à Paris en 1704. sous prétexte qu'elle étoit attequée d'une hydropisie; il est certain qu'elle y est venue sans amener avec elle aucuns de ses domestiques , & accompagnée seulement de la veuve Senard qu'elle a pris à Tours ; que cette veuve Senard transplantée à Paris y a tenu sur les Fonts de Baptême de la Paroisse de Saint Sulpice le 9. Décembre 1704. un enfant baptisé comme fils de pere & mere qui n'ont jamais existé , & nommé au baptême Louis Alexandre. Il est certain que la Dame de Safilly a eu soin d'un enfant qu'elle appelloit Alexandre , qu'elle en a eu soin dès sa plus tendre enfance , qu'elle payoit ses pensions , qu'elle l'a habillé , entretenu.

Voilà , sinon une possession , dumoins une quasi-possession d'état qui seule suffit suivant tous les Docteurs pour prouver la filiation. *Traçtatu probatur filiatio.* A la vuë de toutes ces circonstances prouvées par écrit , on pourroit ne point hésiter & reconnoître pour fils de la Dame de Safilly l'enfant qu'elle a élevé ; mais si on résiste encore , la ressource de la preuve testimoniale devient indispensablement nécessaire.

Poussons plus loin cette réflexion : la Dame de Safilly qui a senti de quel poids doit être dans cette affaire l'éducation qu'elle a donné à Safilly le fils , a voulu en cacher le principe , & affecter sur cela un mystère. Ce n'est , si on l'en croit , qu'à la recommandation d'une personne de ses amis , qu'elle a porté ses soins pour Safilly le fils jusqu'à l'aller chercher à Tours , & le reprendre des mains

de Moreau. Pressée par le Juge de déclarer le nom de cette personne de ses amis pour laquelle elle a étendu si loin les droits de l'amitié, elle refuse de le dire, c'est un secret qu'elle ne doit pas révéler, & elle prétend que la Justice lui doit tenir compte de sa fidélité, & y applaudir.

Mais premièrement dans ce langage, il est bien facile de démêler une mere qui parle; décélée par ses actions, elle se trahit encore par ses discours. Y eut-il jamais en effet d'héroïne qui voulût dans la situation où la Dame de Sasilly se trouve placée, garder un secret? Les loix de l'amitié, la Religion, que les devoirs de la société prescrivent à ce sujet, ont leurs bornes, & n'enseignent point à se taire, quand son propre intérêt exige qu'on parle. Un ami me charge en confidence d'un enfant, je l'éleve, & j'en prens soin; cet enfant qui ne connoît que moi prétend que je suis son pere, & me traduit dans tous les tribunaux. Dans une pareille conjoncture, il faut nécessairement que le secret m'échappe, je dois la verité à la justice, je me la dois à moi-même. Si je me refugie dans un silence obstiné, j'autorise les Juges & le Public à me regarder comme le pere de l'enfant.

Voilà ce que la raison dicte, & c'est assez de voir la Dame de Sasilly refuser de déclarer ce prétendu secret dans lequel elle s'enveloppe, pour être convaincu qu'elle est la mere de Sasilly le fils, & que c'est à ce titre de mere qu'elle l'a élevé.

En second lieu veut-on que ce ne soit là qu'une conjecture? Cette conjecture naissante d'une circonstance prouvée par écrit, & d'une circonstance telle que celle-là, établit une double nécessité de recourir à la preuve testimoniale. L'éducation donnée au fils Sasilly l'exige par elle-même, & toute seule; il faut démêler le principe de cette éducation; mais de plus le refus que fait la Dame de Sasilly de déclarer de qui elle tient le fils Sasilly, & qui lui a recommandé d'en avoir soin, demande qu'on éclaircisse un point aussi impor-

important. Il est du bon ordre, & de l'intérêt de la société de connoître l'état de chaque Citoyen, & il ne doit point y avoir de secret pour elle sur la naissance des membres qui la composent, nous naissons tous à elle comme à nos familles.

Si l'Interrogatoire de la Dame de Safilly fournit par les contradictions où elle y est tombée & par les reconnoissances qu'elle y a faites d'avoir élevé le fils Safilly, de premiers commencemens de preuve par écrit, combien ne s'en rencontre-t'il point d'autres dans l'aveu qu'elle a laissé échapper d'avoir écrit à Moreau plusieurs lettres au sujet de Safilly le fils. Autant de lettres, autant de commencemens de preuve. Il est vrai que ces lettres ne paroissent point. Moreau déclare les avoir jettées au feu, mais il est constant qu'elles ont existé, & c'est précisément parcequ'elles n'existent plus, que la preuve testimoniale devient nécessaire. La Dame de Safilly convient d'ailleurs très positivement que Safilly le fils est le sujet de ces lettres. Si le langage n'en étoit pas clair, cela n'est pas étrange, on vouloit les exprimer en termes ambigus & énigmatiques. Qu'on les dicte, qu'on les recompose avec tout l'art imaginable; que Safilly le fils qui en doit faire le sujet soit recommandé à Moreau comme un enfant dont la Dame de Safilly vouloit bien prendre soin à la prière d'une personne de ses amis qui lui avoit demandé le secret, c'en est assez pour la preuve testimoniale. Une présomption forte, un soupçon frappant, tirés des expressions d'une lettre, en voilà autant qu'il en faut pour aller à la découverte sur les faits articulés par l'enfant défavoué; il n'est point isolé, vous avez pris soin de son sort, vous lui avez donné l'éducation; vous avez écrit plusieurs fois à son sujet à celui qui l'avoit en pension, vous avez fait l'office de mere en promettant de payer ses nourritures. Si elles ne déposent pas tout-à-fait contre votre injustice, elles préparent à la preuve par témoins, & quoique ces lettres ne soient pas représentées, dès
que

que vous reconnoissés que vous les avez écrites au sujet de l'enfant que vous défavoués , & que vous y avez promis de payer ses pensions , il faut nécessairement les supposer , & en les supposant , c'est armer de commencemens de preuves par écrit l'état que vous combattés.

Le Brevet d'apprentissage qui est l'ouvrage des Sieur & Dame de Rusé concourt à la recherche de la vérité qui y est manifestement déguisée sur l'état de Sasilly le fils ; on l'avoit toujours nommé Alexandre , il y est appelé Louis. Ces deux noms sont ceux de l'Extrait - Baptistaire du 9. Décembre 1704. il est désigné comme fils de défunt Archer , & sa femme , ses pere & mere. Ici la fiction faute aux yeux. On imagine un pere , on laisse donc à deviner la mere , & le pere imaginé est tellement un être de raison , que les Sieur & Dame de Rusé , qui sont les Acteurs de la pièce , n'ont jamais pû justifier qu'il y ait eu un homme appelé Archer qui ainsi que sa femme fût mort en 1720. & eût laissé un fils âgé de 15. ans. Cet âge de 15. ans qu'ils donnent eux-mêmes au fils Sasilly dans le Brevet d'apprentissage quadre parfaitement avec son Extrait - Baptistaire , & ne laisse point à douter de la connoissance particuliere qu'ils ont toujours eu de sa naissance. Il faut dumoins avouer qu'une conformité aussi singuliere exige toute seule qu'on approfondisse. Enfin ce qui détermine suivant le Brevet les Sieur & Dame de Rusé à se charger pendant quatre ans de l'entretien de Sasilly le fils , & à lui payer 300 livres pour lui faire apprendre le métier de Tailleur , c'est l'amitié qu'il a méritée d'eux par les services qu'il leur a rendus , & dont il est juste qu'ils le récompensent. Mais Sasilly le fils est un enfant de 15. ans qui ne demeurait chez eux que depuis un ou deux ans ; quels services peut-il leur avoir rendus en aussi peu de tems , & de quoi pouvoit-il
avoir

avoir été capable dans un âge aussi foible ? Il y a donc là de l'art & du déguisement, car l'amitié n'a pu être produite par les services, puisque les services sont imaginaires. Le motif de cette amitié est donc visiblement caché sous un voile, par conséquent il faut l'éclaircir.

Qu'on réfléchisse un moment sur les differens ressorts, qui, si l'on en croit la Dame de Safilly, les Sieur & Dame de Rusé les ont fait agir, & s'intéresser au sort du fils Safilly. Qu'on réfléchisse sur le langage différent qu'ils ont parlé, on ne trouvera par-tout que pure invention, & invention grossièrement tissée chez la Dame de Safilly. C'est la déférence pour une personne de ses amis qui la porte à élever dès ses plus jeunes ans sous le nom d'Alexandre celui qui réclame son état ; mais cet ami, ou amie, car de la façon dont elle parle, il est équivoque si c'est mâle ou femelle, lui a recommandé le secret, elle sçait trop bien vivre pour dire jamais qui est Alexandre, elle aime mieux courir le risque d'être déclarée sa mere. Chez les Sieur & Dame de Rusé ce sont des services qu'il n'étoit pas en état de pouvoir leur rendre qui les ont engagé à lui faire apprendre un métier ; mais ils le connoissent, Louis est son nom, & non pas Alexandre ; son pere se nommoit Archer, pour sa mere, ils ne l'ont point connue. Mais ils sçavent que le pere & la mere étoient morts en 1720. & le petit Louis n'avoit que 15. ans lors de l'époque du Brevet. Que de déguisemens, que de contradictions ! Peut-on voir la Dame de Safilly & les Sieur & Dame de Rusé, si peu d'accord entr'eux sans être vivement frappé qu'ils n'ont point eu la vérité pour guide dans les Actes que Safilly le fils leur oppose ; & y eut-il jamais de Cause où il se soit présenté plus de commencemens de preuve par écrit plus forts. Le Brevet d'apprentissage suffiroit seul pour conduire à la preuve testimoniale. C'est un Acte
par-

pardevant Notaire où le mystere éclate de plus d'une façon , & cet Acte a des relations si singulieres avec l'Extrait-Baptistaire , qu'il sembleroit même superflu de recourir à la preuve par témoins.

La ressemblance frappante qui est entre ce jeune homme, & la Dame de Safilly , & qu'elle n'a pas osé désavouer dans l'Interrogatoire , offre ici un nouveau secours ; c'est un commencement de preuve écrite , & gravée par les mains mêmes de la nature. Il est vrai que la nature est infinie, incompréhensible dans ses yeux ; & sans épouser ce que de fameux Peres de l'Eglise , & le Prince des Philosophes ont écrit de la ressemblance , on ne croit point s'égarer quand on dira avec le célèbre Cujas que la filiation *probatnr ex aspectu*, qu'elle se prouve par l'aspect de la personne. Un enfant désavoué qui comme le fils Safilly joint à une infinité de preuves résultantes d'Actes par écrit par une ressemblance avec la mere qui le désavoue , n'a plus qu'un pas à faire , & la preuve testimoniale ne peut lui être refusée.

Enfin quel avantage infini le fils Safilly n'est-il pas en droit de tirer de l'Extrait-Baptistaire inscrit sur les Régistres de saint Sulpice sous la datte du 9. Decembre 1704 ? & n'est-il pas plus palpable que c'est là le sien ? La datte revient parfaitement au tems auquel la Dame de Safilly place la guérison miraculeuse de son hydropisie. La Marraine est cette même femme établie à Tours , veuve d'un Chirurgien de cette Ville, que la Dame de Safilly convient avoir amenée seule avec elle à Paris pour la servir dans son hydropisie ; Louis-Alexandre sont les noms donnés à l'enfant. Ce sont aussi ceux que le fils Safilly a toujours portés ; Alexandre pour la Dame Safilly , Louis pour les Sieur & Dame de Rufé. Marin de la Coudraye , voilà comme le pere est nommé ; de la Riviere, c'est le nom de la mere ; tous noms qui ne sont point étranges aux Sieur & Dame de Safilly. Le Sienr de Safilly étoit Capitaine de Vaisseau , il avoit un Fief qui s'ap-

s'appelloit la Coudraye, une Metairie qui s'appelloit la Riviere, & qui dépendoit de la terre de la Baudonniere.

Enfin l'impuissance où se trouve la Dame de Sasilly de prouver qu'il y a jamais eu un Capitaine de Cavalerie nommé Marin de la Coudraye, ce qu'elle justifieroit avec la plus grande facilité, si ce n'étoit pas un personnage d'invention, acheve la conviction, & entraîne les suffrages. Il est de certaines circonstances à l'évidence desquelles il faut se rendre aux yeux de la raison. L'Extrait-Baptistaire de 1704. est presque aussi clair que si le fils Sasilly étoit baptisé sans aucun déguisement. Mais voudra-t-on y laisser les nuages qui l'environnent, ne les croira-t-on pas tout-à-fait dissipés ? L'éclaircissement entier est dû à la preuve testimoniale.

Cet Extrait-Baptistaire qui est une grande piece dans la Cause, a d'autant plus étonné la Dame de Sasilly, & le Sieur & la Dame de Rusé, qu'ils ne s'imaginoient pas qu'on pût le découvrir. Vainement disent-ils qu'ayant été découvert depuis la preuve, il ne peut point l'autoriser.

Mauvais argument, vrai sophisme qui n'est propre qu'à faire connoître combien l'Extrait-Baptistaire paroît redoutable à la Dame de Sasilly.

Premièrement il y en avoit assez independemment de cette piece pour admettre la preuve par témoins, c'est une verité qu'on vient de démontrer.

En second lieu s'il étoit possible de s'imaginer que cessant l'Extrait-Baptistaire, la preuve n'auroit pas dû être ordonnée, il n'en resulteroit point que la Sentence qui a permis la preuve dût être infirmée. Ce qui n'a point été proposé en Cause principale, peut l'être en Cause d'appel, & autant pour soutenir le jugement des premiers Juges, s'il est favorable, que pour appuyer les coups qu'on lui porte à la faveur d'un Appel.

Ainsi comme il faudroit sur le rapport de l'Extrait-Baptistaire infirmer la Sentence de Chinon, si elle n'a-

voit

voit pas admis la preuve , les simples lumieres du bon sens enseignent que l'ayant ordonnée , on ne peut pas ne la point confirmer.

Il est tems de passer à la seconde partie , où l'on ne dira rien que d'essentiel.

SECONDE PARTIE.

Le caractère propre des semi- preuves qu'on appelle communément des commencemens de preuves par écrit , est de se convertir en preuves parfaites ; pour peu que la preuve testimoniale qu'elles avoient préparée vienne les aider , alors tout se rassemble , & ne fait plus qu'un corps , ou une chaîne que rien ne peut rompre , & la vérité reprend ses droits. Sur ce principe examinons les faits & les preuves.

Me. Pommier rapporte tout l'enchaînement des faits à commencer depuis la grossesse de la Dame de Safilly qui est le premier anneau de cette chaîne ; il n'en met aucun , & puis il dit :

Tels sont dans leur simplicité les faits depuis 1704. jusqu'au moment que le fils Safilly fut rendu par Moreau à la Dame de Safilly. Voyons les preuves du défenseur de Safilly fils ; il dit qu'une partie de ces faits a été avouée par la Dame de Safilly dans son Interrogatoire

L'Extrait-Baptistaire du 9. Décembre 1704. vient encore au secours ; son époque , les noms qui y sont inscrits , la veuve Senard Marraine sont autant de lumieres qui chassent la fiction , comme le jour chasse la nuit.

Il prétend démontrer ensuite par les dépositions du Prieur de Chinon appelé Fachu de Coutes , de René Moreau gendre de la veuve Senard , de Louise Senard femme de Moreau , que ces trois dépositions constatent la grossesse de la Dame de Safilly , qu'elles établissent que l'enfant baptisé à saint Sulpice le 9.

Décem-

Décembre 1704. & tenu sur les Fonts par la veuve Senard & un Cocher, est l'enfant dont la Dame de Sasilly est accouchée.

Les autres faits qui ont suivi le tems dans lequel la Dame de Sasilly *reprit*, comme elle le dit elle-même, l'enfant des mains de Moreau, consistent dans les soins qu'elle a eus de lui, dans les dépenses qu'elle a faites à son sujet, dans ces épanchemens de cœur qu'elle n'a pu refuser à la nature. On se souvient singulièrement de cette conversation vive & touchante que le fils Sasilly a eue avec elle à la grille du Monastère de Champigny peu de tems après qu'il fut instruit de son état; quelles sont les preuves de ces faits? L'Interrogatoire de la Dame de Sasilly où elle avoue dans plusieurs articles avoir nourri, habillé, entretenu ce jeune homme le jour qu'il y vint accompagné de Deschamps. Reste-t'il quelque chose à desirer? écoutons le cinquième témoin de l'Enquête de Tours, & le troisième témoin de l'Enquête de Chinon.

Le défenseur rapporte la déposition avec toutes les circonstances qui font le tissu du fait qu'il a déjà raconté.

L'aveu que fit la Dame de Sasilly de sa maternité, lorsqu'elle fut pressée par son fils & les larmes qu'elle répandit.

Le second témoin est Deschamps, cet homme que la Dame de Sasilly désigne comme le compagnon du demandeur.

On voit encore dans cette déposition l'aveu que fit la Dame de Sasilly de sa qualité de mere, lorsqu'elle croyoit n'être pas écoutée par ce témoin.

Ce témoin rapporte les reproches que le fils Sasilly fit à sa mere, la maniere dont elle se justifia, l'attention qu'elle eut elle-même d'aller chercher quelques rafraichissemens pour son fils; la surprise qu'elle marqua, quand revenuë au Parloir, elle aperçut lui témoin; le billet qu'elle écrivit à

l'aubergiste , billet qui existe , la lettre qu'elle donna le lendemain matin au fils Safilly pour le Sieur de Marconay , tout y est détaillé dans la plus grande simplicité , & ce qui rend la déposition de ce témoin plus recommandable , c'est que la Dame de Safilly convient dans son Interrogatoire de la plûpart des circonstances qu'il déclare.

Enfin une autre preuve , & qui est personnelle aux Sieur & Dame de Rusé , c'est le Brevet d'apprentissage de 1720. sur lequel on a fait des observations qu'on ne répètera point , mais qui sont si convaincantes , qu'à moins de se refuser à la lumière , ce Brevet , à travers le déguisement qui y est affecté , découvre toute la connoissance que les Sieur & Dame de Rusé ont eue de la naissance du fils Safilly , & dépose contre leur injustice.

On tient présentement la chaîne qui lie toutes les preuves de l'état que reclame le fils Safilly. Rien n'est capable de la rompre. L'Extrait - Baptistaire n'est plus une énigme , ce secret que la Dame de Safilly veut obstinément garder n'est plus un secret pour la justice ; il n'est plus possible de méconnoître la grossesse dans l'hydropisie , la mere dans les soins qu'elle a pris de l'enfant , la sœur dans le Brevet d'apprentissage du frere , & il n'y eut jamais de fils désavoué qui se soit présenté si bien armé contre le désaveu.

Examinons en peu de mots la critique que la Dame de Safilly a faite des Enquêtes. C'est ce qui reste à discuter pour terminer la défense de Safilly le fils.

La Dame de Safilly qui sent toute l'importance des Enquêtes , & combien elles sont concluantes , s'est d'abord réfugiée dans des moyens de forme , c'est d'ordinaire l'azile & la ressource des Causes desesperées. Elle prétend qu'il y a dans les Enquêtes des nullités , elle se fonde sur l'Ordonnance , elle les divise en nullités générales , & en nullités particulières.

Je rapporterai après Me. Pommier tout le détail de ces nullités , parce qu'elles operent la décision du Procès , & que mon but est d'instruire mon lecteur. On n'ignore pas que c'est par ces nullités qu'on commence à faire le Procès à une procédure criminelle avant que de le faire à l'accusé ; même en matiere Civile on fait le Procès à la procédure avant que de juger la question de droit. Aussi toute la science des habiles plaideurs est d'éplucher les procédures , & de les mesurer au niveau de l'Ordonnance ; par cette voye plus d'un criminel s'est tiré d'intrigue & c'est ce qui fait décider au Palais que la forme emporte le fonds.

Me. Pommier dit que la Dame de Safilly oppose contre l'Enquête de Chinon pour première nullité générale que l'Ordonnance du Juge , en vertu de laquelle elle a été assignée pour voir jurer les témoins , ne portoit point nommément de permission de l'assigner.

Mais premièrement , elle convient qu'elle a été exactement assignée à chacun des jours de prétation de serment de témoins ; & que le jour & l'heure lui ont été indiqués dans toutes les assignations qui lui ont été données. Voilà ce qu'exige seulement l'Ordonnance de 1667. qui renouvelle en cela la disposition des anciennes Loix.

En second lieu , il est vrai que cette Ordonnance proscriit les commissions qui se prenoient au Greffe pour procéder à la confection des Enquêtes & à l'audition des témoins , & qu'elle se contente d'une simple Ordonnance du Juge. Mais elle ne dit pas que l'Ordonnance du Juge contiendra nommément la permission d'assigner la Partie ; & l'on sçait qu'en matiere de nullités , il faut les établir sur des dispositions expressees , & qu'on ne peut rien suppléer.

La seconde nullité générale que la Dame de Safilly objecte consiste en ce que l'on n'a point fait assigner pour la prétation du serment des témoins

par un exploit figuré comme un ajournement , mais par un simple Acte signifié de Procureur à Procureur.

Cela ne s'est jamais autrement pratiqué , quand l'Enquête se fait dans la Jurisdiction où l'affaire est pendante, & l'Ordonnance le prescrit ainsi dans l'article VII. où elle dit, *que les Parties seront assignées au domicile de leur Procureur.*

C'est aussi ce qui a été exécuté parfaitement à Chiron ; toutes les assignations ont été données au domicile du Procureur de la Dame de Safilly par l'huissier de la Jurisdiction , & de la maniere dont elles se donnent dans tous les tribunaux du Royaume c'est la même.

La Dame de Safilly fait consister les nullités générales qu'elle propose contre l'Enquête de Tours , premièrement en ce qu'il ne lui a pas été donné copie de la commission rogatoire , ni de l'Ordonnance du Lieutenant Général de Tours portant acceptation de la commission & permission d'assigner ; secondement en ce que l'Ordonnance de ce Juge n'indique point ni le jour , ni l'heure.

L'illusion de ces deux nullités part du même principe , on suppose dans la loi ce qui n'y est point ; d'un côté il n'y a dans l'Ordonnance de 1667. aucun article qui établisse la nécessité de donner copie à la Partie des commissions rogatoires , ni des Ordonnances préparatoires que rendent les Juges en matieres d'Enquêtes. Tout cela s'énonce dans le Procès verbal d'Enquêtes qui ne se signifie qu'après l'Enquête faite.

D'un autre côté on voit bien dans l'Ordonnance de 1667. une disposition qui prescrit de marquer le jour & l'heure pour comparoir dans les assignations qu'on donnera aux témoins & aux Parties , & cela a été exécuté de la part du fils Safilly , mais il n'y a point de disposition qui exige la même chose dans les Ordonnances

nances du Juge. Ainsi les deux nullités proposées par la Dame de Safilly sont des chimères

La nullité générale qu'elle oppose contre l'Enquête de Paris , c'est que cette Enquête n'a été commencée qu'après l'expiration du délai de deux mois portés par la Sentence de Chinon , & voici comment elle calcule : la Sentence de Chinon a , dit elle , été signifiée le 25. Janvier , ainsi les deux mois expiroient le 25. Mars , c'est le 28. seulement que l'Enquête de Paris a été commencée , donc elle a été commencée hors le délai.

La Dame de Safilly ne prend pas garde en faisant son calcul qu'entre le mois de Janvier & Mars est celui de Février qui n'a que 28. jours. Quand on donne par un jugement un délai de deux mois pour faire une Enquête , ce délai s'interprète toujours favorablement , & il s'entend de deux mois pleins. Si la Sentence de Chinon avoit été signifiée le 25. Juillet , & que l'Enquête de Paris eut commencé le 25. Septembre , il est constant qu'elle ne feroit pas hors du délai de deux mois. Cependant il n'y a pas plus de jours depuis le 25. Janvier jusqu'au 28. Mars que depuis le 25. Juillet jusqu'au 25. Septembre , le nombre en est égal , par conséquent une Enquête qui ne feroit pas hors du délai dans un cas , doit y être dans un autre cas tout pareil où le même nombre de jours utiles se rencontre.

Les nullités particulières , & qui ne frappent que sur quelques dépositions ne sont pas plus heureusement trouvées que les nullités générales. J'ai été , dit la Dame de Safilly , assignée à mon domicile pour la prétation du serment de Moreau , de sa femme , & de Deschamps ; c'est-là une nullité. L'Ordonnance veut que les assignations soient données au domicile du Procureur de la Partie ; de plus dans les assignations qu'on m'a données pour la prétation de serment de ces mêmes témoins

qui déposent si clairement , on m'a indiqué dix heures du matin , & ils ont prêté serment à deux heures de relevée ; autre nullité qui ne permet pas qu'on écoute leurs dépositions.

A cela les réponses sont promptes. Premièrement , quand l'Ordonnance prescrit de donner les assignations au domicile du Procureur de la Partie , elle suppose que l'Enquête se fait dans le tribunal où le Procès est pendant ; & comme la Partie contre laquelle l'Enquête s'y fait y a un Procureur constitué , c'est la raison pour laquelle l'Ordonnance veut que les assignations pour voir jurer les témoins se donnent au domicile du Procureur. Mais lorsque l'Enquête se fait devant un autre Juge que celui qui est saisi de l'affaire , & qu'il ne plaît point à la Partie de constituer un Procureur dans la Jurisdiction de ce Juge qui est délégué , les assignations peuvent se donner au domicile de la Partie. Elles y sont même plus régulièrement données qu'au domicile du Procureur constitué dans le tribunal saisi de la contestation qui n'a point de caractère pour assister la Partie dans une autre Jurisdiction que la sienne ; c'est ce qu'établissent les Commentateurs de l'Ordonnance , & ce qu'enseignent d'ailleurs les premières notions de la procédure.

En second lieu , il est vrai que pour les assignations pour assister à la prétation du serment de Moreau , de sa femme , & de Deschamps indiquoient à la Dame de Sasilly l'heure de 10. heures du matin , & il est encore vrai que ces trois témoins ont prêté serment à deux heures de relevée. Mais ce que ne dit point la Dame de Sasilly , c'est que n'ayant point jugé à propos de comparoir à dix heures du matin , le Lieutenant Général de Tours a donné défaut , & a continué l'assignation à deux heures de relevée du même jour. Tout le monde sçait que ce qui se fait par continuation d'assignation , même par défaut , ne se signifie point , c'est la faute de la

Partie

Partie de n'être point venuë à l'heure qui lui étoit indiquée, elle auroit appris la continuation du Procès-verbal ordonnée par le Juge, & il auroit dépendu d'elle d'être présente à la prétation de serment.

Il faut donc écarter toutes les nullités soit générales, soit particulières, que la Dame de Safilly a imaginées, parce qu'elle n'avoit rien de mieux à dire.

Voyons ce qu'elle objecte au fonds contre les dépositions.

Elle prodigue aux témoins des injures à pleines mains, elle ne les trouve point d'un état assez relevé, ce sont, dit-elle tous gens du commun. Il falloit appeller en témoignage des gens de condition, & singulièrement le Sieur de Marconay. Elle ajoute que les principaux témoins, tels que Moreau & sa femme, sont démentis par d'autres, que ce qu'ils déposent ne fait point une preuve concluante, parce qu'ils ne parlent que sur des ouïdires de la veuve Senard, & que d'ailleurs ils se contredisent eux-mêmes: Voilà quel est le plan de la censure

Un mot va dissiper toute cette vaine critique: s'échapper en invectives contre des témoins, c'est faire entendre qu'on se sent accablé par leur témoignage. Dans une affaire telle que celle-ci se faire un moyen de ce qu'on ne voit point au nombre des témoins des personnes du haut étage de la Province, c'est se jouer de la raison. Et pour qui la Dame de Safilly a-t-elle eu recours à la fiction d'une hydrophilie? à qui a-t-elle voulu cacher la naissance & l'état du fils Safilly? C'est singulièrement à la Noblesse de son pays, qui ne sçait rien du mystère que par de simples conjectures. Mais ce qu'elle a voulu tenir secret pour les Gentilshommes ses voisins, il a fallu qu'elle le confiât à des personnes du dernier rang

par le besoin qu'elle a eu d'eux. Ce sont là des témoins nécessaires

Le Sieur de Marconay pouvoit , il est vrai , être ici d'un grand secours , il est instruit de tout , c'est lui qui a accompagné la Dame de Safilly à Paris , il a avancé pour elle jusqu'à la mort du Sieur de Safilly son mari les pensions du fils Safilly , mais il n'a pas voulu déposer. Assigné une première fois , réassigné une seconde , il ne s'est point présenté. Sa complaisance pour la Dame de Safilly l'a emporté chez lui sur le tribut qu'il devoit à la vérité , mais son silence parle même pour le fils Safilly. S'il avoit été assigné par un impositeur pour déposer , il auroit bientôt accouru dès la première assignation. Incapable de dire le contraire de ce qu'il sçait , il a mieux aimé ne point paroître , & faire le sourd. Et pourquoi la Dame de Safilly qui se fait un triomphe du silence du Sieur de Marconay ne l'a-t'elle point fait entendre ? Elle avoit la liberté de faire des Enquêtes de sa part ; elle pouvoit appeller en témoignage non seulement le Sieur de Marconay , mais toute la Noblesse de son pays. Par quel motif n'a-t'elle point fait d'Enquêtes ? Qu'elle l'avoüe de bonne foi , elle a craint que ses meilleurs amis , s'ils étoient assignés par elle pour déposer , ne fissent des réflexions sur le serment qu'il auroit fallu qu'ils prêtassent

Mais , dit-on , les principaux témoins sont démentis par d'autres ; Anne Goffet qui servoit la Dame de Safilly , & qui est le treizième témoin de l'Enquête de Chinon déclare qu'elle a vû en 1704. des marques exclusives de grossesse. Charles Baudoin douzième témoin de la même Enquête déclare que la Dame de Safilly devint enflée , & se plaignit d'être malade d'hydropisie , & que pendant qu'elle étoit à Paris , elle écrivit à son mari qu'elle avoit trouvé un Abbé qui avoit des remèdes excellens pour sa maladie. La veuve Darfi qui est
le

le troisième témoin de l'Enquête de Paris, & qu'on dit avoir porté l'enfant à saint Sulpice, déclare qu'étant venuë voir la Dame de Sasilly en 1704. à l'Hôtel de Cahors, elle n'a point eu connoissance quelle maladie ou incommodité pouvoit avoir cette Dame, & elle dépose que quelque tems après un Maître d'Hôtel de M. le Duc de Richelieu lui ayant dit que pendant qu'on marioit à saint Sulpice Perse domestique du même Seigneur, on y baptisoit l'enfant de la Dame de Sasilly, elle lui répondit qu'il étoit un médifant. Voilà, ajoute-t-on, des témoins qui écartent jusqu'au soupçon de la grossesse, & donnent le démenti à tous les autres.

Est ce sérieusement qu'on propose les dépositions de ces témoins comme contradictoires avec les autres ? Anne Goffet dit, il est vrai, avoir vû dans le linge de sa Maitresse des signes exclusifs de grossesse, mais la Dame de Sasilly étant grosse peut avoir eu ces signes au commencement de sa grossesse. D'ailleurs elle n'a pas été grosse pendant toute l'année 1704. La Dame de Sasilly n'auroit-elle pas pu lui imposer en mettant de faux signes à la place des véritables ? Et la Goffet ne déclare-t-elle pas qu'elle fut surprise de ce que la Dame de Sasilly partit pour Paris afin de se faire guérir d'une enflure, qu'elle ne s'étoit point apperçue qu'elle fût malade.

Charles Baudoin ne dit autre chose sinon que la Dame de Sasilly devint enflée, & se plaignit d'une hydropisie ; en cela il ne dément point les autres témoins qui disent que ce fut là le voile dont la Dame de Sasilly couvrit sa grossesse, & le prétexte du voyage de Paris pour y faire ses couches.

La veuve Darfi en dit assez pour faire entendre ce que ses égards pour la Dame de Sasilly l'empêchent de déclarer hautement. Elle dépose n'avoir point connu la maladie de la Dame de Sasilly

dans les visites qu'elle lui rendit : voilà le langage d'une femme qui craint autant de prononcer le nom d'hydropisie que celui de grossesse. Le Maître d'Hôtel de feu M. le Duc de Richelieu lui dit que dans le même tems qu'on marioit Perſie à ſaint Sulpice , on y baptiſoit l'enfant de la Dame de Saſilly , elle lui dit : *vous êtes un médisant , & vous ne devez pas parler comme cela d'une perſonne de qui vous tenez votre bien.* Le ſens de cette réponſe n'eſt pas équivoque , elle approche bien d'un aveu. C'eſt une leçon que fait ce témoin à ce Maître d'Hôtel qui lui enſeigne qu'à moins d'être certain , il ne doit pas révéler des vérités défavantageuſes à ſa bienfaitrice. C'eſt donc bien vainement que la Dame de Saſilly cherche dans les dépoſitions de quelques témoins dequoi ſe défendre du témoignage de tous les autres ; juſqu'à celle qu'elle adopte, il n'y en a pas une qui ne contribue à l'éclairciſſement de l'intrigue qu'elle a voulu cacher.

Le Prieur de Chinon , dit-elle , ne parle qu'après des conjectures libertines. Moreau & ſa femme ne dépoſent que de ce qu'ils ont entendu dire à la veuve Senard , & Deſchamps dans ſa dépoſition force la vraisemblance.

Mauvais contredits. Le Prieur de Chinon déclare ce qu'il ſçait , il explique des circonſtances dont il a été le témoin. Il a vû la Dame de Saſilly groſſe à l'Hôtel de Cahors. Il étoit avec elle quand la veuve Senard , qui étoit ſortie pour chercher une Chambre propre au miſtere , revint & annonça qu'elle en avoit louée une au Carefour de ſaint Benoît. Cette veuve qui ſçavoit qu'il étoit inſtruit , ne fit point de façon de dire devant lui que le tems des couches approchoit , & que déjà il paroifſoit certains ſignes. Il a vû la Dame de Saſilly dans le lieu choiſi par la veuve Senard ; ſont-ce-là de ſimples conjectures ?

Moreau & sa femme déposent affirmativement qu'ils ont sçu que la Dame de Safilly étoit grosse, & que la veuve Senard ne l'accompagnoit à Paris que pour la servir dans ses couches. Ils ont vû Safilly le fils dans la maison de leur mere. Elle leur a déclaré en mourant qu'il étoit le fils de la Dame de Safilly, & ils ont d'autant moins pû en douter, que c'est la Dame de Safilly qui les a payés, & qui a repris Safilly le fils de leurs mains, font - ce là de simples ouïs - dire ? & peut - on appeller de ce nom la déclaration que leur a fait la veuve Senard mourante ? Toutes les relations que la Dame de Safilly a eües avec eux, les lettres qu'elle avoüe leur avoir écrites, les payemens qu'elle avoüe leur avoir faits, sont autant de témoignages assurés de la sincérité de cette déclaration.

Deschamps a entendu une conversation libre entre la Dame de Safilly & son fils. Il en rapporte des circonstances qui n'ont rien que de naturel. La Dame de Safilly convient de la plus grande partie des circonstances dans son Interrogatoire, & les aveus qu'elle y fait suffisent pour accrediter la déposition dans son intégrité. Mais, dit-on, Moreau & sa femme parlent d'abord comme étant instruits dès 1704. de la grossesse de la Dame de Safilly, & dans la suite ils disent qu'ils ne l'ont sçuë que par la déclaration de la veuve Senard leur mere en 1711. Voilà une contradiction. De plus la femme Moreau dépose que la Dame de Safilly étoit grosse de six mois à la saint Jean 1704. cela ne se concilie point avec l'accouchement qu'on fixe au huit Décembre. Cette même femme Moreau place au premier Janvier 1705. le retour de la Dame de Safilly à Tours. Tout cela ne quadre point encore avec l'époque de l'accouchement qu'on fixe au 8. Décembre. La fille de la veuve Aubin qui est le dixième témoin de l'Enquête de Tours, déclare que le fils Safilly étoit

étoit chez sa mere à l'âge de deux ans. Enfin Louis Margot troisiéme témoin de l'Enquête de Chinon dit que le Baptême qu'il a vû faire à saint Sulpice en présence de la veuve Darfi, avoit été fait le soir pendant les fiançailles de Persie , & cette circonstance ne convient point à l'Extrait-Baptistaire du neuf Décembre 1704. qui est du jour du mariage , & non du jour des fiançailles de Persie.

Dans toute cette tirade , on relève des minuties , on imagine des contradictions qui disparaissent aussitôt qu'on ne voudra point confondre les objets.

Moreau & sa femme déposent qu'ils sçavoient la grossesse dès 1704. & ils ne se démentent point sur ce fait comme la Dame de Sasilly le suppose. Il est vrai qu'ils ajoutent dans leurs dépositions que voyant leur mere mourante en 1711. ils la prièrent de leur déclarer quel étoit donc l'enfant dont elle prenoit soin. Mais cette circonstance ne contrarie en rien le premier fait. La connoissance qu'ils avoient de la grossesse & de l'accouchement de la Dame de Sasilly ne les instruisoit pas nécessairement que l'enfant dont elle étoit accouchée en 1704. fut celui qui depuis quelques années étoit avec leur mere. Ils s'en doutoient bien , ainsi qu'ils le font entendre eux-mêmes. Mais comme il s'agissoit pour eux de s'en charger , ils ont voulu être assurés de son état par une déclaration précise.

La femme Moreau parle d'un voyage que la Dame de Sasilly fit à Tours vers l'an 1704. chez le Sieur Durand Médecin ; elle parle ensuite des mesures prises avec sa mere , quand il fut question de faire le voyage de Paris , & c'est à cette occasion qu'elle dit que son mari & elle s'apperçurent que la Dame de Sasilly étoit grosse de six mois environ ; tout cela se concilie encore. La Dame de Sasilly peut avoir fait un premier voyage à Tours vers la saint Jean pour consulter son Médecin qui lui aura dit de ne point partir pour Paris que dans le tems que sa grossesse n'auroit

n'auroit pû se cacher. D'ailleurs quand un témoin qui dépose des faits qui se sont passés il y a vingt-huit ans se seroit trompé sur une datte, & auroit placé à la saint Jean une circonstance qui est du mois de Septembre, c'est la plus petite erreur du monde, & cette erreur donne du relief aux Enquêtes, car elle prouve qu'il n'y a rien d'étudié dans les dépositions des témoins, & qu'elles n'ont point été concertées.

Le retour de la Dame de Safilly que la femme Moreau place au premier Janvier 1705 s'accorde parfaitement avec le 8. Décembre précédent. L'intervalle est plus de trois semaines, & mille exemples nous apprennent qu'il n'en faut point tant pour rétablir une femme, & la mettre en état de soutenir un voyage.

La fille de la veuve Aubin dépose que sa mere a eu le fils Safilly en nourrice jusqu'à l'âge de cinq ans, mais il ne faut pas être surpris si elle se trompe, elle n'avoit elle-même que sept à huit ans quand elle a vû dans la maison de sa mere le fils Safilly, ainsi son extrême jeunesse a pû facilement lui faire oublier combien il y avoit demeuré.

Enfin il est vrai que Louis Margot parle du Baptême comme l'ayant vû faire le soir tandis qu'on fiançoit Persie son camarade. Mais il dépose là d'une circonstance de 28. ans, & il n'est pas étonnant qu'il se soit mépris en plaçant au moment des fiançailles, ce qu'il avoit vû au moment de la célébration du mariage de Persie dont il a signé l'Acte comme témoin.

Que reste-t'il donc de toutes les critiques de la Dame de Safilly, de vains discours qui manifestent la foiblesse & le vuide de sa Cause? Pressée de toutes parts, & accablée sous le poids des preuves, elle tâche de les détacher les unes des autres, mais elle ne réussit pas mieux dans le combat singulier qu'elle leur livre; chaque preuve se défend
par

par elle-même, & quand elles sont réunies, elles vont au-delà de ce qu'on peut espérer dans une affaire de la nature de celle-ci. Les ombres se dissipent, la vérité éclate, elle brille également partout; rien ne l'obscurcit plus, il est tenu qu'elle triomphe, & que les malheurs du fils Safilly finissent; condamné à l'obscurité avant qu'il vit le jour, il est depuis 30. ans privé de son état; parvenu à un âge qui a beaucoup avancé sa course, il n'a point vécu pour ainsi dire. L'injustice de sa mère lui a ravi ses plus beaux jours. Qui pourra le consoler de la perte irréparable qu'il en a faite? C'est l'Arrêt qu'il attend avec confiance de la Cour. Elle lui rendra son nom, sa naissance, son honneur. Voilà les biens précieux qui le flattent, & qu'il met beaucoup au dessus de la fortune. Il n'a point à craindre ces événemens sinistres, dont on l'a menacé avec ce ton si altier qu'on a vû prendre tant de fois à la mauvaise Cause, rassuré par la bonté de la sienne, plein de respect pour sa mère, & prêt à baiser la main qui le persecute; le triomphe qu'il espere le rendra encore plus soumis & plus respectueux.

On rapporte à la fin de ce Mémoire une lettre qu'on a recouvrée, elle est écrite par la Dame de Safilly à Moreau gendre de la veuve Senard. Elle prouve, dit-on, que c'est une mère qui y parle, & que l'enfant tenu à Paris sur les Fonts de baptême de la Paroisse de saint Sulpice par la veuve Senard, est l'enfant de la Dame de Safilly. Le texte pur de cette lettre, ajoute-t-on, suffit sans commentaire, la voici.

De la Baudonniere, le 4. Aoust 1713.

J'ai reçu votre lettre, Monsieur, ayez bien soin de l'enfant, ce sera moi qui vous payerai, vous me marqués de l'inquietude sur son sort, & vous en devriez moins avoir que personne, puisque vous sçavez tout; soyés

Soyez sûr qu'il sera un jour plus heureux que vous ne pouvez penser. Votre belle-mère qui étoit sa Marraïne l'aimoit, je l'aime encore davantage, & cela doit vous suffire; mais gardez-moi toujours le secret, & me croyez votre affectionnée servante. Signé, E. DE VIL. LERAY DE SASILLY, & au dos est écrit: A M. Moreau Maître Chirurgien au Caroy des Herbes, à Tours.

Il faut rendre justice au défenseur de celui qui réclamait l'état du fils du sieur de Sasilly. Il a mis tout à profit dans cette Cause, il n'a rien négligé, & a parlé de ce ton que l'on prend pour soutenir la vérité; & par l'art avec lequel il a recueilli toutes les circonstances, & les a fait valoir, si la vérité n'est pas pour lui, il est aisé de s'y méprendre, & de prendre le change. Du moins on ne dira pas, comme on l'a dit de quelques Mémoires: je le condamnerois sur son propre Factum.

La défense de la Dame de Sasilly avoit été confiée à M. Gueau de Reverseau qui n'a point fait imprimer de Mémoire: le Public y a perdu. Mais comme elle est commune avec celle des Sieur & Dame de Rusé, il suffira de rapporter ce qu'ils ont dit. Voici comme a parlé Me. Cellier leur Avocat.

Quoique cette contestation interesse principalement les Sieur & Dame de Rusé, ce n'est point avec eux cependant que le combat a d'abord été engagé. La première démarche de la Partie adverse dans cette affaire a été d'exiger une reconnoissance de la Dame de Sasilly. Se feroit-il donc aveuglé au point de croire que la Dame de Sasilly pût par une adoption criminelle, violer les devoirs les plus essentiels? S'il eut été possible que de pareils sentimens trouvaient entrée dans le cœur de la Dame de Sasilly, quel avantage la Partie adverse en pourroit-elle retirer? De simples reconnoissances ne forment point de titres de filiation: cette chaîne qui lie le Demandeur à l'état abjet où il a toujours

Défense des
Sieur & Dame
de Rusé.

jours vécu , n'en feroit pas moins forte. Mais les Sieur & Dame de Rufé ont encore cet avantage qu'elle défavoue pour son fils , celui qu'ils refusent de reconnoître pour leur frere. Ainsi ils ne craignent point de confondre leur intérêt particulier avec celui de la Dame de Safilly.

Me. Cellier dit ensuite qu'après la mort du Sieur de Safilly qui ne laissa que la Dame de Rufé , son unique héritiere , la Dame de Safilly auroit pû passer des jours gracieux dans le monde , mais qu'elle renonça à tous les charmes de la société : après avoir donné le tems nécessaire à l'arrangement de ses affaires , elle se retira dans le Couvent des Cordelieres de Champigny , où elle est demeurée depuis 1714. jusqu'à présent.

C'est vers ce tems-là qu'une personne liée de l'amitié la plus intime avec la Dame de Safilly lui recommanda la Partie adverse , & lui confia pour cet enfant une somme de vingt-cinq pistoles ; la Partie adverse demeurait alors chez le nommé Moreau Chirurgien à Tours.

Peu après , cette personne mourut sans avoir laissé à la Dame de Safilly aucune lumière sur l'état de cet enfant. La Dame de Safilly ignore pleinement les faits qui concernent son origine. Tout ce qu'elle sçait , c'est qu'il se nommoit Alexandre dans le tems qu'elle en a pris soin.

Ce langage est celui que la Dame de Safilly a toujours tenu aux Sieur & Dame de Rufé au sujet du Demandeur. Le nom de la personne qui le lui avoit recommandé est un secret qu'elle ne leur a jamais révélé : les Sieur & Dame de Rufé ne peuvent dire que ce qu'ils ont appris de la Dame de Safilly.

Le dépôt qui avoit été remis à la Dame de Safilly servit pendant quelque tems à acquitter sa pension , mais il fut bientôt épuisé. Le Demandeur commençoit à être en état de gagner sa subsistance
par

par ses services. La Dame de Safilly ne croyant pas que sa charité dût excéder le nécessaire , le retira des mains de Moreau , & le mit en service à une de ses Fermes , chez une femme qui avoit été long tems sa femme de chambre.

Quand le Demandeur fut devenu plus fort , la Dame de Safilly engagea les Sieur & Dame de Rusé à le prendre en qualité de Laquais. Pendant trois ans que le Demandeur a demeuré chez les Sieur & Dame de Rusé , il a toujours porté la livrée , & a fait toutes les fonctions attachées à l'état de servitude.

Après quelque tems de service , les Sieur & Dame de Rusé qui n'avoient jamais donné de gages au Demandeur , lui firent apprendre le métier de Tailleur, C'est ainsi que l'on traite un Domestique que l'on veut récompenser ; mais de pareils bienfaits ne serviront jamais de titres pour devenir l'héritier de la maison.

Depuis ce tems , le Demandeur a vécu de son métier : les Sieur & Dame de Rusé l'ont entierement perdu de vûe. Ils ont appris dans la suite que le 25. Février 1727. il avoit épousé la fille d'un Rotisseur appelée Marguerite le Roux : on a levé l'Acte de la célébration de son Mariage , par lequel il paroît que le Demandeur s'est marié sous le nom de Louïs Alexandre.

Il n'y avoit rien dans une pareille alliance qui dût élever l'ame du Demandeur au - dessus de l'état où il avoit toujours vécu. Cependant on le voit subitement changer de personnage ; il forme le projet de ressusciter le nom de Safilly ; il s'annonce comme le fils du feu Sieur de Safilly , & demande sa succession.

Les Sieur & Dame de Rusé étoient les véritables Parties que le nommé Alexandre devoit d'abord attaquer ; cependant c'est contre la Dame de Safilly seule qu'il a formé son action.

On fait ensuite l'histoire de la procédure qui a été tenue à Chinon & au Parlement. Le Demandeur a d'abord attaqué la Dame de Safilly, & enfin a pris à partie les Sieur & Dame de Rusé pour voir déclarer l'Arrêt qui interviendrait commun avec eux. Leurs déclarations tendent à ce que le prétendu Safilly soit débouté de ses demandes. Ils établiront deux propositions.

La première est que l'état des hommes est une vérité précieuse ; plus les législateurs ont pris de précautions pour le rendre certain & invariable , plus enfin les Magistrats doivent être scrupuleux à admettre, en matière d'état, des preuves différentes de celles qui sont consacrées par la loi.

Si l'on doit craindre de ne pas rendre à un Citoyen son état , peut-être doit-on plus craindre encore de lui donner un état qui ne lui appartienne pas , & de sacrifier à l'imposture la tranquillité des familles

Ces vûes générales qui sont puisées dans l'intérêt public, suffisent pour faire sentir la fausseté du principe avancé par le Demandeur , qu'il suffit à quiconque réclamant un état d'articuler des faits circonstanciés pour être admis à les prouver par témoins.

Accordons à la preuve testimoniale le mérite de l'antiquité : elle est si l'on veut la première , la plus ancienne de toutes les preuves ; elle a été en usage chez toutes les nations , mais elle est de toutes les preuves la moins sûre , la plus dangereuse ; cette dernière vérité est appuyée sur l'expérience de tous les siècles.

Quelque grand qu'ait été le crédit de la preuve testimoniale chez les Romains , on ne voit pas cependant qu'elle ait jamais décidé seule de l'état des hommes ; au contraire on trouve des textes précis qui défendent d'autres commencemens de preuves*.

Les

* *Probationes que de filiis dantur non in solâ affirmatione testium consistunt. L. 29. ff. de prob.*

Les Romains ne connoissoient point encore l'usage de ces Registres publics dont Justinien a jetté dans la suite les premiers fondemens. S'ils exigeoient donc alors des adminicules pour fortifier la preuve testimoniale, jusqu'où n'auroient-ils pas porté leur sévérité contre ce genre de preuve, s'il y avoit eu parmi eux, comme parmi nous, des sources publiques où chaque Citoyen pût puiser les preuves de son état.

Quant à nos mœurs, l'autorité de la preuve testimoniale qui peut avoir été d'abord considérable parmi nous, comme chez les autres Nations, s'est aussi perdue insensiblement. On voit un premier tems où des épreuves superstitieuses sont préférées à ce genre de preuve devenu suspect. L'usage de la preuve par témoins n'est conservé que pour les cas où il est impossible de connoître la vérité par une autre voye. C'est ainsi que l'établissement des Registres publics a produit par une conséquence nécessaire, l'exclusion de la preuve testimoniale en matière d'état.

Qu'on ne dise pas que la preuve testimoniale est le droit commun. Qu'on ne demande pas où est la loi qui a abrogé l'usage de cette preuve en matière d'état.

En effet est-il possible de présenter comme fondée sur le droit commun, une preuve à laquelle on n'a recours que lorsqu'on n'a point de voyes plus sûres pour découvrir la vérité? Ce qui forme le droit commun, ce sont donc les preuves écrites; c'est de ne point admettre la preuve testimoniale, lorsqu'il s'agit des vérités susceptibles d'un genre de preuve plus certain. Enfin les Ordonnances qui ont aboli la preuve par témoins, en matière d'état, ce sont celles qui

F 2

en

en formant ce droit commun , ont établi en même tems des monumens publics , destinés à prouver l'état des hommes.

Aussi depuis ces Ordonnances , & même avant celle de 1667 le principe de l'inadmissibilité de la preuve testimoniale en matiere d'état , a toujours été regardé comme un principe certain : cette maxime enfin si nécessaire pour le repos des familles , a été adoptée de la maniere la plus précise par l'Ordonnance de 1667. loi à laquelle la Jurisprudence de la Cour est conforme.

* Titre 14. Cette Ordonnance * ne reconnoît d'autre preuve
art. 7. de l'état des hommes que les Registres publics , dont elle assure la foi par toutes les précautions imaginables ; c'est aux Registres seuls qu'elle attribue ce caractère d'autenticité propre à assurer le fait de la naissance ; c'est par ces Registres qui feront *pleine foi & preuve en Justice* , que chaque Citoyen doit prouver son état ; tel est le droit commun ; voilà la règle générale.

Cette règle ne souffre qu'une seule exception , c'est lorsque les Registres sont perdus , ou qu'il n'y en a jamais eu. La loi cede alors , quoiqu'à regret , à la nécessité de chercher ailleurs les preuves d'une vérité toujours intéressante : mais hors ces deux cas, la règle générale conserve toute sa force

Suffit-il d'alléguer qu'on est dans le cas de l'exception ? Non. Mais il faut que la preuve de ce fait precede l'admission de la preuve testimoniale de l'état.

Art. 14. Si les Registres sont perdus , ou qu'il n'y en ait jamais eu , la preuve en sera reçue tant par titre que par témoins ; donc il est faux qu'il suffise d'articuler des faits circonstanciés , pour être reçu à les prouver par témoins. Poser en effet un pareil principe , c'est vouloir s'affranchir de la nécessité de la première preuve qu'exige l'Ordonnance ; c'est contredire la loi.

L'Ordonnance veut que la perte , ou l'inexistence des Registres soit premièrement prouvée , c'est-à-dire , que pour demander à prouver son état par témoins , il faut faire connoître à la Justice qu'on est dans l'impossibilité d'avoir recours aux Registres publics. Or ce n'est point en articulant seulement des faits qu'on prouve cette impossibilité.

Enfin si lorsque la perte ou l'inexistence des Registres est certaine , l'Ordonnance craint encore de confier l'état des hommes à la preuve testimoniale , si elle desire des adminicules qui rassurent contre l'incertitude de ce genre de preuve , fera-t-on moins scrupuleux lorsque les Registres sont entiers , & que rien ne détruit , ne balance même la présomption naturelle , que la naissance de tous ceux qui ont dû y être inscrits , s'y trouve dans ses véritables circonstances

A quels désordres la société ne se verroit - elle pas livrée , si la preuve par témoins décidait seule de l'état des hommes ? Que ne pourroit point tenter l'imposture aidée du suffrage de quelques témoins corrompus ? une naissance obscure deviendrait un titre pour se placer dans les familles les plus illustres , pour en usurper les biens , pour évincer des acquereurs de bonne foi , pour détruire enfin des engagements fondés sur une opinion ancienne & publique.

Il y a long-tems , dit le Demandeur , qu'on a fait les peintures les plus vives des inconveniens qui accompagnent la preuve testimoniale ; c'est un tableau , ajoute-t'il , dont les couleurs sont effacées , & qui ne laisse plus appercevoir que la toile.

Ce n'est pas d'aujourd'hui sans doute , que les entreprises hardies de l'imposture ont donné lieu de représenter à la Justice les dangers qui sont inséparables de la preuve par témoins , mais les traits de ce tableau ont été formés par des mains trop habiles , pour qu'ils puissent jamais s'effacer ; ce ta-

bleau conservera toujours son éclat dans les Plaidoyers des sçavans Magistrats qui ont rempli successivement les fonctions du ministère public.

C'est ainsi qu'en 1629 M. Talon dit , *qu'il ne falloit pas confier à la déposition de deux ou trois témoins l'état d'une personne.*

C'est ainsi qu'en 1641. M. Talon dit encore *qu'il étoit de périlleuse conséquence d'admettre la preuve testimoniale , parce qu'il seroit facile à toutes sortes de personnes de se dire de quelle famille il leur plairoit , d'où pourroient naître de grands inconveniens.*

C'est ainsi qu'en 1688. M. Talon dit , *que si cette voye (c'est-à-dire la preuve testimoniale) étoit admise, elle seroit d'une conséquence infinie dans le Public , & il n'y auroit plus de sûreté dans les familles.*

Que le Demandeur dispute tant qu'il voudra sur les circonstances des Arrêts qui ont pros crit la preuve testimoniale , qu'il recherche des différences entre notre espece , & celles qui ont été jugées par ces Arrêts : on sçait bien que les circonstances ne sont jamais les mêmes , qu'une espece ne peut pas rassembler parfaitement à une autre. Mais les principes sont immuables : or ce sont ces principes , & non les Arrêts qu'on lui oppose.

Peut-il rester encore quelques doutes sur la vérité d'une maxime universellement reconnüe, soit avant, soit depuis l'Ordonnance de 1647 ? On n'a besoin pour les dissiper que des Arrêts qui ont été opposés par le Demandeur ; que de l'Arrêt même de Choiseul , dans lequel il paroît avoir principalement mis sa confiance.

Tout le monde se souvient encore combien de tems les suffrages des Magistrats demeurèrent suspendus , avant que de prononcer l'Arrêt qui admit la Demoiselle de Choiseul à la preuve de ses faits. Quel seroit donc été l'objet de leurs scrupules , si le principe , que la preuve testimoniale est admissible indé-

pen-

pendement de tout commencement de preuves , trait Bapti-
 étoit aussi constant que le soutient le Demandeur. staire de la
 Plus on abuse de ces Arrêts singuliers, qui n'ont été Demoiselle
 accordés qu'aux circonstances, plus la Cour doit ap- de Choi-
 porter de sévérité pour maintenir des principes, d'où seuil on ne
 dépendent le bon ordre, & la tranquillité des fa- lui donnoit
 milles. ni pere ni
 mere.

Mais si ces principes sont constans en général, ils acquierent un nouveau degré d'autorité dans l'espece présente. 1°. On ne trouve qu'absurdités & que contradictions dans les faits que présente le Demandeur. 2°. Loin d'avoir aucun vestige de possession de l'état auquel il aspire, il a contre lui une possession constante d'un état entierement différent. 3°. Il ne rapporte aucun commencement de preuve decisive. Ce sont trois objets qu'il faut discuter.

Le Demandeur prétend avoir été condamné à l'obscurité avant même que de naître. Il dit que la Dame de Sasilly, dès les premiers instans de sa grossesse, prit des mesures pour exécuter l'Arrêt qui avoit été prononcé en secret contre le fruit malheureux dont elle étoit enceinte; que sa grossesse fut métamorphosée en hydropisie.

C'est ainsi que le Demandeur annonce les commencemens de ses malheurs.

Quel motif a donc pu produire un pareil renversement de la nature : les Sieur & Dame de Sasilly ont-ils conspiré de concert contre l'état de leur enfant commun ? La Dame de Sasilly est-elle seule coupable ?

Le Demandeur voudroit bien aujourd'hui ne prendre aucun système sur ces questions. Quel que soit, dit-il, le motif qui a déterminé à me priver de mon état; que le Sieur de Sasilly ait pris part à l'injustice, ou qu'il l'ait ignorée, si je suis son fils, il faut me reconnoître.

Oui si le Demandeur est le fils des Sieur & Da-

me de Safilly , il faut sans doute lui rendre son état. Mais cette qualité qu'il suppose lui appartenir , est le point de la contestation qui nous divise.

Il s'agit actuellement de savoir si la preuve testimoniale est un secours qu'il puisse implorer. Le premier pas , pour se déterminer sur cette question , c'est de discuter les faits qui composent l'histoire de sa naissance , d'en peser avec scrupule toutes les circonstances , d'examiner enfin si elles sont revêtues d'un caractère de vraisemblance qui en fasse souhaiter l'éclaircissement.

Est-ce donc une curiosité sans objet quand le Demandeur se plaint d'avoir été privé de son état en naissant , que de l'interroger sur ceux qui ont eu part à ce crime , & sur les motifs qui les ont engagés à le commettre. Le Demandeur sera-t'il le maître de ne point répondre sur des objets essentiellement liés avec le fait principal qu'il articule ; doit-il être écouté en Justice , quand d-ferant un crime des plus graves , il ne peut nommer les coupables ? Peut-il supposer enfin qu'on soit criminel sans intérêt, sans motif ?

Il ignore , dit-il , quel a été le motif de la suppression de son état , il ignore si le Sieur de Safilly a pris part à l'injustice.

Mais ce langage est-il celui que le Demandeur a tenu jusqu'à présent dans cette contestation ? n'a-t-il pas dit au contraire que les Sieur & Dame de Safilly avoient agi de concert pour le priver des droits de sa naissance , & que le desir de procurer un mariage éclatant à la Demoiselle de Safilly étoit le principe de ses malheurs * ?

L'ab-

* Une tendresse inexprimable pour la Dame de Rusé a été le motif puissant qui a engagé les pere & mere du Suppliant à tenir sa naissance secrète. C'est ainsi que le Demandeur s'exprime dans ses Requêtes.

L'absurdité des conséquences qui résulte de ce système étonne aujourd'hui le Demandeur

En effet l'abdication d'un fils unique par des personnes d'une naissance distinguée, tient tellement du prodige, qu'à moins de ces preuves décisives qui portent la conviction dans les esprits, on ne peut ajouter foi à un fait de cette nature.

Au moins faudroit-il supposer dans un pere de ces passions violentes, capables d'étouffer tous les sentimens de la nature.

Mais ne trouver d'autre prétexte à l'abdication d'un fils unique que la pr dilection des pere & mere pour une fille, c'est choquer toutes les vraisemblances.

Il peut arriver sans doute que des peres & des meres ne partagent pas toujours leur affection entre leurs enfans; le mérite personnel peut mettre de l'inégalité entre ceux que la nature avoit rendu égaux, mais cette inégalité d'affection ne peut avoir lieu contre un enfant qui n'a dû exciter encore que de la pitié, des larmes, & de la tendresse: au moins ne portera-t'elle jamais des peres & meres jusqu'à effacer les caractères du sang, & à convertir la filiation en servitude.

Le Demandeur voudroit donc abandonner aujourd'hui un système qui heurte si sensiblement tous les sentimens naturels: il ignore, dit-il, les motifs qui ont engagé à tenir sa naissance secrète; il ignore si le Sieur de Sasilly a pris part à l'injustice.

Mais si le Demandeur ignore tous ces faits, pourquoi s'en est-il expliqué aussi positivement qu'il a fait? Pourquoi a-t'il dit que les Sieur & Dame de Sasilly avoient tout fait de concert? Voilà donc le Demandeur convaincu d'imposture; le voilà convaincu d'avoir avancé des faits précis qu'il convient présentement ne pouvoir soutenir, & bientôt on va le voir adopter un système entierement contraire à celui qu'il vient d'abandonner.

Il ignore, dit-il, si le Sieur de Safilly a pris part à l'injustice.

La Dame de Safilly auroit-elle donc caché sa grossesse, son accouchement, la naissance du Demandeur, à son époux? étoit-ce contre le Sieur de Safilly principalement que le mystère étoit fait? le Demandeur n'ose d'abord trancher le mot, mais ce qu'il n'ose dire d'une manière positive, il cherche à le faire entendre, & l'insinue même assez clairement, quand on le suit pas à pas dans le récit de ses faits.

Que conclure en effet du rôle scandaleux que le Demandeur fait jouer au Sr. de Marconay dans tout le cours de son roman? Non seulement le sieur de Marconay accompagne la Dame de Safilly à Paris, non seulement il y séjourne avec elle pendant ses couches, & est un des premiers acteurs de la scène mystérieuse qui s'y passe; mais il est encore dans tous les tems, au moins jusqu'au décès du Sieur de Safilly, un ami nécessaire. Une femme en puissance de mari, observe-t-on, n'a pas toujours de l'argent; la bourse du sieur de Marconay est ouverte à la Dame de Safilly; il se charge du soin de payer les pensions de l'enfant. Avancer de pareils faits, n'est-ce pas vouloir faire entendre que la Dame de Safilly a celé sa grossesse à son époux, & qu'elle a eu de justes motifs pour lui dérober la connoissance du mystère.

Les Sieur & Dame de Rusé sont bien éloignés d'adopter ce système d'horreurs. La conduite que la Dame de Safilly a tenue, soit pendant son mariage, soit depuis que la mort lui a enlevé le Sieur de Safilly, la met à l'abri des soupçons que la calomnie voudroit faire naître contre elle; s'ils se livrent donc à la discussion de ces faits, c'est par la nécessité de suivre le Demandeur jusques dans ses égaremens.

Est-il donc permis de varier ainsi sur les circonstances

stances les plus essentielles ? Le langage de la vérité est toujours uniforme ; & l'on ne peut trouver qu'imposture & que mensonge , ou l'on ne voit qu'incertitude & que contradiction.

Mais d'ailleurs quel est ce mystère d'infamie que le Demandeur vient de révéler à la Justice , & quel avantage espere-t'il en retirer ? Le Demandeur aspire à l'état d'enfant légitime , & il commence par répandre des doutes sur sa naissance , il commence par déshonorer celle qu'il reclame pour mere. Disons mieux : il réunit toutes les circonstances qui peuvent le faire regarder comme le fruit honteux d'un commerce illégitime ; secret dans la grossesse , accouchement clandestin ; le Demandeur vient au monde sous un ciel étranger ; non dans le sein de la famille où il veut se placer , ni sous les yeux de celui qu'il reclame pour pere ; sa naissance a toujours été inconnue au Sieur de Saffilly ; c'est un étranger qui le reçoit en naissant , qui prend soin de son éducation. Reconnoît-on à ces traits un enfant légitime , l'unique héritier d'une maison illustre ?

Ce n'est point dans de pareilles circonstances qu'on pourroit faire usage de cette présomption établie par la loi pour prévenir des inquisitions qui porteroient le trouble dans les familles : on ne pourra sans doute contester l'état d'un enfant dont une femme sera accouchée publiquement dans la maison de son mari , au vu & au sçu de toute sa famille ; la loi s'oppose alors aux recherches curieuses que la malignité voudroit faire sur l'état de cet enfant ; elle lui assure l'état de légitimité dans lequel il est né. Mais cette sage présomption peut-elle être d'aucun secours à celui qui n'annonce dans sa naissance qu'impureté & qu'opprobre ? Un inconnu pourra-t'il , à l'abri de cette maxime venir attaquer l'honneur d'un mariage , troubler les cendres d'un époux décédé , & nouveau posthume inconnu à toutes les loix ,
se

se faire du crime même dont il accusera celle qu'il aura choisie pour mere, un titre pour se procurer à l'ombre du mariage un pere légitime ? Des conséquences si funestes ne peuvent avoir pour principe une maxime consacrée à la tranquillité des familles.

Les Sieur & Dame de Rusé n'ont raisonné jusqu'ici que sur des faits qu'ils désavoient hautement ; mais ces faits sont ceux du Demandeur ; il falloit donc lui prouver qu'il auroit mieux fait de ne point changer de système, que d'en choisir un si contraire à ses prétentions.

Suivons le Demandeur. La Dame de Sasilly, dit-il, devenue grosse, se dit hydropique ; elle vient à Paris sous prétexte de chercher des remèdes contre son incommodité ; mais avant de partir, elle confie son crime au Sieur Durand, Médecin à Tours ; elle lui demande une femme qui puisse lui procurer les secours dont elle aura besoin. La veuve Senard accompagne donc la Dame de Sasilly à Paris. Enfin le sieur de Marconay est aussi du voyage.

La conduite que l'on prête à la Dame de Sasilly est-elle celle d'une personne qui médite d'ensevelir sa grossesse, & son accouchement dans l'obscurité, & de supprimer l'état de l'enfant qu'elle doit mettre au monde ? Le crime naturellement inquiet, cherche à se cacher ; ici au contraire voilà trois personnes initiées d'abord dans le mystère.

La Dame de Sasilly connoissoit-elle la femme de Senard ? Etoit-elle assurée de sa discrétion ? Non, & cette femme cependant va devenir dépositaire du secret le plus important, d'un secret d'où dépend l'honneur & la fortune de la Dame de Sasilly.

Y a t'il enfin personnage plus épisodique dans cette intrigue, que le Sieur de Marconay ? C'est un ami, nous dit-on ; mais de quelle utilité pouvoit être

être la présence d'un ami lors de l'accouchement prétendu de la Dame de Safilly ? Mais n'est-ce pas pour nos amis , pour les personnes qui nous connoissent , que nous sommes principalement attentifs à ménager notre réputation , & que nous craignons de nous faire voir par des endroits qui nous feroient perdre leur estime ou leur amitié ?

D'ailleurs si la Dame de Safilly avoit été assez malheureuse pour former le projet d'enlever l'état à l'enfant dont elle étoit enceinte , le Sieur Durand , le Sieur de Marconay n'auroient-ils pas fait des efforts pour la détourner d'un crime si abominable ? N'auroient-ils pas au moins refusé de s'en rendre complices ? Il falloit donc mieux ménager les vraisemblances , & ne pas multiplier ainsi les confidens dans une intrigue qu'on annonce comme mystérieuse.

Combien d'absurdités trouve-t-on encore dans les autres faits qui ont été articulés par le Demandeur ? Mais il suffit d'avoir détruit la fable dans son principe , en démontrant l'illusion des faits de grossesse & d'accouchement.

Au moins ces faits , pour trouver quelque créance , devroient-ils être soutenus de marques éclatantes de possession d'état , ou de commencemens de preuves décisifs , mais c'est ce qui manque absolument au Demandeur.

La possession a les mêmes prérogatives dans les questions d'état , que dans les autres matieres ; elle supplée au titre , en le faisant présumer. Un homme qui a la possession , a toujours passé pour le fils de deux personnes unies par les liens du mariage ; quoiqu'il ne rapporte point son titre de filiation , on ne pourra lui enlever un état dont on présume qu'il n'auroit pas joui , s'il ne lui eût appartenu véritablement.

Second
objet, dé-
faut de pos-
session d'e-
tat.

Du défaut de possession d'état , naît la présomption contraire. Un homme est réputé étranger à l'égard d'un

d'un état dont il n'a ni titre ni possession. C'est par cette possession que les hommes se connoissent entre eux ; & il est d'une conséquence infinie de ne point donner atteinte à cette opinion publique qui sert de fondement aux engagements qui se contractent dans la société. De toutes les preuves qui peuvent assurer l'état des hommes , il n'y en a point de plus puissante que celle qui se tire de la possession , aussi n'est-il point de barrière plus forte contre celui qui réclame un état , que le défaut de possession.

L'application de ces maximes se fait naturellement à cette Cause.

Le Demandeur élevé dans un état d'obscurité , entièrement étranger à la famille qu'il adopte ; après avoir passé toute sa vie dans les emplois les plus vils , après avoir contracté une alliance digne de la bassesse de l'état où il a toujours vécu , veut auourd'hui sortir de cet état d'obscurité , pour devenir l'héritier de la maison de Sasilly.

Il prétend à la vérité faire résulter des charités que la Dame de Sasilly a eues pour lui au moins une quasi-possession d'état , qui suffit , dit-il , suivant tous les Auteurs , pour être admis à la preuve testimoniale.

On seroit tenté de lui demander ce qu'il entend par cette quasi-possession d'état ; ignore-t'il donc que la possession des droits incorporels s'appelle dans le langage des loix , quasi-possession ? La quasi-possession d'état est donc une possession réelle , véritable.

La Dame de Sasilly a eu des charités pour le Demandeur ; mais de simples charités ne sont point des titres de filiation. L'Arrêt du Baron de Simeoni en est une preuve.

On fait bien que la possession d'état consiste dans ce que les Docteurs appellent *tractatus & educatio*.

Mais il faut pour cela , suivant ces mêmes Docteurs ,

teurs , que les traitemens ayent eu pour principe l'affection paternelle , & qu'ils soient tellement propres à un fils , qu'ils ne puissent convenir à un étranger.

Or les traitemens que le Demandeur a reçus de la Dame de Sasilly , loin de convenir à un fils , ne laissent appercevoir qu'un étranger qui ne doit les secours qu'il a reçus qu'aux sentimens de commiseration que l'indigence excite naturellement dans tous les cœurs.

1^o. Ces traitemens ne remontent point au tems de sa naissance. C'est le Sieur de Marconay , selon lui-même , qui a payé ses pensions , soit pendant le tems qu'il a passé chez les Nourrices , soit depuis qu'il en est sorti. Si la Dame de Sasilly a eu quelques bontez pour lui dans la suite , il ne peut les présenter comme des Actes de possession d'état. C'est à l'instant de la naissance que se forment les engagements des peres & meres envers leurs enfans. Enfin celui qui pendant les premières années de sa vie , a reçu des alimens du Sieur de Marconay , ne peut être regardé que comme un étranger à l'égard des Sieur & Dame de Sasilly.

2^o. Les traitemens que le Demandeur a reçus de la Dame de Sasilly , n'excedent point les bornes de la charité la plus mesurée. Le Demandeur est d'abord mis en service chez la veuve Caqueville ; il y est chargé des ministères les plus vils d'une Ferme ; il n'en sort que pour porter la livrée chez les Sieur & Dame de Rusé ; tous ces faits sont constans ; étoit-il possible de moins faire pour le Demandeur ?

Enfin pour que des traitemens puissent être regardés comme une preuve de la filiation , il faut qu'ils soient émanés également des pere & mere dont on prétend être né.

Le Demandeur avoit d'abord adopté un système où l'imposture se présentoit , au moins revêtuë de quel-

quelques apparences de possession d'état. Si les Sieur & Dame de Safilly avoient agi de concert, pour le priver des droits de sa naissance, au moins ne l'avoient-ils jamais abandonné, ils avoient toujours veillé à son éducation, & lui avoient fourni *des habits convenables*.

On abandonne aujourd'hui ce système; la naissance du Demandeur devient un mystère que le Sieur de Safilly a toujours ignoré: mais ce second système contredit l'idée de la possession d'état dont le Demandeur voudroit couvrir sa prétention.

L'état qu'il reclame est celui d'enfant légitime des Sieur & Dame de Safilly. Or peut-il se dire en possession de cet état, lorsqu'il annonce que son existence n'a jamais été connue du Sieur de Safilly, & qu'il convient de n'avoir jamais été honoré d'un regard de celui qu'il reclame pour pere.

La situation du Demandeur a-t'elle changé depuis le décès du Sieur de Safilly? Trouve-t'il dans les Actes domestiques, auxquels cet événement a donné lieu, des vestiges de possession d'état? Les familles alliées aux Sieur & Dame de Safilly paroissent-elles informées de l'existence d'un enfant mâle, au contraire on n'a reconnu dans tous les tems d'autre enfant des Sieur & Dame de Safilly, que la Dame de Rusé.

Comment donc le Demandeur prétend-il être en possession d'une qualité que la Dame de Rusé est en possession au contraire de ne partager avec personne.

Troisième
objet.

Le Demandeur soutient qu'il a toujours porté le nom de Safilly: mais où sont les Actes où il prend ce nom? Citera-t'il l'Acte de célébration de son mariage? Cet Acte le plus important, & peut-être le seul qu'il ait passé dans toute sa vie, dément sa prétention.

Quelle est d'ailleurs l'alliance qu'il contracte, lui qui se présente comme l'héritier de la maison de Safilly?

Silly ? Inutilement cherche-t-il une excuse à ce mariage dans la loi impérieuse de la nécessité, & dans les secours qu'il lui offroit pour recouvrer son état. A qui persuadera-t'il en effet que la dot de la fille d'un Artisan, d'une vile servante, lui ait procuré de pareils secours ? Toute sa vie résiste donc à sa prétention ; on n'y voit que misère & que bassesse.

Le Demandeur rapporte-t'il des titres assez puissans pour balancer une possession d'état si constante, & pour autoriser une si étrange métamorphose ? Les commencemens de preuve qu'il présente consistent dans l'Interrogatoire de la Dame de Safilly ; dans un Acte Baptistaire, extrait des Régistres de saint Sulpice ; dans son Brevet d'apprentissage ; dans la ressemblance qu'il prétend être entre la Dame de Safilly & lui ; enfin dans une lettre dont il ne tient pas à lui que la découverte ne soit annoncée comme un miracle de la Providence qui veille singulièrement sur le Demandeur.

Examinons ces différens commencemens de preuves.

A l'égard de l'Interrogatoire de la Dame de Safilly, quand on supposeroit qu'elle y eut reconnu le Demandeur pour son fils, il ne pourroit être opposé aux Sieur & Dame de Rusé. Un Interrogatoire ne prouve jamais contre un tiers.

Il y a plus : il s'agit ici d'une question d'état.

L'état des hommes est de droit public ; de simples déclarations, fussent-elles émanées de ceux qu'on réclame pour pere & mere, ne peuvent suppléer aux titres de filiation.

Ainsi Georges de la Croix est débouté en 1658. de la Requête qu'il avoit présentée pour faire interroger M. de la Porte, dont il se prétendoit fils, parce que la filiation est un fait qui ne peut être éclairci par de simples déclarations.

Ainsi en 1686. la Cour a fait défenses à Anne

Coulon de se dire fille du sieur d'Avril, quoiqu'un fils unique du sieur d'Avril la reconnût pour sa sœur, & que plusieurs parens paternels intervinssent en sa faveur dans la contestation.

C'est encore par ce même principe que dans une contestation importante, & où un Magistrat distingué par sa naissance, reconnoissoit une particuliere pour sa fille, Messieurs des Requêtes, en donnant à ce Magistrat acte de sa déclaration, refuserent à la fille le secours de la preuve testimoniale.

Ces réflexions renversent du même coup les argumens qu'on voudroit tirer de la lettre en question.

Cette lettre est sans doute un titre fabriqué dans les tenebres ; non seulement rien n'en assure la foy, mais encore tout concourt pour la rendre suspecte.

Il y a trois ans que dure la contestation, il y a deux mois entiers que l'affaire se plaide, & c'est à la veille du jugement qu'on fait paroître cette piece. Falloit-il donc des recherches si longues pour retrouver un papier de cette nature ?

Mais enfin quand il seroit vrai que ce fût la Dame de Safilly qui eût écrit cette lettre, quand elle y reconnoîtroit de même que dans son interrogatoire le Demandeur pour son fils : ces reconnoissances ne pourroient servir à prouver la vérité de l'état auquel il aspire. *Non Epistolis, non nudis asseverationibus licet utrique consentiant, sed natalibus necessitudo consanguinitatis conjungitur.*

S'il est vrai que ces reconnoissances ne pourroient jamais préjudicier aux Sieur & Dame de Rusé, les défaveux réitérés qu'ils trouvent dans l'Interrogatoire de la Dame de Safilly leur administrent des armes victorieuses contre l'imposture.

La Dame de Safilly a été interrogée avec toute la vivacité, & peut-être même avec toute la passion imaginable ; Interrogations d'office ; faits secrets ; faits dispo.

Leg. 13.

14. cod. de
prob.

disposés avec art , & de la façon la plus captieuse ; on n'a rien oublié enfin de ce qui pouvoit étonner la Dame de Safilly , & lui arracher l'aveu d'une vérité qu'elle auroit voulu cacher.

Qu'a produit cet Interrogatoire ? la Dame de Safilly répond à tout avec fermeté & avec simplicité.

Elle convient de ce qui est vrai , nie positivement ce qui ne l'est pas , & par rapport aux faits dont elle n'est point instruite , elle déclare qu'elle les ignore.

La Dame de Safilly a pris soin du Demandeur dans un âge qui n'est pas le premier âge , mais avant ce tems elle ne le connoissoit point , & n'avoit jamais pris d'intérêt à ce qui le concernoit. Une personne liée d'amitié avec la Dame de Safilly lui a recommandé le Demandeur , & lui a remis une somme de 25. pistoles , mais cette personne qui est décédée depuis long-tems , & dont elle ne peut reveler le nom sans violer un secret qu'elle a promis , ne lui a point dit le nom du Demandeur ni son origine.

Enfin il est faux que la Dame de Safilly ait été enceinte , & qu'elle soit accouchée en 1704. Il est faux que le Demandeur soit son fils. Voici le précis des réponses de la Dame de Safilly sur un grand nombre d'articles.

Le Juge lui fait réitérer le serment à plusieurs reprises ; mais ces précautions ne servent qu'à assurer la vérité de ses réponses & à confondre l'imposture.

Que n'a-t'on point fait pour remuer le cœur de la Dame de Safilly , & pour y exciter ces mouvemens puissans que l'art ne peut point produire au défaut de la nature.

On demande à la Dame de Safilly , si elle peut se refuser aux sentimens , & aux impressions de la nature , qui semblent avoir pris plaisir de former dans le Demandeur même air , même visage , en un mot une

ressemblance parfaite, & si la nature peut être démentie.

La Dame de Safilly répond froidement, que le Demandeur n'est point son fils, & que par conséquent la nature ne lui inspire rien pour lui.

Art. 11. Mais ne vous êtes-vous pas attendrie sur le sort de ce
Art. 36. jeune homme en présence de plusieurs personnes ? ne l'avez-vous pas souvent arrosé de vos larmes ? vos entrailles
37. 38. ne se sentent-elles pas émuës en le voyant ?
Art. 14.

A toutes ces questions la Dame de Safilly répond que non, qu'elle ne ressent que de l'indignation pour le Demandeur, & qu'elle n'est point sa mere.

Enfin on cherche à émouvoir la Dame de Safilly par un sentiment de compassion. On lui demande : si elle ne sçait pas que le Demandeur étant déclaré un imposteur pour s'être dit son fils sans titre, elle ne se soit plus alors la maîtresse d'arrêter le cours de la Justice, & qu'un jeune homme pour qui elle s'est tant de fois intéressée, seroit condamné au dernier supplice.

La Dame de Safilly répond : Que le Demandeur n'étant point son fils, il doit s'imputer les peines qu'il encourra par sa témérité ; qu'elle ne peut s'intéresser comme mere en son sort, mais qu'elle le déplore chrétiennement.

Qu'est donc devenue cette mere si tendre dont le Demandeur nous dit avoir été reconnu tant de fois ? Que deviennent ces scènes pathétiques, ces embrasemens mêlez de larmes & de soupirs, au milieu desquels il prétend avoir été instruit du secret de sa naissance ? Le cœur d'une mere est-il capable d'un pareil déguisement ?

Me. Cellier tâche de montrer qu'il n'y a point de contradiction dans l'interrogatoire de la Dame de Safilly ; comme M. l'Avocat Général a fait la même démonstration, il suffira d'y renvoyer le lecteur.

A l'égard des reconnoissances, poursuit Me. Cellier,
le

Le Demandeur prétend qu'elles ne sont pas moins sensibles que les contradictions, on peut donc juger des unes par les autres.

En effet voici sur quoi l'on fonde toutes ces reconnoissances : La Dame de Safilly interrogée si elle se souvient du tems auquel il lui a été remis de l'argent pour la nourriture & l'entretien du Demandeur. Elle répond qu'environ un an avant de l'avoir *repris* des mains de Moreau, cet argent lui a été confié. Or ce terme *repris*, dit-on, suppose que c'étoit la Dame de Safilly qui avoit mis le Demandeur en pension, tant chez la femme Senard que chez Moreau.

Cette objection est plus digne de mépris que d'une réponse sérieuse. Est-ce donc en équivoquant ainsi sur les mots que le Demandeur pourra établir des reconnoissances sensibles en sa faveur, sur-tout après que la Dame de Safilly, pressée par les interrogations les plus vives, a soutenu à la face de la Justice, & soutient encore qu'il n'est point son fils.

Mais, dit-on, quel est ce mystère que la Dame de Safilly craint de reveler ? Quel est ce secret sur lequel elle affecte une fidélité si scrupuleuse ? Ne doit-on pas la vérité à la Justice, à soi-même ? La Dame de Safilly ne s'expose-t-elle pas à des soupçons qui font tout présumer contre elle ?

C'est-à-dire qu'on est dégagé de la loi du secret, qu'on peut le violer en sûreté de conscience, toutes les fois qu'on a intérêt de le faire. Telle est la morale commode que le Demandeur ne craint point de débiter, mais cette doctrine ne renverse-t-elle pas les principes les plus constans du droit naturel ?

Un secret est un dépôt ; c'est un bien qui ne nous appartient pas. Manquer à la fidélité du secret, c'est donc violer la foi d'un dépôt, c'est se rendre coupable d'un vol d'autant plus criminel, qu'il rompt les liens les plus doux de la société, & qu'il en ban-

nit toute confiance , qui nous porte à verser dans le sein d'un ami nos chagrins & aussi quelquefois nos foiblesses.

D'ailleurs quel est le secret dont on prétend faire un crime à la Dame de Safilly ? Ce n'est point sur la naissance du Demandeur , ni sur le nom de ses pere & mere que tombe ce secret , peut-être ne trouveroit-il rien que d'humiliant & d'infructueux dans l'éclaircissement de tous ces faits. Mais enfin ils sont inconnus à la Dame de Safilly. Le Demandeur lui a été recommandé par une personne , environ un an auparavant qu'il sortit de chez Moreau ; le nom de cette personne est l'unique secret qu'elle lui cache : Or de quelle utilité lui seroit-il de savoir ce secret aujourd'hui que cette personne ne vit plus.

Qu'y a-t'il donc d'extraordinaire à ne vouloir point reveler un secret de cette nature ? Combien de personnes dans le monde se trouvent dépositaires de mystères semblables ? Ce n'est donc point la conduite de la Dame de Safilly qui doit paroître extraordinaire ; mais ce qui l'est en effet , ce qui est contraire à tous les principes qui gouvernent les hommes , c'est cet assemblage monstrueux d'inhumanité & de tendresse qu'on place dans le cœur de la Dame de Safilly.

Ainsi loin que le Demandeur puisse tirer aucun avantage de l'Interrogatoire qu'il a fait subir à la Dame de Safilly , il est au contraire accablé par le poids du désaveu précis & soutenu , qui se trouve dans toutes ses réponses.

La seconde preuve écrite que présente le Demandeur , est un Acte.-Baptistaire , extrait des Régistres de saint Sulpice , & conçu en ces termes : *Le 9. Décembre a été baptisé Louis - Alexandre , né le jour précédent , fils de Louis-Jean-Baptiste-Marin de la Courdraye , Capitaine de Cavalerie , & de Marie Elizabeth de la Riviere son épouse , demeurant rue & Carefour*

S. Be-

S. Benoit à l'enseigne des deux Anges , le Parrain , Jean Saumon Cocher , la Marraine , Marie-Louise Salier , veuve de feu Louis Senard , vivant maître Chirurgien.

Cet Acte peut avoir deux usages dans cette contestation ; ou bien on le présente comme un commencement de preuves suffisant pour admettre la preuve testimoniale ; ou bien en supposant que la preuve ait dû être admise , on le joint aux Enquêtes pour obtenir sur toutes les preuves réunies , l'adjudication de l'état.

Ces deux points de vûe sont extrêmement différens.

Lorsqu'il s'agira de comparer cet Acte aux dépositions des témoins , on fera voir que loin de quadrer avec elles , toutes ces preuves s'entredétruisent réciproquement.

Mais actuellement , il s'agit de sçavoir si la preuve testimoniale est admissible. Cette question est même entière à l'égard des Sieur & Dame de Rusé ; elle n'a jamais été jugée avec eux ; examinons donc sous ce point de vûe le mérite de cet Acte Baptistaire , & voyons s'il peut être regardé comme un commencement de preuve assez puissant pour conduire à la preuve par témoins.

Quels sont les faits dont le Demandeur demande la preuve ?

Il dit que la Dame de Sasilly étant enceinte vers l'an 1704. elle vint à Paris accompagnée de la femme Senard.

Qu'elle y accoucha d'un garçon chez un Boulanger rue de Taranne.

Que cet enfant fut porté à S. Sulpice par la femme Darfy , nommée Crapôte en son nom de fille , & qu'il eut pour Marraine la femme Darfy.

Pour que l'Acte Baptistaire pût servir à faciliter l'admission de la preuve testimoniale , il faudroit qu'il eût quelque rapport avec les faits qu'il s'agit de

prouver. Mais il règne au contraire une telle opposition entre les faits & l'Acte Baptistaire, qu'on ne peut appliquer l'Acte à l'enfant que les faits concernent.

Les faits supposent un enfant né des Sieur & Dame de Sasilly, l'Acte au contraire indique un enfant né de Jean Baptiste Marin de la Coudraye, Capitaine de Cavalerie, & de Marie-Elizabeth de la Riviere.

Les faits supposent un enfant né rue de Taranne, chez un Boulanger; & l'Acte annonce un enfant né, rue & Carefour S. Benoît à l'enseigne des deux Anges. Les faits supposent enfin un enfant présenté au Baptême par une nommée Crapotte, veuve Darfy, & l'enfant dont parle l'Acte, a eu pour Marraine Marie-Louise Salier, veuve de Louis Senard.

Cet Acte à la vérité est de l'année 1704. & c'est pendant le cours de cette année que la Dame de Sasilly est venuë à Paris.

Ainsi tous les Actes Baptistaires de l'année 1704. au moins ceux qui auront pour époque le séjour de la Dame de Sasilly à Paris, peuvent convenir au Demandeur.

C'est, dira-t-on peut être, la femme Senard qui est Marraine dans cet Acte.

Ne se peut-il donc pas faire que cette femme ait présenté au Baptême un enfant, sans qu'il soit le fils de la Dame de Sasilly?

Les Régistres sont des témoins non suspects de filiation: il faut des présomptions violentes pour les supposer infideles. Le Demandeur ne peut donc adopter cet Acte Baptistaire comme le sien, sans administrer contre lui une preuve écrite d'un état différent de celui qu'il reclame.

Mais, dit-on, le déguisement est facile à percevoir. Le caprice seul n'a pas dicté les noms de la Coudraye, & de la Riviere; ce sont là des noms de Mé-

tairies , ou de Fief , qui dépendent des terres qui appartiennent au Sieur & Dame de Safilly.

Pour donner plus de jour à ce commentaire , on a recours à un Extrait-Baptistaire d'un enfant né en 1710. d'une Dame de Beaulieu , femme du Sieur de la Brosse, & l'on prétend que cette Dame de Beaulieu étoit la Demoiselle de Safilly , aujourd'hui la Dame de Rusé.

Est-il possible de reconnoître l'héritier de la maison de Safilly , dans un homme qui ne cherche qu'à la déshonorer par les calomnies les plus noires ? Les Sieur & Dame de Rusé espèrent de la Justice de la Cour une réparation proportionnée à l'injure qui leur a été faite , & ils n'ont besoin pour confondre l'imposture , que du suffrage même des témoins que le Demandeur a fait entendre.

Françoise le Fevre qui étoit servante chez la femme Senard , dans le tems que la Dame de Rusé y a demeuré , dépose qu'on ne nommoit la Dame de Rusé , qui étoit alors la Demoiselle de Safilly , autrement que *Mademoiselle*. Huitième
Témoin de
l'Enquête
de Tours.

Il est donc faux que la Demoiselle de Safilly ait été mise chez la veuve Senard sous le nom de Madame de la Brosse ; & de -là l'épisode dont on a voulu amuser le Public , est une imposture décidée.

Mais revenons à l'Acte Baptistaire ; le Demandeur a prétendu d'abord nous dévoiler le mystère de cet acte par le secours d'une anagramme , au moyen de laquelle il établissoit le nom de *Villeray* , qui est celui de la Dame de Safilly , & qu'il soutenoit avoir été converti en celui de *la Rivière* ; il falloit à la vérité changer une lettre , en ajouter une autre ; les règles de l'anagramme autorisent apparemment ces licences. Quoiqu'il en soit , il ne s'agit plus aujourd'hui de cette conversion ingénieuse du nom de Villeray en celui de la Rivière. Les Sieur & Dame de Safilly , dit-on , ont déguisé leurs vé-

ritables noms sous des noms de Fiefs qui leur appartenoient

Le Demandeur est-il plus heureux dans la nouvelle intelligence qu'il veut nous donner de l'Acte Baptistaire ? On le défie de prouver qu'il y ait aucun Fief, aucune Métairie, du nom de la Coudraye, qui dépende des terres qui ont appartenu aux Sieur & Dame de Safilly. A la vérité, il y a une Métairie qui porte le nom de la Riviere : mais qui ne sçait combien ce nom est commun ?

Ce n'est point par des conjectures si incertaines qu'on peut parvenir à détruire ces monumens publics dont la loi assure la vérité par les précautions les plus scrupuleuses. Ce n'est point sur un fondement si fragile, que la Justice peut se déterminer à accorder la preuve testimoniale de faits injurieux à la nature, & contraires à toutes les vraisemblances.

La troisième preuve écrite qu'invoque le Demandeur, c'est son Brevet d'apprentissage.

Il faut avouer qu'il seroit nouveau qu'un titre de cette nature pût servir à faire la conquête d'un état illustre, que l'apprentissage d'un vil métier pût servir de grade pour devenir le chef d'une famille de la première noblesse. Mais n'est-on pas en droit au contraire de combattre la prétention du Demandeur, par un acte qui a confirmé & perpétué la possession, où il a toujours été d'un état abject, totalement étranger à la Dame de Safilly.

Il est vrai que dans cet Acte, on lui donne le nom de Louis Archer, qu'on le fit fils de Archer, que le nom de sa mere est laissé en blanc.

Mais jamais fiction fut-elle plus innocente ! Les Sieur & Dame de Rusé ne connoissent le Demandeur que sous le nom d'Alexandre ; c'eût été le faire passer pour un enfant du crime ; on a donc eu recours au déguisement pour lui épargner les reproches d'une naissance obscure. Les bontés qu'on a eues pour lui

lui deviendront-elles toujours dans sa bouche un sujet d'accusation ?

Oui , les noms qu'on a donnés au Demandeur dans son Brevet d'apprentissage , sont des noms supposés , & c'est par cette raison qu'il ne peut tirer aucun avantage de cet Acte , ni réunir au nom d'*Alexandre* qu'il a toujours porté , celui de *Louis* que le hazard seul lui a fait donner.

Enfin le Demandeur se fonde sur la ressemblance qu'il dit être entre la Dame de Sasilly & lui. Cette ressemblance est , dit-il , un commencement de preuve gravé par la nature même.

La ressemblance est l'argument de tous les imposteurs. Il pourra séduire un peuple crédule dont il frappé les sens ; c'est ainsi que le gueux de Vernon étoit parvenu à faire déclarer toute la ville en sa faveur ; mais ce n'est point dans le Sanctuaire de la Justice , & à des Magistrats dégagés des préjugés ordinaires , qu'il faut présenter de pareils titres de filiation.

Au reste il ne s'agit point de disputer ici sur le degré d'autorité que peut mériter la ressemblance ; car il n'y en a aucune entre la Dame de Sasilly & le Demandeur. Les différences que l'on trouve dans la comparaison de ces deux personnes , ne peuvent être qu'humiliantes pour le Demandeur.

Il est donc évident que le Demandeur ne rapporte aucun commencement de preuves ; d'un autre côté il a contre lui une possession d'état constante. Enfin il ne présente que des faits absurdes , contraires même à sa prétention. Est-ce dans de pareilles circonstances qu'on peut recourir à la preuve testimoniale ?

Après cette discussion , les Sieur & Dame de Rusé pourroient se dispenser d'entrer dans l'examen des Enquêtes du Demandeur. Si la preuve testimoniale n'étoit point admissible , elle ne peut rien operer quand elle seroit complete. En effet si l'on refuse

Le secours de la preuve testimoniale, ce n'est point qu'on la juge impossible; car il est naturel de penser que celui qui l'implore, a ses témoins tous prêts. On a encore moins en vue d'étouffer la vérité: mais c'est qu'en supposant cette preuve faite, on ne la regarde point comme capable de fixer les doutes, c'est que son incertitude est telle qu'elle ne peut décider seule de l'état des hommes; c'est que les mêmes motifs qui empêchoient de l'admettre, subsistent après qu'elle est faite, pour empêcher d'y avoir égard.

Les Sieur & Dame de Rusé ont encore une raison qui leur est particuliere pour écarter les Enquêtes du Demandeur.

La Sentence qui l'a admis à la preuve de ses faits, n'a point été renduë avec les Sieur & Dame de Rusé; les Enquêtes qui ont été faites en conséquence, ne sont point contradictoires avec eux; tous ces Actes leur sont entierement étrangers: c'est *res inter alios acta*. Ils ne peuvent par conséquent leur préjudicier.

Des Enquêtes ne prouvent contre une partie que lorsqu'elle a pû s'assurer de la fidélité des témoins en leur voyant prêter serment. Si les Sieur & Dame de Rusé avoient été parties dans la Sentence qui a permis la preuve, il n'y a pas de doute que les Enquêtes ne fussent sans force contre eux, si on avoit omis de les appeller au serment des témoins. Ces mêmes Enquêtes prouveront-elles donc davantage contre les Sieur & Dame de Rusé, parceque le Demandeur aura jugé à propos de les laisser à l'écart lorsqu'il a formé son action?

En un mot les Sieur & Dame de Rusé étoient parties nécessaires dans la contestation; ils étoient même les parties principales; ils étoient des parties connuës; c'étoit donc au Demandeur à les appeller; & tout ce qu'il a fait sans eux, ne leur peut être opposé.

Seroit.

Seroit-il juste enfin que les Sieur & Dame de Rusé fussent privés par un détour de procédure de la faculté de faire une contre-Enquête, & du droit d'opposer aux témoins que le Demandeur a fait entendre des témoins respectables qui détruiroient toute la fable.

Mais quand ces Enquêtes auroient été faites avec les Sieur & Dame de Rusé, ils ne pourroient craindre de les discuter avec le Demandeur. 1^o. ces Enquêtes sont nulles, 2^o. elles ne sont point concluantes.

Il est fort ordinaire de trouver le Public révolté ^{Nullité des} contre les formes de la procédure; les nullités que ^{Enquêtes.} l'on annonce pourront paroître des minuties aux personnes pour qui nos actions ne sont qu'un spectacle amusant, dont ils attendent le dénouement avec impatience.

Il n'en est pas de même des Magistrats, qui ne connoissent d'autre voye pour découvrir la vérité, que celle qui leur est indiquée par la loi, dans l'observation des formalités qu'elle prescrit. La Cour qui est si scrupuleuse en matiere criminelle, ne le sera pas moins en matiere civile, & sur-tout dans une question aussi importante que celle qui est aujourd'hui soumise à sa décision.

La nullité de l'Enquête de Paris est fondée sur ce qu'elle a été faite hors le délai; la Sentence qui permet la preuve au Demandeur est du 24. Janvier 1732. & ne lui accorde qu'un délai de deux mois; or ce n'est que le 28. Mars suivant, & par conséquent trois jours après l'expiration du délai, que le Demandeur a présenté sa Requête au Lieutenant Civil, & ce n'est que le 9. Avril que les témoins ont commencé d'être entendus.

Mais prenés garde, dit le Demandeur, que le mois de Février n'a que 28. jours. Il est vrai que le Lieutenant Civil n'a rendu son Ordonnance portant acceptation de la commission & permission de faire

faire assigner les témoins , que le 28. Mars : mais le 28. Mars auroit été le 25. du même mois , si le mois de Février avoit eu 31. jours.

Mais le Demandeur n'a pas pris garde lui-même que l'année 1732. étoit bissextile , & que le mois de Février de cette année avoit par conséquent 29. jours ; ainsi quand il pourroit compter son délai , en donnant au mois de Février 31. jours , il est au moins constant qu'il ne peut lui en supposer 32. cette nullité est donc sans réplique.

A l'égard des autres nullités que Me. Cellier rapporte , comme M. Chauvelin Avocat général dans son Plaidoyer les relève , & fait voir qu'elles n'ont aucun fondement , aussi bien que celle qu'on vient de remarquer , j'ai crû que pour ne point user de redite , il falloit renvoyer mon lecteur à ce Plaidoyer , avec d'autant plus de raison que c'est l'ouvrage d'un Magistrat qui est d'un grand poids sur cette matière. Après avoir fait le détail des nullités , Me. Cellier dit ensuite :

Les Sieur & Dame de Rusé pourroient sur le fondement de ces nullités , se dispenser d'entrer dans le fond des dépositions ; mais il faut suivre le Demandeur dans ce dernier retranchement.

Les Enquêtes du Demandeur ne peuvent mériter quelqu'attention , qu'autant que les faits qu'il a articulés , y sont portés à un degré d'évidence capable de fixer tous les doutes. En effet un homme raisonnable peut-il se livrer à des faits qui supposent un oubli total des sentimens de la nature , s'il n'est subjugué par les preuves les plus décisives ?

Mais sera-ce dans les Enquêtes du Demandeur qu'on trouvera ce caractère d'évidence ? Les témoins qu'il a fait entendre , sont pour la plupart de la lie du peuple , gens par conséquent faciles à corrompre , ou susceptibles de prévention. Le Demandeur n'a point crû devoir interroger les familles alliées aux

Sieur

Sieur & Dame de Safilly , leurs amis , des personnes enfin dont le témoignage fut au dessus de tout soupçon : le suffrage de pareils témoins , n'auroit point été favorable à sa prétention.

Il est même convenu que la prétendue grossesse de la Dame de Safilly avoit toujours été inconnue à toute la Noblesse de la Province , & qu'elle avoit été également un mystère pour les familles alliées avec les Sieur & Dame de Safilly ; or cet aveu du Demandeur est une reconnoissance bien précieuse , qu'il n'a au. un vestige de possession de l'état auquel il aspire.

Les Enquêtes du Demandeur fournissent-elles donc une lumière assez éclatante pour dissiper de si épaisses ténèbres ; Le fait de sa naissance s'y trouve-t'il établi d'une manière si positive qu'il ne soit plus possible de douter de la vérité de ce fait , malgré les présomptions violentes qui naissent de la possession d'un état contraire ?

Entre les témoins qui ont été entendus , les uns ne savent rien , les autres ne déposent que d'idées confuses , de bruits vagues dont ils ignorent l'origine ; des ouïs-dires qu'ils attribuent à des personnes à qui d'autres témoins affirment avoir entendu dire le contraire ; quel Jugement peut-on asséoir sur des dépositions si incertaines , & si contraires entre elles ?

Aussi le Demandeur s'est-il réduit à un petit nombre de témoins favoris. Un Moine non réformé tient le premier rang entre ces témoins ; viennent ensuite Moreau & sa femme. C'est sur la foi de ces trois témoins , que le Demandeur propose de croire les faits qu'il a articulés. Enfin il fait paroître un nommé Grilleau Cordonnier , & le nommé Deschamps qui se dit en même tems Bonnetier à Tours , & Soldat au Régiment d'Angoumois , pour attester les reconnoissances que la Dame de Safilly a faites du Demandeur pour son fils. Entrons dans le

le détail des dépositions de ces différens témoins.

Premier
Témoin
de l'En-
quête de
Chinon.

Que trouve-t-on dans celle du frere de Coutes, Religieux de l'Orde de saint Benoît ? à peine, nous dit ce Moine, la Dame de Safilly est-elle à Paris, qu'elle l'envoye chercher ; elle lui dit qu'elle est hydropique, & qu'elle est venue pour se faire guérir. Le frere de Coutes juge au contraire que cette hydropisie est une grossesse, il ne craint pas même de faire connoître ses soupçons à la Dame de Safilly.

Mais sur quel fondement ce Religieux juge-t'il que la Dame de Safilly est grosse ? Quel motif l'engage à croire que l'hydropisie dont se plaint la Dame de Safilly n'est qu'un voile imaginé pour cacher une grossesse réelle ?

- On ne voit dans tout ceci que des conjectures hardies d'un Moine peu scrupuleux, ce qui ne peut être que l'effet, ou de la corruption de son cœur, ou du libertinage de son imagination.

Sitôt que la Dame de Safilly est à Paris, elle invite ce Moine à la venir voir.

La Dame de Safilly ne se feroit-elle pas fait celer à tous ses amis, si elle avoit eu dessein d'enfouir dans les ténèbres une grossesse & un accouchement ? N'auroit-elle pas craint de se faire voir principalement aux personnes de sa Province ? N'y avoit-il pas déjà que trop de confidens initiés dans le mystère ? Cependant ce Moine nous dit que le premier soin de la Dame de Safilly fut de l'envoyer chercher.

A la première vüe il découvre ses soupçons à la Dame de Safilly ; est-il mis dans la confidence ; c'est ce qui ne paroît pas. Cependant on le reçoit tous les jours, la porte de la Dame de Safilly lui est ouverte à toute heure, dans les momens mêmes les plus critiques. *Il la voit dans son lit, converse avec elle, les rideaux fermés, il craint néanmoins de lui*

de lui parler de ses couches , de peur de la chagriner ; par conséquent la Dame de Safilly ne lui avoit fait aucun aveu.

Il y a dans cette affaire trop & trop peu de mystère. Les confidens ne se font point à demi , ou plutôt on n'en fait point dans les circonstances où l'on suppose que la Dame de Safilly se trouvoit. Toute la déposition de ce témoin n'est donc qu'un tissu de faits absurdes & contraires les uns aux autres. Il annonce un mystère , & tout se fait en plein jour. Il tire des conjectures qui n'ont d'autre fondement que le dérèglement de son imagination. Ecartons donc cette première déposition , & venons à celle de Moreau & sa femme.

Ces deux témoins ne déposent sur la naissance du Demandeur , d'aucuns faits dont ils ayent une connaissance personnelle. Ils ne parlent que d'après la veuve Senard. Leurs témoignages réunis ne peuvent donc avoir plus d'autorité qu'en auroit celui de la veuve Senard même. Or un témoin solitaire ne prouve point en quelque matière que ce soit.

Second & quatrième
Témoins de
l'Enquête
de Tours.

D'ailleurs ces deux témoins sont tombés dans des contradictions si frappantes , qu'on ne peut douter de leur corruption.

1°. La femme Moreau dépose *qu'en l'année 1704.* environ la saint Jean , la Dame de Safilly vint à Tours chez le Sieur Durand Médecin ; que le Sieur Durand envoya querir la femme Senard , & lui proposa d'aller avec la Dame de Safilly à Paris , où elle desiroit faire ses couches ; que la veuve Senard dit qu'elle avoit des enfans dont elle étoit bien aise de prendre l'avis , ce qu'elle fit en effet. Voici donc un conseil domestique assemblé chez la Senard. Cette femme communique à son gendre & à sa fille la proposition qui lui est faite d'accompagner la Dame de Safilly à Paris , pour l'assister dans ses couches. La grossesse de la

Dame de Sasilly n'est donc plus un mystère pour la famille Senard ; l'hydropisie y est dévoilée. La femme Moreau ajoute même dans la suite de sa déposition , *que sa mere pendant son séjour à Paris lui écrivit que la Dame de Sasilly étoit accouchée d'un garçon.*

D'un autre côté si l'on consulte la déposition de Moreau , il fait entendre à la vérité qu'il s'étoit douté , lors du voyage de la Dame de Sasilly à Paris , que son hydropisie étoit une grossesse ; mais la Senard ne lui avoit jamais rien dit qui eût confirmé ses soupçons ; ce n'est que peu de jours avant le décès de cette femme , que Moreau , craignant de demeurer chargé de l'enfant , lui demande à qui cet enfant appartient. *Quel est donc cet enfant* , dit Moreau , *vous ne me dites pas à qui il appartient , je ne m'en chargerai pas.* Ce n'est enfin que dans ce moment que la Senard révèle à son gendre un secret qu'elle lui avoit caché jusqu'alors.

Mais , dit-on , vous trouvez des contradictions où il n'y en a point. Moreau & sa femme sçavoient à la vérité que la Dame de Sasilly étoit accouchée d'un enfant mâle , mais ils ignoroient si cet enfant étoit celui qu'ils voyoient chez la Senard leur mere.

Quoi ! Moreau & sa femme auroient perdu de vue un enfant dont ils auroient sçu la naissance , & dont la Senard auroit pris continuellement soin ? La femme Senard auroit fait à ses enfans un mystère de l'état du Demandeur , pendant qu'elle n'auroit point hésité à leur découvrir la grossesse & l'accouchement de la Dame de Sasilly ? Mais d'ailleurs comment concilier ce mystère avec le compte exact que Moreau & sa femme rendent dans leurs dépositions , des différentes Nourrices entre les mains de qui le Demandeur a été , & du tems qu'il a demeuré chez chacune d'elles. Comment concilier ce mystère avec ce que dit la femme Moreau ,

reau, que la Demoiselle de Sasilly pendant son séjour chez la Senard & le Demandeur passioient pour frere & sœur ? L'état du Demandeur étoit donc une chose publique , & néanmoins il étoit ignoré de Moreau & sa femme. Qu'il est difficile au mensonge d'imiter le langage de la vérité ? En voulant éviter une contradiction , il tombe dans une autre.

Suivons Moreau & sa femme dans leurs dépositions.

La femme Moreau place le départ de la Dame de Sasilly pour Paris à la saint Jean de l'année 1704. & elle ajoute qu'elle & son mari *s'aperçurent alors, & concurent que la Dame de Sasilly étoit grosse d'environ six mois* ; le terme que la femme Moreau donne à la prétendue grosselle quadre assez avec le séjour qu'elle & son mari supposent que la Dame de Sasilly fit à Paris. Selon la femme Moreau ce séjour fut d'environ trois mois. A l'égard de Moreau , crainte de se tromper , il dit que la Dame de Sasilly & la Senard resterent à Paris pendant deux , trois , ou quatre mois : mais suivant ce calcul , la Dame de Sasilly étant partie à la saint Jean , auroit dû être de retour à la fin d'Octobre au plus tard ; cependant la femme Moreau ne fixe l'arrivée de la Dame de Sasilly qu'au premier Janvier 1705. c'est le premier jour de l'année , jour remarquable , que la femme Moreau dit que la Dame de Sasilly descendit chez elle avec la veuve Senard , & que Moreau lui fit des complimens sur le rétablissement de sa santé.

La déposition de la femme Moreau n'est pas mieux d'accord avec l'acte baptismal que le Demandeur adopte comme le sien. Cet Acte est du 9. Décembre 1704.

Or , si la Dame de Sasilly étoit grosse de six mois à la saint Jean de l'année 1704. elle a dû accoucher au mois de Septembre suivant , & ne peut par consé-

quent être la mere d'un enfant né le 8. Décembre de la même année.

Enfin si la Dame de Safilly étoit accouchée le 9. Décembre, auroit-elle pû être revenuë à Tours le premier du mois de Janvier ? On sçait bien que cela n'est pas physiquement impossible ; mais il faut se représenter la Dame de Safilly occupée à faire un mystère de son accouchement à toute une Province. La Dame de Safilly se seroit-elle déterminée dans de pareilles circonstances à faire un voyage considerable dans une voiture publique , & pendant la saison la plus rigoureuse ? Se seroit-elle exposée à des accidens qui auroient infailliblement manifesté son crime.

Tant de contradictions fussent sans doute pour rejeter les dépositions de Moreau & de sa femme. Achéons de leur porter le dernier coup , en leur opposant des témoins qui ont refusé de se livrer au mensonge , & que nous administre l'Enquête même du Demandeur.

Dix-huitième Témoin de l'Enquête de Chinon. Charles Baudouin , Prêtre , & qui étoit Aumônier des Sieur & Dame de Safilly en 1704. dit que la Dame de Safilly passoit pour hydropique ; & que de retour de Paris , elle continua de prendre des remèdes pour achever sa guérison qui n'étoit point parfaite.

Vingtième Témoin. Agnès de Lignac , femme de Chambre de la Dame de Bois David , sœur de la Dame de Safilly , ne dépose encore que de l'hydropisie dont la Dame de Safilly étoit incommodée.

Treizième Témoin de l'Enquête de Chinon. Anne Groffet qui servoit la Dame de Safilly en qualité de femme de Chambre en l'année 1705. nie positivement que la Dame de Safilly fut enceinte en ce tems. Elle rend même compte de signes exclusifs de grossesse , dont elle dit avoir eu une connoissance personnelle.

Quinzième Témoin, *ibid.* Hélène Crapotte , sœur de cette veuve Darfi, que le Demandeur avoit d'abord choisi pour sa Marraine , dé-

dépôse qu'elle a vu la Dame de Safilly à Paris. Qu'il y a huit ans qu'un Prêtre à elle inconnu , lui demanda si elle n'avoit point connoissance que la Dame de Safilly eût accouché en 1704. d'un garçon dont sa sœur avoit été la Marraine , & qu'elle lui répondit qu'elle n'avoit aucune connoissance de ces faits.

Enfin le Demandeur a fait entendre la veuve Darfi qui dépôse avoir vu la Dame de Safilly à Paris en l'année 1704. Que cette Dame lui dit qu'elle étoit venuë consulter l'Abbé Agnan au sujet de son incommodité : mais ce témoin rejette les faits de grossesse & d'accouchement comme autant d'impostures.

Le roman du Demandeur ainsi détruit dans son principe , on ne s'engagera point dans la discussion des faits qui concernent son éducation. Que de contradictions trouve-t-on encore sur ces objets dans les dépositions de Moreau & sa femme , & dans celles des autres témoins ? On se contentera d'en rappeler une à laquelle le Demandeur n'a pas même essayé de répondre.

Moreau & sa femme disent que le Demandeur sortit de Nourrice à l'âge de deux ans , & qu'il fut mis alors en pension chez la Senard.

Au contraire la fille de la dernière Nourrice chez qui on prétend que le Demandeur a demeuré , parle d'un enfant qui ne fut retiré qu'à l'âge de cinq ans.

Cette contradiction est d'autant plus essentielle qu'elle rompt absolument la chaîne des faits qui ont été articulés par le Demandeur. Si l'enfant dont on suppose que la Dame de Safilly est accouchée , est resté en nourrice jusqu'à l'âge de cinq ans , le Demandeur ne peut être cet enfant , puisqu'il n'avoit que deux ans lorsqu'il est entré chez la veuve Senard.

Ecartons en un mot les dépositions de Grilleau

Cordonnier , & de Deschamps Soldat : par combien de raisons leurs témoignages ne sont-ils pas suspects ? Mais d'ailleurs ils sont témoins solitaires des faits dont ils déposent , ce moyen suffit.

Enfin les Sieur & Dame de Rusé n'entreront point dans le détail de tous ces faits dont Moreau & sa femme déposent au sujet du Sieur de Marconay : c'est d'après ces témoins que le Demandeur paroît avoir formé ce système d'abominations dont il ne craint point de faire retentir le plus auguste Tribunal ; mais seroit-ce sur le fondement de pareilles dépositions que le Demandeur parviendrait à surmonter les obstacles d'une possession contraire à l'état qu'il demande , que la Cour se détermineroit à le retirer du sein de l'obscurité pour en former un fils aux Sieur & Dame de Sasilly , & pour le présenter aux Sieur & Dame de Rusé comme leur frere ? Doit-on craindre que sur le suffrage de témoins si suspects , si contraires entre eux , un artisan , une servante réussissent à se placer dans une famille distinguée ? Que la Cour enfin se porte à reformer ces monumens formés par la loi même , & dont elle a assuré la fidélité par tant de précautions. Les Sieur & Dame de Rusé trouvent dans les lumieres supérieures de la Cour des motifs puissans qui les rassurent contre la crainte d'un événement si funeste ; ils attendent avec confiance un Arrêt dont la severité contre le Demandeur , assure en même tems le repos de toutes les familles.

M. Chauvelin Président à Mortier , *alors* Avocat Général , prenant la parole , dit :

Plaidoyer de M. Chauvelin Avocat Général. Les questions d'état sont toujours intéressantes dans leur objet , & délicates dans leurs moyens , mais malgré leur importance , & leur délicatesse , nous aurions à nous plaindre des loix sur cette matiere , si les Arrêts n'y avoient pas suppléé abondamment , s'ils n'avoient pas fixé les maximes qui doivent nous guider dans ces sortes de contestations.

Celle

Celle que nous avons à examiner renferme une question préliminaire & une question principale. Celui à qui l'on conteste son état a-t'il pû être admis à la preuve qu'il avoit offerte ? C'est la question préliminaire ; a-t'il rempli les offres qu'il avoit faites dans toute leur étendue , en donnant des preuves assez fortes pour vous déterminer , Messieurs , à lui assurer l'état qu'il reclame ? C'est le principal dont il a demandé l'évocation.

La procédure qui a été instruite en première instance est fort simple , mais les faits dont on a offert la preuve sont extrêmement multipliés.

M. l'Avocat général fait l'histoire du Procès , & il dit ensuite.

Tels sont , Messieurs , les faits que la partie de Me. Pommier a articulés ; il en a offert la preuve , & la Sentence contradictoire rendue au Bailliage de Chinon le 29. Janvier 1732. l'a admis à cette preuve, tant par titres que par témoins , en lui permettant d'ailleurs d'obtenir , & de faire publier Monitoire , & en réservant à la Dame de Sasilly la preuve des faits contraires.

La Partie de Me. Gueau est appellante de cette Sentence , & sur son appel , elle a obtenu un Arrêt de défense au chef seulement qui a permis à la Partie de Me. Pommier d'obtenir & de faire publier Monitoire. Cet Arrêt est du 9. Février 1732.

Il a été exécuté quant aux Enquêtes , & les témoins ont été entendus à Chinon , à Tours , & à Paris. Il s'agit présentement de l'appel interjetté par la partie de Me. Gueau , elle prétend que la preuve des faits articulés par la Partie de Me. Pommier n'étoit pas admissible.

La Partie de Me. Pommier croit que l'on ne pouvoit pas lui refuser de produire ces preuves , qu'elles sont mêmes complètes à la faveur de l'Interrogatoire subi par la Dame de Sasilly , & des différentes Enquêtes. Il demande l'évocation du principal ;

& que par l'Arrêt qui doit intervenir , la Dame de Safilly soit condamnée à le reconnoître , & à lui rendre compte des biens paternels , en ordonnant que le Régistre des Baptêmes de la Paroisse de S. Sulpice sera réformé quant aux noms supposés qu'il lui donne.

La Partie de Me. Pommier a même obtenu une commission pour faire assigner les Sieur & Dame de Rusé , afin que l'Arrêt qui doit intervenir leur soit commun ; c'est , Messieurs , l'état actuel de cette contestation soutenuë de part & d'autres sur différens moyens.

M. l'Avocat Général fait un précis des Moyens qu'ont exposé les Avocats des Parties , après quoi il dit :

Quant à nous , Messieurs , nous avons déjà annoncé les deux questions qui partagent cette Cause. Premièrement la preuve offerte par la Partie de Me. Pommier étoit-elle admissible ? En second lieu cette preuve est-elle complète & assez forte pour lui assurer l'état auquel il aspire ?

Mais avant que d'examiner si la preuve est admissible , nous croyons devoir réfléchir sur la situation où la Partie de Me. Pommier s'est trouvée , lorsqu'il a formé sa demande , & qu'il a offert la preuve dont il s'agit.

Jusques là son état ne devoit-il pas être appuyé sur son Extrait-Baptistaire & sur la possession où il avoit été dès le moment de sa naissance ? d'Extrait-Baptistaire , il n'en rapportoit aucun , & celui qu'il a adopté dans la suite , il l'a attaqué , il s'est proposé de le faire reformer ; sa possession , il prétend qu'elle a été constante & publique , & qu'il a toujours joui de l'état de fils de la Dame de Safilly ; ces deux circonstances sont importantes , elles méritent toute notre attention.

L'Extrait-Baptistaire que la Partie de Me. Pommier représente , & qu'il dit être le sien , est tiré des Régistres

gistrés de la Paroisse de S. Sulpice qui ont été compulés, il est conçu en ces termes.

„ Du 9. Octobre 1704. a été baptisé Louis Alexan-
 „ dre né le jour précédent, fils de Louis Jean-Bap-
 „ tiste Marin, Seigneur de la Coudraye, Capitaine de
 „ Cavalerie, & de Marie Elizabeth de la Riviere son
 „ épouse, demeurante rue & Carfour S. Benoist à l'en-
 „ seigne des deux Anges; le Parrain Jean Saumon,
 „ Cocher; la Marraine, Marie Louise Salier, veuve
 „ de feu Louis Senard, vivant Me. Chirurgien; le
 „ Pere absent. Ce Régistre est signé du Parrain, de
 „ la Marraine, & du Vicaire de la Paroisse.

L'état que ce Régistre donnoit à la partie de
 Me. Pommier seroit celui de fils légitime du Sieur
 Marin de la Coudraye, & de Dame Elizabeth-Marie
 de la Riviere sa femme, mais il renonce à cet état,
 il prétend que les noms de ses pere & mere ont
 été altérés, que ses pere & mere étoient les Sieur
 & Dame de Sasilly, & que le Régistre doit être
 réformé. Le premier pas qu'il a dû faire dans cette
 contestation étoit donc de combattre & de détrui-
 re ce Régistre, de prouver la supposition préten-
 due de ses pere & mere, d'effacer l'état que l'on
 a voulu lui donner par ce Régistre, & d'établir
 son nouvel état sur des preuves que la Jurispru-
 dence des loix & des Arrêts autorisent en matiere
 d'état.

La possession où la Partie de Me. Pommier étoit
 depuis le moment de sa naissance paroissoit aussi op-
 posée que son Extrait-Baptistaire à l'état qu'il ré-
 clame. Le Régistre des Baptêmes ne lui donne point
 le nom de Sasilly, il n'avoit aucun acte de recon-
 noissance de ses prétendus pere & mere, il avoit
 lui-même qu'il a gardé les troupeaux, & qu'il avoit
 servi en qualité de Domestique dans la maison du
 Sieur Comte de Rusé. On lui a fait apprendre
 un Art mécanique, il a été élevé dans la profes-
 sion de Tailleur, enfin il reconnoît que le mariage

qu'il a contracté étoit sortable à son éducation & peu convenable à la naissance à laquelle il aspire. Nous devons même ajouter que dans l'acte de célébration de son Mariage, il n'a point pris le nom de Sasilly, qu'il a été marié sans requérir ni représenter le consentement de la mere qu'il reclame, son prétendu pere étant décédé, & que dans cet acte important, il n'a pris que le nom qu'il dit lui avoir donné au Baptême.

Toutes ces circonstances réunies effacent absolument l'idée de la possession de l'état de fils légitime de la Dame de Sasilly depuis sa naissance jusqu'à cette contestation.

Telle étoit donc la situation de la partie de M^c. Pommier, lorsqu'il a formé sa demande contre la Dame de Sasilly; son Extrait-Baptistaire & sa possession étoient directement opposés à sa prétention, & il devoit encore une fois commencer par les détruire, avant que de pouvoir se flatter de prouver & d'affermir son nouvel état.

Il n'est pas douteux en effet, suivant nos maximes, que l'on peut attaquer un Régistre de Baptêmes, & tout autre titre qui sert à prouver l'état des personnes en quelque forme qu'il puisse être; que l'on peut l'affoiblir, & anéantir les fausses énonciations qu'il pourroit renfermer. C'est la décision expresse de la loi 8. au Dig. de *statu hominum*. L'état de la liberté, dit cette loi, n'est point blessé, si l'acte qui doit l'assurer renferme des énonciations obscures & captieuses ou fausses, *non ladi statum liberorum; ob tenorem instrumenti malè concepti*.

Décision équitable que notre usage a adopté, & dont plusieurs fois on a fait une application juste aux Régistres des Baptêmes & autres titres qui peuvent décider de l'état des personnes. Si les Régistres des Baptêmes ont été établis par les Ordonnances de nos Rois, non seulement pour prouver le tems de

la naissance , mais encore pour être un monument de l'état des personnes baptisées , ces Régistres ne sont pas , si nous osons nous exprimer ainsi des témoins irréprochables ; ils peuvent être suspects , & une triste expérience nous apprend que quelquefois ils sont faux. L'intérêt , ou un honneur mal entendu engagent à les altérer ; s'ils étoient à l'abri de toutes contestations , l'état des enfans seroit exposé à un danger trop certain ; dans un âge où ils ne peuvent ni connoître ni défendre leurs intérêts , ils seroient abandonnés à ceux-mêmes qui souvent sont intéressés à leur ravir leur état ; la loi est trop juste pour ne pas leur donner quelque ressource contre l'infidélité ou l'ignorance de ceux qui les présentent au Baptême. Il n'est pas permis de penser que les Ordonnances de nos Rois en établissant des Régistres publics pour la naissance , aient voulu que ces Régistres ne puissent jamais être accusés & convaincus de faux ; ce seroit en voulant prendre une précaution sage pour assurer le repos des familles , trop exposer l'honneur & la fortune des Citoyens.

Seroit-il nécessaire pour démontrer cette maxime , dont la nécessité & l'équité sont sensible , de rappeler cette multitude d'Arrêts anciens & modernes qui ont ordonné la réformation des Régistres des Baptêmes lorsqu'il y a eu des preuves suffisantes de leur infidélité. Ils sont connus ces Arrêts , & ils nous offrent cette juste conséquence , que malgré le Régistre des Baptêmes de la Paroisse de S. Sulpice , quoique ce Régistre donne à la partie de Me. Pommier la qualité de fils légitime du Sieur Marin de la Coudraye & de la Dame de la Rivière son épouse , ce Régistre a pu être attaqué , & qu'il peut encore être détruit , si les preuves offertes par la partie de Me. Pommier sont assez fortes pour en démontrer la fausseté.

Il en est de même de la possession où la partie de Me. Pommier a été depuis le moment de sa naissance jusqu'à celui où il a exposé ses prétentions à la Justice. Il prétend, partout où il a demeuré, avoir été élevé comme fils légitime de la Dame de Safilly, & même par ses soins. Nous l'avons déjà remarqué, la possession de l'état de fils légitime des Sieur & Dame de Safilly est incompatible avec le Régistre des Baptêmes; on ne peut pas allier cet état avec la servitude où il a été réduit, celui qu'il reclame avec le métier qu'il a exercé, avec l'établissement qu'il a pris avec son acte de célébration de mariage.

Mais si le titre primitif de la naissance peut être attaqué & combattu, la possession de l'état peut être détruite, quelque longue qu'elle ait été, & quand même elle auroit été publique, constante, & acquiescée par celui qui ignoroit son véritable état, les loix n'ont qu'un langage, qu'un principe en cette matière; l'état des enfans ne dépend point absolument des pères & mères, de leur reconnoissance ou de leur désaveu, des noms qu'ils peuvent leur imposer, de l'éducation qu'ils leur donnent, de leur reconnoissance, des sermens mêmes qu'ils pourroient ajouter à leur reconnoissance ou à leur désaveu, des qualités qu'ils leur donnent dans des actes publics, des dépositions qu'ils font à leur égard dans leurs Testamens. Il faut écouter, dit une loi, le témoignage de la mère & de l'aïeul. Quelquefois, dit une autre loi, le témoignage du père peut être d'un grand poids, mais lorsqu'il s'agit de prononcer irrevocablement sur l'état de légitimité, il faut aller plus loin, & sans se borner à de simples affirmations, à des témoignages qui peuvent être faux, il est indispensable d'examiner s'il y a ou un mariage légitime, ou une adoption solennelle, *matrimonio legitimo concepti vel adoptione solenni filii Civili jure patri constituuntur.*

Dans ces principes la partie de Me. Pommier a pû attaquer les Régistres des Baptêmes , & tâcher de détruire les présomptions qui s'élevent contre lui par rapport à l'éducation qu'il a reçûe. Examinons présentement par quelles sortes de preuves il a attaqué ce Régistre & ces présomptions.

Il a articulé une multitude de faits qui ont pour objet ou sa naissance , ou son éducation , ou les prétendûes reconnoissances faites par la Dame de Sasilly. Quant à sa naissance , il prétend en avoir marqué le tems & le lieu , il nomme les personnes qu'il dit avoir été présentes , ou à sa naissance ou à son Baptême , il désigne tous les differens endroits où il croit avoir été nourri & élevé , & les sommes que l'on a données pour prix de ses pensions ; il parle des soins prétendus que la Dame de Sasilly a pris de l'habiller & de son éducation , du paiement qu'elle a fait de ses pensions , des aveux réitérés de sa naissance , des preuves de tendresse qu'elle lui a données , tous ces faits sont graves , aucun d'eux n'est étranger à l'objet principal de la cause , ils paroissent mériter toute l'attention de la Justice.

Mais quelle preuve , quelle présomption avoit-il en sa faveur , lorsqu'il a formé sa demande ? Premièrement il n'avoit ni preuve par écrit , ni commencement de cette sorte de preuve , n'ayant point son Extrait - Baptistaire , il n'avoit aucune de ces lettres qu'il dit avoir été écrites au nommé Moreau Chirurgien en sa faveur , aucun acte où lui-même eut pris la qualité de fils des Sieur & Dame de Sasilly , aucune reconnoissance même indirecte de la part de la famille où il veut entrer.

Destitué de tout commencement de preuves par écrit , il étoit également sans possession & sans avoir joui un seul instant de l'état qu'il reclame. Né dans l'obscurité , élevé & connu seulement sous le nom d'Alexandre comme nous l'observerons en examinant

examinant les preuves qu'il offre présentement ; occupé aux fonctions les plus basses ; mais sans nom de famille & sans consentement de parens , allié par son mariage à de simples Artisans, pendant 29 années qui se sont écoulées depuis sa naissance jusqu'à la demande qu'il a formée , un silence profond de tous les actes de la famille des Sieur & Dame de Sasilly à son égard , tout annonce combien il étoit éloigné d'avoir joui de l'état de leur fils légitime.

Nous disons plus , non seulement la partie de Me. Pommier n'avoit en sa faveur , ni commencement de preuves par écrit , ni possession d'état , mais tous les actes qui existoient & qui étoient connus avant sa demande , s'élevoient contre sa prétention. L'Extrait Baptistaire qu'il adopte lui donne un état tout différent , son Brevet d'apprentissage ne lui donne que les noms de Louis Alexandre ; l'acte de célébration de son mariage ne lui donne ni état ni qualité. On a agité souvent la question , si la preuve testimoniale est admissible en matiere d'état sans commencement de preuves par écrit ; mais par les circonstances particulières de cette cause , cette question lui est absolument étrangere. Il faut examiner si la preuve testimoniale est admissible contre un Registre , contre une possession d'état constante pendant 29. ans , contre les seuls actes qui puissent avoir rapport à l'état contesté.

Si nous avions à examiner la question de la nécessité ou de l'inutilité du commencement de preuves par écrit pour parvenir à la preuve testimoniale , nous reconnoîtrions que la loi Romaine & les Ordonnances de nos Rois n'admettent point , & n'excluent point expressément la preuve testimoniale sans commencement de preuves par écrit ; nous prouverions que parmi les Romains il y avoit une sorte de preuve par écrit de l'état des personnes toujours subsistante , & revêtue de l'autorité publique. C'étoit le *cens* institué dans les premiers tems de la Republique , non seulement

ment pour connoître le nombre de ses soldats , mais encore pour connoître l'état que chaque citoyen avoit par la classe où il étoit distribué. Nous ajouterions à cette preuve la facilité que la loi Romaine donnoit à ses sujets. Pour prouver leur état , instrumens , simples présomptions , reconnoissances des peres & meres , commune renommée , tout étoit mis en œuvre , mais tout n'avoit pas une égale force , & la loi abandonnoit le sort de ces preuves à l'arbitrage & à la sagesse du Juge.

Dans nos mœurs , les Ordonnances qui sont en vigueur établissent une sorte de preuve par les Registres publics , non seulement pour prouver le tems de la naissance & celui du décès , mais encore pour prouver l'état des personnes que ces Registres établissent tant qu'ils subsistent , & qu'ils ne sont pas détruits par des preuves contraires. On ne voit dans ces Ordonnances aucune disposition précise pour admettre , ou pour exclure la preuve testimoniale seule , & nous aurions en quelque façon à nous plaindre de leur silence sur cette matière , si les Arrêts n'y avoient pas suppléé abondamment , s'ils n'avoient pas fixé les maximes qui doivent nous guider dans ces sortes de contestations. Ces Arrêts n'ont admis la preuve testimoniale que dans deux circonstances , où lorsqu'il y avoit un commencement de preuve par écrit , ou lorsqu'il y avoit cet assemblage de faits liés les uns aux autres , cette multitude de présomptions que l'imposture ne peut presque jamais rassembler , & qui annoncent la vérité avec une sorte de certitude. Nos Auteurs rapportent des Arrêts qui ont admis la preuve testimoniale sans commencement de preuves par écrit , mais il y avoit des indices violens qui pouvoient remplir le vuide que laissoit le défaut absolu de preuves par écrit , d'autres fois la preuve testimoniale a été admise soutenue de cette sorte de preuve ,

preuve , d'autres fois enfin la preuve testimoniale a été rejetée parcequ'elle n'étoit précédée ni de commencement de preuves par écrit , ni de ces présomptions assez fortes pour désigner une vérité encore obscure , mais digne d'être recherchée.

Ici, Messieurs, la partie de Me. Pommier n'avoit en formant sa demande aucun commencement de preuves par écrit , il n'avoit que trois actes relatifs à son état , son Extrait-Baptistaire , du moins l'Extrait-Baptistaire qu'il a adopté dans la suite , & cet acte lui donnoit un état tout différent de celui qu'il demande ; son Brevet d'apprentissage où la famille dans laquelle il veut entrer a eu part , & où elle ne lui a donné que des noms de Baptême ; enfin son acte de célébration , où il a parlé lui-même , où il étoit important pour lui que son état parût , & où il n'a pris aucune qualité , aucun nom , aucun état.

Regardera-t-on comme un commencement de preuves par écrit le billet que l'on dit avoir été écrit par la Dame de Sasilly à un aubergiste à Champigny pour répondre de la dépense que la partie de Me. Pommier feroit dans cette auberge avec son compagnon. Remarquons d'abord que ce billet & sa signature n'a été ni vérifié ni précisément contesté par la Dame de Sasilly ; mais pour le réduire à sa juste valeur , disons qu'il prouve seulement que la Dame de Sasilly a pris quelques soins de la Partie de Me. Pommier , qu'elle a reçu sa visite dans le Couvent où elle étoit , qu'elle l'a défrayé pendant son séjour à Champigny ; si les soins que la Dame de Sasilly a pris de la Partie de Me. Pommier n'étoient pas même avoués par la Dame de Sasilly , ce billet pourroit servir à les prouver , mais on ne les révoque point en doute , & ce billet ne fait que confirmer ce que la Dame de Sasilly a reconnu
auten-

reconnu authentiquement qu'elle avoit pris soin pendant quelque tems de la Partie de Me. Pommier, qu'elle avoit été chargée d'une somme à employer à ses besoins, ou comme elle s'explique elle-même, qu'elle avoit eu pour lui de la charité.

C'est l'unique conséquence que l'on peut tirer de ce billet, mais il n'a aucun rapport à l'état de la partie de Me. Pommier, il n'en fait aucune mention, & n'en parle ni en termes clairs & précis, ni en termes mystérieux. On ne peut donc lui donner la force d'un commencement de preuves par écrit sur ce même état.

Depuis la Plaidoirie de la Cause, la partie de Me. Pommier a représenté une lettre, que l'on dit avoir été écrite & signée par la Dame de Safilly à Moreau Chirurgien. *M. l'Avocat Général fit lecture de cette lettre, & puis il dit :*

Cette lettre nous offre naturellement deux réflexions; la première est que la Dame de Safilly s'étoit chargée de paier à Moreau Chirurgien les pensions de l'enfant qui étoit élevé chez lui, & selon toutes les apparences, quoique cet enfant ne soit point nommé, c'est de la partie de Me. Pommier que la Dame de Safilly entendoit parler, parce qu'elle a reconnu dans son Interrogatoire qu'elle avoit donné de l'argent à Moreau pour les pensions de la partie de Me. Pommier. Mais nous l'avons déjà observé à l'occasion du billet donné à l'aubergiste, il n'est pas douteux que la Dame de Safilly n'ait pris soin de la partie de Me. Pommier pendant un tems assez considérable. Ces soins seuls pourroient-ils donc prouver que cet enfant est son fils, lors même que dans les premières années de cet enfant, la Dame de Safilly n'en a point été chargée, que ses pensions étoient payées par le Sieur de Marconay, que le prétendu pere de l'enfant ne paroît pas avoir jamais connu son existence, & sur-tout que ces soins se sont bornés

à donner à la partie de Me. Pommier une éducation convenable à un enfant né sans nom, sans biens, sans esperances? Tout ce qui prouve les soins que la Dame de Sasilly a eus de cet enfant n'est point une preuve de son état, ce seroit tout au plus un indice trop foible pour autoriser la preuve par témoins.

La seconde réflexion naît des termes misterieux & enveloppés qui sont répandus dans la lettre, *vous sçavés tout, soyez sûr qu'il sera plus heureux un jour, gardés-moi toujours le secret.* Voilà un mystère caché, un secret confié, une obscurité répandue sur la naissance de l'enfant dont Moreau prenoit soin, une situation plus heureuse annoncée pour l'avenir à cet enfant. Si la lettre dont il s'agit étoit reconnuë par la Dame de Sasilly, ou vérifiée en la maniere accoutumée, cette lettre pourroit élever des doutes & des soupçons sur la naissance de la Partie de Me. Pommier, mais est-ce assez pour être admis à la preuve par témoins en matière d'état d'annoncer, ou même d'établir un mystère sur ce même état? Un écrit qui reconnoitra le mystère, aura-t'il la force d'un commencement de preuves, de l'état même? une lettre fera naître des doutes, & sur ce foible préjugé croira-t'on pouvoir s'en rapporter à des témoins pour expliquer les doutes & le mystère? Nous croyons devoir le dire pour le bien public, pour l'honneur & le repos des familles, ce n'est point là ce que les loix, les Ordonnances & vos Arrêts, Messieurs, ont suivi en matière d'état; on y voit cette sage timidité qu'ils ont toujours marquée sur les preuves de l'état des personnes, ces précautions scrupuleuses qu'ils ont prises avant que d'entendre des témoins, & de s'en rapporter à leurs suffrages. Une lettre qui attesteroit précisément l'état d'un enfant, pourroit peut-être dans de certaines circonstances être regardée comme un commencement de preuve par écrit de l'état

état contesté , mais une lettre qui ne propose qu'un ministère n'est point un commencement de preuve par écrit de cet état ; la vérification de la lettre dont il s'agit ne nous paroît pas nécessaire ; ainsi nous croyons que la partie de Me. Pommier est encore sans commencement de preuve par écrit sur son état.

Le défaut de cette sorte de preuve n'est point réparé par des indices violens , par des présomptions fortes : naissance obscure , éducation incompatible avec l'état de fils légitime des Sieur & Dame de Sasilly , mariage encore moins fortable , éloignement de celui qu'il dit être son pere , que lui reste-t'il pour donner lieu de présumer qu'il est fils des Sieur & Dame de Sasilly ?

Peut-il employer les soins que la Dame de Sasilly a pris de son éducation ? il faut reconnoître que l'indice est bien foible en lui-même , & il s'affoiblira encore davantage , lorsque vous entendrez , Messieurs , le nommé Moreau Chirurgien dire que le Sieur de Marconay a payé seul les pensions de cet enfant , jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de douze ans ; qu'alors la Dame de Sasilly en a pris soin jusqu'au tems où on lui a fait apprendre un métier , & que dès lors il a été abandonné à son sort. Les soins de son éducation ainsi partagés , ces soins toujours ignorés du feu Sieur de Sasilly , ces soins qui n'ont point été jusqu'à donner à la partie de Me. Pommier l'éducation d'un enfant de condition , ces soins , disons-nous , ne peuvent faire présumer qu'il fut fils légitime des Sieur & Dame de Sasilly.

Ajoutons même que la prétention de la partie de Me. Pommier dépouillée de tout commencement de preuve par écrit , & de toute possession d'état , ne paroïsoit pas même vraisemblable. Il a fallu supposer que les Sieur & Dame de Sasilly avoient formé le dessein de le perdre avant qu'il fut né , qu'ils étoient

résolus à sacrifier le fruit dont on dit que la Dame de Sasilly étoit enceinte en 1704. Pour augmenter & soutenir la fortune de leur fille , aujourd'hui Dame de Rusé , qu'ils avoient étouffé les sentimens que la nature donne aux peres & meres , & même cette ambition si naturelle à des gens de condition & d'une fortune aisée, de transmettre leurs noms & leurs biens plutôt que de les porter & les confondre dans une famille étrangere.

Mous croyons pouvoir le dire , il n'y a point de preuve trop forte pour soutenir une prétention aussi extraordinaire. Réunissons trois objets , & en les rapprochant , nous croirons avoir démontré que l'équité ne permettroit pas d'admettre la partie de Me. Pommier à la preuve testimoniale.

Tout s'élève contre lui , ses actes , sa possession , la vraisemblance même c'est le premier objet. Il se présente pour entrer dans une famille distinguée & pour partager avec la Dame de Rusé , établie comme fille unique des Sieur & Dame de Sasilly , la fortune & les honneurs de cette famille ; prétention importante & qui ne pouvoit jamais être affirmée que par les preuves les plus certaines ; c'est le second objet. Cependant il n'offre que le témoignage de quelques personnes qui par leur fortune , & par leur obscurité , par leurs liaisons avec lui-même pourroient être susceptibles de séduction , c'est le troisième objet.

Si ces témoignages pouvoient être admis , s'ils pouvoient l'emporter sur les actes , sur le tems, sur la vraisemblance , c'est alors que nous pourrions dire , selon l'expression d'une loi , que l'état des hommes floteroit dans une perpétuelle incertitude , *status hominum perpetuâ incertitudine fluctuaret.*

Cependant , Messieurs , quoique ces raisons nous aient touchés , nous ne devons pas nous y borner, l'ordre des questions demande que nous examinions présentement la régularité , & la force des Enquêtes.

Avant

S'il y a
nullité
dans les
Enquêtes.

Avant que de peser la force ou la foiblesse des dépositions, il est indispensable d'examiner si ces Enquêtes sont régulières. L'on oppose à celle qui a été faite à Paris le tems où elle a été commencée, & l'on prétend que les délais prescrits par le Juge dont est appel, étoient écoulés. Quant à celles de Chinon & de Tours, nous aurons à examiner l'acceptation de la commission rogatoire par le Lieutenant Général de Tours, les assignations données aux témoins pour prêter serment & l'assignation donnée à la partie de Me. Gueau pour assister à cette prestation de serment ; c'est à ces differens actes que nous devons nous borner. L'on reconnoît que le surplus de la Procédure est conforme à l'Ordonnance.

La Sentence qui a admis la partie de Me. Pommier à prouver l'état qu'il demande tant par titres que par témoins, a été signifiée à la partie de Me. Gueau le 25. Janvier 1732. L'Enquête a été commencée à Paris, & la commission rogatoire acceptée le 29. Mars suivant, si l'on exclut du délai qui étoit de rigueur le jour de la signification & celui de l'écheance, suivant l'Ordonnance, l'on trouvera qu'il n'y a pas eu deux mois pleins, depuis la signification de l'appointement de preuves, jusques au commencement de l'Enquête faite à Paris ; & par une conséquence nécessaire, les deux mois n'étoient pas expirés.

La commission rogatoire décernée par le Lieutenant Général de Chinon à celui de Tours, a été acceptée le 26. Janvier 1732. il y a eu une Ordonnance du Lieutenant Général de Tours pour cette acceptation. Les assignations ont été données le 28. du même mois, le 7. Février & le 14. à la partie de Me. Gueau pour voir prêter serment aux Témoins. Il est vrai qu'on ne lui a point donné copie de l'Ordonnance du Lieutenant Général de Tours ; mais l'assignation a été donnée en vertu de cette Ordonnance & de cette acceptation. Le jour & l'heure

ont été indiqués dans ces assignations en vertu de la même Ordonnance du Juge , & il ne paroît pas qu'il y ait aucune irrégularité à cet égard.

Dans le Procès verbal de prêtation de serment des Témoins entendus à Chinon , il est fait mention de l'Ordonnance rendue le même jour par le Lieutenant Général du Bailliage , en vertu de laquelle les Témoins & la partie de Me. Gueau ont été assignés ; les assignations données à la partie de Me. Gueau sont revêtues des formes ordinaires , & si l'une de ces assignations a été donnée à son domicile , quoique l'Ordonnance indique le domicile du Procureur , il ne paroît pas que l'on puisse fonder là-dessus une nullité , l'assignation à domicile de la partie étant même plus régulière & plus exacte que celle qui pourroit être faite à son Procureur , lorsque l'Enquête est faite dans le lieu même du domicile de la partie.

Enfin par rapport au tems de la prêtation de serment & de la déposition des Témoins , nous ne voyons aucune irrégularité. Si l'on avoit anticipé le tems marqué par les assignations , la Dame de Sasilly pourroit établir sur ce fondement une nullité , elle pourroit opposer que l'esprit de l'Ordonnance étant que la partie contre laquelle on fait une Enquête , soit présente à la prêtation de serment de Témoins , on n'a pû sans irrégularité & sans injustice lui enlever ce droit. Mais il est constant dans le fait que la Dame de Sasilly quoiqu'assignée , n'a point comparu ; s'il y a eu des continuations ordonnées par défaut , & que les Témoins aient prêté serment & déposé dans un autre tems que celui marqué par les assignations , ces continuations n'operent point une irrégularité , quelques motifs que les Juges aient eu pour les ordonner. La Dame de Sasilly doit s'imputer cette procédure à laquelle elle a donné lieu.

Au reste le corps des Enquêtes & chaque déposition

sition nous a paru conforme à l'Ordonnance, & toutes nos réflexions doivent se borner présentement aux faits dont les Témoin's ont déposé.

Nous avons déjà observé que l'Interrogatoire subi par la Dame de Sasilly, ne donne aucune sorte de preuves de l'état auquel la partie de Me. Pommier a aspiré.

On ne voit dans toutes ces réponses aucune trace des aveux & des prétendues reconnoissances dont la partie de Me. Pommier s'est flattée. Le langage de la Dame de Sasilly a toujours été uniforme, il s'est constamment soutenu dans cette multitude d'Interrogations qui lui ont été faites. Elle a toujours persisté à défavouer formellement tous les faits qui tendoient à prouver la maternité qu'on lui attribuoit.

Nous devons même observer que cet Interrogatoire ne paroît pas renfermer les contradictions que l'on a opposées à la partie de Me. Gueau, interrogée sur l'article 18. si l'enfant dont il s'agit, ne fut pas mis par son ordre chez la veuve Senard après avoir été retiré de nourrice; s'il n'y demeura pas, si elle n'en a pas connoissance. Elle a répondu qu'elle n'avoit aucune connoissance des faits contenus dans cet article. Interrogée sur le dix-neuvième article, si cet enfant n'a pas demeuré chez la Senard, ou chez Moreau son gendre, pendant plus de huit ans, elle a répondu qu'elle n'en sçait rien, qu'elle n'a jamais rien envoyé à la veuve Senard & à Moreau, & nommément qu'elle n'a point envoyé d'habits pour cet enfant; & enfin sur le vingt-quatrième article elle a dû se ressouvenir avoir donné de l'argent à Moreau dans la Terre de la Baudonniere; mais qu'elle n'a jamais dit à Moreau que celui pour qui elle lui donnoit de l'argent, fût son fils.

La Dame de Sasilly dans ses premières réponses ignore par les ordres de qui Alexandre peut avoir été placé chez la veuve Senard, & le tems qu'il y a

demeuré, ou chez Moreau. Elle assure ne leur avoir rien envoyé pour cet enfant. Dans la dernière réponse, elle reconnoît que Moreau étant venu à sa terre de la Baudonniere elle lui donna quelque argent pour cet enfant, parcequ'il lui avoit été confié pour cet usage; qu'elle n'a point reconnu que cet enfant fût son fils, & qu'elle ne l'a point dit à Moreau. On ne voit dans ces réponses ni reconnoissance, ni contradiction qui puisse favoriser la prétention de la partie de Me. Pommier. Il ne peut donc rester d'appui à cette prétention que dans les Enquêtes qui ont été faites à Chinon, à Tours & à Paris. Quarante Témoins ont été entendus; ceux dont les dépositions sont les plus importantes, sont le Frere le Fachu de Contes, Religieux de l'Ordre de saint Benoît, & le nommé Grillau Cordonnier qui ont été entendus à Chinon, Moreau Chirurgien & sa femme, fille de la veuve Senard, le nommé Deschamps Bonnetier, entendus à Tours, & la nommée Marie Crapotte entendue à Paris; nous aurons l'honneur de vous faire lecture de leurs dépositions. M. l'Avocat général les lut ensuite, & puis il dit :

On ne peut s'empêcher de reconnoître que les dépositions des Témoins entendus à Tours & à Chinon, sont bien favorables à la partie de Me. Pommier, quoiqu'elles soient balancées, & peut-être affoiblies par la déposition de la nommée Crapotte témoin entendue à Paris.

Si l'on en croit le premier témoin, le voyage que la Dame de Sasilly fit à Paris en 1704. étoit pour une grossesse cachée sous le nom d'hydropisie. Il parle d'un aveu précis de la Senard, d'avoir vu porter un enfant nouveau né par une femme qu'il avoit vuë plusieurs fois chez la Dame de Sasilly & alors accompagnée de la Senard; du mystère avec lequel il fut reçu lorsqu'il alla rendre visite à la Dame de Sasilly qu'il dit avoir été alors en couches, & du désir

désir, qu'il auroit eu d'accommoder cette affaire s'il avoit été possible.

Le nommé Grillau Cordonnier parle des voyages fréquens que la partie de Me. Pommier faisoit à la terre de la Baudonniere, où il chassoit ; il atteste l'avoir entendu appeller la Dame de Sasilly sa mere, & elle l'appeller son fils, & avoir versé des pleurs dans cette conversation.

Moreau Chirurgien parle du voyage fait il y a vingt-six à vingt-sept ans par la Dame de Sasilly à Tours ; il dit qu'elle étoit grosse, qu'elle s'adressa au Sieur Durand Médecin pour avoir une personne de confiance ; que le Sieur Durand lui donna la veuve Senard, qu'elles vinrent ensemble à Paris, où le témoin dit sçavoir que la Dame de Sasilly accoucha d'un garçon ; ils parlent des différentes personnes qui ont eu soin de l'enfant, de l'aveu fait par la veuve Senard avant sa mort, que l'enfant étoit fils de la Dame de Sasilly, & que la Dame de Sasilly lui avoit dit à lui-même : *vous sçavez tout, je suis bien malheureuse*, sans cependant assurer que la Dame de Sasilly eût reconnu expressément cet enfant pour son fils.

La femme de Moreau dépose à peu près des mêmes faits, elle y ajoute que la partie de Me. Pommier a demeuré chez la veuve Senard avec la Demoiselle de Sasilly qui étoit sous le nom de la Brosse, & qu'ils passaient pour frere & sœur.

Le nommé Deschamps atteste le même fait ; il rappelle tout le détail de la conversation dont il dit avoir été témoin entre la Dame de Sasilly & la partie de Me. Pommier ; le prétendu aveu fait par la Dame de Sasilly que la partie de Me. Pommier *est véritablement son fils, qu'il a des droits incontestables contre elle*, qu'elle avoit payé les pensions chez la veuve Caqueville, & chez le Sieur Comte de Rusé, à qui elle avoit abandonné 150. livres de revenu pour cette pension. Il parle de l'accueil

que lui fit la Dame de Sasilly ; du billet qu'elle l'obligea de recevoir pour la dépense de son auberge ; de la lettre qu'elle écrivit au Sieur de Marconay , qui en réponse donna à la partie de Me. Pommier une lettre où il y avoit deux louis d'or qu'il garda , & des empressemens que la Dame de Sasilly témoigna avoir de recevoir souvent des nouvelles de la partie de Me. Pommier , en lui promettant de lui envoyer son Extrait-Baptistaire & son consentement pour le mariage qu'il vouloit alors contracter.

Réduisons ces dépositions à deux points importants : d'un côté l'on voit trois témoins qui parlent affirmativement de la connoissance qu'ils disent avoir eue de la grossesse & de l'accouchement de la Dame de Sasilly en 1704. ou environ. Deux autres témoins disent avoir été présens lorsque la Dame de Sasilly a reconnu la partie de Me. Pommier pour son fils. Joignons présentement à ces dépositions les différentes circonstances qui sont éparfées dans les dépositions des autres témoins.

Le troisième témoin de l'Enquête de Chinon dit que le jour que le nommé Persie fut marié à saint Sulpice , l'on baptisa un enfant que l'on disoit à l'Hôtel de Richelieu être fils de la Dame de Sasilly , & que la nommée Crapotte porta l'enfant au Baptême, ne voulant pas être connue. Un autre témoin dit qu'une lettre écrite à la Dame de Sasilly par la partie de Me. Pommier la consterna , & les Sieur & Dame de Ruse. Un autre assure que l'enfant dont il s'agit étoit habillé en enfant de condition. Le treizième témoin de l'Enquête faite à Tours dit que la veuve Senard lui a expliqué tous les faits concernans la naissance de cet enfant , & qu'en montrant Alexandre , elle lui avoit dit : *J'ai été aux couches de la Dame de Sasilly , & j'ai vu venir cet enfant là au monde à Paris chez un Boulanger. Vous verrez cet enfant-là quelque jour un gros Monsieur , je l'éleve en enfant de condition , & j'en suis bien payée.*

Le dixième témoin de l'Enquête de Chinon dit qu'il a vu plusieurs fois cet enfant faire des voyages à la terre de la Baudonniere en habits bourgeois & y être reçu par les Fermiers ; enfin quelque témoins parlent par oui - dire des domestiques des Sieur & Dame de Rusé que la partie de Me. Pommier est fils de la Dame de Sasilly.

Les témoins qui attestent la grossesse & l'accouchement de la Dame de Sasilly en 1704. n'en parlent que sur des conjectures , ou sur les discours qu'ils disent avoir entendu tenir à la veuve Senard. Les deux témoins qui assurent que la Dame de Sasilly a reconnu en leur présence la partie de Me. Pommier pour son fils , ne peuvent être d'aucun poids puisque c'est un principe incontestable en cette matiere que les reconnoissances mêmes des peres & meres ne peuvent jamais décider de l'état d'un enfant , & l'introduire dans leurs familles au préjudice des enfans dont la légitimité est certaine ; les oui - dire à la veuve Senard & aux domestiques des Sieur & Dame de Rusé sont bien éloignés de la force que pourroit avoir la renommée fondée sur le bruit répandu dans toute une Paroisse , sur la conviction où seroit le Public que celui dont il s'agit , est fils de la Dame de Sasilly.

Reconnoissons même que les dépositions les plus favorables à la partie de Me. Pommier sont extrêmement affoiblies par d'autres dépositions.

On parle de la connoissance que Moreau Chirurgien a de la filiation de cet enfant , de l'aveu qui lui a été fait par la veuve Senard peu de tems avant sa mort , de la lettre même que l'on dit qu'il a écrite à la Dame de Sasilly où l'on prétend qu'il lui recommandoit la partie de Me. Pommier , qu'il lui exposoit sa situation , & ses besoins ; qu'il lui rappelloit que la partie de Me. Pommier étoit son fils , & lorsque Moreau a été entendu , il a déposé avoir dit à la Dame de Sasilly qu'il ne vou-

loit

loit plus garder cet enfant sans sçavoir à qui il étoit ; qu'il avoit demandé à la Dame de Safilly un écrit pour prouver qu'il lui appartenoit , & que la Dame de Safilly l'avoit refusé ; ce discours paroît bien éloigné de la certitude que l'on dit que Moreau avoit de la filiation de cet enfant.

Moreau a ajouté que jusqu'à l'âge de 11. ans de cet enfant les pensions avoient toujours été payées par le sieur de Marconay ; ce n'est donc point par les soins de la Dame de Safilly seule que cet enfant a été élevé , il a été abandonné aux soins de différentes personnes ; & cette variation ne laisse pas une médiocre incertitude sur son état.

Plusieurs témoins attestent que cet enfant n'étoit connu dans ses premières années que sous le nom d'Alexandre ; qu'il n'a pris le nom de Safilly que depuis quelque tems ; d'autres disent depuis son mariage ; le 12. témoin de l'Enquête faite à Chinon dit que la veuve la Touche qui élevoit cet enfant lui a dit que c'étoit un de ses cousins qu'on lui avoit envoyé de Paris ; un Domestique de la Dame de Safilly croit avoir eu des preuves qu'elle n'étoit pas enceinte avant son voyage de Paris. Un Prêtre qui servoit d'Aumonier aux Sieur & Dame de Safilly atteste que son mari n'avoit eu aucune connoissance de la prétendue grossesse & du prétendu accouchement , & qu'il n'avoit été question que d'une hydropisie pour le voyage de Paris.

Enfin , Messieurs , Crapotte que l'on dit avoir présenté l'enfant au Baptême a été entendue ; elle a déposé avoir vu la Dame de Safilly en 1704. qu'elle lui dit qu'elle étoit incommodée & qu'elle étoit venue consulter une personne qu'elle nomme , qu'elle n'a eu aucune connoissance de la maladie de la Dame de Safilly , ni de sa prétendue grossesse & de son accouchement , qu'elle n'a pas même eu sujet de le soupçonner , que le nommé le Maire Me. d'Hôtel de feu M. le Duc de Richelieu lui ayant dit que

le jour du mariage du nommé Persie, on avoit baptisé à S. Sulpice un enfant de la Dame de Safilly, elle témoin ne l'avoir pas crû, & qu'elle lui avoit répondu qu'il étoit un médifant.

Toutes ces circonstances jointes à l'éducation que cet enfant a eue, & qu'une foule de témoins attestent, s'opposent à l'état qu'il reclame. Dans les premiers tems, ces témoins n'ont connu d'autre nom à cet enfant que celui d'Alexandre, ils l'ont vu porter la livrée, & servir de Laquais aux Sieur & Dame de Rusé; d'autres l'ont vu exercer le métier de Tailleur; il avoue lui-même avoir gardé du Bétail. Plusieurs témoins disent qu'ils l'ont vu souvent dans un état misérable. Si l'on trouve dans les Enquêtes des dispositions favorables à cet enfant, il en est d'autres qu'il seroit difficile de concilier avec l'état qu'il reclame.

Ose-t-il prétendre que n'ayant pour lui que des témoins & des dépositions combattues par d'autres dépositions, il puisse emporter un état dont il n'a jamais joui, dont il n'a même jamais approché? Les preuves écrites s'élèvent contre lui dans son Extrait-Baptistaire, dans le Brevet d'apprentissage qu'il représente, dans son acte de célébration de son mariage, dans l'Interrogatoire subi par la partie adverse; la possession de l'état où il a été dès le moment de sa naissance, est incompatible avec l'état de fils légitime d'un Gentilhomme, quelques dépositions auroient-elles la force de détruire tant de titres réunis, & d'introduire dans une famille de condition, un enfant toujours ignoré par celui qu'il réclame pour son pere, & désavoué authentiquement par celle qu'il dit être sa mere: jamais reconnu dans aucun acte de famille, élevé dans l'obscurité, & même la bassesse, sans Extrait-Baptistaire, sans aucun commencement de preuves par écrit, sans avoir été un seul instant en possession de l'état qu'il prétend.

Difons.

Difons - le , Messieurs , après les plus célèbres Magistrats , l'état des personnes , doit avoir des fondemens plus solides. L'honneur , le repos des familles , la fortune des enfans légitimes , ne doivent pas être à la merci de quelques témoins presqu'universels de la lie du peuple , & susceptibles de séduction. Revenons au principe que nous avons eu l'honneur de vous proposer pour ouvrir la voye de la preuve testimoniale aux personnes obscures , qui réclament un état distingué , il faut ou commencemens de preuves par écrit qui frappent , ou cette sorte de présomptions violentes , qui se répandent sur un assemblage de faits liés , suivis ; assemblage qui annonce la vérité avec une espèce de certitude.

Nous plaignons le sort de cet enfant, mais pour rendre ce que nous croyons devoir à la vérité & à la Justice , nous estimons qu'il y a lieu sans s'arrêter à la Requête de la partie de Me. Pommier dont elle sera déboutée , mettre l'Appellation au néant ; & ce emendant , le debouter de sa demande qu'il a formée au Bailliage de Chinon. Recevoir les Sieur & Dame de Russe parties intervenantes, faisant droit sur leur intervention déclarer l'Arrêt commun avec eux. Au surplus les mettre hors de Cour sur leurs autres demandes.

Arrêt définitif du 11. Mars 1735. Sur cette contestation intervint Arrêt le 11. Mars 1735. conforme aux conclusions de M. Chauvelin Avocat général , par lequel la Cour sur l'appel a mis l'appellation au néant , emendant , évoquant le principal , & recevant l'intervention des Sieur & Dame de Russe , & faisant droit sur le tout , a débouté le prétendu Sasilly de sa demande , & hors de Cour sur les demandes , en dommages & intérêts , & réparation exemplaire demandée par la Dame de Sasilly , le Comte de Russe & la Dame son épouse , le prétendu Sasilly condamné aux dépens.

Observations sur l'Arrêt.

Il faut observer que l'Arrêt qui condamne le prétendu Sasilly & lui refuse l'état qu'il réclamoit ne lui impose

pose aucune peine , & juge par conséquent qu'il a pu le laisser séduire de bonne foi par l'erreur qui étoit le principe de sa demande. Il ne doit donc pas être envisagé comme un imposeur , qui persuadé de son injustice veut à l'aide d'une preuve specieuse s'introduire dans une famille malgré ses propres lumieres. Delà il s'ensuit que les dépens auxquels il est condamné ne peuvent pas être regardés comme la peine de sa mauvaise foi , mais comme le dédommagement qui est dû suivant les Ordonnances * à la Dame de Sasilly & au Sieur Comte , & à la Comtesse de Rusé qui ont gagné leur Procès.

Suivant la Loi , on est toujours tenu des dommages qui ont leur source même dans la faute la plus legere , quoique celui qui les cause n'ait pas dessein de nuire. Le sort du prétendu Sasilly a pu mériter la compassion de ses Juges , nous voyons que M. l'Avocat général a témoigné qu'il le plaignoit , soit qu'il ait été la victime de la rigueur des regles , ou soit que la vérité qui le condamnoit n'ait pu éclater qu'aux yeux de la Justice , & par conséquent lui ait été tellement cachée , qu'il ait pu être entraîné par les apparences flatteuses du mensonge qu'il ne connoissoit point , & par la ressemblance séduisante de la fausseté avec cette même vérité.

Ainsi un homme de bonne foi , & même éclairé , peut soutenir un Procès injuste , l'injustice de sa cause qui sera saisie par tous les yeux de plusieurs Magistrats a pu se déguiser aux siens. Il sera néanmoins suivant la rigueur de la loi condamné aux dépens. Ce n'est pas la peine de la foiblesse de ses lumieres , mais c'est comme on a dit le juste dédommagement dû à sa partie.

Si

* Ordonnance de Charles IV. en 1324. de Charles VIII. 1493. art. 50. Ordonnance de 1667. tit. 31. art. 1.



SI UNE COQUETTE PEUT

retenir avec justice les gains qu'elle a faits dans son commerce galant.

Raisons pour & contre.

SANS examiner, s'il est triste ou plaisant pour un homme de mérite d'avoir un Procès de la nature de celui-ci, il paroît indispensable d'en exposer les causes. On verra d'un côté toutes les foiblesses d'un galant homme, d'un homme de bonne foi; de l'autre tout le manège d'une fille de Théâtre, toutes les subtilités d'une danseuse de l'Opera.

Rien n'est plus propre que cette peinture à désabuser les hommes d'une Coquette. Le crayon même qu'on trace legerement de leurs plaisirs contribue à cet effet. Voilà pourquoi on a donné de tels coups de pinceau. L'esprit indigné ne permet pas à l'imagination & à nos sens de se complaire dans un pareil tableau quelqu'attrayant qu'il soit d'ailleurs.

Avant que de traiter la question de droit, j'ai crû que je devois raconter tous les artifices d'une intrigante, & toutes les duperies de l'Amant, parce que ce récit instructif est propre à préserver de l'amour de ces sortes de femmes, & on examinera sur les voyes qu'elles employent pour excroquer des sommes de leurs Amans, s'ils sont bien fondés à les leur faire restituer. Cette cause est un mélange de morale & de jurisprudence; & cette histoire un peu étendue où éclate l'effronterie d'une fille d'Opera, peut être regardée comme un sermon qui peut garantir les hommes

hommes d'une folle passion , ou les aider à se relever , s'ils y étoient tombés.

Une Demoiselle qu'on peut appeller la Fée de la danse , parce qu'elle excelloit dans cet Art , demande à un Financier que je nommerai M. Patin , le payement d'une somme de 3000. livres , qu'il s'est obligé de lui faire tant qu'il vivra ; elle représente son billet , & par le billet il paroît que cette rente à vie sera le payement d'une somme considerable que la Demoiselle a prêtée à M. Patin.

Il suffit de conter un peu historiquement quel a été le commencement & la suite de la liaison qui s'est formée entre M. Patin & cette fille , & les causes de leur rupture ; l'on verra ensuite si la Demoiselle est fondée à demander.

M. Patin jeune homme vit un jour à l'Opera la Fée de la danse danser avec succès ; il lui trouva des attitudes , des graces , de la gentillesse ; il n'en faut pas davantage pour échauffer la tête d'un jeune homme à qui l'argent coûte moins que les soins. La Fée très-jeune aimoit déjà les hommes qui pensoient ainsi. Le Financier la vit & lui plut , mais elle étoit chez pere & mere , & le ménage de cette famille indisposa d'abord le nouvel Amant , il les trouva logés dans une chambre haute & obscure , n'ayant d'autres ameublemens qu'une Bergame , & quatre chaises de tapisserie , le tout cependant propre & neuf , procedoit de la liberalité de quelqu'un qui la voyoit en ce tems-là.

L'objet des vœux du Financier qui ne s'étoit point attendu à cette visite , fut surpris dans son état ordinaire , ce ne fut point là une Nereyde de la cour de Neptune chargée des richesses des mers ; une Flore amante de Zephire , ornée des plus belles fleurs du Printems. La Fée étoit vetue de calmandre rayée , coëffée en bonnet de nuit sale ; un ruban de couleur de rose autour encore plus sale , son visage étoit démasqué , son col sa poitrine maigre étoient découverts , & chargés d'une pâleur jaunâtre ,

on y distinguoit librement tout le travail des muscles.

La Fée de la danse en cet état n'étoit plus elle-même , elle étoit au coin d'une petite cheminée occupée à ranimer la cendre d'un cotret, & suspendre l'extinction d'un bout de chandelle.

Le Financier fut surpris & interdit , ce spectacle lui ferra le cœur. La première visite fut bien-tôt faite, après quelques mauvais propos de la part du pere, de la mere & de l'enfant , il se sauva confus de sa démarche , & promit de ne jamais s'exposer à de pareilles aventures.

Il ne connoissoit pas encore le pouvoir des talens & l'enchantement du Théâtre. Il retourna quelques jours après à l'Opera , il y vit la Fée métamorphosée en bergere amoureuse. Dans un pas de deux qu'elle dançoit avec le Sieur Ballon , c'étoient des graces timides , des regards pleins d'amour , des positions , des attitudes nouvelles , toujours plus intéressantes.

L'applaudissement qu'on lui donna émut encore le cœur du Financier , il fut exact à plusieurs représentations de suite. Le plaisir qu'il y prit l'y attacha si bien , qu'il n'eût plus d'autre affaire. La Fée de la danse scût lui donner tant d'illusions , & les imprimer si fortement dans sa tête , qu'il s'accoutumoit à ne voir en elle que ce qu'elle représentoit ; il l'aimoit Nimphe , il l'adoroit Bergere , il épuisoit sur elle tout son goût , dans tous ses changemens.

Il se scût bien mauvais gré d'une première fausse démarche , il se reprocha ensuite le dégoût que lui avoit causé sa première visite ; il demanda enfin à revoir la Fée , & cette grace lui fut refusée.

L'Amant qu'elle avoit alors n'avoit pas trouvé bon que le Financier eût été s'asseoir sur ses chaises , il en craignoit les suites ; il acheva dans l'intervale de meubler la chambre , il s'en rendit le maître & se fit obéir.

Cette porte fermée fut un coup cruel. Le Financier

cier en fut agité, tourmenté, il cherche des expédiens. Son amour naquit au milieu de cette situation. Il fit si bien qu'il obtint un rendez-vous sur le soir dans l'allée noire du Palais Royal.

Les transports du Financier ne se croiroient pas, le récit n'en seroit pas vrai-semblable ; la conclusion fut , & le Financier s'y soumit , qu'il aimeroit en second , qu'il seroit averti des momens commodes , qu'il pourroit prendre les heures indues où le premier ne se trouveroit pas ; quant aux frais, qu'il se chargeroit seulement du détail de la vie , & des mémoires du Rotisseur & du Cabaretier.

L'arrangement pris, nos Amans se virent dès le soir. Le Financier régala sa maitresse. La Fée de la danse s'enivra ainsi que Madame sa mere, & se mit en gayeté. L'homme épris , quel charme ne lui trouva-t'il pas ; on jugera bien qu'ils s'oublierent.

La Fée de la danse souhaitoit impatiemment chaque jour d'Opera , elle sentoît bien le besoin qu'elle avoit d'entretenir ces illusions qui charmoient son nouvel Amant. Le danger que court une fille de Théâtre , lorsqu'elles s'évanouissent , & qu'on est réduit à la voir comme une femme du monde , la troubloit. Plus d'une dans ce cas s'est vuë délaissée pour avoir cessé de jouer pendant quelques mois ; il en est d'autres pour qui même l'on craindroit l'effet d'une quinzaine de Pâques.

La Fée dançoit incessamment , le Financier l'aimoit tous les jours davantage , il s'écoula un assez long tems ; le sort disposa du rival , du pere & de la mere , & le Financier prit possession libre & entiere de son Amante.

Vers ce tems -là le Financier recueillit une succession opulente ; il entra dans des grandes affaires ; la Fée de la danse concubine en eut le cœur élevé , elle mit au jour le nom de son pere , qu'elle arborra , elle l'illustra. Il lui fallut alors cave & cuisine , appartement complet , des meubles de toutes

148 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

couleurs , des habits de toutes saisons , & bonne chere sur tout.

A peine eut-elle l'embarras de désirer ce qui s'offroit à elle , son buffet fut garni de vaisselle, ses armoires de linge , sa Garde-robe d'Habits. Le Financier glissoit tous les jours dans les tiroirs des bijoux de toutes les sortes , & prenoit même plaisir à embarrasser l'esprit de cette fille qui n'en sçavoit pas encore l'usage ; cette maison devint bien-tôt honorable , ces deux Amans se plaisoient à y rassembler leurs amis particuliers , & à recevoir d'eux tous les applaudissemens qu'ils croyoient dûs à un si tendre enchaînement ; les uns les autres y étoient également bien reçûs , & se fondoient dans la maison , gens titrés , gens de Robbe & d'Epée y venoient voir le Financier. On voyoit à côté des couturieres , des coëffeuses , amies ou parentes de la Fée de la danse , qui lui parloient avec respect. Filles de chœur de l'Opera , qui n'avoient pas fait le même chemin s'y rendoient , & lui faisoient leur cour , & la nommoient *la Reine*. On lui surprenoit un baiser sur la main , on cherchoit ses regards , on multiplioit ses petits soins près d'elle , on ne s'entretenoit que de ses graces & de ses talens.

C'est ainsi que le Financier jouïssoit de ses bienfaits , & passoit sa vie avec elle dans un loisir tranquille & délicieux. Il benissoit son destin , il adoroit une fidelle maîtresse , qui ne lui parloit que de reconnoissance & d'amour. Voilà quel est l'excès d'aveuglement où ces beautés enchanteresses conduisent leurs Amans.

Une affaire obligea le Financier d'aller à la Cout pour quelques jours. Elle s'y opposa ; allarmée de son absence , il n'obtint son congé qu'en promettant d'écrire au moins une fois le jour , & sur-tout de lui apprendre l'heure de son arrivée ; c'est ce que le Financier précisément ne fit point. Il est si doux de donner de ces plaisirs de surprise aux gens que l'on aime , & qui souhaitent de nous voir. L'incertitude fait

(il

(il est vrai) plus souffrir que l'attente ; mais elle prépare aussi une sensibilité plus vive pour le moment où l'on se voit.

Ce fut dans cette pensée que le Financier revint à Paris en pleine nuit , & qu'il entra sans se faire annoncer dans la chambre de son Amante ; il la surprit dans son lit , mais ce qu'il y eut de singulier , est qu'il y surprit un Acteur de l'Opera. Voilà trois personnes interdites , & stupefaites. Le Financier fut long-tems sans croire ce qu'il voyoit , ses sens lui revinrent, enfin il s'alluma & devint furieux.

Monsieur , dit - elle d'un ton modeste , & pourtant assuré , je n'ai que deux mots à vous dire , & qui fussent pour me justifier. Je suis accablée de vos bienfaits , ma reconnoissance est inexprimable , mais plus j'en reçois , plus j'ai des reproches à me faire. On m'a ouvert les yeux sur la vie que nous menons , elle est coupable envers le Ciel , elle scandalise les gens de bien ; j'ai résolu de changer de conduite , & d'embrasser l'état du mariage pour parvenir à une fin. C'est un mari que vous voyez couché dans mon lit , jamais autre que lui n'y entrera. Je sacrifie (parce que j'y suis contrainte) tout ce que je vous dois , sentimens d'amour, d'amitié , de respect , au repos de ma conscience , & je vous demande en grace de ne le jamais troubler.

Voilà de ces présences d'esprit merveilleuses , dont les femmes seules sont capables. C'est-là ce qu'on appelle sçavoir se retourner , & posséder à propos le don de la parole.

Qu'entens je , ingrate ? répondit le Financier forcené , vous me quittez , vous vous êtes mariée , vous avez pris ce parti sans me consulter. Que n'aurois-je point fait pour vous en détourner , que ne ferois-je point encore pour rompre un fatal engagement ? Est - ce cette reception que je devois attendre , que je venois chercher ? Meritois - je de vous trouver maîtresse infidelle à mon retour , ou femme

150 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

sous la loi d'un mari ? puis-je vivre sans vous , cruelle , puis-je m'en séparer ? La Fée de la danse savoit qu'il étoit trop malade pour en guerir , & qu'il ne s'agissoit que de colorer son infidélité bien ou mal , & c'est précisément de tels artifices qui devoient rendre une femme détestable aux yeux d'un amant , au lieu de faire un effet tout contraire.

Les plaintes & les reproches du Financier durèrent long - tems , & donnerent à son rival tout le loisir de s'évader par la ruelle du lit. Il n'eut pas de meilleur parti à prendre pour cette fois , que de se retirer chez lui par le plus court chemin ; il y passa le reste de la nuit à rire de l'aventure , & à considérer avec quelle adresse , & quelle effronterie la Fée de la danse s'étoit retirée de ce pas - là. Ce ne fut pas tout , à force de larmes , de soupirs , de caresses , de promesses , le Financier détermina son amante à rompre son mariage qu'il croyoit fait. Il n'y eut qu'une petite condition , sçavoir que le Financier rembourseroit l'Acteur de l'Opera des frais qu'il avoit fait par avance pour cet établissement. C'étoit en effet un présent de sa part , d'une tenture de serge bleue , quelques chaises garnies de même , un lit assorti , où la Fée de la danse couche encore , elle estima le tout au plus cher ; les especes furent d'abord comptées & ferrées , d'où il arriva que l'Acteur en fut pour son présent , le Financier pour le prix , & que la Fée s'accommoda fort bien du tout.

Les jours suivans ne se passoient pas sans quelques reproches , & c'étoit le Financier qui les recevoit. vous abusez , disoit - elle , de ma foiblesse , je voudrois ne me séparer jamais de vous , mais je passe la vie à en former le dessein & à m'en repentir. Mille songes cruels viennent m'agiter tous les jours tour à tour , j'ai grande foi aux songes , ma mere qui étoit Espagnolle , & qui avoit beaucoup d'esprit m'a appris que les songes souvent nous étoient envoyés pour nous servir d'avertissement , pour nous ap-
pren-

prendre les choses futures ; j'y suis fort attentive. J'ai crû voir ma mere elle-même cette nuit , les yeux enflammés de colere me reprocher tout l'amour que j'ai pour vous. Fille indigne , font-ce là les leçons que je vous ai données , pouvez-vous être amoureuse d'un homme qui ne peut être votre Epoux ? D'un homme répandu d'ailleurs dans le monde , & sur lequel vous ne pouvez compter ? S'il vous abandonne que deviendrez-vous ? Avez-vous des biens de la fortune pour subsister dans l'état où vous êtes avec la résolution que vous prenez de ne jamais aimer que lui.

C'en est trop , reprit le Financier , vos inquiétudes me poignent , ma chere ame , soyez à moi sans remords , reposez-vous de votre amour sur le mien , je le sens augmenter tous les jours , mon cœur y suffit à peine. Si j'avois les trésors des Rois , je vous les offrirais , & ne croirois vous rien offrir ; tout ce que je possède est bien moins à moi qu'à vous , un tems viendra , je l'espere , que j'assurerai votre état. Je m'en vais commencer par une rente annuelle de 3000. livres que je vous payerai mois par mois exactement. C'est seulement pour prendre un air d'ordre avec vous , & sans que cela tienne lieu de bienfaits. Je veux encore me réserver le plaisir de vous en combler si je puis.

Mais , ma chere maîtresse , rassurés-vous , bannisés ces vains scrupules qui ne *vont* * pas à une fille de votre état , & de votre âge. Promettez-moi de m'être toujours fidelle , je vous le demande à genoux , les larmes aux yeux , je meurs de douleur si vous me refusez. Voilà l'image de l'aveuglement le plus profond , & de l'enchaînement le plus violent.

La Fée de la danse ne put se défendre , il ne fut plus question du passé. Cependant le bruit de ce prétendu mariage se répandoit confusément dans Paris ,

K 4

les

* Expression qui est en usage dans le beau monde , mais que je ne crois pas assez autorisée pour être françoise.

152 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

les uns croyoient la chose faite , d'autres la disoient prête à faire ; ceux-ci trouvoient le Financier fort à plaindre , ceux-là l'en estimoient bienheureux. Mais cette nouvelle s'évanouit , l'Amant victorieux parut au Balcon de l'Opera , il y conta son succès , en reçut les complimens ; & plusieurs se furent faire écrire à sa porte.

Nos deux Amans bien réunis firent succéder des beaux jours à ces orages. La maison de la Fée de la danse se remonta , les amis y retournerent , le Financier bientôt y reprit le goût de ses premières douceurs , il s'y familiarisa , & s'y accoutuma si bien , que par un effet très-naturel , on le vit peu à peu se gêner moins. Il s'aperçut que des affaires sérieuses l'appelloient ailleurs. Souvent l'amour de sa maîtresse ne fut plus son affaire unique , elle entra seulement dans l'arrangement de chaque jour , & ses visites perdirent l'air d'importunité qu'elles avoient toujours eu jusqu'à ce tems-là.

Ce fut alors que la Fée de la danse fit un libre usage de tous ses talens , qu'elle acquit des connoissances nouvelles , des nouveaux amis qui d'abord changeoient de nom ; elle se mit sur le pied de ne point paroître aux promenades , elle s'aperçut que l'éclat du grand jour découvroit en elle bien des petites laideurs , que le blanc , le rouge & les mouches ne réparoient pas suffisamment. Elle se tenoit chez elle dans une tendre obscurité , & n'y étoit jamais sans compagnie , là se faisoit une ombre , un quadrille qui se finissoit en six tours , ou qui ne se finissoit pas suivant la conjoncture & les gens qui se succedoient. Mais ce qu'on y remarquoit de singulier étoit la présence d'esprit de la Fée de la danse attentive à la fois à tenir son jeu , & à occuper trois Amans , ayant ses deux pieds sous la table , posés sur ceux de ses deux voisins , les regards tournés languissans sur le troisième , en sorte que tous jouissoient d'une préférence qu'ils regardoient comme unique ; chacun des

trois

trois rioit des deux autres , & les prenoit pour des duppes , ce qui ne l'empêchoit point de prendre du tabac de quelqu'un près d'elle qui la conseilloit ; d'appuyer ses doigts dans sa tabatiere pesamment & long-tems , de demander à un autre de voir sa manchette de point , sous prétexte de lui ferrer la main ; tous petits biens que la contrainte fait imaginer que le sang froid ne conçoit pas , & dont les vrais Amans connoissent seuls le prix.

J'ai crû que je devois raconter tout ce manège , ce recit tourné en ridicule est un préservatif contre le danger que l'on court avec les Coquettes.

Elle avoit parmi ses Amans de ces Hommes de goût, amateurs des talens , mais avides d'illusions , & dont l'imagination tendre faisoit trop de progrès , d'après les impressions que nous donne cette danseuse , dans les molles attitudes d'une sarabande , ou dans les positions séduisantes d'un tambourin , elle étoit toujours la même pour ceux-là , tout étoit Théâtre pour eux ; jouant au quadrille , ils se la représentoient dansante, Nayade , timide , amoureuse , flottante sur le cristal des eaux ; y cherchant le Dieu qu'elle aime, ou Driade insensible & legere environnée de Faunes voltigeans sur la pointe des herbes au son de la flute de Pan , & chacun se disoit , cette Nymphe est mon Amante, elle charme tous les cœurs , & ne veut que le mien.

Le Financier qui ne cherchoit qu'à penser de même , trouva le cercle un peu nombreux & suspect , il s'en plaignit à sa maîtresse , qui pour se justifier ne changea point de méthode ; c'est un moyen qui réussit quelquefois. Cependant il prit garde à des présens anonimes , & des tabatieres & des diamans qui ne venoient point de lui ; il parla d'un ton de courroux , & donna l'exclusion de la maison aux Amans les plus généreux.

Un de ceux-là entreprit de s'en venger , ce qu'il fit. Il enleva la Demoiselle de son gré , & l'emmena hors de Paris , en sorte que le Financier le lendemain

main au matin ne trouva qu'une servante qui lui conta le fait.

On peut juger de l'état d'un Amant passionné qui voit qu'on l'outrage ; nouveau Rolland dans la maison de sa maîtresse , tout y ressentit sa fureur. Les tapisseries , les glaces , les tableaux , son portrait même , tout y fut renversé. Peu de jours se passèrent ainsi ; le silence des Bois ennuya bientôt Medor & Angelique. Il fallut revenir en ville , & ville où les Nymphes font usage de l'argent ; le malheur étoit qu'ils n'en avoient ni l'un ni l'autre. Angelique parut alors pénétrée de repentir d'avoir abandonné Rolland bienfaiteur qui pouvoit l'être encore , & son parti fut bien-tôt pris. Ce fut d'imposer à Medor les mêmes conditions qu'avoit acceptées le Financier de la Fée de la danse. Ils conviennent de ne se plus voir qu'en très grand secret. La Fée de la danse n'eut pas de peine à faire le reste. Le Financier ne pouvoit se passer de se raccommo-der ; il n'étoit pas encore tems qu'il ouvrit les yeux , il fit d'abord les reproches les plus vifs , mais ils firent bien-tôt place à d'autres sentimens. Tout fut appaisé sous la promesse autentique de ne jamais voir le Medor. On ne peut pas offrir une image d'une plus grande duppe que celle du Financier ; mais c'est , dit-on , où conduit le dernier période de la passion.

Deux mois s'écoulerent non sans calculer exactement les jours depuis le tems de l'absence jusqu'au parfait raccommodement , & la Demoiselle eut le tems de faire sa paix , & de ramener à elle un Amant qui ne demandoit qu'à l'aimer. Elle lui donna des preuves d'un retour sincere , souris , soupirs , caresses , tout y fut employé. Elle fut jusqu'au point de courir les risques d'une grossesse pour lui donner le gage d'un amour qui ne finiroit jamais.

En effet la Fée de la danse accoucha au bout de neuf mois d'une fille , qui fut présentée au Financier , & qu'il reçut entre ses bras , avec des transports de
joye

oye qui ne s'expriment point aussi bon pere que tendre Amant, il entra dans tout le détail du berceau de l'enfant, il vit croître sa fille, & se développer à ses yeux. Il la regardoit, il la confideroit, il y voyoit sa mere; elle de son côté soutenoit que l'enfant ne ressembloit qu'à lui. C'étoient des deux côtés des agaceries continuelles, des sentimens sur cela, des petites contradictions qui finissoient par des baisers, jamais Amans ne furent plus unis. Il se trouva une Maison de campagne à vendre à Pantin, elle fut achetée & destinée à la petite Auguste, c'étoit son nom, qui déjà commençoit à parler & à distinguer avec finesse le Financier d'avec les autres hommes.

La famille augmentée demandoit une plus grande maison. La Fée de la danse en prit une à son gré sur le jardin du Palais Royal; ce fut alors qu'on étala les meubles de toutes saisons, les Tableaux, les Bronzes, les Urnes du Japon; tous les jours il y paroissoit de nouveaux meubles, jamais il ne s'en trouvoit assez, les anciens amis qui commençoient à réparer ne laissoient pas de soulager le Financier sans qu'il le scût, soit par une tenture de toile de Perse, par le Tableau de la Bacchante, les pots à fleurs de la Chine, des Pandules, des Clavecins & autres choses semblables; tout y trouvoit place jusques aux médailles & aux colifichets, & des pots de cerises à l'eau de vie n'y étoient pas mal reçus, il est vrai que la Fée de la danse scavoit sur cela distinguer son monde, & distribuer directement les récompenses méritées. Il y avoit à cet effet une petite porte qui donnoit sur le jardin, & dont on faisoit l'usage convenable pendant l'absence du maître, cette porte n'appartenoit qu'aux privilégiés, & ne leur étoit pas permise à toute heure. Le zèle y-en entretenoit quelquefois plus d'un qui avoit tout le tems de s'y morfondre, & d'y essuyer ou le froid ou le chaud. Mais à quoi ne s'expose-t-on pas pour parvenir à ce qu'on aime? La peine qu'on souffre en ce cas occupe bien moins,

moins , que le prix qu'on attend quand une fois le terme est venu , qu'on arrive au tête à tête , qu'on voit une maitresse affligée , & qu'il faut se consoler de tout ce qu'on a souffert , qu'on la voit tendre , vive , ardente , demander cent fois si on l'aime, en vouloir des preuves , & en donner ; quel est l'Amant qui ne s'enflamme ? La fureur d'amour le prend , il triomphe d'un rival dont la maitresse n'est infidelle que pour lui. Toute sa conversation n'est qu'en transports , qu'en embrassement continuels.

C'est ainsi que se comportoient les Amans de la Fée de la danse , & que chacun deux possédoit son cœur en entier.

Voilà l'homme , après qu'on a rapporté la noblesse de ses sentimens , les traits de son élévation , on peut prouver en rapportant ses indignités si humiliantes, que c'est un composé de grandeur , de bassesse , & de foiblesse. Rien n'est plus propre à faire rire un Philosophe que ce spectacle que j'expose ici à ses yeux.

Un de ces Amans le plus généreux , & peut-être le plus digne , languissoit pourtant depuis plusieurs années dans une contrainte continuelle ; les jours lui étoient interdits , on ne le voyoit que dans l'obscurité. Il représenta son état , les bons procédés parlerent pour lui , il obtint la permission d'entrer le jour , & de courir les risques d'une rencontre du Financier , en prenant pourtant sur cela toutes les précautions qu'inspire la prudence ; la Demoiselle s'en chargea , & ce fut avec succès pendant un tems.

On conviendra qu'alors le Financier avec tout le crédit qu'il avoit se ressentoit de la conjoncture du tems ; les dettes qu'il avoit contractées en partie pour élever sa maitresse au point où on la voyoit , le tas de meubles , de bijoux , de vaisselles enmagasinées dans sa maison avoit consommé son plus clair revenu ; il lui falloit nécessairement prendre haleine ; la pension de 3000. livres ne rendoit pas
par

par mois aussi régulièrement que la Fée de la danse le demandoit. Quinze jours, trois semaines, un mois le retardement l'inquiétoient; le Financier s'en aperçut. L'excès de sa bonté lui fit faire de nouveaux efforts, elle eut lieu d'en être satisfaite. Il fit plus, ce fut un billet portant promesse de lui payer cette pension de 3000. livres tant qu'il vivroit. Le motif apparent fut un argent prêté, parcequ'il en falloit nécessairement un, & que decemment il ne pouvoit y en avoir d'autre.

La Demoiselle nantie de cette sûreté que lui avoit acquis le nouveau serment d'un attachement inviolable, & d'une éternelle fidélité, se persuada bien-tôt que son premier Amant n'étoit plus en droit de contraindre le second, ni les autres, ni celui par conséquent à qui elle avoit donné les entrées libres de jour introduit chez elle. En effet il y revint, & plus souvent, & plus indirectement. A force de courir au danger, il en perd de vûë l'apparence, ou n'y pense plus.

Un jour qu'il se croyoit dans la plus grande sécurité, & qu'ils en goutoient les douceurs, le Financier entra brusquement, c'étoit son allure; il reconnut là le Medor qu'elle avoit juré de ne revoir jamais.

Comment, s'écria-t'il, c'est vous qui me trahissez encore, vous pour qui j'ai tout sacrifié, que j'ai accablée de biens, vous que j'aime depuis tant d'années, vous à qui cent fois le jour j'ai consacré le reste de ma vie, vous enfin qui m'avez toujours juré de m'être fidelle à jamais, maîtresse indigne, vous m'avez donc toujours trompé?

Monsieur, dit-elle, je consens à vous désabuser, j'ai crû vous servir mieux en vous cachant de tristes vérités, mais puisque vous devinez tout, sçachez que l'Amant que vous voyez devant vous n'a pas cessé de m'aimer depuis huit ans; j'étois convenüe avec lui de vous épargner la peine de le voir, j'y ai fait tout mon possible, le malheur vous guide ici quand je
ne

158 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

ne vous y attend pas , vous m'y surprenez , & ce n'est pas ma faute. Au surplus que votre emportement n'aille pas plus loin , il seroit inutile , demeurez ici , & y revenez , si cela vous plaît , j'y consens , vous y ferez le bien venu , mais vous y reverrez cet Amant. De plus il faut vous y résoudre , ou prendre un autre parti , parce qu'enfin ceci est ma maison. Je suis maîtresse , tout est à moi , fille d'Opera , je ne dépens de personne.

Voilà le second trait d'effronterie dont elle remplaça la confusion qu'elle devoit avoir , & qui enchérit bien sur le premier , puisqu'elle leva le masque , & dévoila son caractère monstrueux aux yeux de son Amant.

Mademoiselle , répondit le Financier , je reprends mes sens , je vois vos infidélités & vos outrages d'un œil sec , je jure tranquillement que je ne vous verrai plus. Puisque je prend ce parti , rendez moi ma fille , je la demande , je la veux , c'est tout l'objet de mon amour ; mon honneur & ma conscience veulent que j'en prenne soin pour sauver la perte , je la retire de vos mains. C'est surquoi , reprit la Demoiselle , je ne puis vous satisfaire. Vous me rendrez mon enfant , dit-il. Votre enfant , Monsieur , reprit-elle , il n'est point à vous , s'il vous souvient que j'accouchai à sept mois pour vous , apprenez que j'accouchai à neuf pour un autre. Cet autre Amant est celui que vous voyez ; il en est le pere , & ma fille est à lui. Mademoiselle , tout est dit , reprit le Financier , tand d'horreurs me confondent , adieu , & il se retira.

Voilà quelle fut la fin de cette intrigue d'amour , intrigue tissée de perfidie & de souplesse. On n'a pas jugé à propos de les conter ici toutes , il faudroit des volumes , & d'ailleurs il suffit de donner une idée de la conduite de cette Demoiselle par deux ou trois faits que contient cette histoire , & qu'elle a elle-même avoués. On conviendra que les talens de la Fée de la danse

danse qui la font briller au Théâtre , ne font pas ceux qui la distinguent le plus de ses compagnes , & qu'elle est parmi elles plus célèbre encore dans le grand commerce en amour ; aussi est-elle leur modele & leur point de vûe. Toutes font attentives à ses démarches & s'en font informer. C'est d'elle qu'elles ont appris la nécessité d'une maison à deux portes , l'économie des têtes à têtes , l'évaluation de chaque faveur. C'est d'après elle qu'elles savent ce que peut produire le premier de May , une fête de Patron , le grand jour de l'An. De quelle ruse il faut user pour tenir les Amans à demi satisfaits. De quels moyens il faut se servir pour faire payer à trois ou quatre un présent qu'on a reçu d'un cinquième , & enfin la grande maxime des obligations , des contrats , preuves d'amour que des Amans bien épris dans leur yvresse refusent rarement , quoi qu'ils puissent envisager le désespoir d'une famille , la certitude d'un dérangement , & le cruel effet qui s'ensuit. Bien d'honnêtes gens , bien des personnes respectables d'ailleurs font dans le cas d'y penser , ils devroient faire reflexion sur l'exemple du Financier. La Fée de la danse l'a dérangé & toujours trompé. Que le successeur se tâte , & qu'il ouvre ses yeux , il se verra plus trompé encore. La société est en vérité blessée de voir les plus dignes hommes placer si mal leur affection , consacrer leurs plus beaux jours à des filles de Théâtre nées dans le libertinage. De quelle peine ne puniroit-on pas les insultes qu'elles font à la vertu , en ne daignant pas sauver les apparences du crime , si elles n'étoient à l'abri sous le privilege de leur état !

On a suivi la Fée de la danse depuis son aurore jusqu'à ce jour , on a vû exactement en quel état le Financier l'a prise , on peut voir en quel état elle le quitte. On jugera jusqu'où se sont portées pour elle toutes ses bontés ; quels biens elle en a reçu ; tout enfin ce qu'il a pû faire pour se l'attacher. Dans le malheureux dessein qu'il avoit pris de ne s'en sépa-

rer

rer jamais, cette fille infidelle le trahit, le chasse, ses reproches n'anéantissent-ils pas le billet. quelle représente, ne manque-t-elle pas aux conditions qui le lui avoient obtenu; ne seroit-il pas juste au contraire d'enlever les meubles, la vaisselle, les bijoux de la maison qu'elle habite, de dépouiller cette Demoiselle de ses habits d'étoffe d'or, de ses boucles à Girandolles, de ses Diamans, de la renvoyer à la Chambre de Bergame d'où M. Patin l'avoit tirée; de la faire rentrer dans l'état d'où elle n'auroit jamais dû sortir.

Telle est l'histoire qui a dû précéder la question de droit qu'on va traiter. Elle a pour objet de savoir si la concubine de M. Patin peut exiger le billet dont il s'agit.

Si on l'envisage comme une Donation, la pureté du Christianisme, la sainteté de la Religion, condamne le concubinage; & du moment que le concubinage est défendu, il faut par une suite nécessaire que toute Donation qui en est le prix, soit pareillement défendue.

Ces sortes de Donations sont expressément prohibées par plusieurs de nos Coutumes: entre autres Touraine art. 246. *Don fait en concubinage ne vaut, tant entre Nobles, que Roturiers.* Lodunois titre des Donations art. 11. porte de même: *Don qui est fait en concubinage ne vaut, soit entre Nobles ou Roturiers.* Anjon art. 342. *Donation faite de concubin à concubine, & de concubine à concubin ne vaut.* Le Perche art. 100. & le Maine art. 354. contiennent les mêmes dispositions.

La Coutume de Normandie article 437. & 438. *défend aux peres & aux meres de donner à leurs enfans battards.* Si l'enfant qui est innocent, qui n'a nulle part au crime du pere & de la mère, est néanmoins incapable de Donation, à fortiori, la concubine, & le concubinaire, en sont-ils reciproquement incapables?

Les Donations sont même défendues entre mari & femme, *Moribus apud nos receptum est, ne inter virum*

virum & uxorem Donationes valerent : hoc autem receptum est , ne mutuo amore se invicem spoliarent Donationibus non obtemperantes , sed profusâ erga se liberalitate abutentes. C'est la raison marquée dans la loi première au digest. *de donat. inter virum & uxorem.* On a craint que les maris & les femmes n'abusassent de l'empire qu'ils auroient pris l'un sur l'autre ; qu'ils ne se dépouillassent de leurs biens par des libéralités indiscrettes & sans bornes ; & s'il y a lieu d'appréhender ces désordres de l'amour même légitime , l'amour impudique est-il une passion moins à craindre ? Est-il d'ascendant plus fort que celui d'une concubine ? De quoi ne vient point à bout une femme aimée ? Résiste-t'on aux charmes , aux caresses , aux flatteries , aux larmes de ce sexe artificieux ? Connoît-on de passion plus vive & plus aveugle que l'amour nourri de plaisirs illicites , & soutenu par les enchantemens de la volupté ? & a-t'on pû penser que la concubine fût moins intéressée, moins avide, moins engageante , moins habile à surprendre des donations que la femme légitime ? ou mérite-t'elle d'être traitée plus favorablement ? C'est ce qui fait dire à Dumoulin sur le conseil 169. de *Decius* , que les Coutumes qui défendent les Donations entre mari & femme , doivent avoir lieu à plus forte raison contre les concubines : *cum autem hæc ratio fortius militet in impudicis , quæ solent esse blandiores , & rapaciores ; multò magis habebit locum statutum in concubinâ , quæ etiam non debet esse melioris conditionis , quàm pudica & legitima uxor.*

Nos livres sont pleins d'Arrêts , qui ont déclaré nulles les Donations entre le concubinaire & la concubine. Il suffira d'en rapporter un seul , mais rendu dans une espece dont toutes les circonstances sont remarquables. Il s'agissoit d'une Donation faite outre les conventions ordinaires , par un mari au profit de sa femme , qu'il avoit épousée après avoir vécu avec elle en concubinage Le mari étant décédé ,

Tome XVI. L ses

162 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

* Ricard
des Do-
nations
n. 414.

ses héritiers contesterent la Donation faite à la femme, & par l'Arrêt rendu sur les conclusions de M. l'Avocat général Bignon le 16. Mars 1663 *. la Cour confirma seulement les conventions matrimoniales ordinaires, & déclara nulle la Donation qui contenoit les autres avantages. La raison de douter étoit très-forte, puisqu'il s'agissoit d'une Donation faite par un contrat de mariage; & la débauche qui avoit précédé se trouvant couverte, & la honte du mauvais commerce effacée par le mariage, la Donation ne pouvoit, ce semble, être considérée comme faite à une concubine. Cependant parce que le Donateur & la Donataire avoient vécu comme mari & femme avant leur mariage, M. Bignon après avoir établi l'incapacité de se donner entre les personnes engagées dans le concubinage, se détermina par cet argument qui paroît avoir servi de motif à l'Arrêt, savoir que soit que l'on considérât le Donateur & la Donataire comme mari & femme, ou comme concubinaire & concubine, dans le tems que la Donation avoit été faite, la Donation étoit également nulle; on ne sçauroit souhaiter de préjugés en plus forts termes.

Si on envisage le billet dont il s'agit comme une reconnoissance de devoir, il est encore nul; c'est une règle triviale, *qui non potest dare, non potest confiteri*. Dès qu'il y a incapacité dans la personne, la fraude est présumée de droit, à moins qu'on ne justifie le contraire, à moins qu'on ne prouve que la dette est véritable & légitime. *L. si sponsus ff. de donat. inter virum & uxorem §. 5. venditio donationis causâ facta inter virum & uxorem nullius est momenti. L. cum hic status §. 24. eod. si inter virum & uxorem societas donationis causâ contracta sit, jure vulgato nulla est. L. 52. eod. si vir uxori donationis causa rem vilis locaverit, locatio nulla est. L. creditor, C. eod. tam ea quæ simulatè aguntur quam ea quæ in uxorem à marito donationis causa procedunt,*

pro-

pro infectis habeantur. L. 3. C. de contrah. empt. & vendi. si donationis causa venditionis simulatus contractus est, emptio in sua deficit substantia. L. 31. ff. de legat. 2º. si quis quos non poterit manu mittere : legavit ut manu mitterentur, nec legatum, nec libertas valet. C'est sur ces principes que la Coutume de Bourgogne prohibe non seulement les Donations, mais les confessions de devoir, & toutes sortes de Contrats entre mari & femme : titre des droits & appartenances à gens mariés, article 7. *Le mari & la femme ne peuvent faire traité & donations, confessions, ni autres Contrats constant leur mariage, par Testament, ni ordonnance de dernière volonté, ni autrement au profit l'un de l'autre.*

Godefroy sur l'article 427. de la Coutume de Normandie dit : *qu'on doit avoir égard à la condition de ceux au profit desquels les confessions sont faites ; que si ce sont des personnes suspectes & incapables des avances qu'on voudroit leur faire, il y a apparence que les confessions sont frauduleuses, & pour les avancer indirectement, comme si l'on confesse devoir à son bâtard, ou à sa concubine, auquel cas telles confessions ne sont point obligations.*

Chopin sur la Coutume d'Anjou, liv. 4. chap. 1. tit. 3. n. 8. & Ricard des Donations nom. 757. disent la même chose.

Parmi un grand nombre d'Arrêts conformes à ces principes, il suffira d'en rapporter quelques-uns des plus récents, & qui ont jugé la question *in terminis*.

Arrêt du 25, Février 1665. qui a déclaré nuls deux Journal des Audiences, contrats, l'un de bail à rente, & l'autre de constitution, passés entre le sieur Baron de Saint Gemme, & Jacqueline Rigot, avec laquelle il avoit vécu en commerce de débauche. tom. 2. 1. 7. c. 9.

Arrêt du 22. Août 1674. qui casse aussi deux Journal des Audiences, contrats de constitution de rente faits par Claude du Chastault sieur de la Senardiere au profit de Vincente Bour tom. 3. 1. 8. c. 15.

164 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

serie sa concubine , & l'adjudication par decret d'une maison , faite sous le nom & au profit de ladite Bourserie.

Par Arrêt du 26. Janvier 1680. les obligations & les contrats consentis par la Dame * * * au profit de Maître * * * ont été déclarés nuls sur des présomptions de fraude , & des soupçons de débauche.

Par Arrêt rendu en l'Audience de la Grand-Chambre au Rol de Paris le 29. May 1696. * entre les héritiers d'Etienne du Marets , & Louise Liger qu'il avoit épousée , après avoir vécu avec elle en commerce de débauche , la Cour a enteriné les Lettres prises par les héritiers contre une obligation devant Notaires de la somme de 6120. livres consentie par du Marets au profit de ladite Liger , & contre la clause de leur contrat de mariage , par laquelle il avoit reconnu avoir reçu d'elle d'autres sommes , outre celle de l'obligation , le tout montant à 1200. livres.

Or si en général la seule incapacité des donataires ou des légataires suffit pour annuler toutes les déclarations de devoir , les obligations & les contrats faits à leur profit , il n'en est point sans doute contre qui cette raison milite avec plus de force que contre les concubines qui ne sont pas simplement incapables , mais qui sont indignes. La donation faite à un incapable n'offense tout au plus que la loi , au lieu que celle qui est faite à la concubine blesse l'honnêteté civile , & la pureté des mœurs. Une affection raisonnable peut servir quelquefois d'excuse à la libéralité déguisée sous le nom de dette en faveur d'un incapable. Mais ce déguisement en faveur d'une concubine , n'ayant pour principe qu'un amour impur & déréglé , il est toujours inexcusable. D'ailleurs , si les déclarations de devoir au profit des autres incapables sont nulles par la seule présomption de fraude , cette présomption est-elle jamais plus violente , que lorsqu'il s'agit d'une concubine , dont les artifices sont si dangereux & si connus ? Voilà tout ce qu'on

peut

* Il est rapporté pag. 227. dans le Journal des Audiences.

peut dire contre l'Acte dont est question. Mais on y peut répondre par des raisons plausibles qu'un homme qui n'a aucune teinture des loix a mises en œuvre.

L'Actrice de l'Opera qui est l'heroïne de l'histoire précédente est une Coquette de profession ; son caractère annonce une femme qui ne se gêne point à être fidelle à un Amant. Ce caractère étant connu ne peut tromper personne ; si l'on s'embarque avec une telle femme , on a bien voulu éprouver la fâcheuse destinée dont elle menace ceux qui s'attachent à elle, si on ne l'a pas connue telle qu'elle étoit quand on s'y est engagé , parce qu'on ne lit pas quelquefois les Gazettes du monde , on a dû se défabuser bientôt par des personnes qui sont au fait de son caractère , ainsi on ne doit s'en prendre qu'à soi. On est trompé , parce qu'on veut bien l'être. Le caractère de ces sortes de femmes étant supposé , il faut examiner si elles sont obligées de restituer les sommes qu'on leur donne , les présens qu'on leur fait , & si les billets qu'on passe à leur profit sont nuls , & les contrats faits en leur faveur n'ont aucune force. Je ne parle point ici des mineurs qui obtiennent des Lettres de rescision contre leur engagement , mais je parle d'un majeur qui jouit de son bien , & qui est un pere de famille. Je n'ai pas recours à la morale pour examiner si ces libéralités sont illicites , mais je cherche si la femme criminelle est tenue de les restituer ; je soutiens qu'elle est à l'abri de la restitution.

Dans tous les Tribunaux de la terre les présens sont parfaitement acquis à ceux à qui on les fait. Ils sont l'ouvrage de la volonté d'un homme liberal & qui a bien voulu se dépouiller du présent qu'il fait. Ils sont en amour des motifs du paiement qu'on fait des faveurs d'une belle. Quelque criminelles que soient ces faveurs , elles ont leur prix ; vous avez vous-même réglé ce prix en la payant

166 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

volontairement , & souvent fans attendre qu'on vous le demandât. Voilà ce qu'on peut dire en faveur des présens qu'on fait à une belle ; aussi n'y a-t'il point de galant-homme qui ose repeter les présens qu'il lui a faits , quelque grands qu'ils soient , & on a blâmé M. le Duc de Guise qui redemanda à Mademoiselle de Pons les présens qu'il lui avoit faits. En oubliant la maitresse , l'eut-on comblée de présens , on doit les oublier. Qu'on ne dise pas que ces présens étant surpris ne sont point des effets de la volonté parce que une volonté surprise n'est point volonté , ces présens ayant premièrement pour objet un juste prix , & étant moins une libéralité que le paiement d'une dette , ne peuvent pas être redemandés. Secondement , c'est une erreur de dire qu'un homme enivré par l'amour ne conserve point sa liberté.

On prétend qu'il peche parce qu'il est le maître absolument de sa passion , donc il est libre ; la liberté ne peut se prouver que par un sentiment de conscience interieur. On sent qu'on a le pouvoir d'agir , ou de ne pas agir. Il est vrai qu'on résiste difficilement à la passion quand elle est violente , mais puisqu'on peut absolument y résister , & qu'on sent qu'on le peut , la liberté n'est pas absolument anéantie. Il faut donc regarder ces présens comme l'ouvrage de la liberté. Hé compte-t-on pour rien la satisfaction de l'ame ? Les douceurs que nous goûtons , que nous devons à la personne que nous courtons , ne devons-nous pas la récompenser de l'état si agréable que nous éprouvons ? Un homme qui ne seroit pas libre , qui auroit acquitté une dette , pourroit-il revenir contre son fait en disant qu'il n'est pas libre quand même il l'établirait. Ce qui démontre que nous sommes libres au milieu de notre passion , c'est que nous la surmontons par une passion plus forte & plus pressante. Par toutes ces raisons ne disons pas que nous sommes en droit de redemander les présens que

que nous avons fait à une maîtresse , parceque nous n'avons pas voulu les lui faire. Les mêmes raisons militent pour les billets qu'on a fait à une maîtresse , & pour les contrats qu'on fait en sa faveur.

On ajoutera qu'ayant voulu faire tous ces actes en faveur d'une maîtresse , on a suivi les règles de la bonne foi à laquelle on a donné le sceau d'un acte authentique. On a voulu se lier par les engagements les plus fermes , les plus stables , les plus solennels. On ose se jouer à la face de la Justice de la foi de tous ces engagements. C'est comme si on disoit aux Jugés j'ai voulu contracter cette promesse , cette obligation ; je l'ai affermie du ministère du Notaire , je n'en sentoie pas la force , à présent que je la sens , je ne la veux plus , je ne suis plus le même homme que j'étois alors. Quelle estime doit-on faire d'un homme qui avoue sa foiblesse , qui confesse sa turpitude ? De quel œil doit-on le regarder dans la société , & dans quelle espece doit-il être relégué ? Voilà les raisonnemens plus academiques que puisés dans la loi ausquels s'est livré dans cette cause un homme d'esprit , mais cherchons le flambeau de cette loi , pour soutenir la cause de la Coquette. La loi 4. §. 3. *au dig. de conditione ob turpem causam* , décide que ce qu'on a donné à une fille déreglée n'est pas sujet à répétition. *Ille enim turpiter facit , quod sit meretrix , tamen turpiter non accipit , cum sit meretrix* ; elle est pleine de turpitude dès qu'elle se prostitue , mais elle n'est pas pleine de turpitude parcequ'elle reçoit le prix de sa prostitution. Ce prix est juste , c'est l'appréciation de son crime dont elle a droit d'être payée ; c'est sur ce pied-là qu'on doit envisager les billets , les promesses , les présens qu'on leur fait. Elle n'a pas usé de force , de violence , puisque c'est la personne la plus foible qui a traité avec la plus forte. Il s'ensuit que si elle a le droit de se faire payer de ses faveurs , on ne peut pas l'obliger à en restituer le prix lorsqu'elle l'a reçu. Je

168 HISTOIRE D'UNE COQUETTE

vais même plus loin, je dis qu'on le lui doit lorsqu'elle ne l'a pas reçu, & qu'on se met au rang des escrocs quand on se dispense de les payer. C'est prendre le change que de dire que parcequ'elle est souillée de turpitude, elle la soit également lorsqu'elle reçoit le prix de ces mêmes faveurs. Le trafic qu'elle fait, tout honteux qu'il est, s'apprécie suivant les règles de la Justice.

Pontas, dans l'Article des restitutions, dit que quand une personne du sexe reçoit de l'argent qu'on lui donne gratuitement à cause du péché de prostitution qu'elle a commis, elle n'est pas obligée à le restituer, s'il n'y a point de loi divine ou humaine qui défende d'en donner à celle qui a commis le péché; par exemple si Mævia a reçu 100. écus de celui qui l'a débauchée, elle n'est pas tenue de restituer cette somme, parcequ'il n'y a point de loi qui défende de donner de l'argent dans ce cas, & qu'en le recevant, elle n'a point violé la Justice commutative. *Alio modo aliquis illicitè dat*, dit S. Thomas (a) *quia propter rem illicitam dat, licet ipsa datio non sit illicita. Sicut cum qui dat meretrici propter fornicationem. Unde mulier potest sibi retinere quod ei datum est.* A quoi est conforme la loi (b) qui dit: *quod meretrici datur repeti non potest. Illam enim turpiter facere quod sit meretrix, non turpiter accipere, cum sit meretrix.* Ce qui se doit entendre d'une femme libre, car on ne doit pas raisonner de même d'une femme adultere dont le crime est défendu & puni par la loi civile.

Néanmoins comme un tel gain est un gain de malediction, puisqu'il est le prix de la perte des femmes publiques, il est infiniment plus sûr pour leur salut de ne pas retenir le gain qu'elles ont fait par leurs

(a) S. Thomas. 2. 2. q. 62. art. 5. ad 2.

(b) *Leg. idem 4. §. 2. ff. de conditione ob turpem vel injustam causam. Lib. 23. tit. 5.*

leurs débauches, & de l'employer en aumônes, ou l'employer en autres œuvres pieuses pour racheter leurs pechés & satisfaire à la Justice de Dieu. Il y a même des sçavans Auteurs (a) qui soutiennent qu'un tel gain est injuste, & qu'on ne peut par conséquent le retenir.

Mais je crois que l'on doit envisager le trafic que fait une femme, de son corps, ce qu'on appelle en latin *questus corporis*, comme le trafic d'une marchandise qui lui appartient, ou si l'on veut elle se loue elle-même, & elle s'asservit aux plaisirs d'autrui. Cet abandon, ce louage, & cet asservissement qui est très-humiliant, & qui après lui avoir coûté son honneur la première fois, lui coûte encore l'ombre de l'honneur les autres fois suivantes, & qui la réduit dans un état où elle prend si fort sur elle-même; ne peut-elle pas du moins en recevoir un prix qui lui donne une espece de dédommagement. N'est-elle pas en droit de dire toute déreglée qu'elle est, *do, ut des.*

Nous avons le célèbre Arrêt de la Demoiselle de Grand-Maison du 28. Mars 1730. qui ordonna que la donation que le sieur Perraut lui avoit faite d'une rente viagere de 1000. livres, de l'usufruit d'une maison de 1500. livres, de l'usage des meubles, ustensiles, des bestiaux qui faisoit un objet considérable, & outre cela d'une somme de 6000. livres, seroit exécutée suivant sa forme & teneur.

Le concubinage de la donatrice avec ce donateur ne fut point révoqué en doute, M. l'Avocat Général l'établit.

Nous avons une foule d'Arrêts dans Ricard, Traité des Donations part. 1. ch. 3. Sect. 8. qui décident qu'on doit donner des alimens à une concubine, & c'est un principe certain qu'on ne reprime les donations qu'on leur fait que lorsqu'elles sont excessi-

L 5

ves,

(a) De Sainte Beuve, tom. 3. chap. 148.

ves , qui ne sont estimées telles que par rapport au bien du donateur. Comme dans l'espece de cette cause une promesse d'une rente de 3000. livres n'étoit pas considérable eu égard aux biens de M. Patin Financier , elle n'a point fait une action injuste en exigeant le prix de ses faveurs. Si en supposant le système de M. Patin , on prouve qu'il est mal fondé , à plus forte raison en soutenant la cause de sa promesse , elle le fera succomber , puisqu'elle a pu lui remettre un capital en faveur duquel il lui a créé cette rente.

Cette cause ne fut point jugée , mais elle s'accommoda , je ne sçai point les clauses de l'accommodement , si mon lecteur veut y mettre un jugement , il n'a qu'à monter sur le tribunal & juger la cause ; ou s'il aime mieux , qu'il compose un Arrêt en recueillant les voix du public. La conséquence qu'on doit tirer du pour & contre qu'on vient de dire , c'est que les donations , quand elles sont excessives, ainsi qu'on le vient de dire , doivent être réprimées ; mais quand elles sont modiques & sur tout pour alimens , elles doivent être entretenues.



LE MARIAGE
DE LA
BELLE TOURNEUSE,
ATTAQUÉ ET CONFIRMÉ.

Lest bien difficile , pour ne pas dire presque impossible , sans une espece de miracle , qu'une Comédienne qui a de la beauté puisse conserver sa vertu. On peut dire que l'état où elle est , est une occasion prochaine continuelle. Les tentations pressantes auxquelles elle est exposée commencent par l'ébranler , elle ne résiste presque plus que pour donner un plus grand prix à ses appas , elle succombe à la fin. Pour pouvoir se défendre avec succès , il faudroit qu'elle fût bien affermie dans des principes d'honneur , & qu'elle fût soutenue par l'estime des hommes qui la respectassent comme une personne vertueuse ; elle est déjà comme Comédienne regardée par eux comme une fille fragile qui est la fidelle copie de celles de ce caractère qu'elle représente , travaillant par son état à plaire aux hommes en général. Cette complaisance qu'elle a pour l'humanité la conduit à plaire aux hommes en particulier. L'amour du plaisir dont elle trace des images séduisantes , parcequ'elles l'ont séduit elles-mêmes , & ses graces qui accompagnent ces images portent le venin jusqu'au fond du cœur.

D'ailleurs les douceurs exquisés qu'on leur dit assaisonnées de présens magnifiques ont une force & une

une éloquence à laquelle elles n'ont pas l'art de résister, étant déjà à demi vaincues par toutes les épreuves où on les met. Les repas qu'on leur donne qui flattent leur goût les livrent à un état de joye, où elles s'oublient facilement. Si c'est là le jugement qu'on porte d'une Comedienne, ne pensera-t'on pas que la vertu d'une baladine est immédiatement au dessous du rien ? Quelqu'avilie que soit la Comedienne, surtout dans l'esprit de certains philosophes, la Baladine est bien dans un plus grand degré d'avilissement.

Nous en avons vû une pourtant dont la vertu étoit généralement estimée, quoique le spectacle qu'elle donnoit étoient des danfes de toutes sortes de caractères, & plusieurs tours qu'elle faisoit avec des épées nues. Elle prit dans ses filets le cœur d'un homme riche, d'une condition médiocre, peut être sans le vouloir, qui ayant tenté vainement de la séduire, il parla de l'épouser, il fut écouté. Le dégoût suivit de près le mariage suivant le sort de ceux dont la passion est l'ouvrage des sens. Il mit tout en usage pour rompre ses liens, il eut recours à la Justice, il fit intervenir sa mere. Laissons parler les Avocats que les parties ont employés. Voici comme s'expliqua Me. de Blaru pour la mere, à la Grand-Chambre, où l'on porte les appels comme d'abus.

Plaidoyer
de Me. de
Blaru pour
la mere de
l'Epoux.

Si Honorée Peillan veuve de Henry Gervais n'avoit pas un moyen d'abus invincible pour délivrer son fils de l'indigne mariage qu'il a contracté, l'un & l'autre feroient infiniment à plaindre; le fils d'être lié avec une femme sans biens, & dont la profession seule est un titre d'infamie, la mere d'être obligée ou de punir un fils qu'elle aime, ou de se déshonorer elle-même en lui pardonnant. Mais les Ordonnances viennent au secours de la mere & du fils; les solemnités prescrites par les dispositions canoniques, & les loix du Royaume, n'ont point été observées, & ces loix qui assurent l'honneur

eur des familles, la tranquillité des peres, & le repos de l'Etat, ne seront pas inutilement invoquées par mere & son fils.

Honorée Peillan a eu plusieurs enfans ; son défunt mari étoit un bourgeois de Lyon, à la mémoire duquel on ne peut faire d'autre reproche que la modicité de la fortune.

Le Sieur Gervais, fils d'Honorée Peillan, a épousé en premières noces la fille d'un Notaire de Lyon ; il est veuf & âgé de 28. ans. On dit qu'il est venu à Paris, qu'il a joué, qu'il a fait fortune. Le jeu n'a jamais été sa principale occupation, il fait la banque publiquement ; il ne disconvient point au surplus d'avoir eu entrée dans les maisons les plus distinguées, n'y avoir plus gagné que perdu, mais il est public que ces personnes de la première condition ne lui ont pas refusé leur bienveillance ; ce n'est donc point un reproche qu'on puisse faire au Sieur Gervais, puisqu'on ne l'a jamais soupçonné d'avoir sçu plus que le jeu.

Au mois d'Août dernier le Sieur Gervais s'est trouvé à la Foire de saint Laurent au spectacle des Danseurs de corde. C'est un Théâtre qui devient fameux depuis quelques tems, les jeunes gens qui s'y assemblent, négligent le spectacle pour causer avec les Actrices. Gertrude Boon, connue sous le nom de la Belle Tourneuse, se surpassa elle-même. Le Sieur Gervais ne put se défendre de lui parler, il avoit admiré en elle l'agilité du corps, il fut charmé de sa souplesse, de son esprit, & pénétré de la plus vive passion, il parla, il foute écouté, il lui fit dans le moment la proposition extravagante de l'épouser. Gertrude Boon accepta les offres du Sieur Gervais sans le connoître, il dit qui il étoit, les empressements redoublerent, il étoit important de ne pas lui donner le tems de se reconnoître. C'est cette précipitation qui a produit l'abus dont on va parler.

Gertrude

Gertrude Boon demouroit avec Marie le Brun sa mere, & Jean Mook son beau pere dans la rue des Mauvais-Garçons sur la Paroisse de saint Sulpice. Ce domicile n'est pas équivoque, il est écrit dans le contrat de mariage qui fut passé le lendemain 27. Août 1714. Le Sieur Gervais aveuglé par sa passion reconnoît avoir reçu une somme de 18000. livres qui appartient à la future, de ses gains & de ses épargnes, & dont elle lui fait don au cas qu'elle prédécède sans enfans, les autres clauses sont inutiles.

Le Sieur Gervais demouroit sur la Paroisse saint Eustache. Le mariage devoit donc être célébré ou à saint Eustache, ou à saint Sulpice. Les Curez de ces deux Paroisses sont attentifs, ils n'auroient pas manqué de demander au Sieur Gervais son Extrait-Baptistaire, l'Extrait Mortuaire de son pere, le consentement de sa mere, la preuve de sa liberté.

Ces éclaircissimens auroient coûté du tems; le dessein du Sieur Gervais auroit été public, la famille auroit été instruite, la passion se seroit rallentie, ou auroit été traversée par des obstacles legitimes.

Pour éviter ces inconveniens, Gertrude Boon & sa famille imaginent de se soustraire à l'attention de deux Curez connus pour difficiles. C'étoit le tems de la Foire saint Laurent: la Tourneuse & sa famille couchoient dans le voisinage depuis quelques jours. Sur ce prétexte ils surprirent la religion du Curé de saint Laurent. Celui-ci n'y fit pas grande attention, & administra en effet au Sieur Gervais & à Gertrude Boon la benediction nuptiale le 29. Août 1714. deux jours après le contrat de mariage qui énonce le domicile sur la Paroisse de saint Sulpice.

La veuve Gervais étoit à Lyon, elle y a été instruite de la faute de son fils. Il a 28. ans, les loix lui permettent de se marier, il ne court risque que de l'exheredation, au cas que le mariage soit valablement

ablement contracté. Mais si le mariage est nul ,
voye de l'appel comme d'abus est la plus convena-
e & la plus legitime.

Le Sieur Gervais revenu de son égarement ad-
ere à l'appel comme d'abus interjetté par sa me.

C'est l'état de la contestation , elle se réduit à éta-
ir que le mariage n'a point été célébré par le propre
uré.

Il seroit inutile de prouver dans le droit la présence
u propre Curé. Le Concile de Trente suivi à cet
gard dans le Royaume , les anciennes & nouvelles
ordonnances , la Jurisprudence des Arrêts se réunif-
ent dans ce point. La peine de nullité est diserte-
ment prononcée par les loix Ecclesiastiques , c'est un
moyen absolu qui milite également dans les mariages
es majeurs & des mineurs , que non seulement les
eres & meres , mais encore les héritiers collateraux ,
ont recevables à proposer. Il faut donc se renfermer
uniquement dans le fait.

Le Curé de saint Laurent n'étoit pas le propre Curé
e l'une ni de l'autre des parties , on ne prétend point
u'il ait été le Curé du Sieur Gervais. Il n'étoit point
on plus le Curé de Gertrude Boon , elle étoit domici-
ée sur la Paroisse de saint Sulpice. Le domicile est
crit dans le Contrat de mariage du 27. Août 1714.
e mariage est célébré le 29. Août suivant ; du 27. au
9. Août le domicile a-t'il changé ? Si on le préten-
loit , un domicile d'un ou deux jours sur une Paroisse
uffiroit-il pour s'y marier valablement ? Suivant
a déclaration de 1697. il faut au moins un domicile
de six mois. Le fait n'est donc point équivoque , &
es témoins de l'acte de célébration ont attesté un
aux domicile : & ce qui doit paroître plus singulier ,
est que le nommé Cornélie Boon , frere de Gertru-
de Boon , qui a signé le Contrat de mariage où
est énoncé le domicile sur la Paroisse de saint Sul-
pice ,

pice, a attesté dans l'acte de célébration le domicile sur la Paroisse de saint Laurent.

Ce moyen décisif va être éclairci encore plus particulièrement par la réponse aux objections

On dira en premier lieu que Gertrude Boon avoit deux domiciles, par rapport aux deux Foires où elle faisoit ses exercices de Tourneuse; l'une sur la Paroisse de saint Laurent pendant la Foire de saint Laurent, & qu'ainsi le mariage pouvoit être valablement célébré indifféremment dans l'une ou dans l'autre Paroisse.

R E P O N S E.

1^o. Il est inouï qu'une même personne puisse avoir deux domiciles dans deux Paroisses, où elle puisse recevoir également la bénédiction nuptiale; les Ordonnances au sujet des mariages seroient tous les jours éludées. Il seroit d'une dangereuse conséquence d'admettre une telle distinction qui n'y est point écrite.

2^o. Cette duplicité de domicile est une imagination dans le fait. On peut présumer que Gertrude Boon pendant le cours de la Foire saint Laurent avoit une Chambre voisine, parcequ'il eut été difficile de retourner tous les soirs dans le Faubourg saint Germain, mais ce domicile momentané au tems de la Foire ne suffit pas pour contracter valablement un mariage, & ne détruit pas le domicile sur la Paroisse de saint Sulpice qu'elle avoit dans le cours de l'année.

3^o. Il faudroit sur la Paroisse de saint Laurent un domicile de six mois, il n'a jamais été de plus de six semaines, c'est-à-dire pendant la Foire. Gertrude Boon ne rapportera pas un Bail sur la Paroisse de saint Laurent pendant toute l'année. Dira-t'on que parceque tous les ans elle jouïoit pendant six semaines sur un Théâtre de la Foire, que le Curé de saint Laurent fût son propre Curé, qu'il l'a connu pour

pour sa Paroissienne. L'unique fonction que le Curé étoit en droit de faire à son égard étoit de l'excommunier confusément tous les huit jours avec les autres Baladins, qui pendant le demi quart de l'année inondent sa Paroisse. Mais de-là, on ne peut pas induire qu'il ait eu le pouvoir de lui administrer un Sacrement. Aussi ne l'a-t'il fait que sur l'exposé d'un domicile d'un an sur sa Paroisse.

On opposera en second lieu qu'il n'est pas nécessaire de regarder de si près aux mariages de ces sortes de gens, & que les Curés de saint Sulpice & de saint Laurent sont dans l'usage de les marier indifferemment pendant les Foires.

R E P O N S E.

1^o. Il seroit singulier que des Baladins fussent exempts des loix, parce qu'ils ont l'avantage d'être Baladins. L'Eglise, il est vrai, refuse de les admettre au nombre des Chrétiens pendant qu'ils exercent une profession qu'elle déteste; elle les regarde comme des Oüailles égarées qu'elle se flatte de ramener au Berail; comme des enfans rebelles dont elle espere la pénitence. C'est une mere irritée, mais qui leur tend perpétuellement les bras, & qui s'appaise aussi tôt qu'ils veulent se réunir à la communion des Fidèles: Les loix ont le même pouvoir sur eux que sur les autres, ils sont soumis aux mêmes règles, il seroit absurde à leur égard de soutenir qu'ils sont capables d'un Sacrement, en séparant des Sacremens la condition essentielle sans laquelle les autres Fideles ne peuvent le recevoir.

2^o. L'usage allégué n'est point justifié, & quand il le seroit, il n'auroit lieu que dans le cas où les Baladins s'allient les uns avec les autres. Mais dans le cas où une Baladine a surpris ou un fils de famille, ou un homme d'une condition ordinaire, le ministre est obligé de redoubler son attention.

Ces fortes de femmes sont des séductrices de profession, elles ne se donnent en spectacle que pour ruiner & déshonorer ceux qui sont assez imprudens de s'attacher à elles. Elles sont la terreur des peres & des meres. Jusques à présent il semble qu'elles se soient contenuës dans les limites du libertinage & du commerce de leurs appas. Gertrude Boon est sortie des bornes de son état ; plus dangereuse que les autres, elle a voulu épouser, heureusement le mariage n'est pas revêtu des solemnités essentielles, elle ne sera pas déshonorée quand il sera déclaré nul, elle rentrera dans ses fonctions qui n'ont été interrompues que pendant le cours d'une seule Foire, c'est ce qui se résoudroit au plus en dommages & intérêts, si elle n'avoit pas eu la précaution de se faire payer d'avance, en pillant le Sieur Gervais non pas en femme légitime, mais en courtisane avare qui croit ne vendre jamais ses faveurs assez cherement.

Dans une Cause qui du premier coup d'œil paroît douteuse, un Avocat qui a manié le pour ou le contre, & qui a déployé les fineses de son art, nous range d'abord de son parti, mais si l'Avocat de la partie adverse a le même talent, il balance la victoire, & peut la gagner par les circonstances qui déterminent les Juges.

Voici ce qu'opposa Me. Chevalier défenseur de la belle Tourneuse.

Plaidoyer
de Me.
Chevalier.

Il n'est plus tems de garder des ménagemens pour un indigne mari, qui se masque sous le nom d'une mere indigente, pour attaquer l'honneur & l'état de sa femme par un appel comme d'abus de la célébration de son mariage.

Il semble que cet homme que les caprices du jeu ont tiré de la plus affreuse misere, ne se présente à la Justice que pour lui demander qu'elle autorise la profanation qu'il veut faire d'un Sacrement vraiment saint; qu'elle rompe les liens respectables qui seuls l'ont pu faire triompher de la pudeur de l'Intimée; qu'elle con-

ver.

vertisse une union légitime en une débauche scandaleuse, & qu'elle rende à cet injuste mari la liberté de se plonger dans les voluptés criminelles que l'argent du jeu lui procure.

Car par rapport à l'alliance, tout est égal entre les parties : naissances, conditions, professions, toutes les cérémonies de l'Eglise ont été observées dans la célébration, & on a suivi les loix du Royaume; c'est déjà démontrer l'injustice de l'appel comme d'abus.

Gertrude Boon est née à Amsterdam d'un pere & d'une mere Hollandois l'un & l'autre Catholiques; elle a été baptisée le 7. Novembre 1690. l'Extrait-Baptistaire est rapporté; elle a toujours fait profession de cette sainte Religion dans laquelle ses parens l'ont élevée, on le justifie.

Il est vrai que la fortune de son pere ayant été renversée, sa famille étant nombreuse, elle s'est donnée en spectacle pour la danse sur les Théâtres & elle a fait une profession qui n'est pas également odieuse dans tous les pays. Les enfans ne peuvent que suivre l'éducation que leurs parens leur donnent, & l'indigence contraint souvent les parens à chercher leur subsistance dans les talens que la nature a donné à leurs enfans.

Ainsi Gertrude Boon ne dissimulera point qu'elle a suivi sa mere, sa sœur & ses freres en Espagne, qu'ils y ont séjourné plusieurs années, qu'ils y dansoient & jouoient la Comédie, qu'en l'année 1709. ils sont venus à Paris, & que depuis elle a dansé alternativement pendant les Foires de S. Laurent & de S. Germain, elle avoit 2000. livres d'appointemens

Mais elle ose dire que dans ce dangereux métier elle a scû conserver toute son innocence; la pureté & la simplicité de ses mœurs lui avoient attiré la protection des Dames les plus qualifiées de la Cour de Madrid, & depuis qu'elle a demeuré à Paris, si quelques agrémens dont la nature l'a douée, ont excité la

tentation d'un assez grand nombre de séducteurs , sa vertu & sa Religion l'ont sauvée de ces périls ; elle espere que le public lui rendra ce témoignage.

On sçait que les hommes d'argent, les débauchés , & ceux que l'on nomme vulgairement hommes à bonne fortune , ne se piquent pas de discrétion , sur-tout lorsqu'ils ont attaché les faveurs d'une danseuse.

Gertrude Boon ose donc défier la calomnie même , & on peut dire qu'elle porte sur son visage & dans ses yeux les preuves de sa sagesse.

Prouvons maintenant qu'il n'y avoit point d'inégalité dans l'alliance que Gervais a contractée avec elle.

Gervais est fils d'un Patissier de Lyon : son Extrait-Baptistaire est du 27. Mars 1686. Il eut pour parrain & marraine des Patissiers. Son pere , soit malheur , soit mauvaise conduite , laissa en mourant sa veuve & quatre enfans , deux garçons & deux filles , dans la dernière indigence. Des deux filles l'une étoit Brodeuse , l'autre Blanchisseuse à Lyon. Un des garçons donnoit à jouer à la Blaque dans la place de Belle-Cour *. Jean Gervais , cet homme qui se joue de la foi d'un Sacrement , s'engagea dans la troupe de l'Opera de Marseille , il y chantoit dans les chœurs.

Il y a environ quatre ans qu'une chanteuse de l'Opera de Paris qui l'avoit connu à Marseille & à Lyon , se proposa de le faire admettre à l'Opera de Paris : elle lui écrivit , il y vint ; il joua même un rôle médiocre , mais il eut le sort des mauvais acteurs ; un orage de sifflets le fit disparoitre ; il fut refusé même pour les chœurs ; sa protectrice lui procura un petit employ à la campagne , il fut révoqué au bout de six mois ,
il

* C'est la plus belle Place de Ville qu'il y ait en Europe ; on l'appelle à présent Place de Louis le Grand , à cause de la Statue Equestre en bronze de ce Monarque qui y a été érigée.

Il y avoit pourtant gagné 5. ou 600. liv. on ne ſçait comment. Il revint à Paris, il hazarda toute ſa fortune dans les Académies de jeu que la police publique ne tolere qu'à l'abri de noms respectables ; le hazard lui fut favorable ; on prétend qu'il gagna des ſommes immenſes.

L'abondance d'argent réveilla ſon gout pour le luxe & la débauche ; caroffes, équipages, valets : & quoi qu'il fût marié, qu'il eût une femme vertueuſe & raifonnable, & des enfans, il entretenoit une malheureuſe ſous les yeux de ſa femme ; cette femme infortunée ne put réſiſter à ſes chagrins, elle mourut, & fut inhumée à ſaint Eufache ſa Paroiſſe le 27. Mars 1714. elle n'étoit âgée que de 28. ans.

Tous ces faits ſont prouvés, ou d'une notoriété ſi publique, qu'on les juſtifieroit par mille & mille témoins, s'il étoit néceſſaire.

Cependant Gervais, peu ſenſible à la mort de ſa femme, continuoit ſon commerce de débauche ; ſes deux enfans étoient à Lyon, & la penſion qu'il payoit pour eux à ſa mere, la faiſoit ſubſiſter.

Le jeu & la débauche ſont preſqu'inſéparables ; Gervais ayant vû danſer Gertrude Boon pendant la dernière Foire de ſaint Laurent, crut avec de l'argent ſatisfaire la paſſion qu'il avoit conçue pour elle : il offrit une ſomme très conſidérable : les bijoux & d'autres préſens furent encore offerts ; toutes ces choſes furent rejettées avec mépris & avec indignation ; Gervais éta-la en vain ſon luxe & ſon opulence.

Un honnête homme auroit été touché d'une eſtime ſolide & raifonnable pour une perſonne ſi ſage, qui préféroit l'honneur aux richesses : plus la vertu eſt humiliée, plus ſon état humble la rend recommandable.

Gervais parut pénétré de ces ſentimens ; il étoit veuf, il étoit libre, il avoit 29. ans, il parla de mariage, il preſſa, il conjura, ſa fortune étoit éblouiſſante.

La mere & les freres de Gertrude Boon étrangers , sans appuy , sans connoissance , qui entendent à peine le françois , se laisserent entraîner aux propositions de Gervais : il devoit fournir à tout , faire prendre une face differente aux affaires de la famille , donner des emplois aux freres , marier la sœur , secourir la mere , les tirer tous d'un métier dans lequel la seule nécessité les avoit engagés dès leur enfance. Que ne peut faire un joueur qui a gagné , à ce qu'il disoit , plus de huit cens mille livres !

Gertrude Boon se laissa aller comme une victime d'obéissance , car elle étoit informée que Gervais avoit mal vécu avec sa première femme , qu'il étoit encore dans les liens d'une malheureuse : elle marqua ses inquiétudes , la créature fut chassée ; Gertrude Boon n'eut plus de prétexte pour résister : c'étoit s'opposer au bonheur apparent de toute sa famille.

Il est nécessaire d'observer que depuis que la mere & la famille de l'Intimée residoient à Paris, ils avoient demeuré la plus grande partie du tems sur la Paroisse de saint Laurent. Gertrude Boon y eut même une longue maladie à la fin de l'année 1710. qui dura jusqu'en 1712. pendant laquelle elle reçut plusieurs fois les Sacremens de l'Eglise. Le Prêtre qui les lui a administrés , rend témoignage à cette vérité ; & on prouve sa demeure dans la Paroisse de saint Laurent par des certificats authentiques ; un de ses freres y occupe encore actuellement leur appartement.

Il est vrai que pendant la Foire de saint Germain, sa mere , & son beau-pere , elle & sa sœur logeoient rue des Mauvais Garçons Paroisse saint Sulpice ; mais on le répète , le domicile le plus continu a été sur la Paroisse de S. Laurent.

Ainsi le Dimanche 26. Août 1714. on publia un Ban du futur mariage entre Jean Gervais veuf de la Demoiselle Anne Milon demeurant rue du Mail Paroisse saint Eustache , & Gertrude Boon fille de défunt Henry Boon Bourgeois d'Amsterdam , & de Marie le Brun
de-

demeurante fauxbourg S. Lazare ; la publication fut faite à S. Eustache Paroisse de Gervais , & à S. Laurent Paroisse de l'Intimée , c'étoit le tems de la Foire & des Spectacles.

Le lendemain 27. Août, Contrat de mariage pardevant Lange & Dona , la Dot de Gertrude Boon est de dix-huit mille livres , provenante de ses epargnes , linges , habits , tout y est compris.

Il est aisé de concevoir que dans tout le reste des clauses, des énonciations mêmes Gervais dicta ce qu'il voulut ; il avoit choisi le Notaire , il ufoit de tout son ascendant sur des étrangers dénués de tout conseil , qui entendent à peine les termes les plus communs de la langue , & d'ailleurs les dehors paroissoient trop avantageux , & les démarches trop vives & trop sînceres pour penser à des précautions.

C'est sans doute ce qui a fait glisser dans le Contrat de mariage en parlant de l'Intimée , qu'elle demeueroit rue des Mauvais Garçons Paroisse S. Sulpice ; car il est certain , & Gervais le prouve lui-même par un certificat passé pardevant Notaire du nommé Labourée , qu'elle résidoit alors avec sa mere & son beau-pere sur la Paroisse de S. Laurent ; peut-être même que cet homme injuste & trompeur se préparoit dès lors un prétexte pour attaquer son mariage.

Quoiqu'il en soit, sur l'Extrait de la publication du premier Ban , il obtint de M. l'Archevêque de Paris la dispense des deux autres ; la dispense & l'insinuation sont datées du 27. Août, les fiançailles sont du même jour ; le 29. le mariage fut célébré ; la mere , le beau-pere , les deux freres de l'Intimée étoient présens , un autre témoin ; ils certifierent le domicile de l'Intimée depuis un an sur la Paroisse de S. Laurent : la mere déclara ne sçavoir signer ; les quatre autres témoins signerent avec Gervais & Gertrude Boon , & le sieur Courtin Vicaire célébrant ; il atteste avoir en sa possession les Bans publiés & la dispense ; l'Acte est légalisé par le sieur Vivant Vicaire général de l'Archevêché.

Que cette étrangere infortunée auroit été heureuse, si le jour de son mariage avoit été le jour de ses funeraïlles ? le nom d'épouse est un nom de dignité & d'honneur ; les gens ényvrés des sales, des honteux plaisirs de la prostitution ne sont pas capables de concevoir ces sages maximes ; les charmes d'une union vertueuse & légitime leur deviennent bientôt insipides & insupportables.

A peine un mois étoit expiré, que Gervais reprit ses anciennes habitudes ; il paroît que dès le 4. Octobre il préparoit ses pieces pour l'appel comme d'abus. Le 27. il prit une commission de la Cour sous le nom d'Honorée Peillan sa mere qui la reçoit appellante comme d'abus de la publication des Bans, & de la célébration du mariage du 29. Août précédent ; nul moyen n'y est expliqué, il n'a communiqué ni la Requête ni la consultation : on sçait qu'il a consulté deux Avocats respectables par leur probité & leur sçavoir ; mais on sçait aussi qu'il les a trompé, & qu'il a dissimulé tous les faits qui rendent son attentat aussi odieux qu'il est injuste.

Il a gardé la commission de la Cour en poche pendant près d'un mois, sans en faire usage ; ce n'a été que le 16. Novembre qu'elle a été signifiée avec assignation à l'Intimée.

Cependant il a fait venir à Paris sa mere & ses deux sœurs, il les a attachées comme trois furies sur les pas de sa femme pour la persécuter ; cette pauvre étrangere a essuyé toutes sortes de dégoûts, d'insultes, & de mauvais traitemens. *On sçait, lui disoit-on, comment il faut se défaire des personnes incommodes & obstinées.* Gervais de son côté revenant de ses sales débauches l'accabloit d'injures ; d'autres fois il sembloit attendri ; *laissez rompre votre mariage, disoit-il, je vous épouserai de nouveau.* Dans d'autre tems, il a offert dix mille écus pour faire consentir l'Intimée à la dissolution de son mariage ; il en a même fait porter la parole par des personnes puissantes ; elle est de-

demeurée inébranlable à toutes ces attaques. Il lui a enfin enlevé une montre & une tabatiere d'or, quelques pierreries, & d'autres bijoux; & fatigué de la constance de sa femme, il a joint les coups & les violences aux menaces; l'Intimée a été forcée d'en rendre plainte, elle étoit toute en sang; l'Information a été décrétée d'un ajournement personnel, & pour mettre sa vie en sureté, elle a été réduite à se retirer chez sa mere au milieu du mois de Janvier dernier sans linge, sans habits; Gervais a tout gardé, il lui a fait seulement offrir une pension de 75. livres par mois, c'est-à-dire l'intérêt de sa Dot; elle l'a refusée: on espere que les informations seront jointes: Gervais par recrimination a fait aussi informer; mais quelque facilité qu'il ait eu d'acheter des témoins, que peut-il prouver contre une femme malheureuse & innocente, si ce n'est la persécution qu'il lui a fait essuyer? Veut-il que l'on se soumette à prouver qu'il est dans un commerce journalier avec une fille de l'Opera, qu'il l'a promenée dans tous les bals? Veut-il consentir à une continuation d'informations? Ses violences seront justifiées par cent témoins.

Qu'il rende justice à la vérité, il sçait bien que l'on ne dit pas encore tout ce qui est sur son compte, on s'est renfermé dans les faits de la Cause.

Réfutation de l'appel comme d'abus.

Il faut deviner les moyens que l'appellante peut proposer; car, on l'a déjà observé, elle n'a mis dans son sac ni la Requête ni la consultation.

Il est important que les Magistrats attentifs & équitables veuillent bien commencer par ouvrir les yeux sur la qualité de la partie: ce n'est pas la mere de Gervais, c'est Gervais lui-même qui interjette l'appel comme d'abus sous le nom de sa mere; c'est lui qui a consulté, c'est lui qui a levé les actes,

qui a obtenu la commission, chargé les Procureurs & les Avocats; c'est lui qui sollicite, c'est lui qui raffaisié d'une union légitime, veut qu'un Sacrement, des sermens redoutables prêtés à la face des Autels, n'ayent servi qu'à livrer l'Intimée à sa sensualité, qu'ils soient impuissans pour rendre son engagement indissoluble.

Car enfin dequoi peut se plaindre cette femme qui n'est sortie de la misere que depuis que le hazard du jeu a enrichi son fils?

Est-ce de la honte ou de l'inégalité de l'alliance? on l'a montré, les conditions sont assorties; le fils d'un Patissier, chanteur de l'Opera, a épousé une Danseuse. Ce fils est un homme livré à la débauche, la femme qu'il a épousée est irréprochable dans ses mœurs; les richesses que ce fils s'est procurées par le jeu, ne changent ni son état ni son origine: tout est donc égal quant à l'alliance.

Dira-t-elle que son autorité maternelle a été méprisée, que son fils n'a pû se marier sans son consentement? Gervais étoit majeur de 29 ans, il étoit veuf; son premier mariage l'avoit émancipé de la puissance maternelle, il étoit domicilié à Paris, sa mere demuroit à Lyon: il étoit libre de contracter un second mariage: nulle loi ne l'affujettissoit à demander le consentement de sa mere.

Il ne reste donc à opposer que le mariage n'a pas été célébré par le propre Curé; que le domicile véritable de l'Intimée, & celui de sa mere étoient sur la Paroisse de saint Sulpice, & non sur la Paroisse de saint Laurent: ce qui est si vrai que dans le Contrat de mariage il est dit que la mere Mook, son second mari, & la future, demeueroient rue des Mauvais Garçons Paroisse saint Sulpice. Or on n'a point publié de Bans sur cette Paroisse, ce n'est point le Curé de cette Paroisse qui a célébré le mariage: par conséquent il est nul aux termes de la Déclaration du mois de Mars 1697.

Premièrement on soutient que l'appellante est non recevable à objecter ce moyen. En effet elle ne pouvoit avoir intérêt qu'à la publicité du mariage de Gervais son fils : or à son égard , toute la formalité prescrite par les loix ecclésiastiques & civiles , a été remplie ; le Ban a été publié dans l'Eglise saint Eustache Paroisse de Gervais , il y étoit domicilié il y avoit plus d'un an ; sa première femme y avoit été inhumée : il y a dans le Ban la qualité de veuf , dispense des deux autres obtenue , insinuée ; dont elle ne peut se plaindre qu'à l'égard de son fils on ait manqué à quelque formalité : donc elle ne peut opposer aucun moyen.

Secondement dans le fait depuis 1705. que l'Intimée demeure à Paris avec sa mere & sa famille , son domicile le plus long , le plus continu a été sur la Paroisse de saint Laurent ; ajoutons même que c'étoit son domicile public , notoirement connu au tems de la célébration du mariage , puisque c'étoit celui de ses exercices & jeux de la Foire ; en sorte qu'il y auroit eu de l'affectation à faire publier les Bans , & à recevoir la bénédiction nuptiale du Curé de saint Sulpice ; il semble que ç'auroit été chercher la clandestinité.

Mais d'ailleurs pour prouver le domicile sur la Paroisse de saint Laurent , l'Intimée rapporte différens certificats passés pardevant Notaires , des principaux locataires , dont sa mere a loué des appartemens , desquels il résulte qu'en 1710. 1711. 1712. 1713. & 1714. elle a passé sur cette Paroisse la plus grande partie de toutes ces années.

Trois circonstances achevent de mettre cette vérité de fait en évidence par rapport à la validité du mariage dont il s'agit.

La première est qu'en 1710. Gertrude Boon demeurante sur la Paroisse de saint Laurent avec sa mere , elle y tomba dans une maladie très-longue , & très-dangereuse , & y séjourna sans interruption jusqu'à

qu'à la fin de 1711. Le Chirurgien qui l'a soignée pendant sa maladie en rend témoignage ; le Sieur Benoît Prêtre habitué de la Paroisse de saint Laurent atteste qu'il lui administra plusieurs fois les Sacramens ; son certificat est légalisé.

La seconde circonstance est tirée du certificat du Sieur de Lagarde principal locataire d'une maison appartenante à M. le Président Valier. Il déclare que l'Intimée & sa mere ont occupé un appartement qu'il leur avoit loué depuis la saint Jean 1713. jusqu'à la saint Jean 1714.

La troisième circonstance est que Gervais lui-même a pris soin de tirer un certificat du nommé Labourée Fruitier, qui reconnoît que l'Intimée avec sa famille ont occupé un logement dans sa maison Paroisse S. Laurent, depuis le premier Juillet 1714. jusques au premier Octobre.

Il est donc démontré par ces deux derniers certificats qu'avant la célébration du mariage dont il s'agit l'Intimé avoit acquis 15. mois de domicile continu sans interruption sur la Paroisse de saint Laurent : il n'en falloit que six suivant la Déclaration de 1697. par conséquent suivant la disposition textuelle de la même Déclaration, c'étoit la Paroisse dans laquelle le mariage a dû être célébré.

Qu'on ne dise point que dans le Contrat de mariage, on a indiqué le domicile rue des Mauvais Garçons Paroisse saint Sulpice ; c'est l'ouvrage de Gervais, cet homme artificieux a fait inserer cette énonciation. Des personnes étrangères, qui n'entendent point le François, ne pouvoient être en garde contre la surprise.

D'ailleurs deux réflexions font tomber l'induction de cet énoncé. La première que le domicile est de fait : or le fait de l'habitation actuelle sur la Paroisse de saint Laurent, plus d'un an avant le mariage, est prouvé : on le justifieroit encore par cent témoins.

L'autre réflexion est que l'on convient que la mere de l'Intimée louoit un appartement rue des Mauvais Garçons.

garçons ; que l'Intimée n'a habité que pendant le jeu de la Foire saint Germain , mais ce n'est qu'une habitation passagère & momentanée, le domicile fixe étoit sur la Paroisse de saint Laurent ; . mois avant le mariage.

Enfin qui est-ce qui invoque l'autorité de la loi, dans quelles circonstances prétend-on quelle s'arme de toute sa rigueur ?

C'est Gervais qui appelle la loi à son secours ?

Car il n'y a personne qui ne soit convaincu que sa mere n'est qu'un personnage postiche dont il anime tous les mouvemens : c'est donc Gervais majeur, veuf, libre , qui veut que l'on trompe son mariage , parce-que , selon lui , il n'a pas été célébré par le propre Curé de sa femme ; n'a-t'il pas signé le Contrat , les Bans n'ont-ils pas été publiés, n'a-t'il pas la dispense des deux autres ? N'est-il pas allé à l'Eglise jurer devant Dieu , à la face des Autels , au milieu de nos plus sains mystères , qu'il prenoit l'Intimée pour épouse ? N'a-t'il pas signé l'acte de célébration ?

Difons plus , ne connoissoit il pas celle qu'il a épousée , ses mœurs , sa profession , sa famille , sa demeure ? Ne l'a-t'il pas tirée du Théâtre la veille de son mariage ? N'est-ce pas lui qui a tout conduit ? Ces pauvres étrangères sans conseil , sans amis, ont-elles eu d'autre guide que sa volonté ? S'il y avoit quelque défaut , il en feroit l'auteur. *Nemini sua fraus patrocinari debet.*

Mais pénétrons jusques dans l'esprit de la loi : quel est son objet , quels sont ses motifs ? *D'empêcher ces conjonctions malheureuses qui troublent le repos , & flétrissent l'honneur de plusieurs familles par des alliances souvent encore plus honteuses par la corruption des mœurs , que par l'inégalité de la naissance.* C'est ainsi que parle le législateur.

Or osera-t'on appliquer quelqu'un de ces motifs à la Cause qu'il s'agit de juger ?

On peut encore ajouter que la raison qui a déterminé à souhaiter la présence du propre Curé ,

& six mois de domicile , est pour la publicité du mariage. Il n'y en eut jamais de plus public que celui de l'intimée , toute la ville en fut informée le lendemain qu'il eut été célébré.

Laissons les autres réflexions à la sagesse du tribunal. Les Magistrats sont les dépositaires de la loi , c'est dans leur sein qu'elle repose , qu'elle se digere , pour ainsi dire , & qu'elle perd cette crudité qui la rendroit quelquefois funeste à l'innocence-même : la raison & l'équité de ces illustres chefs de la Justice sçavant distinguer le cas où il faut user de toute la rigueur de la loi , de ceux où elle doit être favorablement interprétée.

L'Intimée a rempli toutes les formalités de l'Ordonnance , elle a satisfait à la Déclaration de 1697. elle avoit plus de six mois , plus d'une année de domicile sur la Paroisse de saint Laurent ; elle espere que la Cour prononcera *il n'y a abus*.

Replique
de Me. de
Blaru.

Me. de Blaru en replique fit les observations suivantes.

Gertrude Boon s'efforce de déshonorer le Sieur Gervais , il n'y a point d'injures dont elle ne l'accable dans un mémoire qu'elle fait distribuer dans Paris ; une femme raisonnable , quelque violente que soit sa situation , ne sort jamais des bornes d'une défense légitime , mais que peut-on attendre d'une Baladine née dans le sein du vice , & qui voudroit rendre égal à elle celui qu'elle veut faire passer pour son mari.

C'est dans cette vue que Gertrude Boon a donné à son conseil des mémoires pleins de faits calomnieux. On lui passe les éloges qu'elle fait de sa personne , de sa religion , de sa sévérité , de ses mœurs , de sa vertu , de sa sagesse dont elle dit que les preuves son écrites sur son visage , sa seule profession dément ce discours.

Elle insulte les sœurs du Sieur Gervais , à l'une , elle donne faussement la qualité de Brodeuse , à l'autre , avec aussi peu de verité , celle de Blanchisseuse à Lyon.

Elle donne au Sieur Gervais un frere qui a donné à
jouer

potier à la Blanque dans la place de Belle-Cour à Lyon. Où a-t-elle pris ce fait ? Le Sieur Gervais est fils unique ; il n'a jamais eu que deux sœurs.

Elle place le Sieur Gervais à l'Opera de Marseille. Elle le fait monter sur le Théâtre de l'Opera de Paris ; c'est un fait qu'elle a eu soin de répandre dans Paris ; il y a eu en effet un nommé Gervais à l'Opera de Paris qui chantoit dans les chœurs , on croit même qu'il est encore : mais celui-ci n'est ni frere ni parent, ni connu du Sieur Gervais ; la ressemblance du nom a produit la calomnie.

Elle fait vivre le Sieur Gervais mal avec sa première femme , elle l'a fait mourir comme une infortunée qui n'a pû résister à ses premiers chagrins. Elle prétend que le Sieur Gervais entretenoit un mauvais commerce avec une malheureuse , elle le plonge dans les plus sales , dans les plus honteuses débauches. Le premier mariage du Sieur Gervais a été paisible & concordant : tout ce qu'avance Gertrude Boon n'est ni prouvé ni vrai ; elle est forcée d'avouer qu'elle n'a point de preuves , elle appelle à son secours la notoriété publique, elle offre mille & mille témoins des calomnies desquelles elle est seule inventrice.

Le Sieur Gervais convient que la profession de Gertrude Boon ne l'oblige pas d'être sincere , mais lui est-il permis d'être calomniatrice ?

Il lui pardonne au surplus les mensonges qu'elle hazarde au sujet de son domicile sur la Paroisse de saint Laurent , parceque c'est en ce point que consiste sa Cause. Il le répète , il les lui pardonne d'autant plus volontiers qu'ils sont démentis par le contrat de mariage où le véritable domicile sur la Paroisse de saint Sulpice est énoncé. Par-là , il est justifié que quoique par rapport à ses exercices elle fût obligée pendant la Foire d'avoir une chambre dans le voisinage , elle avoit conservé son domicile dans le même tems sur la Paroisse de saint Sulpice. C'est-là où sa famille s'est assemblée ,

semblée, où les Notaires se sont transportés lors du contrat de mariage.

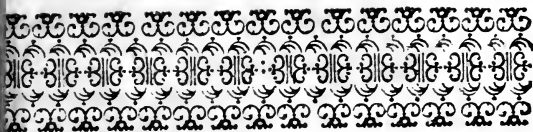
Il y a de l'absurdité & de la témérité à rejeter cette énonciation sur le Sieur Gervais qui se préparoit dit-on, dès-lors peut être un prétexte pour attaquer son mariage. Les Notaires ont daté l'acte dans le lieu où il se passoit, ce n'étoit point une maison empruntée; Gertrude Boon ne pousse point le mensonge jusqu'à ce point.

Il n'est pas au surplus difficile de pénétrer pourquoi Gertrude Boon a évité la Paroisse de saint Sulpice. Le Curé y passe pour très-exact, les Vicaires ne le sont pas moins, le moindre retardement auroit produit des réflexions; la Boon & sa famille auroient manqué leur proie, c'est un ouvrage qui a été conduit avec un secret infini, & qui a été terminé en quatre jours. Il est vrai qu'il est devenu public le lendemain, mais c'est par le scandale qu'il a causé dans tout Paris.

Sur ces contestations de part & d'autre la Cour prononça qu'il n'y avoit abus. A l'égard de la date de l'Arrêt il fut prononcé le jour même que M. Voisin fit vérifier ses Lettres de Chancelier, c'est tout ce que j'en sçais.

On verra dans la Cause de la Comédienne D** que le jour que M. Voisin vint au Parlement pour cette vérification, on voulut le régaler de cette Cause.





COMEDIENNE

CELEBRE,

QUI SE POURVOIT

contre son Mariage.

QUE de maris & de femmes s'affranchiroient du Mariage, si la porte leur étoit ouverte pour se-
 ouïer ce joug? Que de personnes se sont aimées d'u-
 ne extrême tendresse avant leur Mariage, dont l'a-
 mour a dégénéré en haine? L'inconstance & l'amour
 de la liberté naturels à l'homme sont les principes de
 l'ennui & du dégoût du lien qu'ils ont contracté. Cet-
 te foiblesse est encore plus grande dans une autre,
 parce qu'elle est nourrie dans le libertinage du cœur
 dont elle débite continuellement les maximes sur le
 Théâtre.

La D^{***}. qui avoit primé longtems à la Comédie
 françoise, & qui avoit acquis la réputation de la
 Chammele^{*} à laquelle elle avoit succédé, ayant mis ^{* Fameuse}
 ses talens à profit pour sa fortune, envisagea le Sa- ^{Actrice}
 crement de Mariage comme une retraite honorable ^{dans le}
 pour elle, mais elle crut qu'en s'affervissant à un ^{Tragique.}
 mari, elle devoit le prendre dans la première jeu-
 nesse, afin que la distance de l'âge lui inspirât
 plus de respect, & que l'hymen eût une figure plus
 aimable. Elle jeta les yeux sur le Sieur du C^{**}
 ils du Comédien. Son menton commençoit à s'on-
 prager de son premier duvet. Il avoit à peine 17.

ans, & l'épouse en avoit 60. quel contraste ? Il étoit pourtant adouci par les agrémens de la Comédienne qui n'étoient pas encore effacés.

Suivant les différentes faces sous lesquelles une femme âgée regarde le mariage, elle choisit ou un homme meur, ou un homme fort jeune. Si elle veut que l'union qu'elle contracte soit solide, & ne soit point détrempée d'amertume, elle doit prendre un époux d'un âge un peu avancé; mais si elle préfère le plaisir qu'elle se promet à ces avantages, elle se fixera sur un époux jeune. Mais je ne répons pas que bientôt désabusée, elle ne soit disposée à changer son mari jeune contre un bien plus âgé. Voilà ce qu'éprouva la D ** soit que les deux époux ne contribuassent pas également à leur bonheur, & ne fissent pas autant de démarches l'un que l'autre, & s'éloignassent ensuite par l'orgueil qui engendre la répugnance surtout dans un jeune homme. J'estime que l'amour qui approche les deux époux doit être cultivé à communs frais; je serois même porté à exiger que notre sexe qui se pique d'avoir plus de raison, quoique je croie la question fort problématique, se picquât encore plus de faire de plus grands efforts que sa chère moitié pour entretenir l'union, persuadé que si cette union reçoit quelqu'atteinte, elle s'alterera de plus en plus, & parviendra enfin à s'éteindre entièrement sans que les cœurs puissent se réunir si on n'y remédie.

La désunion de ce mariage vint à un tel point que la D ** mit tout en usage pour en rompre les liens; des lueurs se présentèrent à son esprit, à la faveur desquelles elle prétendoit venir à bout de ce dessein. Elle fit assigner son époux à l'Officialité pour voir dire que son mariage seroit nul. Avoit-elle en vue d'éprouver un second mariage qui dédommageât son imagination, ou étoit-elle montée sur un autre ton, & vouloit-elle recouvrer absolument sa liberté pour ne la plus engager? cela n'est pas décidé. Me.

Cochin

Dochin lui consacra son ministère , voici comme il parla :

La demande de la Demoiselle D * * est fondée sur les règles les plus inviolables de l'Eglise & de l'Etat. La nécessité de la présence du propre Curé pour la validité du Sacrement de Mariage établie par les unes & les autres forme tout son moyen : les vains prétextes dont on se sert pour le combattre ne peuvent jamais l'affoiblir.

Le Sieur du C * * essaye de justifier le mariage en lui-même ; mais convaincu qu'il ne peut faire à cet égard que des efforts impuissans , il prétend que quand le mariage seroit radicalement nul , la Demoiselle D * * ne pourroit en rompre le lien , parce qu'il n'est point permis à ceux qui ont parù s'unir pour toujours de consulter leur propre état , & de réclamer leur liberté , quoiqu'elle ne soit point engagée suivant les Loix.

Un système si nouveau ne fera pas sans doute de grands progrès ; ce seroit une étrange maxime que celle qui obligeroit des personnes mariées de s'aveugler , pour ainsi dire elles-mêmes sur leur propre sort , de vivre dans un état que la Religion condamne , & que la loi politique flétrit , sans qu'il leur fût permis d'en sortir , & de demeurer engagés dans le lien du mariage sans être véritablement unis par le Sacrement ; il n'y a point de Tribunal dans lequel elle puisse être adoptée.

La Demoiselle D * * destinée depuis longtems à paroître sur le théâtre de la Comédie françoise , a toujours demeuré dans le quartier où se donne ce spectacle.

Mais pour ne parler que du tems qui précède le prétendu mariage , elle prit en 1719 le Bail d'une maison située rue Mazarine Paroisse S. Sulpice : il fut passé devant Notaires le 18. Avril 1719. pour commencer à la S. Remy de la même année ; & finir à pareil jour de l'année 1728.

Ce Bail a toujours été exécuté ; la Demoiselle D^{***} a demeuré sans interruption dans cette maison depuis 1719. jusqu'au 15. Octobre 1728. elle en a la preuve dans l'assignation qui lui fut donnée le même jour à la requête du propriétaire pour faire les réparations locatives : l'exploit porte qu'elle venoit d'en sortir.

Elle y demeurait singulièrement en 1725. comme il seroit facile de le prouver par le témoignage d'un grand nombre de personnes qui l'y ont toujours vue , elle y a satisfait pour cette année là même aux charges de Ville & de Police , comme il est prouvé par une quittance du Sieur Petit Commissaire du Grand Bureau des pauvres du 12. Mars 1725.

A l'égard du Sieur du C^{***} pere , il convient qu'en la même année il demeurait rue des Fosses Fauxbourg S. Germain Paroisse de S. Sulpice. Son fils âgé de 17. ans qui n'avoit ni charge ni emploi , ni aucune sorte d'établissement, ne pouvoit demeurer qu'avec son pere , & y demeurait en effet. Toute la ressource du pere étoit de lui procurer une entrée à la Comédie , comme il y parvint aussitôt après le mariage ; on juge bien qu'avec cette vue il ne l'éloignoit pas du séjour de la Demoiselle D^{***} , & du quartier de la Comédie.

Ce fut donc dans ces circonstances que du C^{***} pere qui avoit quitté un peu malgré lui le séjour de la Ville de Rennes , où il avoit été syndic des Notaires & qui cherchoit par industrie à réparer la décadence de sa fortune , sollicita la Demoiselle D^{***} à consentir au mariage de son fils avec elle. Elle avoit alors une grande affaire avec la succession de M. de Coiffin qui duroit depuis longtems ; il promettoit par son application & par ses talens de l'en faire sortir bientôt avec toutes sortes d'avantages ; ses promesses séduisirent la Demoiselle D^{***} ; elle donna son consentement , & se reposa sur du C^{***} pere de toutes les
for

formalités qu'il falloit remplir pour parvenir à ce mariage.

Le Contrat de mariage fut passé le 7. Avril. 1725. du C** pere s'y dit demeurant , *Quartier de S. Germain des Prez , rue des Fosséz , Paroisse S. Sulpice*. Il est vrai que comme il avoit ses vûes , il y donne à la Demoiselle D** , & à Pierre Jacques du C** son fils , un domicile imaginaire sur la Paaroisse S. Eustache ; mais les preuves contraires que rapporte la Demoiselle D** , & qu'elle offre de soutenir par l'Enquête la plus concluante , ne permettent pas de s'arrêter à une pareille énonciation.

Cependant sous prétexte de ce domicile chimérique , on mena le 18. du même mois la Demoiselle D** en l'Eglise de S. Eustache , où fut dressé un acte de célébration de mariage que les parties signèrent.

Quelque tems après le Sieur Curé de S. Sulpice ayant été instruit de ce prétendu mariage , célébré entre des personnes parfaitement connus pour être de sa Paroisse , en donna avis au Promoteur qui étoit alors , pour faire ce que son ministère exigeroit de lui. Le Promoteur en effet fit assigner le Sieur du C** devant M. le Cardinal de Noailles pour représenter l'acte de célébration ; mais ayant refusé de comparoir , l'affaire fut abandonnée , parce que Messieurs les Prélats n'ont point de Jurisdiction pour contraindre ceux qui refusent de comparoître devant eux , & que tout ce qu'ils peuvent faire est d'en donner avis aux Officiers chargés des fonctions du ministère public.

Cependant cette démarche dont la Demoiselle D** a été instruite , a commencé à lui faire naître des doutes sur son état , elle a crû qu'il étoit de son devoir de s'en éclaircir , & elle a appris enfin qu'elle n'étoit point mariée , en sorte qu'il ne lui étoit pas permis , sans manquer aux devoirs les plus essentiels , de vivre avec Jacques Pierre du C** comme avec son ma-

ri : c'est ce qui l'a déterminée à former la demande en nullité de mariage.

Du C ** pere a d'abord voulu employer les ruses & les petites subtilités dont il est parfaitement instruit. Il a prétendu que la Demoiselle D ** devoit communiquer la procédure faite en 1726. à la requête du Promoteur ; ce qui a fait la matiere d'un incident, lors duquel il a eu la bonne foi de soutenir qu'il n'avoit point cette procédure : cependant lorsque cet incident a été joint au fonds , il a lui-même communiqué cette procédure dont il demandoit la représentation. On peut juger à ce trait du caractère de celui contre qui plaide la Demoiselle D **.

Mais sans se prévaloir des avantages que fournit une pareille infidélité , la demande en elle-même est fondée sur des moyens si solides , qu'il sera impossible au Sieur du C ** de s'en défendre.

On a pû agiter autrefois la question de sçavoir si la présence du propre Curé étoit nécessaire pour la validité du Sacrement de Mariage , ou si le seul consentement des parties formoit entre eux un lien sacré & indissoluble ; mais il y auroit de la témérité à vouloir la renouveler après des loix aussi claires , & aussi précises que celles qui sont intervenues sur cette matiere , & qui ont imposé silence à tous ceux qui contestoient la nécessité de la présence du propre Pasteur.

Le Concile de Trente , adopté en cela par nos Ordonnances , en a fait un decret formel , *Qui aliter quam præsentè Parocho , vel alio Sacerdote , de ejus Parochi , seu Ordinarii licentiâ , & duobus , vel tribus testibus matrimonium contrahere attentabunt , eos sancta synodus ad sic contrahendum omnino inhabiles reddit , & hujuscemodi contractus , irritos , & nullos esse decernit prout præsentì decreto irritos facit , & annullat.*

Nos Ordonnances se sont conformées à un decret

et si sage. Celle de 1639. veut que la proclamation des Bans soit faite par le Curé de chacune des parties contractantes, & qu'à la célébration du mariage assistent quatre Témoins dignes de foi outre le Curé, qui recevra le consentement des parties. Elle fait défense à tous Prêtres, tant séculiers que réguliers de célébrer aucuns mariages qu'entre leurs vrais & ordinaires Paroissiens sans la permission par écrit des Curés des parties, ou de l'Evêque Diocésain.

Mais il n'y a point de loi plus formelle sur ce point que l'Edit du mois de Mars 1697. Le Roi expose d'abord que les saints Canons ayant prescrit comme une des solennités essentielles au Sacrement de mariage la présence du propre Curé de ceux qui contractent, les Rois ses prédécesseurs avoient autorisé par plusieurs Ordonnances l'exécution d'un règlement si sage. Surquoi le Roi ordonne, que les dispositions des saints Canons, & Ordonnances des Rois ses prédécesseurs concernant la célébration des mariages, & notamment celles qui regardent la nécessité de la présence du propre Curé de ceux qui contractent, soient exactement observées.

Voilà donc la présence du propre Curé des parties qui contractent, reconnu être une solennité essentielle au Sacrement de mariage, voilà la nécessité de la présence du propre Curé établie, ou plutôt confirmée; c'est la dernière loi sous l'autorité de laquelle nous vivons. Si l'on s'y est conformé dans le prétendu mariage de la Demoiselle D** & du Sieur du C** leur engagement est indissoluble: c'est un nœud sacré que l'on ne peut entreprendre de rompre sans impiété; mais si au mépris de ces loix respectables, les parties ont été unies par un Prêtre sans pouvoir, ce n'est qu'une ombre de mariage qui se dissipe dès qu'on en approche; non seulement il est facile de rompre un pareil engagement, mais il n'est pas même permis d'y persévérer.

Tout dépend donc ici d'un seul point de fait. Les parties demeuroient-elles sur la Paroisse de saint Eustache ? On soutient & on articule précisément que ni la Demoiselle D** ni les Sieurs du C** pere & fils n'y ont pas habité un seul jour, loin d'y avoir acquis *ce domicile actuel & public* dont parle l'Edit du mois de Mars 1697. on soutient qu'ils demeuroient tous sur la Paroisse de saint Sulpice.

Les preuves que l'on en rapporte sont si décisives qu'elles suffiroient seules pour faire prononcer dès à présent la nullité du mariage. A l'égard de la Demoiselle D** elle demeuroit rue Mazarine ; le Bail de 1719. passé devant Notaires en est une preuve non suspecte, surtout quand on y joint l'assignation du 15. Octobre 1728. pour les réparations locatives. On voit dans ces deux pieces le commencement & la fin du Bail qui enveloppent le tems du prétendu mariage, qui est de 1725. ces preuves sont encore soutenues par la quittance du Commissaire des pauvres du 12. Mars 1725. pour la même année : Voilà les seules preuves de domicile qu'il soit possible de rapporter. A l'égard des Sieurs du C** pere & fils, leur domicile n'est point encore équivoque ; le Sieur du C** pere a reconnu lui-même dans le Contrat de mariage du 7. Avril 1725. qu'il demeurait rue des Fosses Paroisse saint Sulpice ; & comme son fils n'avait que 17. ans de son propre aveu, il étoit impossible qu'il eût d'autre domicile que celui de son pere, n'ayant aucun employ qui pût le tirer de la maison paternelle.

Comment pourroit-on résister à des preuves si décisives ? Cependant si la Justice pouvoit encore balancer, on offre de faire preuve par témoins d'un domicile actuel, public, continu sur la Paroisse de saint Sulpice, tant de la Demoiselle D** que des Sieurs du C** pere & fils, & dans le tems du mariage, & plusieurs années auparavant. Cette preuve,

ve, quand elle seroit seule, ne pourroit être rejetée, parceque souvent on n'a point d'autres preuves de sa demeure actuelle que la notoriété même du quartier, & la connoissance de tous les voisins; mais ici que cette preuve est préparée par tant d'autres qui seroient au moins de grands commencemens de preuves par écrit, il est impossible de s'y refuser.

Voyons cependant sur quel fondement le Sieur du C** prétend écarter toutes ces preuves, & défendre à la demande en nullité du prétendu mariage.

Il a avancé quatre propositions, que l'on peut regarder comme autant d'objections; il faut les réfuter séparément, & dans le même ordre qu'elles ont été proposées.

Réponses aux Objections.

La première proposition du Sieur du C** consiste à dire, que le mariage a été célébré par le propre Curé des parties, qu'il en a des preuves suffisantes, & que les preuves contraires ne peuvent être ni adoptées ni admises.

Après ce que l'on vient d'établir sur le véritable domicile des parties, cette proposition se trouve détruite par avance. En effet l'Edit du mois de Mars 1697. nous apprend ce que l'on entend par ces termes, le *propre Curé des parties*; c'est celui dans la Paroisse duquel les parties ont eu au moins six mois avant le mariage un domicile actuel & public. Or peut-on dire que les Sieurs du C** & la Demoiselle D** aient eu un pareil domicile sur la Paroisse de saint Eustache? On soutient au contraire qu'ils n'y ont pas demeuré un seul jour; & cela est déjà prouvé par des titres non suspects, & qui mettent cette vérité dans la dernière évidence. Un Bail pardevant Notaires, une

Réponse à
la première
objection.

assignation donnée à l'expiration du Bail , une quittance de la taxe des pauvres , le contrat de mariage même par rapport au domicile de du C** pere , qui en cette partie ne doit pas être suspect ; il est donc certain que le mariage n'a point été célébré par le propre Curé des parties.

En effet que peuvent opposer les Sieurs du C** à ces preuves décisives. L'énonciation du contrat de mariage & de l'acte de célébration dans lesquels on a donné à la Demoiselle D** & au Sieur du C** fils un prétendu domicile sur saint Eustache. Mais qui pourroit ne pas reconnoître combien il est absurde d'ériger en preuves authentiques de pareilles énonciations ? Tous ceux qui voudront se marier dans une Paroisse étrangère , ne manqueront pas de se supposer un domicile dans la Paroisse dans laquelle ils demanderont la bénédiction nuptiale , & aussitôt voilà la preuve acquise qu'ils y demeuroient ; quelle illusion ! Si cela étoit , il n'y auroit point de Curé qui ne devînt en un instant le propre Curé des parties , puisqu'il suffiroit de se dire son paroissien pour l'être en effet ; & par-là deviennent inutiles ces réglemens si sages des deux Puissances pour obliger les peuples de s'adresser à leur propre Curé , lorsqu'ils voudront être unis par le Sacrement de mariage. Du C** pere propose une ouverture qui va bientôt renverser ces loix si respectables. On ne peut s'adresser qu'à son propre Curé ; mais tout Curé deviendra le propre Curé des parties quand on voudra ; il suffira pour cela de dire que l'on demeure sur la Paroisse , quoiqu'on n'y demeure pas. Peut-on pousser l'excès de ses prétentions jusqu'à un tel degré d'absurdité ?

Mais , dit-on , s'il ne suffit pas de se dire Paroissien pour l'être en effet , suffit-il aussi de contester cette énonciation pour la détruire ? & tant que l'on ne rapporte pas des preuves contraires , la foi ne demeure-t-elle pas à l'énonciation ? on en convient ,

& en ce point on fera d'accord avec le Sieur du C** , aussi la Demoiselle D** ne vient-elle pas dire : on a déclaré que le domicile des parties étoit sur saint Eustache , & moi je le nie ; ainsi il faut rejeter l'énonciation , & deferer à la déclaration contraire que je fais aujourd'hui ; mais quel est son raisonnement ? on a déclaré , il est vrai , que les parties étoient domiciliées sur la Paroisse de saint Eustache ; mais c'est un artifice du Sieur du C** pere , qui ne doit pas prévaloir sur la vérité. Les parties étoient domiciliées sur la Paroisse de saint Sulpice , j'en rapporte des preuves authentiques par des actes non suspects ; j'offre de les soutenir par le témoignage des personnes les plus irréprochables ; il ne faut deferer ni à la Déclaration faite dans le contrat de mariage , & dans l'acte de célébration , ni à la dénégation que j'en fais aujourd'hui ; mais il faut se rendre aux preuves décisives que je rapporte , & à celles que j'offre d'y joindre encore. N'est-ce pas là un langage dicté par la raison même ?

Que du C** pere prétende soutenir l'énonciation qu'il a fait mettre dans le contrat de mariage , & dans l'acte de célébration , par une prétendue quittance de loyers qu'il suppose avoir été donnée à la Demoiselle D** par le propriétaire d'une maison située sur la Paroisse de saint Eustache , c'est une idée qui n'est pas moins ridicule que la première. On fait dire à un inconnu , *qu'il a entièrement été payé de l'appartement que Mademoiselle de Chateauneuf a occupé dans sa Maison pendant six mois* , & cela formera une preuve de domicile sur saint Eustache ; mais qui est ce particulier ? où est sa maison ? combien étoit-elle louée ? de qui a-t'il reçu ? rien de tout cela n'est expliqué. On ne sçait pas même si celui dont le nom est employé au bas de cette prétendue quittance est un homme existant ; on ne sçait point si sa maison est sur saint Eustache ,
ou

ou sur une autre Paroisse : d'ailleurs , a-t-on jamais donné une quittance de loyers sans y exprimer le prix du loyer ? Il est vrai qu'il ne s'agit pas aujourd'hui du plus ou du moins de ce prétendu loyer ; mais il suffit qu'il soit sans exemple de supprimer dans une quittance le prix d'un loyer , pour qu'une quittance dans laquelle il ne se trouve pas soit infiniment suspecte ; enfin c'est une prétendue quittance sous seing privé que l'on a pû fabriquer depuis le procès. Est-il permis de proposer en Justice un papier si méprisable.

Ce qui est de singulier est que du C** dans son mémoire a osé dire que cette piece étoit décisive , parceque c'étoit la piece même de la Demoiselle D** ; & comment donc feroit-elle sa piece , elle qui ne l'a écrite ni signée , ni ne l'a point représentée , qui n'y a , en un mot , aucune part , & qui n'en a jamais entendu parler avant qu'on l'ait annoncée à l'Audience.

Ce qui est encore plus singulier est d'entendre le Sieur du C** vanter cette piece , l'élever au rang des preuves les plus victorieuses ; & au contraire traiter avec le dernier mépris la preuve naissante d'un Bail pardevant Notaires , & d'une assignation en Justice ; ce Bail , dit le Sieur du C** , ne forme pas le plus léger indice d'une demeure dans la rue Mazarine : cette assignation ne peut pas faire naître un soupçon de l'exécution de ce Bail ; mais pour une quittance sous seing privé que l'on a pu faire dresser depuis quatre jours par le premier homme facile que l'on ait rencontré , c'est une piece victorieuse qui doit entraîner tous les suffrages. Si l'on juge de la Cause par les moyens qui la soutiennent , y en eut-il jamais une plus déplorable que celle du Sieur de C** ?

Il est donc certain que la Demoiselle D** établit le domicile des parties sur la Paroisse de saint Sulpice par des preuves incontestables , & que ce

que

que l'on oppose de la part de Pierre du C * * ne mérite pas même le nom de preuve. Cependant si on ne veut pas encore se rendre , & que dans une matière si importante , on veuille pousser le scrupule jusqu'à douter encore , la preuve testimoniale achevera de dissiper tous les nuages.

En vain le Sieur du C * * allarmé de cette preuve , ose-t'il dire qu'elle est dangereuse ? s'il y a quelques occasions où l'on puisse la regarder comme telle , ce n'est pas assurément dans celle-ci. Quand il s'agit d'un fait aussi public que la demeure d'une partie connue pendant six mois entiers , il est impossible que la vérité n'en soit établie par un concert si unanime qu'il ne soit plus permis d'y résister ; certains faits obscurs passés dans les ténèbres peuvent quelquefois demeurer équivoques , même après des Enquêtes ; mais pour celui d'une partie qu'un peuple entier a vû habiter pendant plusieurs années , & notamment pendant six mois dans une même maison ; il y auroit de la folie à penser que l'on pourroit en imposer à la Justice.

D'ailleurs c'est une preuve nécessaire : si on ne se rend pas à des Baux pardevant Notaires , à des assignations en Justice , & d'autres pièces de cette nature ; car enfin la demeure actuelle est une chose de fait pour laquelle on ne passe pas des Actes chaque jour , il faut donc ou en juger par les Baux , ou se contenter de la preuve testimoniale.

L'Arrêt de 1723. qui a jugé qu'il y avoit abus dans deux sentences de l'Officialité d'Arras , qui avoient admis la preuve , & qui depuis avoient déclaré le mariage nul , ne juge pas que la preuve en elle-même ne fût pas admissible , mais qu'il y avoit des preuves contraires par dessus lesquelles il n'avoit pas été permis de passer.

La seconde proposition du Sieur du C * * roule sur une prétendue fin de non recevoir ; il prétend qu'une des parties qui a contracté mariage ne peut elle-

elle-même en demander la nullité en Justice ; que c'est une inconstance & une perfidie qui la rend indigne , & qu'il faut pour la punir qu'elle demeure mariée sans l'être en effet.

Réponse
à la secon-
de objec-
tion.

On l'a déjà dit , un pareil système est trop nouveau & trop bizarre pour qu'il y ait lieu de craindre que l'on puisse l'admettre dans aucun Tribunal.

Si quelqu'un est intéressé à consulter la validité d'un mariage , c'est assurément une des deux parties qui l'ont contracté ; il s'agit de son propre sort , il s'agit pour la femme de savoir si elle a véritablement un mari , ou si elle n'en a point ; & on prétendra qu'il ne lui est pas permis de sonder un pareil mystère , qu'elle doit s'aveugler sur son état même , ou demeurer tranquille dans le sein d'un mariage que la Religion , & que la loi condamnent. Une telle proposition fait horreur ; c'est faire de la profanation même d'un Sacrement un devoir d'état ; & pour se piquer d'une constance criminelle , sacrifier jusqu'à sa raison même.

Quel sera donc le sort d'une femme à qui on prétend imposer un joug si nouveau ; elle saura quelle n'est point véritablement mariée ; elle saura que loin d'avoir été unie par le Sacrement , elle est coupable ou du moins complice de sa profanation ; elle saura que loin d'être liée par un nœud sacré , la Religion déteste son engagement ; cependant elle sera obligée de demeurer dans un état si horrible. Voilà la conséquence nécessaire de la morale que l'on a débitée pour le Sieur du C**.

S'il y a un Sacrement , il est juste de le respecter & de punir la témérité de celle qui ose entreprendre de rompre les nœuds qu'il a formés ; mais s'il n'y a point de Sacrement , ce seroit consommer le crime que de ne le pas réparer par une réclamation authentique.

Alleguer en ce cas une fin de non recevoir contre la femme , prétendre qu'elle ne doit pas être écou-
tée ,

ée ; c'est soutenir que sans Sacrement des parties se-
ont mariées par fins de non recevoir : ce qui est as-
surément le comble de l'égarement.

Mais , dit-on , pourquoi tant mépriser la fin de
non recevoir ? N'avons-nous pas un grand nombre
l'Arrêts qui en matiere de mariage ont déclaré des
appellans comme d'abus non recevables ? Dans le
for extérieur , les fins de non recevoir ont lieu
en matieres spirituelles comme en matieres pro-
fanes.

Tout ce que l'on propose sur le mérite des fins
de non recevoir en fait de mariage n'est qu'une équi-
voque. Il y a deux sortes de nullités ou de moyens
d'abus , des nullités absoluës , & des nullités relatives.
Les nullités absoluës sont celles qui se tirent de ce
que l'on a manqué à ce qui constituë l'essence du Sa-
crement ; tel est le défaut de présence du propre Cu-
ré ; les nullités relatives sont celles qui ne concernent
que l'intérêt de certaines parties , comme la nécessité
du consentement des pere & mere , ou des tuteurs à
l'égard des mineurs.

A l'égard des nullités absoluës , il n'y a jamais de
fin de non recevoir , lorsque celui qui les propose , a
un intérêt réel de s'en servir , & surtout lorsqu'elles
sont proposées par un des conjoints même , parce-
qu'il est impossible que les Juges suppléent ce qui est
de l'essence même du Sacrement. Ce n'est donc que
par rapport aux nullités relatives que les fins de non
recevoir peuvent avoir lieu , même contre ceux qui
auroient intérêt qu'elles réussissent

Ainsi lorsqu'un des conjoints demandera la nullité
de son mariage , & proposera pour moyen une nul-
lité absoluë , jamais on ne pourra refuser de l'en-
tendre : par exemple lorsqu'il dira que le mariage
n'a point été célébré par le propre Curé des Parties ,
parceque la présence du propre Curé est de l'essen-
ce du mariage , comme l'Edit de 1697. l'a recon-
nu ; de même lorsqu'il dira que dans le tems que
le

le mariage a été célébré une des parties étoit actuellement en démence , enforte qu'il est impossible qu'il y ait consenti ; de même encore s'il allègue qu'il a été marié avec un parent ou une parente dans un degré prohibé sans aucune dispense , tous ces moyens qui roulent sur ce qui est essentiel au mariage, ne peuvent être écartés par fins de non recevoir , quand ils sont proposés par une partie intéressée ; car on sçait bien que le premier venu ne pourroit être écouté , s'il n'avoit aucun intérêt au mariage ; mais pour tous ceux qui y sont intéressés , de pareils moyens doivent toujours être approfondis.

Au contraire si un des conjoints demande la nullité de son mariage sous prétexte qu'il étoit mineur alors , & que ses pere & mere n'ont point donné leur consentement , un pareil moyen qui n'est relatif qu'aux pere & mere ne sera point écouté de sa part , & il sera très - justement déclaré non recevable. Pourquoi cela ? C'est qu'on ne peut pas dire qu'il n'y ait point de Sacrement , quand les pere & mere n'ont point donné leur consentement ; le Sacrement est bien administré pourvu que les pere & mere ne réclament pas , leur consentement tacite suffit , & ce consentement se trouve dans leur silence : il est donc des regles dans ce cas de déclarer tout autre que les pere & mere non recevable. Par cette distinction naturelle se concilient tous les Arrêts que l'on oppose avec le principe que l'on établit pour la Demoiselle D * *.

L'Arrêt de 1638. rapporté par Bardet tom. 2. liv. 7. chap. 10. est dans l'espèce d'un homme qui appelloit comme d'abus de son mariage , sur ce qu'il avoit été marié mineur sans être assisté de son tuteur , son moyen est rapporté dans Bardet. *Pour moyen*, il dit , *que lors de ce prétendu mariage , l'appellé étoit mineur de 25. ans , & par conséquent suivant la disposition de l'Ordonnance il n'a pû valablement*

ablement contracter mariage , & ce d'autant moins qu'il n'a été assisté de tuteur ni de curateur. M. Taton remarqua que la minorité seule n'étoit pas un moyen de nullité , le tuteur ne reclamoit pas , approuvoit le mariage , & le mineur devenu majeur avoit perseveré dans le même engagement. Pouvoit-on se dispenser de le déclarer non-recevable ? On ne peut pas dire en ce cas que les Parties soient demeurées mariées par fin de non-recevoir , le mariage étoit bon en lui-même , puisque le seul reproche tiré du défaut de consentement du tuteur tomboit par son silence.

L'Arrêt de Sourdiac de 1682. ne juge pas l'appelant comme d'abus non-recevable , mais que la preuve rapportée d'un domicile contraire à celui énoncé dans l'Acte de célébration de mariage n'étoit pas solide ; ils avoient déposé dans l'Enquête contre ce qu'ils avoient certifié dans l'Acte de célébration du mariage , & avoient eu l'indignité de déclarer qu'ils avoient été subornés pour déposer dans l'Enquête , pour certifier dans l'Acte de célébration de mariage , ainsi leur témoignage fut rejeté. Il est si vrai que c'est là le seul fondement de l'Arrêt , & non la prétendue fin de non-recevoir contre le mari , que le père du mari étoit appellant comme d'abus. M. l'Avocat général prit aussi le même parti , il n'y avoit constamment aucune fin de non-recevoir contre eux : on auroit donc deféré à leur appel comme d'abus s'il n'y avoit eu d'obstacle que la fin de non-recevoir résultant de l'indignité du mari ; mais comme on trouva qu'il n'y avoit point de preuve au fond , de la nullité du mariage , le Parlement crut devoir le confirmer. Pourquoi donc citer cet Arrêt dans une Cause où il y a des preuves si sensibles de la fausseté du domicile sur la Paroisse où les parties ont été mariées ?

L'Arrêt du 17. Janvier 1592. n'est pas moins étranger à notre question. Un mariage avoit sub-

sisté tranquillement pendant 25. ans, une fille née de ce mariage avoit depuis été émancipée par l'avis des parens, & entre autres de l'appellant comme d'abus, depuis poursuivi par cette fille pour le paiement d'une somme de 1500. liv. Dans la vuë de se dispenser de payer, il appelle comme d'abus d'un mariage célébré près de 30. ans auparavant; il conte l'état d'une parente qu'il a reconnue, il oppose le défaut de consentement des pere & mere qu'il ne représentoit pas, & qui n'avoient jamais contesté le mariage. On sent que tout s'élevoit contre une pareille demande, & qu'il n'étoit pas possible de l'écouter, l'appellant comme d'abus n'avoit ni intérêt ni qualité.

L'Atrêt de 1729. n'est rapporté dans aucun ouvrage public, on n'en voit point l'espece, & elle se trouvera dans des circonstances semblables.

Mais, dit-on, nous avons une piece d'un grand poids qui décide qu'une des parties contractantes ne peut opposer le défaut de présence du propre Curé. C'est une consultation anonime imprimée à la fin des Oeuvres de Duplessis, elle décide que les majeurs qui se sont mariés sont non recevables à opposer ce défaut; mais cette citation tronquée ne pourroit être d'aucun secours au Sieur du C ** quand elle seroit par elle-même de quelque poids.

Il l'a entierement défigurée, il faut la rétablir dans son véritable objet. On demande par qui peut être opposé le défaut de présence du propre Curé, & on répond qu'il faut distinguer deux tems, si c'est du vivant des deux contractans, ou après le décès de l'un d'eux que cela s'agit.

Si c'est du vivant des parties contractantes, on observe, que la Déclaration de 1697. ne contient aucune disposition par rapport aux parties intéressées, elle les suppose seulement en ce qu'elle n'admet les Promoteurs qu'au cas où les parties intéressées ne font aucunes procédures.

Ainsi,

Ainsi , selon la consultation même , la Déclaration de 1697. reconnoît que les parties intéressées peuvent opposer le défaut de présence du propre Curé , puisqu'elle n'excite les Promoteurs qu'au cas où les parties intéressées n'agissent point ; les voilà donc reconnues capables d'agir , & par conséquent on ne peut leur opposer la fin de non recevoir. Ensuite on demande dans la consultation si une des parties contractantes agissoit , & en soutenant le mariage nul, demandoit la réhabilitation ; si l'autre pourroit s'y refuser. Voilà l'unique point que l'on agite , & c'est sur cela que la consultation décide que le conjoint ne peut se dispenser de réhabiliter. Mais ce n'est point là la question de notre Cause. Le Sieur du C** ne demande point la réhabilitation ; au contraire il soutient qu'il ne faut point réhabiliter , puisqu'on ne doit pas même entrer dans la question de la validité du mariage. Comment donc veut-il se prévaloir d'une consultation qui le condamne tant qu'il ne demandera pas la réhabilitation ?

Il y a une différence entière entre sa prétention & ce qui est soutenu dans la consultation. Selon lui dès que le mariage est bien ou mal célébré , il faut que les parties contractantes y perseverent , il ne leur est pas même permis d'en proposer la nullité , & demander la réhabilitation ; il a donc action pour se plaindre de la nullité de son mariage , & par conséquent la fin de non-recevoir est détruite.

Mais l'autre partie sera-t'elle recevable à refuser la réhabilitation , c'est une autre question que nous allons examiner ; qu'il fût de dire quant à présent qu'il n'y a point de fin de non-recevoir contre celui ou celle qui allègue la nullité de son mariage ; qu'il fût de dire qu'il n'est pas possible de lui imposer silence pour l'obliger de rester dans un état réprouvé & condamné par toutes les loix.

C'est une vérité qui saisit par sa propre évidence , qu'aucun préjugé ne condamne , & qui pourroit facilement se soutenir par des préjugés favorables. L'Arrêt de Mahudel suffiroit pour en convaincre. Il étoit appellant comme d'abus de son propre mariage , il n'avoit qu'un seul moyen qui étoit le défaut de présence du propre Curé. Par l'Arrêt rendu sur les conclusions de M. l'Avocat général Gilbert de Voisins , le mariage fut déclaré abusif. On ne croit donc pas que la fin de non - recevoir mérite la moindre attention , en un mot la Demoiselle D * * ne demeurera pas mariée si on n'a pas rempli ce qui est *essentiel* pour la validité du Sacrement.

La troisième proposition est que s'il y avoit du doute sur la validité du mariage dont il s'agit , on ne pourroit qu'en ordonner la réhabilitation. Mais d'abord il faut arrêter le Sieur du C * * & lui demander s'il conclut à la réhabilitation ; en cas qu'il convienne donc de la nullité du mariage , qu'il abandonne donc sa fin de non - recevoir , & qu'il réduise toute la question au point de sçavoir si on peut obliger Mademoiselle D * * , au point de réhabiliter. Pourquoi tant écrire , & tant parler sur le mariage en lui - même , si on ne peut le soutenir ? si au contraire le Sieur du C * * ne conclut point à la réhabilitation , qu'il épargne aux parties la peine d'agiter une question qui n'est point formée. Jusqu'ici il n'a point donné de Requête à fin de réhabilitation , il n'y a pas même conclu verbalement à l'Audience. C'est donc une question qui n'est pas née , & qu'il semble inutile d'agiter.

Cependant pour ne rien laisser sans défense , il est facile d'établir que l'on ne peut jamais forcer une partie à réhabiliter un mariage qui est radicalement nul. En effet , si le mariage est nul , il n'y a point d'engagement , & s'il n'y a point d'engagement , les parties sont libres d'en contracter un nouveau , ou de

de n'en pas contracter. Un mariage radicalement nul ne produit point d'effet , & ce feroit lui en faire produire un d'une extrême conséquence, s'il pouvoit forcer les parties de contracter un mariage légitime.

Qu'y a-t'il de plus contraire à ces grandes maximes, que jusqu'au moment du mariage, les parties doivent jouir d'une entière liberté ? Que tant que l'engagement n'est pas formé d'une manière indissoluble, il est permis de se repentir, & de revenir pour ainsi dire sur ses pas ; mais si cela est, comme on n'en peut douter, on demande à toutes les personnes instruites, y a-t'il actuellement un mariage légitime ? en ce cas il ne faut point de réhabilitation. N'y a-t'il point de mariage ? en ce cas pour en contracter un qui soit valable, il faut que les parties s'y présentent avec une pleine liberté.

La réhabilitation seroit encore plus nulle que le mariage même, le mariage seroit nul par le défaut de présence du propre Curé, & la réhabilitation par le défaut de consentement d'une des deux parties principales ; de ces deux actes nuls & insoutenables, pourroit-on en former un mariage légitime ? il faut se séduire soi-même pour le penser.

Il est vrai que l'Edit de 1667. permet aux Promoteurs de poursuivre ceux qui n'ont point été mariés par leur propre Curé pour les engager à réhabiliter, mais cette loi décide en même tems que si les parties ne se prêtent pas à la réhabilitation, on ne peut les y forcer. En effet après avoir permis aux Promoteurs de faire assigner devant les Archevêques & Evêques les personnes qui demeurent & vivent ensemble, & qui n'ont point été mariés par les Curés des Paroisses dans lesquelles ils demeurent, la loi prévoit deux cas qui peuvent arriver : ou ceux qui paroissent ainsi mariés se présenteront de bonne grace devant l'Archevêque ou Evêque, & seront prêts à faire tout ce qui sera nécessaire pour rentrer

dans la règle , en ce cas les Evêques pourront leur enjoindre de réhabiliter le mariage dans les formes prescrites par les saints Canons & par nos Ordonnances. Encore dans ce cas-là même les Evêques peuvent avant la réhabilitation enjoindre aux parties de se séparer pour un tems , si ils jugent que cela ne fera point trop d'éclat. Tant il est vrai qu'on regarde le prétendu mariage qui précède , comme un acte absolument nul , & qu'on ne peut trop le faire sentir même par la séparation actuelle des conjoints avant la réhabilitation.

Le second cas prévu est celui au contraire où ceux qui auront été assignés ne rapporteront pas leurs actes de célébration de mariage , en ce cas le Roi enjoint à ses Officiers sur l'avis des Archevêques & Evêques de les obliger de se séparer par des condamnations d'amende & autres peines.

Ainsi ou les parties se prêtent à la réhabilitation ou ils la refusent. Dans le premier cas , les Evêques peuvent l'ordonner après avoir séparé les parties pour quelque tems , si la prudence le permet. Les Cours souveraines peuvent de même l'ordonner entre des parties qui en conviennent , & c'est l'espece des Arrêts de 1673. & de 1712. cités dans le mémoire du Sieur du C **. Dans le second cas , il faut au contraire par l'autorité des Juges les obliger de se séparer. Comment imaginer après cela que l'on puisse contraindre à la réhabilitation ; cela est même physiquement impraticable ; car enfin si on pouvoit condamner à réhabiliter , on jugeroit le premier mariage nul ; & comment en feroit-on un second , lorsqu'une des parties au pied des Autels , loin de donner son consentement , protesteroit au contraire hautement contre un pareil engagement.

Aussi dans le livre intitulé : *Recueil des Officialités*, il est dit que la plupart des Parlemens prétendent que l'Official ne doit connoître & juger que de la validité du mariage , & s'il y a mariage ou

non ; que s'il est valablement contracté , il faut débouter le demandeur en nullité de sa demande ; que si au contraire il est défectueux , l'Official le doit déclarer nul ; qu'il ne doit pas passer outre , ni ordonner la réhabilitation , parceque pour le célébrer de nouveau , il faut un nouveau consentement des parties ; que l'Official ordonnant la réhabilitation , ce seroit contraindre les parties à faire un mariage forcé prohibé par les loix. Les Parlemens croient être encore mieux fondés à recevoir ces appellations comme d'abus depuis la Déclaration du 15. Juin 1697. l'Auteur ajoute : il y a des Arrêts rendus en pareil cas , & entr'autres un du 11. Mars 1701. sur l'appel d'une Sentence de l'Officialité du 15. Octobre 1700. portant que le mariage de l'appellant comme d'abus seroit réhabilité au préjudice de son refus ; & que depuis sur l'appel simple interjetté à Lyon de la même Sentence de l'Officialité de Paris , elle fut infirmée , en ce que par icelle lesdites parties avoient été condamnées de réhabiliter ledit mariage , émandant , leur a permis de se pourvoir ailleurs comme bon leur semblera.

Après cela il est facile de répondre à la consultation citée de la part du Sieur du C** La seule foiblesse des raisons qui y sont proposées suffiroit pour la faire rejeter. Ils ont eu , dit-on , & dû avoir intention de contracter mariage ; mais suffit-il d'avoir intention de se marier pour l'être en effet ? Ils se sont donné la foi réciproquement au pied des Autels , mais l'Eglise n'a point reçu cette foi mutuelle , & sans le concours de l'Eglise par un porteur légitime ; il n'y a ni mariage ni Sacrement ; la fin de non recevoir fait que celui qui a contracté mariage est sans action pour l'attaquer ; mais il restera donc marié sans l'être en effet ? Quel égarement ? on ne doit avoir aucun égard à ces dissertations , sur les conditions essentielles au mariage , sur la nécessité de la présence du propre Curé , sur la validité ou inva-

l'idité de l'acte dans son principe , parce que ces conditions , ces règles n'ont point été faites en faveur des infracteurs de la foi qu'ils ont promise ; c'est-à-dire que quand on a violé les règles de l'Eglise dans l'administration des Sacremens , pour peine de sa témérité , il faut continuer de les violer tout le reste de sa vie , & perséverer dans la profanation du Sacrement , pour ne pas manquer à la foi que l'on a promise. Y a-t-on bien pensé lorsqu'on a débité une telle doctrine ?

Aussi chancelle . t'on bientôt dans cette proposition. Si un des conjoints , dit-on , se remarioit à un autre nonobstant ce premier engagement , ce second mariage & l'intérêt de cette seconde femme en qui l'indignité dont on vient de parler ne se rencontre pas , donneroient occasion d'examiner la nullité du premier mariage , & de le déclarer nul. Mais on pourroit faire le procès à cet infidèle , pour avoir méprisé un engagement qu'il devoit regarder comme un Sacrement ; ainsi suivant la consultation , il y a fin de non-recevoir contre celui qui refuse de réhabiliter un mariage nul comme n'étant pas fait par le propre Curé , mais en même-tems , elle donne une ouverture facile pour écarter la fin de non-recevoir , il n'y a qu'à se marier ; ainsi la Demoiselle D * * qui selon le Sieur du C * * ne cherche à rompre ses liens que pour se marier à un autre ; la Demoiselle D * * ; dit-on , n'a pas beaucoup à craindre de la fin de non-recevoir , ni de la prétendue réhabilitation , elle n'a qu'à passer à un autre engagement , & voilà toute la doctrine du Sieur du C * * renversée dans son propre système ; en faudroit-il davantage pour en faire sentir l'illusion & l'absurdité ?

Car pour ce qui est dit dans la consultation , qu'on pourroit faire le procès à cet infidèle , pour avoir méprisé un engagement qu'il devoit regarder comme un Sacrement , c'est une menace peu dangereuse ,

euſe , & qui fait bien voir combien on s'eſt trompé dans cette piece. L'Arrêt de Mahudel , dont on a déjà parlé , & dont on convient de la part du Sieur du C** , en eſt une preuve bien conſtante.

Le Sieur Mahudel s'eſt marié à Avignon devant un Prêtre qui n'étoit le Curé d'aucune des parties , il étoit né pluſieurs enfans de ce mariage ; cependant comme il étoit radicalement nul , il en contracta un ſecond à Paris dans toutes les formes. Pourſuivi dans la ſuite par la première femme , il appelle comme d'abus de ſon premier mariage , ſa ſeconde & véritable femme ſe joint à lui. Arrêt qui a jugé qu'il y avoit abus , & qui n'a point jugé qu'il fallut faire le procès au Sieur Mahudel pour avoir méprisé ſon premier engagement.

Que devient donc après cela la prétendue fin de non-recevoir , & la néceſſité de réhabiliter ? Ce ſeroit une plaifante règle que celle qui ne permettroit pas à un des conjoints de réclamer contre ſon mariage ; mais qui lui permettroit de contracter un ſecond mariage , ſans avoir réclamé contre le premier , il ne pourroit pas demander la nullité de ſon premier mariage , il ſeroit non recevable , mais il pourroit ſe marier à un autre , & en ce cas le premier mariage ne ſe pourroit ſoutenir. Voilà juſqu'où porte l'oubli des règles & des ſaines maximes. On ſe trouve inſenſiblement entraîné dans des abſurdités dont il eſt impoſſible de ſe tirer.

Mais la conſultation par elle-même ne peut pas faire d'impreſſion , quel cas en peut-on faire quand on l'oppoſe à l'Edit de 1697. & aux Arrêts qui ont jugé que cette réhabilitation ne pouvoit être ordonnée.

Il reſte à dire un ſeul mot de la quatrième & dernière propoſition du Sieur du C** . Il dit que le mariage a été approuvé par M. le Cardinal de Noailles : parceque les parties ayant été assignées devant lui , il ne s'eſt rien fait , & il ne s'eſt rien dit :

Réponſe à la quatrième obſervation.

voilà une approbation d'une singulière espèce. Cependant on brode avec un art merveilleux le silence de M. le Cardinal de Noailles. Un Prélat si respectable n'auroit-il pas agi avec toute la rigueur qui lui inspiroit sa religion, si on ne lui avoit pas justifié de la validité du mariage ? Mais en premier lieu il auroit été facile de le tromper sur le fait du domicile, en lui cachant les pièces qui l'établissoient sur S. Sulpice. En second lieu on a déjà vu que quand les parties ne comparoissent pas, l'Edit de 1697. ne donne aucune Jurisdiction aux Evêques, & charge seulement les Officiers du Roi d'agir sur leurs avis. On doit présumer que M. le Cardinal de Noailles a fait de sa part ce qu'il pouvoit, qui étoit d'avertir. Voilà à quoi se réduit cette objection qui ne méritoit pas de trouver place dans la cause.

On voit donc qu'après bien des dissertations pour suivre le Sieur du C** dans toutes les routes où il lui a plu de nous mener, il en faut revenir à une proposition bien simple : la présence du propre Curé des parties est de l'essence du Sacrement de mariage, c'est une maxime que l'Edit de 1697. a confirmée sur l'autorité des saints Decrets & des Ordonnances précédentes. Les parties n'avoient point de domicile sur la Paroisse de S. Eustache ; le domicile contraire sur S. Sulpice est prouvé par des actes authentiques, & l'on consent d'y joindre la preuve testimoniale la plus complète, le mariage après cela pourroit il subsister ?

Tout est de droit public dans cette cause ; la qualité des parties ne permet pas qu'on y donne atteinte, on sçait à quel excès on porte tous les jours la révolte contre ces loix si sages, qui ont pour objet d'apporter dans l'administration du Sacrement de mariage un ordre qui convienne à sa sainteté & à sa dignité. Si on se relâche sur ces loix si nécessaires, tout rentrera dans le trouble, & la profanation n'au-

plus de bornes. Une sainte sévérité peut seule contenir ceux qui n'ont que trop de dispositions à mépriser les loix de l'Eglise & de l'Etat.

Me. de Laverdy défenseur du Sieur du C** se mévalut de la bonté de sa cause, & eut l'art de la faire triompher malgré le génie de son adversaire, tant il est vrai que devant des Juges habiles, le bon droit bien défendu, quelque'enveloppé qu'il soit, en souffre point. Voici la réponse de Me. de Laverdy.

Cette cause présente un contraste bien bizarre ; Plaidoyer d'un côté l'on voit un jeune homme que la raison de Me. de Laverdy conduit aux pieds des Autels à l'âge de 17. ans pour y épouser une femme âgée de 60. réclamer la validité de son mariage, & toute sa fortune qui en dépend. D'un autre côté l'on voit une femme de 15. ans nourrie dans les intrigues, & vouée à l'inconstance, entreprendre de détruire son mariage après une cohabitation de cinq années, & ne pas craindre de s'exposer à la dérision du public qu'elle scandalise.

Les remords de sa conscience ne l'empêchent pas de monter sur le Théâtre, & elle ose s'en faire un prétexte pour attaquer un mariage légitime ; elle vient se présenter comme coupable d'une profanation envers l'Eglise, d'une supposition de domicile envers la Justice, & d'une mauvaise foi à l'égard d'un mineur.

Mais les actes que du C** rapporte pour établir la légitimité de son mariage, la qualité de la preuve qui est demandée pour attaquer cet engagement, l'indignité de la partie qui se présente pour le combattre, & le jugement du Prélat que sa sollicitude pastorale a porté à en prendre connoissance, sont autant de moyens qui doivent rassurer du C**, & alarmer la Demoiselle D**.

Les actes prouvent que le mariage a été célébré par le propre Curé, la preuve par témoins qui est deman-

demandée pour ébranler ces actes n'est pas admissible, l'entrée des tribunaux doit être fermée à Demoiselle D ** par l'indignité de son action, enfin ce grand Prélat si cheri de ses Diocésains, le Cardinal de Noailles, a trouvé ce mariage légitime.

Telle est l'idée des moyens que l'on prétend opposer à la Demoiselle D **, heureuse si le jugement qui la condamnera lui apprenoit à respecter la bonfoi, la bienséance & la Religion.

En 1724. du C ** fit la connoissance de la Demoiselle D **, il lui plut, il avoit 17. ans. La Demoiselle D ** en voulut faire son mari. Il est naturel de penser que ce fut elle qui fit les avances.

Du C ** fils demouroit alors rue Plâtrière sur Paroisse de S. Eustache. Quoique mineur il avoit un domicile de fait, différent de celui de ses père & mere; c'est ce qui est déclaré dans le contrat de mariage; *Pierre du C **, & Demoiselle Gillet B **** son épouse*, (ce sont les père & mere de du C **) *demeurant à Paris quartier S. Germain des Prez, rue des Fosses, Paroisse S. Sulpice, stipulant en cette partie pour Pierre Jacques du C ** leur fils mineur demourant à Paris au coin de la rue Plâtrière Paroisse S. Eustache, à ce présent, & de son consentement pour lui & en son nom.*

La Demoiselle D ** demouroit rue Montorgueil sur la même Paroisse de S. Eustache: elle le déclare par son contrat de mariage; & *Demoiselle Marie-Anne de Châteauneuf, majeure, jouissante de ses droits, pensionnaire du Roi, demourante à Paris rue Montorgueil, dite Paroisse S. Eustache.*

Ce contrat de mariage contient une donation réciproque & universelle au profit du survivant.

Le 16. Avril 1725. le mariage fut célébré. La bénédiction nuptiale fut administrée par le Curé de S. Eustache après trois publications de Bans dans sa Paroisse, & après les fiançailles sans opposition.

Il faut mettre sous les yeux de la Cour cet acte portant. Le domicile des parties y est exprimé comme dans le contrat de mariage : l'on y trouve le nom des propriétaires chez qui la Demoiselle D** & du C** demeuroident ; & des témoins ; personnes connues & irréprochables, attestent la liberté & le Domicile des parties.

EXTRAIT DES REGISTRES DES
Mariages faits en l'Eglise Paroissiale de
S. Eustache à Paris.

Du Mardi 18. jour du mois d'Avril 1725. après fiançailles faites hier , trois Bans publiés sans opposition à cette Eglise , ont été mariés , Pierre Jacques du C** Bourgeois de Paris , fils de Pierre C** Officier du Roi, & de Gillette B****, demeurant de fait & de droit chez M. Huot Marchand de vin , au coin de la rue Plâtrière , & Marie-Anne de Chateauneuf , fille de feu Messire Chateauneuf Capitaine de Dragons , & de Dame Marie-Anne le Brasseur demeurante chez M. Portier Marchand Teinturier rue Montorgueil , tous deux Parisiens , & ce en présence du pere & de la mere de l'époux ; de Messire Rugdeval de Ques'ou , Prêtre du Diocèse de Tréguier , demeurant au Collège Harcourt , rue de la Harpe , Paroisse de S. Hilair ; du sieur Maurice Pichau't Bourgeois de Paris , Mouleur de bois , demeurant rue du Foin , Paroisse de S. Severin ; & d'Augustin Eymery Maître Chirurgien Juré , demeurant rue des Fossés Paroisse de S. Sulpice , amis communs & témoins : tous lesquels avenus & amis nous ont certifiés , non seulement la liberté , mais encore le domicile des deux parties contractantes sur cette Paroisse , au moins depuis six mois , & un an dans ce Diocèse suivant l'Edit du Roi du mois de Mars 1697. qu'ils ont dit bien entendre , & ont signé en la minute ; du C** Marie-

*Marie-Anne de Chateauneuf, du** , Questlou , chault , Gillette Routelvier , Eymery.*

L'on rapporte la quittance des loyers que la Demoiselle D** a payé pour les six mois qui ont précédé son mariage , & qui établissent son domicile à la Paroisse de S. Eustache. Cette quittance est de Monsieur Portier chez qui la Demoiselle D** a déclaré qu'elle demeurait par son Contrat & par son Acte de célébration de mariage. Cette quittance est une pièce du fait de la Demoiselle D** à qui elle a été donnée avant son mariage. Elle ne peut donc pas la méconnoître. En vain dit-elle que cet écrit est sous seing privé. Les quittances de loyers ne se prennent pas autrement. Si la Demoiselle D** la dément, il est facile de la convaincre.

Je soussigné reconnois avoir été entièrement payé l'appartement que la Demoiselle de Chateauneuf a occupé dans ma maison pendant six mois , dont je suis quitte. Fait à Paris ce 19. Avril 1725.

Signé P O R T I E R.

L'Acte le plus remarquables qui se soit passé pendant le cours du mariage de du C** & de la Demoiselle D** , c'est une transaction du 8. Avril 1726. avec M. le Duc de Coislin Evêque de Metz.

La Demoiselle D** avait mérité les libéralités de Monsieur le Duc de Coislin ; il l'avait gratifiée par son Testament ; depuis longtems les embarras de la succession de M. le Duc de Coislin rendoient le bienfait inutile.

L'on négocia un accommodement , & par une transaction dans laquelle du C** & la Demoiselle D** stipulèrent comme mari & femme , M. le Duc de Coislin Evêque de Metz héritier par bénéfice d'inventaire de M. le Duc de Coislin son frere , s'obligea de payer une somme d'argent comptant , & une somme de 3000. livres pendant la vie de la Demoiselle

lle D ** , & de 2500. livres après sa mort ,
à faveur de du C ** son mari en cas de sur-
e.

Comme la Demoiselle D ** avoit demeuré sur
Paroisse de S. Sulpice , son mariage sur la Paroisse
de S. Eustache excita les plaintes du Curé de S. Sul-
pice , & les recherches du ministère public.

Le 30. Mars 1726. le Curé de sainte Marine alors
Vice-Promoteur présenta sa Requête à feu M. le Car-
dinal de Noailles , & il conclut à ce qu'il plût à son
Éminence permettre de faire assigner pardevant Elle ,
& dans son Palais Archiepiscopal ; à tel jour & lieu
qu'il lui plairoit ordonner , Pierre Jacques du C ** ,
& Marie-Anne D ** aux fins de représenter l'Acte de
célébration de leur prétendu mariage , & venir voir di-
re qu'ils seroient tenus de le réhabiliter selon les formes
prescrites par les saints Canons & Rituel du Diocèse ,
en leur ordonnant de se séparer jusqu'à ce qu'ils y
eussent satisfait , & qu'ils aient rempli la pénitence
qui sera enjointe.

Sur cette Requête M. le Cardinal de Noailles don-
na son Ordonnance à trois jours. Le Vice-Promo-
teur fit assigner du C ** & sa femme. Ne s'étant pas
présentés , le Vice-Promoteur obtint un défaut con-
tre eux le 5. Avril 1726. & il les réassigna au 10.
Avril en vertu d'une nouvelle Ordonnance.

Il paroît par une première lettre du Vice-Promoteur
du 15. Avril 1726. que l'on avoit obéi à cette seconde
assignation , mais l'absence de M. le Cardinal de
Noailles qui étoit à la campagne avoit arrêté la déci-
sion. Cette lettre est adressée au sieur du C ** pere.
J'ai attendu , Monsieur , jusqu'aujourd'hui le retour
de son Éminence qui n'est pas encore arrivée , depuis le
jour que vous vîntes à l'Archevêché ; il ne viendra que
lundi ou mardi prochain , ainsi nous ne pourrons rien
faire qu'après les fêtes. Comme vous m'avez dit que
vous deviez aller en campagne , j'ai crû devoir vous
écrire ce billet afin de vous tirer de peine ; vous
aurez

aurez la bonté de me faire sçavoir quand vous serez à Paris. Signé ISOARD, Curé de sainte Marie Vice-Promoteur.

Le sieur du C^{ac} ne manqua pas de retourner l'Archevêché après les fêtes de Pâques pour sçavoir quel jour M. le Cardinal de Noailles souhaiteroit indiquer. Le 13. May, il reçut une lettre du Vice Promoteur: *M. le Cardinal fera ici demain; Mon sieur, marquez-moi, s'il vous plaît, si M. votre fils, & Mademoiselle D^{ac} pourroient venir à l'Archevêché, & s'ils ne sont point obligés de s'absenter de main matin; je prendrais l'heure de son Eminence pour l'après-midi, & je vous l'enverrois afin qu'ils s'y rendissent,*

Signé, ISOARD.

L'heure fut prise en conséquence : le Prélat instruisit sa religion, il jugea le mariage légitime, & la réhabilitation inutile.

La preuve de ce fait, c'est le silence de ce Prélat, & la cohabitation publique qui a suivi ce mariage. Croira-t-on que M. le Cardinal de Noailles & les Officiers qu'il avoit honorés de sa confiance, eussent souffert un concubinage qu'ils auroient connu ? Ce Prélat auroit usé des armes Ecclesiastiques, & il auroit emprunté le bras fuculier pour les faire respecter.

Jusqu'en 1730. le mariage a été paisible. Le 14. Février 1730. la Demoiselle D^{ac} excitée par des conseils pernicieux, a quitté la maison de son mari, & a emporté les effets les plus précieux.

Du C^{ac} a rendu plainte de sa retraite & de la soustraction des effets. La plainte est renduë contre la Demoiselle D^{ac}, Beloc & Bourlet Procureur au Châtelet, ses émissaires, & la nommée Rameau confidente ; du C^{ac} a obtenu permission d'informer, l'information a été faite, l'enlèvement des diamans & de la vaisselle d'argent est prouvé

rouvé depuis la détention de Beloc dans les prisons; Moligny vient de paroître sur la scène, c'est lui qui dispute de soins & d'attention avec Me. Courlet.

La Demoiselle D ** jouit d'une pension du Roi, d'une rente viagère de 3000. livres en vertu de la transaction passée avec M. l'Evêque de Metz, & d'une part dans la Comédie. Elle a encore les effets qu'elle a enlevés en quittant la maison de son mari, & on imagine qu'elle peut conferer les 2500. liv. de rente que du C ** doit avoir de M. l'Evêque de Metz s'il survit à sa femme. Voilà ce qui donne des Rivaux à du C **. Si le mariage étoit déclaré nul, on épouserait la veuve.

La Demoiselle D ** a cru s'excuser dans le public en faisant courir le bruit qu'elle avoit éprouvé des mauvais traitemens de la part de son mari; mais pourquoi ne pas former une demande en séparation de corps & d'habitation de sa part! elle auroit été beaucoup plus décente, si elle avoit pu être fondée.

La Demoiselle D ** s'est pourvue en l'Officialité, la Requête est remarquable dans son exposé & dans ses conclusions.

Le seul trait de sincérité qui soit échappé dans cette Requête, c'est que la Demoiselle D ** a épousé Pierre Jacques du C ** garçon mineur; mais elle prétend qu'on a supposé un domicile sur S. Eutache; elle est, dit-elle, *agitée de remords* sur la validité du Sacrement, elle craint la cohabitation avec un homme qui n'est pas son mari, & pour calmer sa conscience, elle conclut à ce qu'un Sacrement dont elle use depuis cinq ans soit déclaré nul, pour avoir la liberté d'en changer. Quelle pureté de conscience! & comme la suppliante est *agitée continuellement par les remords de sa conscience*, ne pouvant plus habiter avec une personne qui n'est point son mari, depuis qu'on lui a fait

connoître l'invalidité de son mariage, & desirant mettre sa conscience en repos, elle demande permission de faire assigner son mari, pour voir d re & ordonner que le mariage célébré en l'Eglise Paroissiale de S. Eustache de cette Ville entre ladite D** & le Sieur du C** hors la présence du propre Curé, sera déclaré nul & invalide, & qu'il sera permis aux parties de contracter mariage.

Sur cette Requête, Ordonnance & assignation; d C** étant mineur, son pere s'est présente pour défendre à la demande formée contre lui. C'est en cet état que la cause a été plaidée.

La Demoiselle D** prétend prouver la supposition de domicile par un Bail qu'elle a passé en 1719. d'une maison sur la Paroisse de S. Sulpice, par une assignation qu'elle a reçu en 1728. par l'Interrogatoire qu'elle demande que les parties subissent, & enfin par les témoignages qu'elle veut faire entendre.

On se propose d'établir en premier lieu que le mariage attaqué a été célébré par le propre Curé des Parties, & que la preuve que la Demoiselle D** prétend élever contre les actes qui établissent le mariage & le domicile, est impuissante pour les détruire.

En second lieu, que la Demoiselle D** est non recevable à attaquer son propre mariage.

En troisième lieu, que s'il pouvoit y avoir du doute sur la validité du mariage dont il s'agit, on ne pourroit qu'en ordonner la réhabilitation.

En quatrième lieu enfin, que le mariage a été jugé valable par feu M. le Cardinal de Noailles.

PREMIER MOYEN.

*Le mariage attaqué a été célébré par le propre Curé des parties, & la preuve que la Demoiselle D** prétend élever contre ces actes est impuissante pour les détruire.*

Si l'on consulte le contrat & l'acte de célébration de mariage, le Curé de S. Eustache étoit le Curé des deux parties, & par conséquent il a pû leur administrer la bénédiction nuptiale. Ces deux actes sont l'ouvrage de la Demoiselle D ** , elle y a attesté son domicile. Qui pouvoit mieux en être instruit ? A son serment se joint la déclaration de témoins, personnes sages & irréprochables : Quelle preuve plus commode ?

Oh mais, dit la Demoiselle D **, le contrat & l'acte de célébration de mariage ne peuvent être d'aucun poids, ils ne contiennent qu'une énonciation que je prétends fautive, ce sont ces actes que j'attaque ; peut-on me les opposer ? Dans toutes les occasions où l'on attaque un mariage par le défaut de présence du propre Curé, on trouve toujours un acte de célébration de mariage. Suffit-il de s'être dit Paroissiens pour l'être effectivement ? c'est un fait qu'il faut approfondir ?

Mais pourquoi le contrat & l'acte de célébration de mariage ne seroient-ils d'aucun poids ? Est-ce assez avoir la témérité de les attaquer pour les écarter, ou plutôt ne faut-il pas une preuve complète pour les détruire ? Tant que le fait qui est déclaré par les parties mêmes, & qui est attesté par les témoins n'est point balancé par des preuves supérieures, les actes doivent subsister. Appelle-t-on une simple énonciation la déclaration faite par des personnes d'un fait qui leur est personnel ; déclaration faite à la face des juges, & attestée par des témoins dignes de foi, & avec lesquels on a vécu dans la familiarité la plus intime.

Croira-t-on sans preuve que ces personnes ont trahi l'Eglise, & qu'elles se sont volontairement exposées aux peines les plus rigoureuses ? Sacrifier-t-on ainsi sa fortune & son honneur ? le présume-t-on ? La preuve la plus puissante & la plus complète dans cette matière, ce sont donc

les contrats & les actes de célébration de mariage.

La Demoiselle D ** demande que l'on justifie d'actes qu'elle voudroit détruire, & sur lesquels elle ne fait pas même naître des soupçons. Elle veut que son accusation passe pour une preuve, que mauvaise foi, son parjure, son envie de recouvrer la liberté dont elle a fait le sacrifice, rend suspecte pas- sent pour des moyens; les doutes mêmes sont pour les actes : *potius ut actus valeat, quam ut pereat.*

Mais au contrat de mariage, & à l'acte de célébration dont le concert sur le même fait prouve vérité, il faut ajoûter & la quittance donnée à la Demoiselle D **, par celui dont elle s'est déclarée locataire pour les six mois qui ont formé son domicile sur S. Eustache, & la procédure faite à la requête du Vice-Promoteur en 1726. & enfin le défaut de preuve du fait contraire de la part de la Demoiselle D **.

Premièrement, la quittance qui est rapportée est une piece puissante, elle se lie avec le contrat & l'acte de célébration de mariage. Ces pieces se font tiennent mutuellement, cette quittance est du fait de la Demoiselle D **: c'est à elle qu'elle a été donnée; cette piece échappée à son attention lorsqu'elle a quitté la maison de son mari, parce qu'elle ne songeoit alors qu'à enlever des effets solides, fait aujourd'hui sa condamnation. La Demoiselle D ** croit-elle donc en être quitte, en reprochant à cette quittance qu'elle est sous seing privé; il n'y a point de quittance de loyer contre laquelle on ne puisse former le même reproche? Suffit-il d'opposer à cette quittance que le prix du loyer n'y est pas exprimé comme s'il s'agissoit dans la cause du prix du loyer & non de l'habitation dans un appartement sur S. Eustache.

Secondement, la procédure du Promoteur est

26. est une nouvelle preuve qui couronne toutes les autres.

On a rendu compte de cette procédure : il en résulte que dans un tems voisin du mariage on a examiné un fait qui étoit présent. Les actes ont été jugés sinceres dans l'expression du domicile, & le mariage a subsisté sous les yeux du Prélat qui avoit droit de le faire réhabiliter, s'il y avoit eu supposition dans le domicile.

Troisièmement, mais à ces preuves positives, il faut joindre celle qui naît du défaut de preuve de la supposition de domicile qu'il plaît à la Demoiselle D** de s'imputer à elle-même pour tâcher de rompre son mariage.

La Demoiselle D** est demanderesse, & par conséquent c'est à elle à prouver. Plus sa demande est onéreuse, plus l'on doit être rigoureux sur la preuve qu'elle doit à la Justice pour parvenir à se dégrader ; il ne faut pas perdre de vue, que la Demoiselle D** est suspecte dans ses démarches : il faut donc qu'elle se présente armée de ces preuves qui portent l'évidence à la conviction à un point qu'il n'est pas permis de leur résister.

La Demoiselle D** présente un Bail, & une assignation à l'expiration du Bail pour les réparations locatives.

Convaincuë de la foiblesse de ces pieces, elle espere que la Cour ordonnera l'Interrogatoire réciproque des parties & une Enquête.

Le Bail & l'assignation ne prouvent rien. Elle convient que l'Interrogatoire est inutile, & la preuve par témoins ne peut jamais être admise. Telle est l'idée que l'on doit se former de la défense de la Demoiselle D**.

A l'égard du Bail, il a été passé en 1719. Il paroît que la Demoiselle avoit alors loué une maison dans la rue Mazarine, pour l'espace de neuf années ; ces neuf années alloient véritablement

jusqu'en 1728. mais est . ce à dire que la Demoiselle D * * ait demeuré effectivement dans cette maison pendant les six mois qui ont précédé son mariage ? N'arrive - t'il pas tous les jours qu'on n'acheve pas un Bail , & qu'on va demeurer dans une autre maison ? Ne se trouve-t'on jamais chargé de plusieurs loyers ? Pourquoi la Demoiselle D * * qui vouloit se marier , qui sçavoit les difficultés du Curé de saint Sulpice , qui les avoit éprouvées , ainsi qu'elle en convient dans sa Requête à M. l'Official , & qui ne pouvoit pas les vaincre , parce qu'elle étoit trop connue dans le quartier de la Comédie , n'aura - t'elle pas été demeurer sur une Paroisse où elle étoit moins connue , & où après six mois elle pouvoit espérer d'être mariée ? le Bail de la Demoiselle D * * prouve bien qu'elle payoit le loyer d'une maison sur saint Sulpice , mais il ne prouve pas qu'elle l'occupât , & sur-tout quand il s'agit d'un Bail passé plusieurs années auparavant son domicile de six mois sur la Paroisse de saint Eustache.

Et même suffiroit - il à une personne de Théâtre , pour anéantir son mariage , de faire paroître qu'elle auroit eu plusieurs logemens en même tems. Qu'on frémissé sur le danger des conséquences.

L'Arrêt célèbre de la Tourneuse est la règle que l'on doit suivre dans ces occasions. Gertrude Boon connue dans le monde sous le nom de la Tourneuse , mais estimée par sa vertu si rare dans les personnes de son état , fut recherchée en mariage par Gervais , homme de fortune. Gertrude Boon n'avoit aucun domicile ; elle pouvoit se dire habitante de la terre , à cause des courses qu'elle faisoit sans cesse avec les troupes des Comédiens de campagne. Elle montoit sur le Théâtre de la Foire saint Laurent , & alors elle demouroit sur la Paroisse de saint Laurent. Cette Foire étoit-elle finie , elle parcouroit le Royaume , souvent elle passoit

affoit en pays étrangers ; elle revenoit à Paris pour Foire saint Germain , & alors elle demouroit sur la paroisse de saint Sulpice.

Par son contrat de mariage , elle se dit domiciliée sur saint Sulpice : son mariage fut célébré à saint Laurent , & elle se dit domiciliée sur cette Paroisse.

Après quelques mois de cohabitation , Gervais devint inconstant ; il appella comme d'abus de son propre mariage , sa mere se joignit à lui , & appella aussi comme d'abus. Cette cause fut jugée digne d'être réservée pour le jour que feu M. le Chancelier Voisin devoit prendre séance à la tête du Parlement. La cause fut plaidée solennellement par Mes. de Blaru & Chevalier ; le contrat & l'acte de célébration de mariage ne prouvoient rien par leur contradiction , & on pouvoit regarder la Tourneuse comme n'ayant aucun domicile fixe. La Cour confirma cependant le mariage , & le public admira la sagesse de cette décision.

Les Comédiens François sont sans doute dans une situation bien cruelle ; en effet est-ce avoir un Curé quand il vous méconnoît , & qu'il vous refuse même la sépulture ? Est-ce mépriser la loi , quand on n'est pas maître de l'exécuter ? La Demoiselle D** convient dans sa Requête à M. l'Official , *que les difficultés que l'on fit à saint Sulpice pour célébrer son mariage , firent prendre le parti de louer des appartemens sur la Paroisse de saint Eustache.* Cependant le mariage est de droit naturel , c'est la première de toutes les sociétés , il suffit d'être homme pour la réclamer.

A l'égard de l'assignation donnée en 1728. à la Demoiselle D** , elle ne prouve pas plus que son Bail. L'exécution que cette assignation prouve , c'est par rapport à l'obligation contractée de payer le propriétaire & de lui remettre sa maison en bon état à la fin du Bail , & non à l'habitation réelle. Tous les jours

quand on est chargé d'un Bail sans demeurer dans la maison, ou quand on a cédé un Bail à un autre, on ne demeure pas moins obligé par le Bail, & par conséquent on est exposé aux actions & aux poursuites du propriétaire.

Enfin la Demoiselle D** a déclaré elle-même son domicile sur saint Eustache, & ce domicile est vraisemblable, parcequ'il lui étoit plus facile d'être mariée dans une Paroisse où elle étoit inconnue, & où elle a caché son surnom qui est public pour prendre son vrai nom qui est obscur; mais la vraisemblance, ou plutôt la vérité, est prouvée par le contrat & par l'acte de célébration de mariage, par la quittance du loyer sur saint Eustache, pour les six mois, qui ont formé le domicile légal sur cette Paroisse, & par les poursuites commencées par le Promoteur, & interrompuës après l'éclaircissement du fait du domicile.

Ce Bail & cette assignation que la Demoiselle D** vante tant, ne sont pas même propres à exciter des nuages, & à faire naître des doutes, les actes qui établissent le mariage & le domicile sur saint Eustache, subsistent donc dans toute leur force.

L'Interrogatoire de la Demoiselle D** & de son mari ne pourroit être d'aucun poids. Dépend-il d'un mari & d'une femme de rompre leur engagement par les déclarations qu'ils pourroient faire? Ennuysés du Sacrement pourroient-ils s'en rendre profanateurs en se dégageant? c'est ce qui n'est pas proposable: mais à quoi peut être bon un Interrogatoire qui ne fera aucun degré de preuve? Le défenseur de la Demoiselle D** convient que cet Interrogatoire sera une piece méprisable, il déclare même qu'il ne le demande pas, & il rejette sur M. l'Official l'inconvénient de l'avoir ordonné d'office par une Sentence par défaut à laquelle du C** a été reçu opposant.

Il est vrai que la Demoiselle D** ne demande point cet Interrogatoire par une Requête expresse : mais ce n'est pas moins elle qui l'a fait ordonner par la Sentence par défaut. Pourquoi faire l'injustice à M. l'Official de dire qu'il a ordonné un Interrogatoire, auquel il ne peut jamais avoir égard, & qu'il a exposé inutilement la Demoiselle à sceller d'un serment l'imposture qui fonde sa demande ?

Enfin quant à la preuve par témoins, elle ne peut pas être admise sans abus. L'état des hommes ne doit pas être confié à une preuve aussi fragile. Les Ordonnances ont donné tous leurs soins pour assurer cet état par des actes. Comment l'état des hommes qui ne peut être établi que par des actes, pourroit-il être détruit par les dépositions des témoins ? On ne confie pas un vil intérêt de 100. livres à la preuve par témoins, & on lui confie un Sacrement, l'état & la fortune d'un homme ? L'Ordonnance de Blois article 181. & les Ordonnances subséquentes ont voulu abroger la preuve par témoins, dont on étoit quelquefois obligé de faire usage en matiere de mariage, de naissance & de profession, & l'on détruiroit le mariage par des témoins qui ne pourroient pas l'établir ? Il est naturel qu'un acte soit attaqué & détruit par des actes ; plus la matiere est importante, plus l'on doit être difficile sur la preuve.

C'est sur ces principes que le Parlement a déclaré abusives deux Sentences de l'Officialité d'Arras, l'une qui sur une demande en nullité de mariage, sous prétexte du défaut de présence du propre Curé, avoit admis à la preuve par témoins, & l'autre qui sur l'Enquête faite avoit déclaré le mariage nul. Cet Arrêt est du 30. Avril 1723. sur les conclusions de M. Daguesseau Conseiller d'Etat, lors Avocat général, la Demoiselle D** a eu la prudence de ne pas tenter de répondre

dre à cet Arrêt. A-t'elle crû qu'on l'oublieroit ? Dans l'Arrêt de M. de Rieux de 1682. la supposition du domicile étoit prouvée, les témoins mêmes qui avoient signé l'acte de célébration s'étoient retractés, & on n'y eut pas d'égard. Les actes l'emportent sur la preuve testimoniale, & le mariage fut confirmé. Cependant dans ces Arrêts la preuve par témoins étoit faite, la Cour l'avoit sous les yeux, & elle étoit concluante; ici il s'agit d'admettre à une preuve par témoins qu'on ne feroit pas; si on a jugé la preuve faite inutile, admettra-t'on à la faire pour être obligé de la rejeter ?

Mais la preuve par écrit qui milite en faveur du mariage que la Demoiselle D * * ose attaquer, affermit encore le principe général qui fait rejeter la preuve par témoins. Se pourroit-il qu'on l'admit, cette preuve équivoque, contre des actes authentiques & favorables ?

En vain prétend-on que dans une matiere telle que celle du domicile, il faut nécessairement avoir recours à la preuve testimoniale. Dans les relations que la société a établi entre les hommes, combien se présente-t'il d'occasions de constater le domicile : ce sont des assignations qu'on reçoit ou qu'on donne, des Interrogatoires qu'on subit dans un tems non suspect; la capitation ou les pauvres que l'on paye, une donation que l'on accepte, une transaction que l'on passe, & tant d'autres actes dans lesquels il est nécessaire d'exprimer sa demeure; aussi toutes les fois que ces questions se sont présentées, & que l'on a attaqué un mariage par le défaut de présence du propre Curé, on a toujours rapporté la preuve par écrit du domicile. Il y en a un Arrêt célèbre dont le souvenir est toujours accompagné du regret d'avoir perdu le jeune défenseur qui s'étoit montré digne de son nom; cet Arrêt est de 1717. il s'agissoit de la validité du mariage de Barbe-Françoise le Noir, connue sous le nom de Fanchon

hon Diamant, ou Margot des Plotons. Elle s'étoit mariée au Sieur Bourgoin. Après la mort du Sieur Bourgoin son mariage fut attaqué par des collatéraux qui en interjetterent appel comme d'abus, & l'on prouva que ce mariage n'avoit pas été célébré par le propre Curé. L'on produisit par écrit des preuves du domicile, une donation dans le tems que cette femme s'étoit dite domiciliée ailleurs, une procédure non suspecte dans le tems de son mariage qui exprimoit son véritable domicile, une opposition, un interrogatoire dans un procès étranger, des avertissemens & des quittances de capitulation, & plusieurs autres pieces qui prouvoient littéralement la supposition de domicile.

Dans l'affaire de Mahudel, le défenseur de la Demoiselle D** doit se souvenir qu'il démontreroit par des preuves par écrit qui ne souffroient pas de contredit, que Mahudel, & celle qu'il avoit épousée à Avignon, l'un le Précepteur, & l'autre femme de Chambre chez un Président du Parlement d'Aix, n'avoient jamais demeuré à Avignon. Il faut donc prouver le domicile par écrit pour pouvoir renverser les actes de célébration de mariage, c'est-à-dire les actes les plus importans de la société, qui forment ces sociétés particulières qui établissent les familles, & qui fondent la Monarchie.

Mais si le domicile est un fait qui se peut prouver par écrit, c'est une nouvelle raison pour condamner la preuve par témoins, puisque l'Ordonnance ne souffre pas qu'on abandonne à la foi des témoins tout ce qui peut être établi par des actes.

On ajoutera que le Curé de saint Eustache étoit indubitablement le Curé de du C** qui demeurait rue Plâtrière. Que du C** quoique mineur, pouvoit avoir de fait un autre domicile que celui de son pere, & qu'il est de principe que le Curé d'un
des

des deux contractans a également & nécessairement juridiction sur tous les deux dans un acte indivisible tel que le mariage : Qu'il est vrai qu'ordinairement c'est le Curé de la fille qui célèbre le mariage ; mais que ce n'est là qu'une de ces regles de bienfaisance dont il ne paroît pas que la Demoiselle D * * soit l'esclave dans ses démarches , & qu'ainsi le mariage subsisteroit par le seul domicile de du C * *. Qu'il est vrai que le pere de du C * *, chez qui son fils conservoit toujours un domicile de droit , auroit pu se plaindre de ce mariage ; mais qu'il y a consenti en signant le contrat & l'acte de célébration , & que c'est lui qui le défend aujourd'hui.

Plusieurs Arrêts ont jugé que la présence du Curé d'une des parties suffit ; l'un est de 1707. sur les conclusions de M. le Nain ; & l'autre a été rendu depuis sur les conclusions de M. le Procureur général

Et en effet le concile de Trente ne parle que d'un Curé , à *proprio Parocho* , & il n'y a jamais qu'un Curé qui puisse administrer le Sacrement. A l'égard de la publication des Bans , elle a principalement été introduite pour les mineurs. Si les Ordonnances qui ont adopté le Concile de Trente , & qui seules lui ont donné force dans le Royaume , en ce qu'elles en ont pris , parlent expressément *des Curés* , c'est par opposition aux mariages dont elles parlent en général , mais elles ne requierent pas expressément le concours des deux Curés , & elles ne prononcent pas la peine de nullité , ce qui seroit cependant nécessaire pour porter atteinte à un mariage.

Ainsi le mariage que la Demoiselle D * * attaque a été célébré par le Curé des parties , la preuve qu'elle voudroit élever contre ces actes , ne peut pas être écoutée , & même il suffit que le Curé de saint Eustache fut le Pasteur de l'une ou de l'autre des parties.

*La Demoiselle D ** est non recevable dans sa demande.*

On n'admet point une personne à alleguer sa turpitude ; à s'accuser d'un crime , & à se faire son procès à elle-même pour revénir contre son propre fait. Ce principe a son fondement dans la raison , & il est écrit dans toutes les loix.

Si l'on n'admet point une personne à reclamer dans ces circonstances contre l'engagement qu'elle a contracté & à se déshonorer elle-même , il en faut conclure que les acte demeurent dans toute leur force & dans toute leur vigueur , & par conséquent les engagements qu'ils renferment subsistent , puisqu'on ne peut leur porter atteinte qu'en détruisant les actes.

Mais , dit la Demoiselle D ** , le défaut de présence du propre Curé est un moyen d'abus absolu & par conséquent toute sorte de personne peut le proposer : il cesseroit d'être absolu , si j'étois exclue de m'en servir : car enfin ou il y a Sacrement , ou il n'y en a pas ; s'il y a Sacrement , il faut qu'il subsiste , mais s'il n'y en a pas , il faut écouter mes plaintes ; & rompre mes chaînes apparentes. A-t'on jamais proposé qu'il y eut mariage par fin de non-recevoir ? Quoi ! s'écrie la Demoiselle D ** , je serai mariée sans qu'il y ait de Sacrement réel ? L'Eglise verra la profanation du Sacrement , & elle ne pourra pas la réprimer ? Parceque j'ai été faire une vaine cérémonie devant un Prêtre , il faudra qu'à titre de constance , je garde comme mari celui qui ne l'est pas effectivement ? Les fins de non-recevoir n'ont pas lieu dans ces matieres , & il faut juger de la validité du Sacrement ; abstraction faite de fins de non-recevoir.

On convient que le moyen qui naît du défaut de présence du propre Curé est absolu ; mais il faut savoir

voit ce qu'on entend par moyens absolus, qui sont appelés ainsi par opposition aux moyens relatifs.

Les moyens d'abus relatifs sont ceux qui ne peuvent être proposés que par certaines personnes dont l'autorité a été blessée dans le mariage qui a été contracté : ainsi les peres & meres, les tuteurs & les curateurs peuvent attaquer les mariages de leurs enfans & de leurs pupiles qui n'ont pas été faits de leur gré, & dont on leur a derobé la connoissance. Comme ce moyen est fondé sur le manque de respect à une autorité si légitime ; c'est à ceux en qui réside cette autorité qui a été offensée à s'en plaindre ; l'injure leur a été faite, la vengeance leur appartient ; c'est par cette raison que ces moyens leur sont particuliers, eux seuls sont admis à les proposer.

À l'égard des moyens d'abus absolus, ce sont des moyens que le ministère public, que les pere & mere, & que les collatéraux peuvent proposer indistinctement.

Le ministère public est le vangeur des loix ; c'est à lui qu'il appartient de les faire respecter, & de faire punir ceux qui les méprisent. Le seul intérêt du ministère public dans ses poursuites, c'est le maintien du bon ordre & de la discipline.

Un intérêt légitime anime les démarches des pere & mere & des collatéraux : cet intérêt dans les particuliers est le germe de l'action que la loi accorde.

Mais il ne faut pas croire que ceux qui ont contracté un mariage puissent eux-mêmes méconnoître leur engagement & l'attaquer : leur intérêt n'est pas assez favorable pour être écouté, & la loi n'est pas assez cruelle pour leur accorder une action dont l'effet seroit de les déshonorer par les peines afflictives qu'il faudroit prononcer contre eux lorsqu'il s'agit de supposition de domicile ; ainsi, lorsque ceux qui
se

font mariés portent la témérité jusqu'à entreprendre de détruire leur état, ou leur oppose toujours avec succès leur propre fait, & les actes qu'ils ont souscrits. Ces actes prouvent leur domicile, & par conséquent la Jurisdiction du Curé, & la validité du mariage; ainsi pour écarter le moyen d'abus, il suffit de garantir les actes des atteintes qu'on voudroit leur porter, & le mariage subsiste nécessairement.

Mais à l'égard des pere & mere & des collateraux qui n'ont pas souscrit ces actes, & qui ont intérêt de les détruire, il ne seroit pas juste de les exclure d'attaquer des actes qui ne sont pas de leur fait, & auxquels ils n'ont eu aucune part. Il y a donc une grande difference entre des pere & mere & des collateraux qui attaquent un mariage qui les blesse, ou un des contractans qui veut retirer la foi qu'il a jurée, & anéantir l'engagement qu'il a contracté. Le dernier n'est jamais écouté, surtout lorsqu'il étoit libre & majeur quand il s'est marié.

Mais, dit-on, ou il y a Sacrement, ou il n'y en a pas; la fin de non recevoir ne fait pas un mariage.

C'est au ministère public à examiner si le mariage est légitime; sa voix est plus formidable que celle d'une partie que sa conduite rend suspecte & odieuse. Les loix rougiroient d'être vengées par une main qui s'accuse de les avoir profanées; c'est donc inutilement que la Demoiselle D * * se présente pour réclamer des loix qu'elle vient dire qu'elle a violées, sa voix ne peut pas être écoutée.

La fin de non recevoir a donc lieu en matière de mariage contre ceux qui l'ont contracté. C'est ce qui est établi par les plus grands Jurisconsultes, c'est ce qu'ont pensé dans tous les tems les plus illustres Magistrats, qui ont été chargés du dépôt du ministère public, & c'est ce qu'ont jugé les Arrêts.

L'on trouve dans le second Tome de Duplessis une consultation qui est la 53^e. L'on sçait que ces consultations sont les conférences qui se sont tenues à la Bibliothèque par les Avocats les plus illustres, & qui ont été imprimées sous le titre de consultations : ainsi cet ouvrage renferme le sentiment des plus grands jurisconsultes. On traite dans cette conférence ; *par qui peut être opposé le défaut de présence du propre Curé*, & en se plaçant dans l'hypothèse d'une personne majeure & libre qui s'est mariée, on y décide qu'elle ne peut pas elle-même attaquer son mariage, sous prétexte du défaut de présence du propre Curé.

Ces Jurisconsultes se font ensuite l'objection de la Demoiselle D **, qu'il n'y a point de Sacrement, s'il n'a point été administré par le propre Curé ; & ils répondent, *que les majeurs qui se sont mariés sont non-recevables à opposer ce défaut : qu'ils ont eu & dû avoir intention de contracter mariage ; que s'il leur est permis d'entrer en doute sur leur état, ce n'est que pour réparer les défauts qui peuvent se trouver dans leur engagement, & non pour manquer à leur foi ; qu'ils se sont donné cette foi réciproquement, & à la face des Autels ; que leur consentement a été libre & solennel ; que dans le for extérieur les fins de non-recevoir ont lieu, & que ces fins de non-recevoir sont que celui qui a contracté mariage est sans action pour l'attaquer dans le for extérieur ; on observe aussi bien dans les matières spirituelles que dans les profanes, la maxime qu'on ne doit pas être reçu à revenir contre son propre fait, & à alléguer sa turpitude.*

Quatre des plus grands Magistrats chargés du ministère public, ont adopté cette maxime, & les Arrêts ont jugé en conséquence. Voilà donc des mariages qui ont subsisté par la fin de non-recevoir.

En 1638. M. Talon portant la parole dans la cause

cause d'un mari qui étoit appellant comme d'abus de son propre mariage, & qui alloit jusqu'à prendre des Lettres de rescision contre son contrat de mariage, & à s'inscrire en faux contre un certificat informe de son mariage, dit : *l'appellant vient contre son propre fait, il allègue sa turpitude, si cela avoit lieu, plusieurs voudroient résilier de leur mariage. Il y auroit action au mariage, quand il n'auroit été célébré que, in foro conscientiae; s'il ne veut tenir son mariage, il y a lieu de lui faire son procès.* L'Arrêt prononça, sans avoir égard aux Lettres de rescision, ni à l'inscription de faux, l'appellant non-recevable en son appel comme d'abus, & le condamna en l'amende & aux dépens. Cet Arrêt est du 17. juin 1638. il est rapporté par Bardet tom. 2. liv. 7. chap. 30.

En 1682. M. de Lamoignon établit les mêmes principes dans la cause du Sieur de Rieux. Il dit, *n'ayant surpris le Curé de S. Hyppolite, il ne méritoit par lui-même aucune considération, mais bien plutôt une punition exemplaire qui vengeât l'injure faite à l'Eglise par la profanation d'un de ses Sacramens, & la tromperie faite à son Ministre.* Il est vrai que le zèle de M. de Lamoignon le porta à se rendre appellant comme d'abus du mariage du Sieur de Rieux, mais la Cour confirma son mariage, & condamna le Sieur de Rieux en 2000 livres d'aumône, à cause de l'indignité & du scandale de son appel comme d'abus. Cet Arrêt est rapporté dans le Dictionnaire des Arrêts tom. 4. pag. 250.

En 1692. M. le Chancelier, lors Avocat général, porta la parole dans une cause où un collatéral attaquoit un mariage comme d'abus, & l'état d'un enfant qui en étoit né. M. le Chancelier se détermina pour la fin de non-recevoir, parce que ce collatéral avoit signé un avis de parens fait pour la tutelle de cet enfant; ce collatéral fut déclaré

non-recevable dans son appel comme d'abus. L'Arrêt prononça, *la Cour a déclaré l'appellant non-recevable en son appel comme d'abus.* L'Arrêt est rapporté dans le cinquième tom. du Journ. des Aud. liv. 8. chap. 1. Cet Arrêt est du 17. Janvier 1729.

En 1692. nouvel Arrêt rendu sur les conclusions de M. Gilbert de Voisins, qui a déclaré une femme non-recevable dans l'appel comme d'abus de son mariage. Cet Arrêt est du 22. Janvier. M. l'Avocat général s'éleva avec force contre l'indignité de l'appellante comme d'abus. Il fit valoir la fin de non-recevoir, & la Cour l'adopta par son Arrêt. *La Cour déclare la partie de Paulmier non-recevable dans son appel comme d'abus.* Ainsi la fin de non-recevoir a donc été autorisée dans tous les tems.

Combien d'Arrêts ont aussi déclaré des Religieux non-recevables dans leurs réclamations de vœux; cependant ne pouvoient-ils pas dire comme la Demoiselle D** , ou il y a vœu, ou il n'y a pas vœu. On n'est pas Religieux par fin de non-recevoir : il faut juger de la validité de notre profession en elle-même : mais écoute-t-on de semblables discours dans le for extérieur ? Le repos de l'Etat, la tranquillité des familles, l'état des hommes, exigent des vûes supérieures & des principes généraux & publics dont le particulier souffre quelquefois, mais dont l'Etat profite. Le for intérieur a un autre ressort ; c'est lui qui va jusqu'au principe, c'est lui qui dégage tout ce qui lui est présenté de l'extérieur qui l'enveloppe, & qui perce jusqu'à la vérité la plus obscure & la plus cachée. Les Officiaux pour exercer la double Jurisdiction du for intérieur & du for extérieur, ne doivent pas la confondre ; quand ils sont Juges, ils ne sont pas Confesseurs.

A l'égard de l'Arrêt de Mahudel, ce Médecin qui avoit épousé deux femmes, il est sans application ;

cation ; c'est en vain que la Demoiselle D^{***} l'oppose, l n'attaque nullement les principes que l'on a établis.

La seconde femme de Mahudel étoit appellante comme d'abus du premier mariage , on ne pouvoit pas lui opposer de fin de non-recevoir. Mahudel étoit la victime du combat de deux femmes.

TROISIEME MOYEN.

S'il pouvoit y avoir du doute sur la validité du mariage contentieux , on ne pourroit qu'en ordonner la réhabilitation.

Les personnes qui se marient sont elles-mêmes les ministres du Sacrement ; & leur consentement en est la matière : le Prêtre reçoit leur engagement , mais ils le forment eux-mêmes. Le Prince a adopté les loix de l'Eglise pour la présence du propre Curé ; il étoit de l'intérêt de l'Etat d'assurer la forme d'un engagement aussi important dans la société. Les mineurs ont été les principaux objets du Législateur. La loi est cependant commune & générale, on en convient ; mais ses effets sont différens , suivant que le mariage dans lequel la présence du propre Curé manque , a été contracté par un mineur , ou par un majeur , suivant que celui qui attaque le mariage est un des contractans , ou un étranger.

Le Prince a fait une loi formelle par rapport aux mariages faits hors la présence du propre Curé , c'est la Déclaration de 1697. Cette loi a pour objet non d'anéantir ces mariages , mais de les affermir & de les ratifier.

Cette loi distingue deux tems dans lesquels ce défaut est opposé.

Le premier , du vivant des contractans , & le second après le décès d'un des contractans.

Dans ce dernier cas , ce moyen ne peut être opposé que pour faire déclarer le mariage nul & abusif , & alors ce sont toujours les héritiers que ce mariage blesse qui agissent.

Mais dans le premier cas , ce moyen ne va qu'à faire réhabiliter le mariage , & non à le déclarer nul & dégager les contractans.

Deux sortes de personnes peuvent se plaindre du mariage , les parties intéressées , ou la partie publique.

Comme il appartient essentiellement au ministère public de maintenir le bon ordre , il a droit de s'informer des mariages , & de faire représenter les titres qui les établissent.

Messieurs les Procureurs généraux & les Promoteurs sont autorisés à faire concurremment ces poursuites , & la prévention a lieu entre les deux Tribunaux l'Ecclesiastique & le Royal , l'un & l'autre peuvent obliger de réhabiliter les mariages lorsque les formalités n'ont pas été observées.

Ainsi le Souverain a donc voulu que l'on affermit ces mariages , lorsque les contractans sont vivans , & que l'on resserrât les nœuds de leur engagement , afin de le rendre inébranlable.

En vain diroit-on que ce pouvoir n'est donné à Messieurs les Procureurs généraux & aux Promoteurs que pendant la première année du mariage : il est vrai que la Déclaration exprime le tems d'un an.

Mais est-ce une limitation de leur pouvoir , ou le Législateur a-t'il crû que ce tems suffisoit à la vigilance du ministère public , pour s'informer de tous les mariages qui avoient besoin d'être approfondis , & pour en rectifier les formalités s'il étoit nécessaire ?

Croira-t'on que pendant la première année de ces mariages on puisse les réhabiliter , & qu'après cette année expirée il faille les déclarer nuls , & dégager

per ceux dont l'intention du Législateur a été d'affurer l'état ? Ces mêmes Jurisconsultes dont on a rapporté la décision qui se trouve dans la cinquante-troisième consultation tom. 2. des Ouvrages de Duplessis, ont pensé que la Déclaration de 1697. n'avoit pas entendu limiter le pouvoir du ministère public & des Juges par rapport à la réhabilitation, mais qu'elle avoit voulu exciter leur zèle & leur diligence pour rectifier des mariages, qu'il est toujours avantageux d'affurer, puisque le décès d'un des contractans peut rendre inutile une précaution aussi sage. *L'on présume que dans ce terme d'une année, il n'échappera aucun de ces mariages ; cependant s'il en étoit échappé quelqu'un, pour lequel la partie publique fit des procédures après l'an, on doute fort que le Juge eut les mains liées, & fut hors de pouvoir d'ordonner qu'on réhabiliteroit un mariage qui auroit des nullités essentielles.*

Mais si le ministère public peut poursuivre d'office après l'année, à plus forte raison le peut-il si un des contractans se pourvoit contre son propre mariage ; s'il veut profiter pour se dégager d'une nullité que le Souverain a voulu qui ne servit qu'à forcer à réhabiliter tant que les époux vivent, le ministère public se joint à celui qui soutient le mariage, & oblige l'autre à la réhabilitation. Alors c'est une violence que la loi fait à ceux qui ont engagé leur foi, en les obligeant de la tenir.

La loi est bien éloignée d'autoriser les parties contractantes qui demandent la nullité de leur mariage, pour passer à un nouvel engagement.

L'on trouve dans les livres deux Arrêts fort remarquables.

Le premier est rapporté dans le troisième tome du Journal des Audiences liv. 7. chap. 1. Il est du 16. Septembre 1673.

Joseph Engaigne qui avoit toujours été errant, & qui étoit né dans le Diocèse de Poitiers, s'étoit

marié, dans la Chapelle de sainte Apolline Diocèse de Xaintes par le ministère d'un Prêtre sans caractère. Depuis son mariage, il étoit passé dans le Diocèse de la Rochelle : là le Promoteur avoit assigné les parties à l'Officialité pour rapporter leur contrat de mariage, & l'acte de célébration, & il paroît que les poursuites avoient été faites après l'année du mariage par sentence de l'Officialité; le mariage avoit été déclaré nul, & il avoit été enjoint aux époux de se séparer, à peine d'être procédé contre eux par les censures Ecclesiastiques, & autres peines de droit. Sur l'appel comme d'abus de cette sentence, M. Talon qui porta la parole, dit que l'Official n'auroit pas dû prononcer par nullité, qu'il auroit dû seulement imposer quelque pénitence, & ordonner la réhabilitation, ou plutôt la réiteration des solennités omises; ce qui auroit été conforme aux maximes établies par les Décretales des Papes, par la doctrine des Peres de l'Eglise, & par les Arrêts. Ce Magistrat cita la Décretale d'Alexandre III. rapportée sous le titre des Décretales X. de *matrimonio contra interdictum Ecclesie contracto. cap. 2.* qui porte, *licet enim contra interdictum Ecclesie ad secunda vota transire non debuerit, non est tamen conveniens ut ob id solum Sacramentum conjugii dissolvatur; alia tamen penitentia eis debet imponi, quia contra prohibitionem Ecclesie hoc fecerat*; & il fut jugé qu'il y avoit abus dans la sentence de l'Officialité: & faisant droit sur les conclusions du Procureur général du Roi, condamne l'appellant à aumôner 100. livres au pain des prisonniers: enjoint à eux de se retirer par devers l'Evêque de la Rochelle, pour après lui avoir imposé une peine salutaire, être de nouveau procédé à la célébration du mariage, suivant les formes canoniques de l'Eglise.

Le second Arrêt est du 28. May 1712. On le trouve dans l'Auteur des loix Ecclesiastiques, tit. du ma-

mariage , dans les notes sur l'art. 27. Il s'agissoit d'un acte passé par un Sergent , qui attestoit que les parties en présence du Curé & sur son refus , se prenoient pour mari & femme. Cet acte étoit antérieur à l'Edit de 1697. & aux Arrêts de règlement qui avoient défendu de faire de pareils actes. Les parties qui l'avoient passé vivoient encore. Par Arrêt il fut ordonné qu'elles procéderaient à une nouvelle célébration de mariage , & que le procès seroit fait au Sergent pour avoir délivré un acte aussi téméraire.

Dans la cause qui est à décider , les diligences du Promoteur ont commencé dans l'année du mariage ; la demande que la Demoiselle D * * a la témérité de former les ranimeroit s'il étoit vrai que le mariage qu'elle attaque n'eût pas été célébré par le propre Curé : ainsi la Demoiselle D * * se flatte inutilement de recouvrer une liberté dont elle regrette la perte ; sa demande , si elle étoit fondée , ne pourroit jamais produire qu'une réhabilitation ; mais on a démontré que son mariage est légitime , on va prouver que c'est le jugement qu'en a porté feu M. le Cardinal de Noailles.

QUATRIEME MOYEN.

*Le mariage de la Demoiselle D * *. & de du C * * a été jugé légitime par M. le Cardinal de Noailles.*

Lorsque l'on soupçonne que des mariages n'ont pas été célébrés par le véritable Curé des parties , celui qui est revêtu du ministère public doit se faire représenter les actes de célébration de mariage , & instruire sa religion sur le fait du domicile. Le Promoteur assigne devant l'Evêque , & le Prélat juge de la validité du mariage.

Si le Prélat juge que les formalités n'ont pas été observées , & que le Prêtre qui a administré la bénédiction

dition nuptiale étoit sans juridiction & sans caractère , alors il ordonne la réhabilitation ; mais s'il trouve le mariage légitime , la procédure qui avoit été commencée demeure sans poursuite , & les époux continuent de cohabiter ensemble sous les yeux du Prélat. Ainsi quand le mariage se trouve régulier , il n'intervient aucune Ordonnance de l'Evêque , & quand au contraire les formalités n'ont pas été observées , l'Evêque ordonne la réhabilitation.

Donc lorsqu'un mariage a excité les recherches du Promoteur & de l'Evêque , lorsqu'on voit des poursuites , & que la réhabilitation du mariage n'a point été ordonnée , & que les époux ont continué de vivre ensemble sous les yeux de leur Evêque , il doit demeurer pour certain que le mariage examiné a été trouvé valable.

En vain dit-on pour échapper à la force de cet argument que les époux ont peut-être refusé de se présenter devant le Prélat , que le Prélat a été sans autorité pour les contraindre de venir , qu'il n'a pu que donner un avis à M. le Procureur général & à son Substitut au Châtelet , & que la multiplicité de leurs affaires leur aura sans doute fait négliger l'avis qui leur a été donné.

Il est prouvé par les lettres de M. le Vice-Promoteur sous le Pontificat de M. le Cardinal de Noailles , que cette affaire a été suivie avec exactitude , que l'on s'est présenté à l'Archevêché , en exécution de l'assignation , & que le jour de M. le Cardinal de Noailles a été demandé & donné. L'acte de célébration de mariage , & le contrat ont donc été représentés ; les parties ont été entendues , les faits ont été éclaircis , le Curé de S. Eustache a été trouvé légitime Pasteur des parties.

Si les parties avoient refusé d'entendre la voix de leur Archevêque , & de se présenter devant lui ,
il

il avoit les foudres de l'Eglise dont il les auroit frappé ; & si ces peines ne les avoient pas effrayés , le Parlement auroit déployé l'autorité Royale dont il est dépositaire , pour faire respecter l'autorité spirituelle qui auroit été méprisée. Un Prélat qui avoit à cœur de faire regner le bon ordre dans son Diocèse , auroit-il souffert que l'on eut méprisé ses Ordonnances , & que le désordre eut usurpé les droits du Sacrement ? non sans doute. Le Parlement auroit-il laissé l'autorité de ce Prélat avilie ? un avis aussi important qui lui auroit été donné , seroit-il resté sans effet ? Le ministère public auroit-il été sans zèle ? *

Voilà jusqu'où va l'égarement de la Demoiselle D **. La Déclaration de 1697. porte , *Et en cas que ceux qui auront été assignés , ne rapportent pas les actes de célébration de leurs mariages ausdits Archevêques & Evêques dans le tems qui leur aura été marqué , enjoignons à nos Officiers dans le ressort desquels ils demeurent , sur l'avis que lesdits Archevêques & Evêques leur en donneront , de les obliger de se séparer par des condamnations d'amendes & autres*

Q 5

* Les Archevêques & Evêques du Royaume supplient le Roi en 1697. de leur accorder la permission de poursuivre les personnes qui se seroient mariées contre les règles de l'Eglise à l'insçu de leur propre Curé , ou qui vivroient ensemble comme mariées sans avoir reçu la bénédiction nuptiale. Louis le Grand voyant la justice de leur demande , le leur a permis par son Edit du mois de Juin 1697.

Ainsi les Evêques sont à présent en droit , premièrement , de faire assigner ceux qu'ils croient avec fondement ou n'être pas mariés , ou l'avoir été par d'autres que par leur propre Curé , à l'effet de leur faire représenter l'acte de célébration de leur mariage. Secondement , de leur imposer une pénitence Canonique. Troisièmement , de leur faire réhabiliter leur mariage , c'est le précis de cet Edit.

tres peines plus grandes , s'il est nécessaire , & sans préjudice aux Archevêques & Evêques de les exclure de la participation aux saints Sacremens de l'Eglise , après les monitions convenables , s'ils persistent dans leur désordre : enjoignons à nos Cours de Parlement de tenir la main à ce que nosdits Officiers fassent ponctuellement exécuter les Ordonnances desdits Archevêques & Evêques à cet égard , & de donner ausdits Prélats toute l'aide & secours qui dépend de l'autorité que nous leur avons confiée.

On ne présume pas que les loix aient été violées par ceux qui sont établis pour en maintenir l'exécution. Ainsi le Prélat auroit usé de censures , le Magistrat les auroit fait respecter , & tous deux de concert auroient affermi le mariage , & rendu l'union des contractans inébranlables ; mais l'une & l'autre puissance ont trouvé le mariage légitime , & de-là leur inaction commune , parceque leur sentiment étoit le même : ce silence seroit-il donc fatal à du C** ? Ce double jugement rendu en sa faveur par les deux puissances laisse-t-il la liberté de le condamner aujourd'hui ? Détruira-t-on en 1730. ce qui a été jugé légitime en 1726 ? Seroit-il possible que le ministère public qui doit être constant dans ses principes variât dans cette occasion ?

Non , on ne publiera pas impunément à la face de la Justice qu'on peut mépriser les loix , se jouer des Sacremens , & rompre des chaînes que la mort a seul le droit de briser. On ne donnera pas au public que la bizarrerie , ou plutôt que le scandale de la demande de la Demoiselle D** attire le préjugé funeste ; que majeure & libre , on peut aller aux pieds des Autels y vouer un engagement pour le rompre , y donner sa foi pour y manquer , s'engager envers un mineur pour le tromper ; qu'on peut aller faire une vaine cérémonie devant un Pasteur au milieu du plus redoutable des mystères , & qu'il suffit d'avoir assez de témérité pour s'accuser soi-même d'imposture ,

& pour se faire son Procès en défavoiant les actes les plus respectables de la société que l'on a soufferts.

Les Juges ne doivent point craindre les foudres de l'Eglise dont la Demoiselle D** les a menacé, s'ils la condamnoient : Quelle témérité dans la menace ? quel aveuglement sur soi-même ?

Le mercredi 21. Juin 1730. Mademoiselle D** par sentence de l'Officialité a été déclarée non recevable dans sa demande, dépens compensés.

J'ai crû que je ferois plaisir à mon lecteur de rapporter ici les principes sur la matière traitée dans la cause précédente.

Suivant la discipline du Concile de Trente adoptée en France, la présence du Curé est absolument nécessaire au mariage, ainsi un Prêtre peut marier légitimement quand il a été pourvu d'une Cure, & que sur la présentation d'un patron il a reçu le *visa* de l'Ordinaire, pris possession, & qu'il est en exercice, pourvu qu'il n'ait pas été déposé de sa Cure, & dépourvu de son Titre, il est Curé, & c'en est assez selon le decret du Concile de Trente, *præsente Parocho*. C'est sur ce principe qu'on croit à Rome, dit Fagnan (a) & c'est aussi dit M. de Sainte-Beuve * la pratique * Tom. I, des Officialités de France qu'un Curé suspens, inter-c. 64. dit, excommunié, irregulier, Heretique & Schismatique peut marier valablement, parcequ'il est toujours Curé tandis qu'il est en possession de son bénéfice. C'est le sentiment de Navarre *, & Sylvius (b) nous * Nav. c. 4. assure que Gregoire XIII. l'a ainsi décidé. in clandestin.

La despotif. c. 8.

(a) *Satis est ut remaneat proprius Parochus ad hoc, ut habeat in consequentiam (id quod sibi lex concedit) nec per suspensionem desit esse Parochus, nam à suspensis, quibus administratio interdicitur, potestas non auferetur.* Fagnan in C. litteræ de matrim. contr. &c.

(b) *Cùm olim duo contraxissent coram Parocho aliquo (scilicet extraneo, & non proprio) propterea quod eorum Parochus esset publicus*

La plus grande difficulté est à l'égard de la suspension & interdiction, mais il faut considérer qu'il n'exerce pas un acte de juridiction, ainsi il peut marier ses Paroissiens. Sa présence est un simple ministère de fait, *ministerium facti*, par lequel comme témoin nécessaire il assure le public de la validité du mariage; quand même son titre ne seroit que coloré, qu'il auroit été excommunié, & qu'il se seroit fait pourvoir de la Curé étant excommunié, & qu'il seroit coupable de simonie, il passe pour Curé, il en a le titre, il est reconnu pour tel par l'Evêque & par le peuple, il peut donc jusqu'à ce qu'il soit dépouillé de sa Curé, agir en Curé, & marier valablement.

C'est la décision de M. de Sainte-Beuve qui s'appuye sur le droit Canonique * & Civil ** qui autorisent les Sentences qu'un Esclave sans être connu pour tel, auroit prononcés en cas qu'on l'ait établi Préteur, quoique les loix le déclarent incapable de toutes les charges de magistrature.

Un Curé qui n'est pas Prêtre peut marier légitimement, il suffit qu'il soit dans les Ordres mineurs.

Ce n'est pas assez qu'il soit Curé, il faut que l'une des parties contractantes soit son Paroissien. Quand le Concile de Trente exige la présence du Curé pour la validité du mariage, il faut qu'il y soit présent pour pouvoir en rendre témoignage; c'est pourquoi s'il dormoit, s'il étoit dans le transport d'une fièvre, ou dans un état qui lui ôtât la connoissance, le mariage auquel il assisteroit ne seroit pas valide, il le seroit si le Curé étoit aveugle ou sourd, pourvu qu'il eût connoissance du contrat spirituel.

Les mariages à l'agonie, c'est-à-dire qui se font à la présence du Curé, que l'on surprend, mais qui ne sont point accompagnés de bénédiction nuptiale, sont illicites, mais valides, indissolubles.

Le

blicus hæreticus. Gregorius XIII. respondit nullum esse matrimonium. Sylv. in sup. q. 45. art. 5. q. 7.

Le domicile que doit avoir en France sur une Paroisse celui qui doit être marié par le Curé, doit être de six mois, suivant l'Edit de Louis XIV. du mois de Mars 1697.

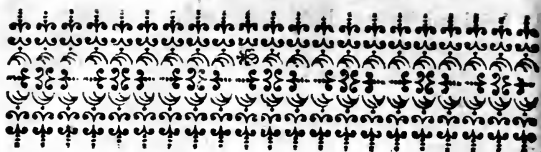
Cet Edit s'observe si exactement qu'il ne seroit pas même permis à un François de s'aller marier hors des terres de l'obéissance du Roi dans une Paroisse étrangere, où on n'est pas obligé d'obéir aux Ordonnances de nos Rois qui requierent le domicile de six mois ou un an. Louis le Grand par son Arrêt du Conseil d'Etat de 1687. l'a défendu en termes formels.

Le domicile requis par l'Ordonnance est nécessaire aux deux parties contractantes ; & la partie qui ne l'auroit pas, ne peut se marier sans dispense de domicile. On doit publier les Bans dans chaque Paroisse des parties contractantes, elles ne sont pas sur la même.

Le mariage sans publication de Bans n'est pas nul, mais il est illicite. Celui qui n'a point de domicile, ne peut se marier que par la permission de l'Evêque. Le Concile de Trente a décidé à l'égard des témoins que la présence de deux personnes est aussi nécessaire que celle du Curé pour la validité du mariage. Le témoin peut être fille ou femme, pourvu qu'elle ait l'âge de puberté nécessaire, il doit signer l'acte de célébration du mariage.

Suivant les Canonistes, toutes sortes de personnes, même celles qui ne sont pas irrépréhensibles, parens, alliés, hommes & femmes, infames, heretiques, & excommuniés, sont des témoins suffisans pour la validité d'un mariage, quand ils ont été présens, & ont certifié sa célébration par leur signature.

On punit dans l'Eglise de l'excommunication majeure *ipso facto*, & dans l'Etat de peine afflictive ceux qui attestent faux sur l'âge, le domicile des parties, & sur le consentement des pere & mere, tuteurs ou curateurs, si ceux qui se marient sont mineurs.



COPIE D'UN TESTAMENT MILITAIRE, CONFIRME'E.

L'Homme se peint parfaitement dans son mariage & dans son Testament. Le choix qu'il fait d'une telle femme prouve où que l'amour, ou que la cupidité l'ont conduit. Heureux les mariages où l'intérêt s'accorde avec la raison & l'amour. Qu'ils sont rares ! Dans un Testament, indépendamment de la règle qui assujettit le Testateur s'il a des enfans à leur laisser son bien, règle dont il ne doit pas s'affranchir, il exprime son caractère dans ses autres dispositions, surtout s'il n'a point d'enfans, ou qu'il appelle des collatéraux ou des étrangers ou comme héritiers ou comme légataires. Soit que leur mérite justifie leur vocation, ou que leur caractère contraire à la raison condamne le choix du Testateur. Quoiqu'il en soit, excepté les indignités qui excluent les institués ou les légataires, le Législateur est jaloux de faire exécuter les volontés du Testateur, mais il exige que cette volonté soit bien certaine, afin qu'on ne la puisse pas révoquer en doute. Il a soumis les Testamens à des formalités indispensables, afin de la bien connoître. Malgré les raisons importantes qui l'ont déterminé, il s'est relâché de la rigueur de la loi en faveur des militaires dont la profession est si utile à l'Etat. D'ailleurs ils sont si peu à portée dans la situation où la guerre les met

net à la veille d'un combat, de pouvoir user des précautions nécessaires pour assurer la foi d'un Testament, & sont si éloignés de prendre conseil sur ce qu'ils devroient faire, qu'on auroit exigé d'eux l'impossible, si on ne les avoit pas dispensé de plusieurs formalités.

La Cause suivante est un exemple que j'offre au public de leurs privileges. J'ai accoutumé de commencer par l'histoire des Causes dont je parle, & d'en faire le tissu par des faits que j'ai soin de recueillir dans les Plaidoyers des deux Avocats; mais comme l'histoire est très-succinte, & qu'elle est dans l'un & l'autre discours égale & uniforme, je viens tout d'un coup au Plaidoyer du Demandeur à qui Me. Carfillier Avocat prêta son ministère, voici son exorde.

La protection que les loix & les armes se doivent réciproquement, leur accord si nécessaire pour procurer par des moyens, quoique differens, la gloire & la durée des Empires, annoncent le grand intérêt de cette Cause. Il s'y agit d'un Testament militaire, monument respectable des dernières volontés d'un sujet qui a sacrifié genereusement sa vie au service du Prince & de l'Etat. Ce Testament a eu son execution pour la plus considerable partie des dispositions qu'il contient, celles qui restent à executer, modiques en elles-mêmes, mais également favorables, n'auroient pas dû essuyer plus de contradictions.

L'original du Testament à la vérité n'existe plus, un de ces evenemens que les hazards de la guerre entraînent à leur suite, en a privé les legataires, il ne leur reste qu'une copie exacte & fidelle du Testament, transcrite sur l'original même par l'Officier qui en étoit le depositaire : vestige d'autant plus certain de l'intention du Testateur, qu'il se trouve ici soutenu du témoignage du Major, & de plusieurs autres Officiers du Régiment qui ont tous vû & lu l'acte original.

Plaidoyer
de Me. Car-
fillier pour
les légatai-
res.

Delà naitront deux questions également curieuses & interessantes.

La première, sur la foi que mérite par elle-même cette copie certifiée.

La seconde, sur la necessité d'admettre ici la preuve testimoniale, au cas seulement où cette piece ne seroit pas jugée suffisante.

En 1734. pendant la dernière guerre d'Italie, Claude-Joseph-Hebert de Cressonfac, Capitaine au Régiment de Champagne, fit son Testament militaire, date du 9. Juin de cette année, l'armée étant alors campée sur la Parma.

Par ce Testament le Sieur de Cressonfac legue à Jean Lefevre toute sa garde-robe sans excepter un coffre laissé à Lyon; le prix à quoi montera son équipage de guerre, après avoir prelevé dessus ce qui est donné aux autres domestiques; plus de 600. liv. sur l'argent comptant que l'on trouvera; & une rente viagere de 100. liv. par chacune année *pour reconnaissance des bons services que Lefevre lui a rendus.*

Le Sieur de Cressonfac dispose en faveur de la Demoiselle de Bourdis de Beauroux du surplus de l'argent comptant qu'on lui trouvera, & de ce qui sera dû de ses appointemens.

L'original de ce Testament fut remis par le Sieur de Cressonfac lui-même au Sieur du Bourgtheroulde, Capitaine au même Régiment, qu'il avoit nommé son executeur Testamentaire.

L'armée ayant quitté les bords de la Parma, & s'étant avancée vers Parme, il y eut le 29. Juin entre nos troupes & celles de l'Empereur une action générale. Le Régiment de Champagne fut un de ceux qui s'y distinguèrent le plus; le Sieur de Cressonfac périt glorieusement sur le champ de bataille, où la fortune des armes françoises fixa avec elle la victoire.

Notre Armée suivit l'ennemi pendant plusieurs jours; cette circonstance ne permit pas au Sieur du Bourg

Bourgtheroulde, exécuteur Testamentaire, & dépositaire du Testament, de le faire exécuter immédiatement après la mort du Sieur de Cressonfac; il se contenta, tel est l'usage en pareil cas, de représenter l'original au Sieur de Villa, Major, en présence de plusieurs Officiers.

Le Régiment de Champagne s'étant rendu avec le reste de l'armée à Bondanella qui fut le premier campement après la bataille de Parme, le Sieur de Villa, Major, suivant les règles & les usages militaires, fit publier à la tête du Camp la vente à l'encan des équipages de guerre du Sieur de Cressonfac.

Son argent comptant se trouva monter à 1873. livres 10. sols; sur cet argent, & sur celui qui provint de la vente des équipages, le Sieur de Villa, Major, & le Sieur du Bourgtheroulde commencèrent par acquitter tout ce que le Sieur de Cressonfac pouvoit devoir dans le Régiment & dans l'Armée. Ils recueillirent avec la même exactitude ce qui pouvoit lui être dû, & constaterent tant l'actif que passif par un état signé d'eux.

Les legs faits par le Sieur de Cressonfac au-nommé Bouval, & à ses trois Palefreniers, leur furent pareillement payés.

Lefevre conformément au Testament, reçut du Sieur du Bourgtheroulde les 600. livres à lui léguées; on lui remit en même-tems toute la garde-robe du Sieur de Cressonfac, consistant en linge & hardes.

A l'égard de la Demoiselle de Beauroux, le Testament a été aussi exécuté en partie. Le Sieur du Bourgtheroulde lui fit remettre 353 livres 16. sols; il ne lui reste dû de son legs que 919. livres 14. sols.

Il étoit resté à Lyon un coffre, à l'adresse du Sieur du Bourgtheroulde, mais les effets & hardes qu'il renfermoit appartenoient au Sieur de Cressonfac, il en avoit pareillement disposé en faveur

de Lefevre. Ce qui s'est passé au sujet de la délivrance de ce coffre, est la circonstance la plus importante de la Cause.

Pour obtenir la remise des effets qu'il contenoit, il étoit nécessaire à Lefevre de justifier du Testament, ce fut dans cette vûë qu'il s'en fit donner par le Sieur du Bourgtheroulde une copie, telle qu'on la rapporte, souscrite & certifiée par le Sieur de Villa Major, & par trois autres Officiers du Régiment.

Muni de cette copie ou expédition, Lefevre revint en France. A son passage par Lyon, il se fit remettre le coffre avec tout ce qu'il renfermoit, comme faisant partie de son legs.

Avant le départ de Lefevre, le Sieur du Bourgtheroulde avoit tiré de lui une quittance, ou reconnoissance de l'argent comptant & des effets, dont, en sa qualité d'exécuteur Testamentaire, il lui avoit fait la délivrance. Le Sieur du Bourgtheroulde joignit cette quittance à l'original du Testament, qu'il crut devoir garder, jusqu'à ce qu'il fût entierement exécuté.

Ce Testament étoit une piece si publique, que le Sieur du Bourgtheroulde ne faisoit aucune difficulté d'en donner une pleine connoissance à tous ceux qui y pouvoient prendre le moindre intérêt. Ceci mérite encore d'être remarqué.

Le Sieur de Savigny, Capitaine au Régiment de Rosnivinen, pour lors en garnison à Trèves ayant écrit à ce sujet au Sieur de Sucy, Lieutenant Colonel du Régiment de Champagne, voici la réponse qu'il en reçut :

De l'Armée d'Italie, ce 16. Août 1734.

Il n'est que trop vrai, Monsieur, que le pauvre Cressonsac a été tué roide à mes côtés, je le regrette infiniment, cela m'est commun avec tout le Régiment.

Je n'ai point d'autres éclairciffemens à vous donner sur les affaires du pauvre défunt, qu'en vous envoyant une copie ci-jointe de son Testament, n'ayant jamais été réformé de ses affaires, &c. Cette seconde copie que les légataires rapportent encore est entièrement conforme à celle qui précédemment avoit été delivrée à l'efevre.

Rien n'étoit donc plus constant que l'existence du Testament du Sieur de Cressonfac au 16. Août 1734. le Sieur du Bourgtheroulde en étoit encore épositaire, lorsque l'Armée quitta le Camp de Bonanella. Il l'enferma avec la quittance de Lefevre dans un coffre qui contenoit ses hardes & papiers.

L'Armée vint camper sous Guastalle à une distance peu confiderable du Camp des Impériaux; la journée de Parme leur avoit appris qu'à force ouverte ils ne pouvoient rien contre la valeur des troupes françoises.

L'ennemi eut recours à la surprise; le 15. Septembre vers les quatre heures du matin, dix mille hommes de l'Armée des Impériaux ayant traversé la Secchia, tombèrent avec précipitation sur une partie de notre Camp, singulierement sur le poste qu'occupoient les Brigades de Champagne & de Dauphin. L'Allemand plus avide de butin que de gloire, pillait tout ce qui s'offroit à sa vûe; nos troupes perdirent leurs équipages; leurs armes & leur bravoure leur resterent. Guastalle vit trois jours après cette perte, si c'en fut une, réparée non par un pillage de notre part, mais par une victoire des plus complètes; d'avantage d'autant plus mémorable dans nos faîtes, qu'il a été suivi d'une paix aussi utile qu'honorable à la nation.

Pour revenir à l'unique objet de la Cause, à l'affaire du 15. Septembre 1734. le Sieur du Bourgtheroulde, eut le même sort que plusieurs autres Officiers de l'Armée françoise. Tous les équipages

notamment le coffre dans lequel étoit enfermé l'original du Testament du Sieur de Cressonsac , & la quittance de Lefevre , furent enlevés par les Alle-mans.

Lefevre reçut à ce sujet une lettre du Sieur du Bourgtheroulde datée du 3. Octobre 1734. au Camp de Cizzolo. Dans cette lettre le Sieur du Bourgtheroulde , lui fait une peinture naïve de l'accident qui lui étoit arrivé : *Je suis dans l'impossibilité de vous envoyer l'original du Testament de feu M. de Cressonsac , j'ai perdu tout mon équipage en entier , je n'ai pu sauver uniquement que ce que je portois sur moi.* Le Sieur du Bourgtheroulde y demande à Lefevre une nouvelle quittance , & une copie de la copie du Testament qu'il lui avoit donnée.

L'une & l'autre furent envoyées par Lefevre au Sieur du Bourgtheroulde : le 8. Novembre il fut dressé à la requisition de cet Officier un procès verbal par Jean Vincent le François, Greffier Notaire de l'Armée de France en Italie : cet acte porte que la copie du Testament du Sieur de Cressonsac qui y est transcrite en entier a été exhibée , & qu'il en a été fait lecture en présence d'un grand nombre d'Officiers du Régiment de Champagne y dénommés , *lesquels Officiers attestent , en leur ame & conscience devant ce Notaire , qu'ils ont tous vu & lu le Testament original du Sieur de Cressonsac , qu'il contenoit les mêmes dispositions que la copie à eux représentée , & qu'ils ont tous connoissance que l'Original de ce Testament a été perdu avec les équipages du Sieur du Bourgtheroulde le 15. Septembre 1734. lors du passage de la Secchia par les Allemans.* Ce procès verbal a été legalisé par le grand Prevôt de l'Armée d'Italie.

Sur le fondement de ces differens titres , les légataires du Sieur de Cressonsac se sont pourvus , pour ce

ce qui leur reste dû, contre ses héritiers, auxquels il a laissé une succession considérable.

De cette succession fait partie le prix de la terre de Cressonfac vendue à feu M. de la Rivaudais, Maître des Comptes: le decret volontaire de cette terre se poursuit en la Cour, les légataires y ont formé opposition, & ont demandé incidemment la délivrance de leurs legs.

Deux propositions, l'une principale, l'autre subsidiaire, vont établir qu'on ne peut accorder aux héritiers du Sieur de Cressonfac la main levée de cette opposition.

1^o. On fera voir que l'acte dont les légataires demandent l'exécution, tel qu'il est rapporté, mérite une foi entière; que le Major qui l'a souscrit lui a imprimé le caractère de l'autorité publique; qu'en un mot l'original du Testament se trouve y suppléer par des pièces & par des circonstances plus décisives les unes que les autres.

2^o. Sans se départir de ce premier moyen, on démontrera qu'il y a lieu du moins d'admettre la preuve par témoins, non pour assurer par cette preuve des dispositions qui n'ont été que verbales de la part du Testateur, mais pour rendre constantes tout à la fois, l'existence & la perte d'un Testament, rédigé par écrit, & revêtu de tout ce qui étoit nécessaire pour rendre valides les dispositions qu'il contenoit.

P R E M I E R E P R O P O S I T I O N.

L'original du Testament est ici suppléé.

La faveur des Testamens militaires a son principe dans l'équité naturelle. Le tumulte qui accompagne la profession des armes, le peu de connoissance que ceux qui l'exercent ont ordinairement des loix, la difficulté des circonstances où les ha-

zards de la guerre les exposent , & qui les mettent hors d'état de prendre conseil pour l'arrangement de leurs affaires domestiques , la considération enfin que mérite personnellement tout citoyen qui sacrifie son repos & sa vie à la défense de la patrie , ont été les motifs des privilèges accordés en general aux Testaments militaires.

Les Romains à cet égard s'étoient tracé des règles dignes d'un peuple qui par la valeur s'étoit rendu le maître du monde. Leurs soldats par rapport à la faculté de tester , jouissoient des plus grands avantages , ils étoient dispensés de tout ce qu'on appelle *formalités*. l. 2. tit. 11. De quelque manière que la volonté des soldats testateurs fut certaine , elle devoit avoir sa pleine exécution : par exemple on admettoit un Testament écrit par un homme de guerre sur le fourreau de son épée , ou tracé sur le sable & la poussière avec la pointe de l'épée , ou même lorsqu'en caractères formés par son propre sang , il en avoit marqué les dispositions sur son bouclier. l. 15. au Code de *Testamento militis*.

Un acte quoiqu'imparfait , ou même un simple projet d'acte suffisoit pour constater la volonté d'un soldat : la loi 40. au même titre en fournit un autre exemple : un soldat dans le dessein de faire son Testament , appelle un Notaire , il lui déclare ses dernières volontés par de simples notes qu'il lui remet ; avant que le Notaire les ait rédigées par écrit , le soldat meurt. Dans ce cas singulier le Jurisconsulte décide que le privilège doit avoir lieu.

Les dispositions faites verbalement , sans écrit , mais en présence de témoins appelés par le soldat étoient également admises. Cette manière de tester , quoique sujette à des inconveniens , étoit aussi favorable que les autres. La loi 24. au Digeste de *Testamento militis* , qui l'autorise expressément , excepte seulement le cas où un soldat par forme de conversa-

versa-

erfation auroit dit à quelqu'un qu'il l'institue fon héritier, ou qu'il lui laiffe fes biens. Un tel discours felon la loi ne peut valoir comme testament, dans la crainte qu'après la mort du foldat, on ne trouvât facilement des témoins, qui prenant l'apparence pour la réalité, lui prêteroient des intentions qu'il n'auroit point eues, & *per hoc judicia vera subvertentur.*

Enfin l'on ne peut mieux marquer quel a été l'esprit du Droit Romain sur la qualité de la preuve requise en matiere de Testamens militaires que par un trait contenu dans cette même loi : *Id privilegium quod militantibus datum est, quoquo modo facta ab his testamenta rata sint, sic intelligi debet, ut utique prius constare debeat, testamentum factum esse, quod, & sine scriptura fieri potest.* Quand on dit que de quelque maniere qu'un Testament militaire ait été fait, qu'en quelque forme il soit présenté, il doit être confirmé; cela ne doit s'entendre, cela ne doit avoir lieu qu'autant qu'on est en état de prouver qu'il y a eu véritablement un Testament fait, que ce Testament a existé, & qu'il est à la connoissance de plusieurs personnes; que le foldat a dicté ou redigé lui-même ses dernieres volontés : *ut utique prius constare debeat testamentum factum esse.*

Ces maximes du Droit Romain ont été également requës parmi nous. Des loix précises, telles que les Edits de 1576. art. 31. & de 1577. art. 32. rendus pour la pacification des troubles du Royaume, ont confirmé les Testamens militaires qui auroient été faits de part & d'autre, *suivant la disposition du Droit.* C'est-à-dire de la maniere dont il étoit permis de faire ces Testamens dans le Droit Romain. Tous les Tribunaux en ont admis l'usage avec plus ou moins de précaution; mais comme de-là étoit née une diversité de Jurisprudence, la dernière Ordonnance de 1735. en confervant aux

Testamens militaires toute la faveur qu'ils méritent les a néanmoins assujettis à des formalités qui n'avoient pas lieu auparavant. Par exemple, il faut à présent qu'un Testament militaire, s'il est olographe, soit entierement écrit, daté & signé de la main de celui qui l'aura fait, article 29. & si le soldat ou Officier est obligé d'avoir recours à une main étrangère, il faut, à peine de nullité, qu'il soit passé devant les personnes, & avec le nombre des témoins désignés par les articles 27. 28. & 29. de la nouvelle loi.

Le Testament dont il s'agit est de la première espèce : le Sieur de Cressonfac l'avoit écrit entierement & signé de sa propre main, il contient la date du jour & du lieu où il a été fait. Le 9. Juin 1734. l'armée étant campée sur la Parma : de quoi le Testateur y dispose-t'il ? de ses équipages de guerre, de l'argent comptant qu'il pouvoit avoir pour les besoins de sa campagne, & d'une rente viagère de 150. liv. au profit de son principal domestique. Le Testament en lui-même ne seroit donc susceptible d'aucune critique : les formalités les plus scrupuleuses y ont été observées, les objets en sont modiques, favorables par eux-mêmes ; ce sont de simples libéralités exercées *pour récompense de services*.

On l'a annoncé en commençant, ce n'est point par le Testament même qu'on est aujourd'hui en état de faire preuve de ses différentes dispositions ; l'original n'en existe plus, ou du moins il est impossible aux légataires d'en faire la représentation, il se trouve avoir été adiré par un cas fortuit, public & notoire.

Mais quoique le Testament ne puisse plus faire foi par lui-même, quoiqu'on n'en puisse plus faire la représentation, son existence n'en est pas moins certaine, on n'est pas moins en état de prouver qu'il a été fait, *ut utique prius constare debeat testamentum factum*

factum esse. Trois choses établissent parfaitement cette existence.

Premièrement, la copie ou expédition qu'on en rapporte signée ou certifiée par le Major du Régiment & par trois autres Officiers.

Secondement, le Procès verbal qui a été dressé de cette copie devant le Notaire de l'Armée.

Troisièmement, l'exécution publique qu'a eue le Testament par rapport à la plus considérable partie des dispositions qu'il contient.

Reprenons ces trois preuves, & faisons-les valoir séparément.

La copie ou expédition du Testament telle qu'on la rapporte en supplée nécessairement l'original. Cette copie a été délivrée à Lefevre sur le Testament même, & lorsqu'il étoit entre les mains du Sieur du Bourgtheroulde exécuteur testamentaire, qui en cette qualité en étoit dépositaire, elle se trouve munie de la signature du Sieur de Villa, Major, de celle du Sieur de Montfort, Commandant du troisième Bataillon du Régiment de Champagne, & de deux autres Capitaines du même Régiment. Voici de quelle manière cette copie est conçue.

En tête est le Testament transcrit en entier; pour abréger, on ne le rapporte point ici; au pied de cette copie transcrite on trouve ce qui suit:

Nous soussignez certifions que la présente copie du Testament de feu M. de Cressonsac, Capitaine au Régiment de Champagne, est exactement conforme à l'original, lequel original nous a été présenté par M. du Bourgtheroulde aussi Capitaine au Régiment de Champagne, & que nous certifions de même être écrit & signé de la propre main de M. de Cressonsac, connoissant son écriture & signature. Fait au Camp de Bondanella ce 19. Juin 1734. Signé, Villa, Major; de Montfort, Commandant du troisième Bataillon du Régiment de Champagne; Tanus, Capitaine; Villebois, Capitaine.

Ce n'est point là une piece mandiée : la circonstance du coffre laissé à Lyon , & qui faisoit partie du legs de Lefevre , prouve la nécessité où il étoit d'obtenir ce certificat ; il ne contient point une attestation vague , donnée au hazard , tout y est précis. C'est sur la représentation de l'original même qu'il a été délivré , sur la certitude que ces quatre Officiers avoient de l'écriture & signature du Sieur de Cressonfac , *connoissant son écriture & signature* : termes remarquables qui écartent toute crainte de supposition & de volonté , accordés uniquement pour certifier la vérité de la copie du Testament avec laquelle il fait corps. Cet acte n'est peut-être regardé que comme une expédition ou copie collationnée : il a la même force , la même authenticité que celle qui dans un cas ordinaire auroit été délivrée par un Notaire.

La signature du Major est sur-tout ici d'un grand poids ; elle seule , on le dit avec confiance , a imprimé à l'acte dont il s'agit le caractère de l'autorité publique.

Le Major , soit d'un Régiment , soit d'une Place , est un Officier principal , en même-tems militaire & civil : ce qui concerne la discipline des troupes est entierement de son ressort , mais comme cette police particuliere fait partie de la police générale de l'Etat , le Major a des fonctions qui lui sont communes avec les Officiers de l'ordre civil. Comme eux il est revêtu d'un caractère public : attribut singulier dont la vérité est inséparable , qui mérite & exige tout à la fois l'hommage & la confiance publique : dépositaire de l'autorité des Ordonnances militaires , il lui est réservé spécialement d'en maintenir l'exécution. Il est l'homme du Prince dans la partie du gouvernement militaire ; il exerce une espece de ministère public : fonction d'autant plus importante qu'elle a pour fin principale le bien du service , d'où dépendent la force & la tranquillité de l'Etat.

En effet, pour entrer dans le detail des fonctions & des prérogatives du Major aux termes des Ordonnances contenuës dans le Code militaire, il est obligé d'avoir des Régistres où chaque Officier & chaque soldat du Régiment est inscrit ; à côté de chaque article il doit marquer les soldats morts ; ou deserteurs ; faire mention des enrollemens , tenir en un mot un état exact de tout ce qui concerne le Régiment. Ces Régistres sont publics , ils sont foi autant pour les troupes , que dans les tribunaux de la justice ordinaire. Les Majors dans différentes occasions font des procès verbaux , dressent des informations : dans les conseils de guerre ils prennent des conclusions , & font tous les requisitoires qu'ils jugent convenables pour la manutention de la police & discipline militaire. Quand un Officier meurt dans une Place de guerre , c'est au Major de la Place qu'il appartient , privativement aux Juges ordinaires , d'apposer le scellé sur ses effets , d'en dresser l'inventaire , & d'en faire faire la vente à l'encan , après un Ban publié au son du tambour : le même droit appartient aux Majors des Régimens lorsqu'ils sont en campagne.

Enfin par la dernière Ordonnance des Testamens , en l'article 27. ils sont expressément nommés , *pour recevoir les Testamens , Codiciles & autres dispositions à cause de mort , de tous ceux qui servent dans les Armées.* On leur accorde à cet égard le même degré de pouvoir qu'aux Notaires & autres Officiers publics.

Telle est donc l'importance de l'employ des Majors dans tout ce qui est du ressort de la juridiction militaire , les actes qui émanent d'eux ont la même force , la même authenticité , méritent la même foi que ceux des Officiers civils dans le ressort de la justice ordinaire.

Proposons à ce sujet un exemple dont l'application sera juste & sensible : si au lieu d'un acte souscrit & certifié par le Major du Régiment de Champagne,

gne , les légataires du Sieur de Cressonfac avoient aujourd'hui pour seul titre une expédition ou copie collationnée par un Notaire sur l'original du Testament, dans ce cas seroit-il possible de douter un seul moment que cet original eut existé ? L'autorité de l'expédition ou copie collationnée , l'autenticité que lui auroit imprimé nécessairement le caractère public dont le Notaire est revêtu , n'assure-oit-elle pas incontestablement la vérité des dispositions contenues au Testament ? Pour en obtenir l'exécution , auroit-on besoin d'autre témoignage que de la signature d'un homme public qui auroit vû & lû le Testament à qui il auroit été représenté, & qui sur la représentation qui lui en auroit été faite, en auroit fidèlement transcrit, & copié les dispositions, ou qui les auroit collationnées sur l'original même ? Enfin dans le cas où il seroit constant que la minute ou l'original du Testament auroit été perdu par un accident public & notoire, par exemple si l'étude du Notaire, dépositaire du Testament, avoit été incendiée, réduiroit-on à l'impossible une partie ? l'obligerait-on à rapporter un acte original qui n'existeroit plus ? la rendroit-on responsable d'une perte qui n'auroit point été occasionnée par sa faute ? Non sans doute : un tel événement mettroit cette partie dans une exception favorable ; il seroit juste, il seroit raisonnable de la dispenser du rapport de l'original ; l'expédition , ou copie collationnée , authentique par elle-même , tiendrait lieu de minute , & suppléerait l'original à dire par un cas fortuit.

Il en doit être de même ici ; le Testament du Sieur de Cressonfac n'existe plus : il a été enlevé par une force majeure, il a été perdu par un accident dont toute l'Europe a été instruite. Mais cette perte se trouve réparée par une copie ou expédition en forme de certificat qu'en a donné en un tems non suspect le Major du Régiment de Champagne

gne sur la représentation qui lui fut faite alors de l'original. En donnant cette copie certifiée, le Major n'a rien fait qui ne fut de sa compétence. Aux termes de la nouvelle Ordonnance des Testamens qui sur ce point a confirmé les usages & reglemens militaires, le Major eut eu la qualité requise pour recevoir le Testament même : donc il a eu le même pouvoir pour en certifier la vérité : le Testament, s'il en eût été le rédacteur, auroit été un acte authentique : donc on doit ajouter la même foi à la copie qu'il en a signée sur l'exhibition qui lui a été faite de l'original.

D'ailleurs le Major n'est pas le seul Officier dont on trouve la signature au pied de la copie dont est question ; le Commandant d'un des Bataillons, & deux autres Capitaines du même Régiment ont également souscrit & certifié cette copie avec le Major : ce qui donne encore un nouveau degré d'autenticité à cette piece.

Enfin, & c'est la seconde preuve de l'existence du Testament, lorsqu'après l'affaire du passage de la Secchia, Lefèvre eut renvoyé cette copie au Sieur du Bourgtheroulde, executeur testamentaire ; cet Officier le 8. Novembre 1734. en fit faire un procès verbal par le Greffier-Notaire de l'Armée ; dans lequel procès verbal douze autres Officiers du Régiment de Champagne ont comparus, & ont tous affirmé, *dans leur ame & conscience*, que cette copie du Testament est vraie & sincère, qu'elle est entièrement conforme à l'original du Testament *qu'ils ont tous vu & lu*, & qu'il est de leur connoissance particuliere que cet original a été perdu dans le pillage de leur Camp arrivé le 15. Septembre precedent.

Ce Procès verbal qui est une espece d'Enquête, merite toute l'attention de la Cour ; il ne marque aux dispositions qu'il contient que la forme dans laquelle ces sortes d'actes judiciaires doivent être pre-
sen-

sentés dans les tribunaux de la Justice ordinaire ; il est signé de douze Officiers du Régiment de Champagne, tous gens de considération par eux-mêmes ; membres d'un corps distingué par le rang qu'il tient dans nos troupes, illustre par ses Exploits, où l'honneur & la bravoure ont toujours été en recommandation. Seroit-il donc possible que ces douze Officiers se fussent portés d'eux-mêmes à attester des faits qui ne leur auroient point été connus ? Qu'ils les eussent supposés gratuitement, & pour qui ? pour de simples domestiques, pour des personnes d'une condition basse, avec lesquelles ils n'ont jamais eu la moindre relation. Mais rendons plus de justice à nos adversaires ; ne présumons point qu'ils aillent jusqu'à contester la vérité des faits contenus en ce Procès verbal : le Sieur de Cressonfac dont ils sont heritiers, mort glorieusement aux champs de Parme, leur a appris quels étoient ses pareils : la fausse complaisance, & encore moins le mensonge, ne se trouvent point où sont les vertus guerrieres.

La copie qu'on rapporte du Testament en question, certifiée par le Major sur l'original même du Testament, est donc une piece autentique : le Procès verbal du Notaire de l'Armée fait également foi des dispositions que ce Testament contenoit : on ajoûte qu'il a été public, qu'il a été executé ; c'est la troisième preuve qu'on a promis de donner de son existence.

Le Testament, lorsque l'original en existoit, a été public & connu. La lettre écrite le 16. Août 1734. par le Sieur de Sucey Lieutenant Colonel du Regiment de Champagne, au Sieur de Savigny Capitaine dans Rosnivinen, ne laisse à cet égard aucun doute. Sur les éclaircissements qu'on lui demandoit, le Sieur de Sucey répond : *que le Sieur de Cressonfac a été tué roide à ses côtés, & qu'il ne sçait rien autre chose de ses affaires, sinon qu'il a fait le Testament dont il lui envoie copie.*

Ce témoignage ne doit pas être suspect aux héritiers du Sieur de Cressonsac : le Sieur de Sucy est leur très-proche parent : c'est pour cette raison seule qu'il n'a pas voulu comparoître au Procès verbal dont on vient de parler : néanmoins quand le Sieur de Sucy s'est expliqué librement sur ce dont il est aujourd'hui question, il a avoué ingénument *que le Sieur de Cressonsac avoit fait un Testament, qu'il en avoit même une copie, mais qu'il ne sçavoit rien autre chose de ses affaires.* Les légataires sont tellement persuadés de la candeur & de l'équité du Sieur de Sucy, qu'ils n'auroient point eu, si leurs adversaires eussent voulu, d'autre Juge de la présente contestation.

Enfin le Testament du Sieur de Cressonsac a été exécuté par rapport à la plus considérable partie des dispositions qu'il contient ; dernière circonstance qui assure de plus en plus la vérité & l'existence de cet acte.

L'usage est constant dans les troupes, lorsqu'elles sont en campagne, & qu'un Officier a été tué, ou est mort, le Major du Régiment, comme chargé de la police publique, fait publier à la tête du Camp la vente de ses équipages ; la vente faite à l'encan, de l'argent qui en provient, on paye ce que l'Officier pouvoit devoir dans l'Armée & dans le Régiment ; on congédie ses domestiques pour débarrasser l'Armée des bouches inutiles : ce qui reste de surplus, les dettes acquittées, si l'Officier décédé a fait un Testament, est remis par le Major à l'exécuteur testamentaire qui paye les legs, sans avoir besoin pour cela du consentement des héritiers ; ou il leur fait tenir l'argent quand l'Officier est mort *ab intestat.*

Dans l'occasion présenté on s'est expressément conformé à cet usage, le Testament dont il s'agit a été exécuté au vû & scû de toute l'Armée, de la manière dont il vient d'être dit. Les legs sont entièrement

tièrement acquittés à l'exception de ce qui reste dû à Lefevre & à la Demoiselle de Beauroux.

Que cette circonstance est décisive ! Auroit-on exécuté un acte qui n'auroit point existé ? le Sieur de Villa, Major, & le Sieur du Bourgtheroulde d'eux-mêmes, de leur autorité privée, auroient-ils exercé des libéralités envers les domestiques du Sieur de Cressonfac ? Quel intérêt avoit-il de leur remettre, plutôt qu'à ses héritiers, ce qui étoit provenu de la vente de ses équipages ? Disons-le, & disons-le avec confiance, ces deux Officiers ont reconnu des légataires, parceque le Sieur de Cressonfac les avoit lui-même désignés. Ils ont exécuté ses dernières volontés, parcequ'il en avoit lui-même consigné l'acte entre les mains de l'un d'eux : en un mot l'exécution du Testament est une preuve certaine de son existence : si cette exécution n'eut pas lieu immédiatement après la mort du Testateur, on en a vu la raison dans le récit des faits. Après la Bataille de Parme, où le Sieur de Cressonfac fut tué, notre armée victorieuse suivit l'Ennemi pendant plusieurs jours ; elle n'eut un camp fixe qu'à Bondanella. L'intérêt public, la gloire de la nation, ne permettoient pas dans de telles circonstances de s'occuper de soins particuliers.

L'original du Testament se trouve donc ici suppléé par des pieces & par des circonstances plus fortes les unes que les autres. Qu'on ne dise pas que leur mérite a paru assez équivoque aux légataires, puisqu'ils ont demandé à en faire preuve par témoins. C'est subsidiairement qu'ils ont offert cette preuve, & sans se départir de leur premier moyen. Une Enquête seroit pour un tribunal regle un acte plus régulier que le Procès verbal du Notaire de l'Armée, mais que prouveroit-il de plus ? mériteroit-elle plus de foi que la copie certifiée du Major ? La Cour peut choisir entre les deux partis qui lui sont proposés : mais

mais qu'il soit permis de le dire , celui de la preuve testimoniale est le plus rigoureux qu'elle puisse prendre ici contre les légataires.

SECONDE PROPOSITION.

Il y a lien d'admettre la preuve par témoins.

Suivant le Droit Romain , comme on l'a observé plus haut , il n'étoit pas nécessaire que la volonté du soldat Testateur fut rédigée par écrit ; de quelque manière que son intention fût certaine , elle devoit avoir sa pleine execution : *ut utique prius constare debeat Testamentum factum esse , quod & sine scripturâ fieri potest.*

L'usage du Testament nuncupatif qui avoit lieu dans ce Droit , avoit également introduit à sa suite celui de la preuve testimoniale pour un acte aussi favorable qu'étoit par lui-même le Testament militaire : il étoit permis de constater par le suffrage de plusieurs personnes , la vérité de celui qui n'avoit été que verbal , & dont il n'y avoit aucune trace par écrit.

Le Testament militaire s'est conservé longtems parmi nous avec les mêmes avantages. C'est ce qui résulte d'une note de Dumoulin sur la Coutume de Nivernois au titre des Testamens , où il remarque expressément qu'il n'est pas nécessaire que ces sortes de Testamens soient rédigés par écrit , & qu'on en peut faire la preuve par témoins.

L'Ordonnance de Moulins en 1566. donna lieu à de nouvelles idées. L'art. 54. ordonna qu'il seroit passé contrat devant Notaires de toutes choses excédantes la somme ou valeur de 100. livres , & qu'on ne pourroit recevoir la preuve par témoins contre & outre le contenu au contrat.

La preuve testimoniale fut par là proscrire en matière civile : néanmoins comme cette Ordonnance

ne parle que de contrats , c'est-à-dire d'actes où il y a obligation réciproque & irrévocables par eux-mêmes, on fut bientôt partagé sur la question de sçavoir si les Testamens , notamment les militaires , étoient censés compris dans la disposition de la loi.

Il se forma sur ce point une diversité de Jurisprudence. Dans les pays regis par le Droit écrit où on a retenu l'usage des Testamens nuncupatifs à l'égard de toutes sortes de personnes , & pour les cas ordinaires , on a continué d'admettre la preuve testimoniale en matiere de Testamens militaires , sur le fondement que le privilege de ces sortes de Testamens étant compris dans le corps du Droit , l'Ordonnance de Moulins n'avoit point dérogé à ce privilege. Telle a été la jurisprudence constante des Parlemens de Toulouze & de Bourdeaux ; elle nous est attestée par M. Maynard , liv. 5. chap. 17. où entr'autres Arrêts , il en rapporte un de l'an 1580. qui confirma le Testament d'un soldat qui avoit dit & déclaré sa dernière volonté à ses compagnons , étant sur le point de monter à l'assaut de la Ville de Puy-Laurens , où il fut tué sur la brèche.

Quant aux Pays coutumiers, on s'y est rapproché davantage de l'esprit de l'Ordonnance de Moulins , on y a paru plus scrupuleux sur l'admission de la preuve par témoins : comme chaque Coutume règle la forme & les solemnités avec lesquelles doivent être rédigées les dernières volontés des hommes , on y a rejeté toute disposition faite de vive voix.

On ne peut néanmoins nier que la faveur des Testamens militaires n'ait donné lieu à quelque exception sur ce point , suivant que les circonstances les rendoient plus ou moins admissibles : si l'on trouve des Arrêts de la Cour qui ont pros crit des Testamens nuncupatifs , c'est-à-dire , faits en présence de témoins par Officiers ou soldats étant en exécution militaire , il y en a d'autres qui ont reçu dans ces sortes de cas la preuve par témoins.

Papon en son recueil d'Arrêts , l. 20. t. 1. en cite un de l'an 1582. rendu aux grands Jours de Clermont : cet Arrêt ordonna la preuve par témoins d'un Testament fait par un habitant d'Aurillac , qui mourut de la blessure qu'il avoit reçûe étant en sentinelle sur les murs de cette Ville assiégée par les Huguenots. Ce Testament n'avoit point été rédigé par écrit , ou du moins , suivant Brodeau sur Louet lettre T. il étoit resté imparfait , le Testateur n'avoit pû l'achever ni le signer.

Plusieurs Auteurs accrédités , dont les productions sont postérieures à l'Ordonnance de Moulins , ont pensé d'après la note de Dumoulin sur l'art. 13. des Testamens en la Coutume de Nivernois , que les Testamens militaires étoient par eux-mêmes trop favorables pour ne pas mériter une exception , & qu'on ne devoit point faire de difficulté d'y admettre la preuve par témoins.

Coquille le judicieux Commentateur de cette Coutume le dit expressément.

Boiceau en son Traité de la preuve par témoins ; expose d'abord que les Testamens nuncupatifs & les dispositions verbales , ne doivent point être reçûs depuis l'Ordonnance de Moulins ; mais il excepte trois cas où il pense que cette preuve peut être permise : sçavoir quand le Testament a été fait en tems de peste ou de guerre , ou lorsqu'un Testateur qui ne sçavoit point écrire , n'a pû trouver ni de Notaire ni de Curé pour lui dicter son Testament.

Bretonnier sur Henrys après avoir rapporté les Arrêts & les sentimens de part & d'autre , dit expressément , liv. 5. chap. 4. quest. 37. tom. 1. *que ce seroit abolir l'usage des Testamens militaires ; si l'on retranchoit la preuve testimoniale ; car quelle apparence , ajoute-t'il ; qu'un soldat qui va au combat ou à l'assaut ait le tems d'écrire ou faire écrire son Testament ?*

Il est donc nécessaire de fixer par une loi positive les règles propres à décider cette question ; c'est ce qui a été fait par la nouvelle Ordonnance des Testamens du mois d'Août 1715.

Le premier article porte que toutes dispositions Testamentaires , de quelque nature qu'elles soient , seront faites par écrit. Il déclare nulles toutes celles qui ne seroient faites que verbalement , il défend d'en admettre la preuve par témoins , même sous prétexte de la modicité de la somme dont il auroit été disposé.

Et en parlant des Testamens militaires , les articles 27. 28. & 29. prescrivent les formalités qui doivent y être observées , & qu'ils doivent être entièrement écrits , datés & signés de la main de celui qui les aura faits *à peine de nullité*.

Cette Ordonnance étant postérieure à ce qui a occasionné la présente contestation , n'y reçoit aucune application. Les Légataires pourroient s'en tenir au sentiment des Auteurs , & à l'autorité des Arrêts qui ont décidé qu'en matière de Testamens militaires nuncupatifs , la preuve par témoins doit être admise : mais leur cause se présente dans des circonstances trop favorables pour qu'ils aient besoin de cette ressource.

Le Testament dont il s'agit n'a point été fait verbalement , en présence de témoins ; il est olographe : il a été également l'ouvrage de la main & de la volonté du Testateur.

Ainsi (voilà ce qu'il est important de distinguer) quand subsidiairement les légataires ont recours à la voye de la preuve testimoniale , ce n'est point dans la vuë de constater un Testament qui n'a été fait que de vive voix , que quelques personnes ont entendu , & qui n'aura jamais eu d'autre existence que celle qu'il recevra de leur témoignage & de leurs dépositions. Ce dont ils demandent à faire preuve , c'est d'un Testament rédigé par écrit ,
qui

qui a existé réellement , à qui le Testateur lui-même a donné l'être , qu'il a constaté en l'écrivant , & en le signant de sa propre main ; que plusieurs personnes dignes de foi ont vû & lû ; qui a eu son exécution : c'est la perte de cet acte , c'est sa soustraction , c'est son enlèvement par une force majeure , par un cas fortuit , imprévu , qu'ils demandent aujourd'hui à constater par la voye de la preuve testimoniale , toujours utile , toujours nécessaire & admissible en pareil cas.

En effet , la raison & l'équité ne veulent pas qu'on réduise une partie à l'impossible , qu'on la rende responsable d'évenemens au-dessus des forces & de la prudence humaine , qu'on ne pouvoit prévoir ni empêcher. Les titres au Digeste & au Code de *fide instrumentorum* , & de *amissione eorum* , contiennent sur ce point des décisions précises dont l'autorité s'est conservée jusqu'à nos jours.

Néanmoins , il en faut convenir , dans nos mœurs on a senti tout le danger , tous les inconvéniens de la preuve testimoniale. Les engagements des hommes ne doivent pas dépendre du caprice de leur volonté , ni de l'incertitude de leur témoignage ; en prenant des précautions pour rendre leurs conventions immuables , il étoit nécessaire de marquer en même-tems à quels traits , à quels caractères , on en pourroit reconnoître la vérité. L'Ordonnance de Moulins y a pourvû suffisamment en prescrivant : *qu'il seroit passé contrat de toutes choses excédentes 100. livres , & qu'on ne pourroit recevoir la preuve contre , & outre le contenu aux contrats.* Mais lorsque la convention a été constante par la signature des parties , ou qu'elle a été reçûe sous le sceau de la foi publique , qu'il y en a eu un acte , & que cet acte vient à se perdre par un cas fortuit & notoire , la disposition de la loi cesse en ce cas. Ce n'est plus d'une convention qu'il s'agit de faire preuve , la convention en elle-

même étoit certaine ; c'est la perte de l'acte qui en faisoit foi , qu'il est alors uniquement question de prouver. Le témoignage des hommes , auquel on est forcé d'avoir recours dans de telles circonstances , ne peut être regardé que comme l'expression fidelle d'une vérité déjà connue , & qui avoit été constatée dans la forme prescrite par la loi même.

Aussi tous les Auteurs qui ont le plus approfondi la matiere , & qui ont même parlé d'après l'Ordonnance de Moulins , ont-ils pensé unanimement que la perte des titres & des actes par cas fortuit étoit susceptible de la preuve testimoniale , que par le secours de cette preuve il étoit permis de recouvrer celle même de ce qu'ils contenoient.

Boiceau en son Commentaire sur cette loi s'explique à cet égard de la maniere la plus précise : *sit ergo expeditus casus iste , testibus nimirum probari possit amissionem , & per consequens tenorem instrumenti.* Ce Commentateur marque ensuite de quelle maniere il faut que cette perte soit arrivée pour qu'on soit reçu à en faire preuve : *& sub verbo amissionis , intelligo omnes casus fortuitos , omnemque vim majorem , ut incendia , naufragia , bella , incursum latronum , depredationes , expilationes domorum , & alia ejusmodi ad casus fortuitos pertinentia.*

Danty en son Traité de la preuve par témoins aux additions sur le 15me. chapitre est de même avis. Sur le 16me. il examine la question par rapport à la soustraction d'un Testament : & après avoir balancé les inconvéniens d'admettre , ou de ne pas admettre la preuve , il décide sur la foi de plusieurs Auteurs : *qu'elle doit être reçue pour la perte ou soustraction d'un Testament en cas d'incendie , naufrage , ou autre cas fortuit.*

Il ajoute (ce sont en précis les raisons qu'on a données plus haut) *la preuve de la soustraction ou de la perte d'un titre n'est point contraire à l'Ordon-*

nance de Moulins ; car autre chose est de prouver par témoins qu'une chose nous est due , ce que l'Ordonnance défend précisément , parceque cette dette est l'effet d'une convention qui doit être rédigée par écrit : autre chose est de prouver que l'on a perdu le titre de cette dette , & qu'il nous a été soustrait.

L'Ordonnance de 1667. a également adopté la disposition générale de celle de Moulins , & l'exception que l'on y a apportée. L'art. 2. du tit. 20. a prescrit la preuve par témoins pour toutes choses excédentes 100. livres , mais l'article 3. l'admet ; *en cas d'accidens imprévus , incendie , ruine , tumulte , naufrage , &c. ou lorsqu'il y a un commencement de preuves par écrit.*

Ces deux circonstances se trouvent ici ; il y a cas imprévu : l'affaire de la Secchia ; & commencement de preuve par écrit : la copie certifiée par le Major ; disons plutôt que la preuve est toute faite par cet acte vrai , authentique , capable par cette raison de suppléer l'original perdu , sur lequel même il a été formé.

Les scrupules de la Justice sont sages en eux-mêmes ; mais ne paroïtroient-ils pas déplacés dans l'occasion présente ? ce feroit douter de la vérité , que de retarder ici son triomphe.

Me. Carfillier qui plaidoit contre Me. Aubry qui soutenoit la première Cause , & qui est fils d'un homme qui a fait tant d'honneur au Barreau , crut qu'en finissant il ne pouvoit se dispenser de faire un compliment à son Confrere.

Telle est , Messieurs , dit-il , en parlant d'abord aux Juges , la Cause que j'avois à défendre. Les moyens qu'elle fournit victorieux par eux-mêmes en feront seuls le succès : ici le zèle suppléera de ma part les talens : vos lumieres toujours sûres , votre équité toujours constante peuvent rassûrer quiconque s'expose à un combat inégal dans la carrière épineuse du Barreau : telle est , je ne dissimulerai point , ma situa-

tion. Un nom que l'éloquence a illustré, que la confiance publique a accrédité, chéri & redoutable tout à la fois m'est opposé. L'élève d'un grand homme ne peut effuyer mes forces qu'avec supériorité. Il a d'autant plus de droit à l'estime & aux suffrages du public, qu'il y trouve la route qui y conduit préparée par les vertus & les talens sur lesquels il s'est formé lui-même.

Plaidoyer
de Mc. Aubry pour
les héritiers
du sang.

Me. Aubry répondit ainsi : S'il est juste d'accorder des prérogatives particulières à ces sujets généraux qui sacrifient leur vie & leur repos au service de leur Prince & de leur patrie, on doit être également attentif à empêcher l'abus que l'on pourroit faire de ces prérogatives, pour dépouiller trop légèrement des héritiers d'un sang d'un bien qui leur est déferé par le suffrage de la nature & de la loi. Chez les Romains les Testamens militaires n'étoient assujettis à aucune forme. Ils exigeoient cependant que la volonté du Testateur fut rendue certaine, & ne pût être raisonnablement révoquée en doute ; dans notre jurisprudence, il a paru convenable d'affranchir les Testamens militaires de ces formalités scrupuleuses que la plupart de nos Coutumes exigent pour la validité des Testamens ordinaires ; mais nous avons été plus scrupuleux que les Romains. Comme l'esprit universel de notre jurisprudence est de ne recourir à la preuve testimoniale que quand on est dans une impuissance absolue de parvenir à la découverte de la vérité par le secours d'une preuve écrite, nos loix ont exigé que les dernières dispositions des Militaires fussent rédigées par écrit, & n'ont pas voulu confier à la foi des témoins le sort de leurs biens & de leurs héritiers. En examinant notre Cause sous ce point de vue, quel peut être le succès de la prétention de nos adversaires, qui ne se fondent que sur une copie informe & sans caractère d'un prétendu Testament, dont rien n'assure
juri-

juridiquement l'existence, & qui mettent toute leur source dans une preuve testimoniale toujours équivoque & incertaine, pour suppléer à l'inexistence d'un titre qu'on ne représente point; qui s'il eût véritablement existé, auroit dû être consigné dans un dépôt public, aussi-tôt après la mort du Testateur.

Le Sieur de Cressonfac Capitaine au Régiment de Champagne a été tué dans la dernière guerre d'Italie à la bataille de Parme. Il avoit vendu avant sa mort la terre de Cressonfac à M. de la Rivaudaye Me. des Comptes. M. de la Rivaudaye étant mort, on a poursuivi en la Cour en sa place le decret volontaire de la terre de Cressonfac. La Demoiselle Bourdis de Beauroux & Lefevre valet du Sieur de Cressonfac ont formé opposition à ce decret; l'heritier a présenté une Requête le 30. Mars 1737. par laquelle il leur a demandé de justifier les causes de leur opposition, & de rapporter les titres sur lesquels elle étoit appuyée. La Demoiselle de Beauroux hors d'état de rapporter aucun titre de créance, a donné pour motif de son opposition la copie d'un prétendu Testament du Sieur de Cressonfac signé du Major & de quelques autres Officiers du Régiment de Champagne.

Il paroît par cette copie que le Sieur de Cressonfac nomme d'abord pour son exécuteur testamentaire le Sieur du Bourgtheroulde, Capitaine au Régiment de Champagne. Il laisse à Bonval son domestique la somme de 200. liv. outre ce qui lui sera dû de ses gages; à trois palefreniers ou muletiers la somme de 120. liv. à Jean Lefevre son premier domestique toute sa garde-robe, sans en excepter un coffre qu'il avoit à Lyon à l'adresse du Sieur du Bourgtheroulde; de plus le prix à quoi pourra monter son équipage, 600. liv. qui seront pris sur l'argent comptant qu'on lui trouvera, & 150. livres de rente viagère, le tout en récompense de ses

bons services ; à l'égard du surplus de l'argent comptant qu'on lui trouvera , & ce qui lui sera dû de ses appointemens , il prie le Sieur du Bourgtheroulde de le faire remettre à la Demoiselle de Beauroux.

Vous voyez , Messieurs , que les dispositions ne sont pas aussi modiques qu'on a voulu vous l'insinuer , puisque le seul legs de Lefevre ne laisse pas de monter à 1500. livres.

La Demoiselle de Beauroux a de plus fait donner copie de l'état de l'argent comptant trouvé après le décès du Sieur de Cressonfac certifié par le Sieur de Villa , Major du Régiment de Champagne. Lefevre animé des mêmes vûes , & des mêmes interêts que la Demoiselle de Beauroux , & croyant de trouver dans la copie dont je viens de rendre compte un titre décisif & victorieux , a présenté conjointement avec elle , les 18. & 25. May des Requêtes par lesquelles tous les deux demandent l'exécution pure & simple des legs faits en leur faveur. Le 4. Juillet celui pour qui je parle présenta une Requête par laquelle il conclut à la mainlevée de l'opposition des parties adverses , & à la restitution des choses & argent comptant à eux délivrés par le Sieur du Bourgtheroulde , le 25. Novembre. Et enfin de la part de la Demoiselle de Beauroux & de Lefevre , il parut une nouvelle Requête par laquelle subsidiairement ils ont articulés des faits concernant la perte & enlèvement par cas fortuit & force majeure du Testament dont est question , & par laquelle ils demandent subsidiairement à être admis à la preuve testimoniale.

Après cette exposition du fait , il suffira pour écarter la demande des parties adverses & renverser leur système d'établir deux propositions.

Premièrement , la copie du prétendu Testament rapportée par les parties adverses ne peut nullement suppléer l'original , ni être d'aucun poids contre celui pour lequel je parle.

Secondement, il n'y a point lieu dans l'espece présente d'admettre la preuve testimoniale.

Avant que d'entrer dans la discussion de la premiere proposition, il est indispensable d'examiner attentivement les principes généraux de la matiere des Testamens militaires : les privileges qui leur sont accordés par les loix, les ont toujours distingués des autres Testamens, & on peut dire qu'ils ont une espece particuliere de jurisprudence. Les Romains admettoient les Testamens militaires, quoique dénués de toutes les formalités requises dans les autres Testamens, étant bien persuadés que le vrai mérite du militaire consistoit à repousser genereusement l'Ennemi, & non à sçavoir des formalités & des usages dont la connoissance est réservée aux Jurisconsultes. Mais quelque favorables que fussent les Testamens militaires, il y avoit cependant une condition essentielle qui y étoit requise, il falloit qu'on eut des preuves certaines de la volonté du Testateur. Il est vrai qu'on n'examinait point la forme sous laquelle elle étoit énoncée ; pourvû qu'on la vit manifestement, le Testament avoit sa pleine & entiere execution. Un soldat pouvoit exprimer ses dernieres volontés sur le fable, sur son bouclier, sur ses armes, il pouvoit les écrire en lettres teintes de son propre sang : on y avoit toujours égard, dès que l'intention du Testateur paroissoit évidente : *ut utique prius constare debeat testamentum factum esse*. Les Romains avoient poussé plus loin leur indulgence pour les Testamens militaires. On voit par un rescrit de Trajan, qu'on pouvoit être certain de la volonté d'un soldat quand il avoit déclaré à des gens mandés exprès qu'il vouloit choisir pour son héritier un tel. Et il est décidé dans le même rescrit qu'un pareil Testament est bon & valable, pourvû toutefois que le Testateur n'eût pas dit en riant à ses camarades : je fais tel ou tel mon héritier : car alors il étoit de l'intérêt

des soldats que de semblables Testamens n'eussent point lieu , puisqu'un droit aussi bizarre , loin de leur être de quelque utilité , n'auroit pû que leur porter un notable préjudice en empêchant l'effet de leurs veritables intentions. Voilà quels étoient les principes du Droit Romain sur les Testamens militaires , & on les trouve disertement expliqués dans le titre 11. du l. 2. de *Inf.* & dans le titre au *ff. de testam. militis.*

A l'égard de la Jurisprudence Françoisse , on apprend par le témoignage de quelques anciens Auteurs que les Testamens militaires n'étoient point autrefois admis dans le Royaume , mais ensuite ils y ont été reçus : & il y a des loix publiques qui ne nous permettent pas d'en douter , sçavoir les art. 31. 32. des Ordonnances du Roi Henry III. faites pour la pacification des troubles les années 1576. & 1577. par lesquelles il est ordonné aux Juges d'avoir égard aux Testamens militaires tant de l'un que de l'autre parti. Le grand Coutumier & Me. Charles Dumoulin attestent que l'usage étoit de leur tems de donner effet aux Testamens militaires , non seulement quand ils étoient par écrit , mais aussi quand ils étoient nuncupatifs & sans écriture. Mais cette Jurisprudence est totalement changée parmi nous ; & depuis l'art. 54. l'Ordonnance de Moulins qui rejette la preuve par témoins des choses qui excèdent 100. liv. nous ne doutons plus que les Testament nuncupatifs ne soient d'aucune autorité. Il est vrai que cette question de sçavoir , si l'Ordonnance de Moulins avoit dérogé aux privileges des soldats fut d'abord trouvée susceptible de difficulté , & que la cause en ayant été plaidée en l'Audience, elle fut appointée par Arrêt du 8. Février 1582. mais depuis la Cour a nettement décidé qu'au moyen de l'Ordonnance les Testamens nuncupatifs ne pouvoient avoir plus de lieu en France , même en faveur des soldats , par Arrêt intervenu

en l'Audience de la Grand-Chambre, suivant les conclusions de M. l'Avocat general. M. Le Bret le rapporte lui-même en ses décisions. l. 3. ch. 4. au sujet du Testament nuncupatif fait par le Capitaine Landry, *in expeditione*, étant au dernier siège de Soissons, lequel Testament fut déclaré nul, & les biens adjugés aux heritiers *ab intestat*. Ainsi toute la difference qu'il y a actuellement entre le Droit Romain & le Droit François au sujet des Testamens militaires, consiste en ce que par le Droit Romain non seulement les Testamens par écrit, mais aussi les Testamens nuncupatifs étoient admis, au lieu que parmi nous on n'a égard qu'aux Testamens militaires qui sont écrits. Du reste on a conservé à cette espece de Testamens des soldats toute la faveur qu'ils méritent. Les Officiers & les soldats d'aujourd'hui ne sont pas moins zelés pour l'intérêt du Prince & de l'Etat que les anciens Romains pour le bien de leur République. C'est pourquoi il a été juste d'exempter leurs Testamens de bien des formalités qui sont requises indispensablement dans les autres, pourvû qu'on eut des preuves certaines & indubitables de leur verité; car c'est là le point capital, la condition essentielle, condition également requise par le Droit Romain & par le Droit François; condition sans laquelle le Testament enfin ne peut jamais avoir aucune autorité.

En faisant l'application des principes à l'espece présente; on sent aisément que la copie rapportée par les parties adverses est un acte informe qui ne peut en aucune façon *constater* la volonté du Testateur. Quelques grands que soient les privileges des Testamens militaires, ils ne couvrent que le défaut de solemnités, & non le défaut de l'écriture. Il n'est pas necessaire que ces Testamens soient revêtus des formes prescrites pour les autres Testamens, mais il faut necessairement qu'il existe un écrit qui soit l'ouvrage du Testateur, & qui émane

émane directement de lui, & qui fasse voir avec certitude la volonté du défunt. Le Sieur du Bourgtheroulde qui se dit exécuteur testamentaire du Sieur de Cressonfac n'étant ni Major ni Aide-Major du Régiment de Champagne, mais un simple Capitaine factionnaire, n'a pu ni dû garder le prétendu Testament du Sieur de Cressonfac trois mois après sa mort. Il devoit le déposer au Greffe de la Connétablie qui étoit en Italie, & qui est la Jurisdiction de l'Armée. Le Greffier étant le seul dépositaire public des actes faits par ceux qui sont actuellement occupés, & des expéditions militaires, & par conséquent seul compétent pour recevoir le dépôt des Testamens militaires. Il n'y a aucune Ordonnance militaire ou autres qui autorise un Officier exécuteur du Testament de son camarade à le garder, encore moins à payer les legs faits sans en avoir obtenu auparavant la délivrance par un Jugement du Prevôt de l'Armée. Jugement même que le Prevôt ne pourroit accorder que sur un consentement pardevant Notaire des heritiers du Testateur, ainsi qu'il se pratique dans les Justices ordinaires. La faveur des Testamens militaires ne consiste qu'à leur donner l'authenticité dans telle forme qu'ils se trouvent, mais elle ne dispense pas l'exécuteur des formalités ordinaires.

Le Sieur du Bourgtheroulde n'a rempli aucune des formalités requises en pareil cas, il ne rapporte ni inventaire, ni Testament, ni vente; il a disposé de son autorité privée des effets ou du prix de leur vente, au profit des prétendus légataires d'un Testament qui ne paroît pas, & qu'on dit avoir été perdu au passage de la Secchia. Ces prétendus légataires qui disent n'être pas remplis de leur legs, en demandent le surplus à l'heritier bénéficiaire du Sieur de Cressonfac : or il est évident que jamais prétention n'a été plus mal fondée, parceque de deux choses l'une : ou le prétendu Testa-

Testament n'a jamais existé , auquel cas il ne leur est rien dû , l'heritier même est en droit de demander au Major du Regiment , ou à M. de Bourgtheroulde les effets de la succession , ou le prix de leur vente. S'il a existé , & s'il a été mis entre les mains d'un exécuteur testamentaire qu'on dit convenir de l'avoir gardé trois mois après la mort du Testateur sans avoir droit ni qualité pour le faire , & qui dit l'avoir perdu , c'est donc à lui que les légataires doivent s'adresser pour le leur remettre , ou leur payer les legs faits en leur faveur , mais ils ne peuvent valablement poursuivre l'heritier qu'en lui représentant un Testament en bonne forme.

A-t'on jamais ouï dire qu'on poursuivra un heritier pour le payement d'une obligation du défunt qu'on ne pourra lui représenter parcequ'on rapportera un certificat , & que des gens déposeront qu'elle a existé , & qu'elle a été mise entre les mains d'un tiers qui l'a perdue ?

On ne peut se dispenser de prononcer la mainlevée des oppositions formées par la Demoiselle de Beauroux & Jean Lefevre au decret volontaire de la terre de Cressonac , parcequ'elles ont été faites sans titres , & même en supposant qu'ils fussent légataires du Sieur de Cressonac , & en droit de repeter quelque chose en conséquence des legs faits en leur faveur , il étoit préalable de faire paroître à l'heritier le prétendu Testament sur lequel ils se fondoient , & de lui demander la délivrance de leur legs. Il est encore extrêmement singulier que la Demoiselle de Beauroux qui n'étoit point heritiere du défunt est celle que le Sieur du Bourgtheroulde paroît avoir consulté sur l'exécution de ce prétendu Testament. Le Sieur du Bourgtheroulde n'a donc rempli aucune des formalités nécessaires en pareil cas ; formalités cependant dont la faveur attachée aux Testamens militaires n'a pu le dispenser.

De plus , Messieurs , il faut observer que quand même

même ce Testament auroit eu une véritable existence, ce n'auroit pas été à ces prétendus légataires un titre suffisant pour former opposition au decret volontaire de la terre de Cressonfac. Car pour former opposition à un decret, il est nécessaire de rapporter un titre actif de créance : or il est évident que l'original même du Testament, n'auroit pas été un titre actif de créance, puisqu'il auroit fallu avoir auparavant obtenu la délivrance des legs. Quoiqu'il ait paru juste d'affranchir les dernières dispositions des militaires de plusieurs formalités rigoureuses, cependant il est de principe que les legs contenus dans un Testament militaire ne sont pas moins sujets à délivrance que ceux qui sont renfermés dans tout autre Testament. Ainsi ce n'est point contre l'heritier bénéficiaire qui n'a été instruit de rien que les parties adverses peuvent avoir leur recours, mais contre le Sieur du Bourghtheroulde qui a disposé de tout, de son autorité privée, & qui a gardé selon son propre aveu le prétendu Testament pendant trois mois dans ses coffres, sans en avoir aucun droit. Mais, Messieurs, celui pour qui je parle va plus loin, il soutient que la copie qu'on rapporte ne peut nullement suppléer à l'original.

Selon les principes les plus favorables au Testament militaire, il faut que l'acte qu'on rapporte fasse voir avec certitude la volonté du Testateur. Or peut-on reconnoître évidemment son intention dans une simple copie ? c'est un acte informe dans lequel l'erreur ne peut que trop aisément se glisser.

Il est inutile de s'arrêter plus longtems à la discussion de cette première partie. Les parties adverses elles-mêmes ont bien reconnu que la copie du Testament du Sieur de Cressonfac n'étant pas suffisante pour faire voir l'intention du Testateur, ne lui offroit point un titre décisif, *instrumentum per se probare debet*, & c'est ce qui les a déterminé à demander la preuve testimoniale que je soutiens inad-

inadmissible dans les circonstances présentes de notre Cause. C'est le second objet qui me reste à discuter.

Je passe à ma seconde proposition, & je soutiens qu'il n'y a point lieu d'admettre la preuve testimoniale. Je crois, Messieurs, qu'il est à propos à ce sujet de vous rapporter exactement les principes essentiels adoptés par notre Jurisprudence sur la nécessité d'admettre cette preuve, ou de la rejeter. L'admission à la preuve testimoniale a toujours paru extrêmement dangereuse à cause des différens abus qui en pourroient naître, & on a eu besoin d'une loi aussi sage que l'Ordonnance de Moulins pour y remédier. Aussi Boiceau dans la Préface de son Traité de la Preuve testimoniale, après avoir exposé toutes les raisons de douter qui s'élevoient en faveur de cette preuve, soutient qu'il ne s'est point fait d'Ordonnance qui ait été reçue plus favorablement par le Parlement de Paris que celle de Moulins, & ajoute même qu'elle a été confirmée par une infinité d'Arrêts. Le motif, dit-il, pour lequel cette Ordonnance a été faite, a été d'obvier à la multiplicité des faits qu'on avoit coutume d'alleguer en Justice, qui ne pouvoient être prouvés que par témoins, d'où il s'ensuivoit une involution de Procès que les Plaideurs essayaient de faire naître, plutôt pour embarrasser l'affaire, que dans le dessein de se servir de cette preuve pour conserver leurs droits, ce qu'ils pratiquoient souvent en subornant des témoins. On a donc eu raison de restreindre les moyens de faire la preuve des faits à cause de la multitude des faux témoins & de la calomnie devenue si familière aux plaideurs, & par conséquent cette loi ne doit paroître ni dure, ni odieuse, ni contraire au Droit Civil. Voilà quel est le sentiment de cet Auteur sur l'admission à la preuve testimoniale. Il est vrai que suivant le Droit Romain, il n'étoit

pas nécessaire que la volonté des soldats fut rédigée par écrit, & qu'on pouvoit s'en assurer par la preuve testimoniale, mais cette Jurisprudence n'a plus lieu parmi nous, & le sentiment de Dumoulin conforme au Droit Romain sur l'admission à la preuve testimoniale, ne peut pas être objecté, parce qu'il est probable qu'il n'auroit pas parlé de la sorte, s'il n'avoit pas écrit avant l'Ordonnance de Moulins.

Cependant on peut proposer sur cette Ordonnance une difficulté très-importante; car quand elle dit que de toutes choses il faut faire un acte par écrit, il sembleroit qu'elle ne devroit pas être étendue aux Testamens & aux dispositions de dernière volonté, parce que sous le nom de contrat les Testamens ne sont point compris. Le Droit même en traite séparément, & ils sont bien plus favorables que les pactes, les contrats, & les conventions lesquelles ne concernent en aucune manière les dispositions de dernière volonté: mais M. Boiceau que j'ai eu l'honneur de vous citer estime qu'elle doit être étendue aux Testamens, & qu'elle doit même y être observée plus exactement, parce que la subornation des témoins est plus à craindre à l'égard des dernières volontés des hommes, que dans les contrats passés durant leur vie, & que la connoissance de la vérité du fait meurt en quelque façon avec le Testateur. Il est vrai que le même Auteur excepte ensuite trois cas où il juge l'admission à la preuve testimoniale nécessaire; sçavoir en tems de peste, en tems de guerre, & quand le Testateur se trouve dans un lieu où il n'y a ni Curé ni Notaire. Mais on ne peut pas conclure de là, comme l'ont voulu insinuer les parties adverses, que les Testamens nuncupatifs soient favorables depuis l'Ordonnance de Moulins; car Me. Henrys liv. 5. chap. 42. 37. dit précisément que la preuve par témoins n'est pas recevable depuis l'Ordonnance de Moulins, & son sentiment est conforme à celui

ai de plusieurs autres Auteurs , & a été confirmé par une infinité d'Arrêts. En effet , selon l'esprit de notre Jurisprudence , on ne doit avoir recours à la preuve testimoniale que quand on est hors d'état de parvenir à la découverte de la vérité par une preuve écrite. Ainsi l'Ordonnance de 1735. concernant les Testamens , loin d'introduire un droit nouveau , en déclarant nuls tous les Testamens militaires qui ne seroient point écrits , datés & signés de la main du Testateur , & en rejetant la preuve testimoniale de ces sortes de Testamens , n'a fait que maintenir une Jurisprudence qui étoit déjà en vigueur auparavant. On ne scauroit être trop réservé sur l'admission à la preuve testimoniale en matiere Civile , parce qu'il est nécessaire de constater la vérité par écrit, quelques grandes que soient les prérogatives dont jouissent les Testamens militaires , il faut absolument qu'il existe un écrit qui fasse voir avec certitude & évidence l'intention du Testateur.

Car , dit - on , quand on a recours à la preuve testimoniale , ce n'est point dans la vue de constater un Testament qui n'a été fait que de vive voix , & qui attend son existence de la déposition des témoins , c'est pour constater la perte d'un Testament qui a été rédigé par écrit , & c'est pour prouver son enlèvement par force majeure , & par un cas fortuit & imprévu. Il seroit contraire à l'équité & à la justice de rendre une partie responsable des événemens qui sont au - dessus de la force & de la prudence humaine. On le trouve décidé précisément dans les titres au ff. & au Cod. *de fide instrumentorum* , & *de amissionem eorum*. Danty , dans le Traité de la preuve testimoniale , aux additions sur le dixieme ou seizieme chapitre , dit qu'on doit recevoir la preuve par témoins pour la perte ou soustraction d'un Testament en cas d'incendie , naufrage , ou autre cas fortuit. Mais si on examine les circonstances de la Cause présente ,

on trouvera que ces principes ne peuvent ici recevoir aucune application , & ne peuvent dans les bonnes règles engager à admettre la preuve testimoniale dont on ne pourroit tirer aucun éclaircissement sur le fait capital qu'il s'agit d'approfondir. Plusieurs témoins seroient bien en état de déposer , car en supposant avec les parties adverses que ce Testament a été enlevé par les Allemans au passage de la Secchia on ne pourroit pas regarder cet enlèvement comme un cas imprévu , puisque le Sieur du Bourgtheroulde qui se dit exécuteur testamentaire a eu , selon son propre aveu , ce prétendu Testament pendant trois mois dans ses coffres , intervalle de tems plus que suffisant pour le mettre à couvert de ces cas fortuits qu'il est impossible de prévoir , & de ces forces majeures auxquelles la foiblesse humaine ne peut résister. D'un côté la faute du Sieur de Bourgtheroulde ne doit porter aucun préjudice à ceux qui se prétendent légataires ; d'un autre côté , l'acte qu'on rapporte aujourd'hui ne peut être d'aucune utilité & d'aucun point contre un héritier légitime , sans le consentement duquel le Sieur du Bourgtheroulde a disposé de tout , & qui n'a seulement pas sçu s'il y avoit un Testament , & par conséquent que la demande des parties adverses est insoutenable.

On ne doit point regarder le prétendu enlèvement de ce Testament comme un effet du hazard puisque le Sieur du Bourgtheroulde a été le maître de le prévoir , & on sent aisément qu'il n'auroit pas manqué de le consigner dans un dépôt public , aussitôt après la mort du Testateur , si ce Testament avoit eu une véritable existence. Mais il ne tombe pas sous le sens qu'un exécuteur testamentaire délivre tous les legs sans le faire savoir à l'héritier du sang , & sans lui représenter le Testament dont il est exécuteur. Rien de plus irrégulier que le procédé du Sieur du Bourgtheroul-

oulde qui dispose à son gré de tout en faveur de ces prétendus légataires sans avertir celui à qui la loi défère la succession du défunt.

Je crois, Messieurs, que ces raisons suffisent pour écarter la preuve testimoniale, à la demande de laquelle les parties adverses sont obligées d'avoir recours, puisque, comme j'ai eu l'honneur de vous exposer, cette preuve ne doit avoir lieu que quand il est impossible de constater la vérité par écrit. J'ai eu l'honneur de vous démontrer que la copie rapportée par les parties loin de suppléer l'original, étoit un acte informe qui ne pouvoit en aucune façon constater la volonté du Testateur.

Il est vrai que selon les principes les plus severes, il est difficile de ne pas admettre à la preuve testimoniale pour la perte d'un titre en cas de ruine, d'incendie, ou de naufrage. Par exemple, si l'étude d'un Notaire venoit à être brûlée, on pourroit permettre de faire la preuve testimoniale à ceux qui réclameroient la perte de leurs titres, & on ne pourroit pas le rendre responsable d'un événement qu'il lui auroit été impossible de prévoir. Mais les circonstances, Messieurs, de la Cause présente ne permettent pas d'y faire l'application de ces principes; le prétendu Testament dont il s'agit n'a point été enlevé dans le dépôt public de l'Armée; mais, selon le système des parties adverses, il a été pris avec les équipages d'un Officier particulier qui l'a gardé trois mois dans ses coffres sans en avoir aucun droit, pendant qu'il ne tenoit qu'à lui de le confier dans un dépôt public, & de le garantir par là de ces forces majeures auxquelles il est impossible de résister. Ainsi donc tout ce qui résulte de la copie de ce prétendu Testament, signée du Major & de quelques autres Officiers, n'est qu'une espèce de preuve testimoniale anticipée, mais preuve testimoniale qui ne peut pas être autorisée en Justice, ni être suffisante pour accorder

aux parties adverses la véritable preuve testimoniale, à la demande de laquelle ils ont été obligés d'avoir recours.

Je vous supplie même, Messieurs, de faire attention à l'artifice du système de nos adversaires ; à les entendre ils semblent ne demander la preuve testimoniale que pour constater la perte par un cas fortuit d'un instrument qui a existé, & non pas pour constater la faction même du Testament. Mais dans la réalité la preuve testimoniale qu'ils offrent seroit faite principalement pour assurer la confection même du Testament. Quand il y a certitude acquise de l'existence d'un titre qui n'a depuis cessé d'exister que par une force majeure & imprévûe, ce peut être le cas d'admettre la preuve testimoniale pour assurer la perte d'un titre de l'existence duquel on est d'ailleurs certain. Si le Testament que l'on allègue avoit été consigné dans un dépôt public, & qu'un événement imprévû eût anéanti le dépôt, & fait disparaître la pièce déposée, on seroit réduit à la nécessité de recourir à la preuve testimoniale ; mais ici rien n'assure juridiquement ni la confection du Testament, ni une existence qui ait précédé la perte alléguée. Nous n'avons sur ces points capitaux que des certificats informes qui ne peuvent fixer l'attention de la justice, & qui ne peuvent être considérés que comme un témoignage imparfait & anticipé dont on ne peut jamais se faire un véhicule, pour être admis à une preuve testimoniale juridique.

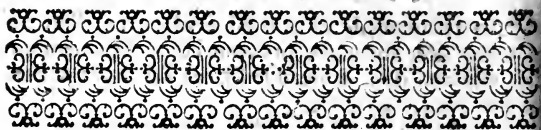
Qu'à la journée du passage de la Secchia, le Sieur du Bourgtheroulde ait perdu ses équipages, comme plusieurs autres Officiers, on le veut ; mais il n'y aura aucun témoin qui puisse assurer avec certitude que le Testament du Sieur de Cressonsac fut enfermé dans quelqu'un des coffres qui a été perdu dans cette occasion, & rien ne seroit plus contraire aux règles de l'ordre judiciaire que d'autoriser une preuve

preuve testimoniale dont il est évident que l'on ne pourroit tirer aucun secours pour l'éclaircissement du fait essentiel dont dépend le succès de la prétention de nos parties adverses.

Je vous prie, Messieurs, d'observer, que dans tout ce qui vient de vous être dit, on n'a rien répondu aux difficultés que j'ai proposées. Je conviens avec les parties adverses qu'on ne peut pas refuser la preuve testimoniale pour la perte ou soustraction d'un titre arrivée par un cas fortuit, mais je soutiens qu'on n'en peut pas faire ici l'application.

Sur ces contestations intervint Sentence du 8. May 1738. à la Seconde des Requêtes du Palais après trois Plaidoyries, & sur un Délibéré qui confirma le Testament, & ordonna purement & simplement la délivrance des legs. Cette Sentence qui confirme les Privileges des Testamens militaires fut executée par les héritiers du Sieur de Cressonfac qui payerent les legs; ainsi à leur égard elle passa en force de chose jugée. M. Joly de Fleury de la Valette, Substitut de M. le Procureur général son pere, portant la parole. Ses lumieres prématurées nous retracent ce célèbre Magistrat. J'aurois fait éclater cette vérité si j'eusse pu obtenir son Plaidoyer de sa modestie; ses conclusions eurent pour objet l'admission de la preuve.

Les jeunes Avocats qui plaiderent de part & d'autre avec toute la force & la solidité qu'on auroit pu attendre de gens consommés dans la profession, méritoient après l'avoir remplie, à cause de l'alliance qui est entre leur ministère & la Magistrature, que les Juges leur dissent dans d'autres Causes ce que les Juges d'Israël dirent autrefois à Daniel: *Veni, & sede in medio nostrum, & judica nobis qui tibi dedit Deus honorem senectutis*: Asseyez-vous dans le Tribunal au milieu de nous, jugez avec nous, parceque le Seigneur vous a donné les avantages de la vieillesse. *Daniel, chap. 13. vers. 50.*



SI APRÈS TRENTE ANS

la mort Civile est prescrite, & l'accusé qu'elle a proscrit est censé revivre civilement, & les effets qu'elle a éteint peuvent renaître.

Cette question a donné lieu de dire que l'intérêt efface les loix de la nature, qu'il n'écoute point l'humanité, & qu'une personne qui a expié par des peines ameres & un long espace de tems, & par des remords cuisans un grand crime dont il est accusé, a fait une pénitence qui est comptée pour rien, parceque le barbare intérêt le veut. Disons plutôt que l'ordre public pour le bien commun, par des raisons d'une grande importance, immole l'intérêt particulier à l'intérêt de la République, en établissant que la mort civile est imprescriptible après trente ans qui se sont écoulés depuis la Sentence de condamnation.

Du mariage de Louis Tillette, Chevalier Seigneur d'Achery & Acheux, & de Marguerite Fleurton, sont nés plusieurs enfans.

L'aîné a été condamné à mort par Sentence de contumace renduë au Bailliage d'Amiens le 29. May 1688. ayant été accusé d'avoir volé & étranglé Noël Baron, Curé d'Acheux, au mois de Janvier de la même année.

Le troisième jour suivant cette Sentence fut exécutée par effigie *. Il fut absent pendant 10. ou 12. ans.

* Cette effigie qui frappe si fort l'imagination, est bien douce

ans. Il revint ensuite en France. On prétend qu'il a servi le Roi en qualité de Cavalier sous le nom de Delcourt. Enfin en 1713. il fit demander par le Sieur de la Boissière, l'un de ses frères, des lettres de grâce à M. le Chancelier Voisin qui ne voulut pas lui en accorder.

Au reste l'accusé dit que ce ne fut point pour éviter la mort qu'il ne voulut plus paroître dans le pays, mais il la vouloit, dit-il, glorieuse, ou du moins utile à sa patrie : c'est pourquoi il l'alla chercher dans les combats ; & si pendant 30. ans & plus qu'il s'est caché dans nos Armées, il ne l'a pas rencontrée, ce n'est sans doute que par une protection singulière de la Providence, qui peut-être a voulu faire connoître qu'il ne l'avoit pas méritée. Voilà le langage que l'accusé a tenu.

Il ne tient pas à lui qu'il ne passe pour innocent du crime pour lequel il a été condamné, sa contumace & sa fuite écartent cette idée, & font violence à l'imagination qui l'adopterait.

Mais enfin la prescription de trente ans ayant éteint & le crime dont il avoit été faussement accusé, & la condamnation de mort prononcée contre lui à cause de sa contumace, il voulut rentrer dans le sein de sa famille. Il eût la joye d'y retrouver encore la Dame sa mere qui de sa part n'eut pas une moindre joye de le revoir après une si longue & si triste absence. Il est nécessaire de dire que dans la Picardie les aînés ont un droit d'ainesse sur leur frere cadet, & que ce droit absorbe la plus grande partie des biens paternels & maternels. Deux aînés qui sont décédés sans enfans se succederent pendant la mort civile du Sieur d'Acheux. Enfin l'ainesse fut dévolue au Sieur de la Boissière.

T 5

Avant

douce auprès de la réalité. Un homme qu'on brûloit en effigie, traversoit les Monts Pyrenées. Ce jour là, dit-il, il n'avoit jamais eu si froid que lorsqu'on le brûla.

Avant ce tems-là , le Sieur d'Acheux eut la consolation de se voir tendrement accueilli de la plupart de ses freres & sœurs puînés. Le Sieur Duluquet même , celui d'entre eux qui avoit succédé alors à son défaut au pere commun , quoique juste possesseur de la portion d'ainé dans les circonstances où il l'avoit recueillie , parut vouloir la partager avec le Sieur d'Acheux. Il n'y eut que le Sieur de la Boissiere qui fut fâché du retour de son frere. Le Sieur d'Acheux ne voyant point de posterité à ses freres & sœurs , il crut devoir songer à se marier. Il fit la recherche de la Demoiselle de Volcomte le Sueur fille de qualité de Normandie , & il l'obtint de ses parens ; la Dame d'Acheux mere commune des parties lui donna son consentement par écrit pour contracter ce mariage ; le Sieur de la Boissiere osa seul y former son opposition ; il fut rendu à ce sujet quelques Sentences en la Senéchaussée de Ponthieu qui ordonnerent qu'il seroit passé outre à la proclamation des Bans & à la célébration du mariage ; il y en eut appel de la part du Sieur de la Boissiere , mais elles furent confirmées avec amende & dépens par Arrêt du 13. Août 1720.

Quoique le mariage de l'accusé soit une union qui suppose les véritables principes de la vie naturelle , ce n'est pas une preuve de l'extinction de la mort civile ; mais ayant voulu faire valoir sa prescription , & ayant voulu se mettre en possession des biens paternels , maternels & adventifs , ce fut alors que le Sieur de la Boissiere qui avoit le droit d'ainesse par des Répliques signifiées le 9. Décembre 1734. réveilla la mémoire de la malheureuse affaire dans laquelle le Sieur d'Acheux avoit été impliqué en 1688. Il apprit à tous ceux qui pouvoient l'ignorer , que par Sentence émanée du Tribunal même où les parties plaidoient , & dont il eut soin de marquer la date précise , le Sieur d'Acheux avoit été condamné à la mort ; il ne ménagea ni les termes dans lesquels cette

con-

condamnation est conquë , ni les prétendues circonstances du fait sur lequel elle est intervenue. Il fit plus , il eut la charité de mettre en question si le crime étoit de ceux qui sont sujets à la prescription , & quoiqu'il en put être , il soutint que le Sieur d'Acheux ne s'étant point représenté pour purger la contumace dans les cinq ans , & n'y étant plus désormais recevable , il étoit mort pour jamais au monde , & n'avoit pu recueillir aucune des successions de sa famille , pas même celles qui étoient échues depuis la prescription acquise.

Voilà donc un frere , dit le défenseur de l'accusé , qui ne rougit point de publier ce que lui-même auroit eu intérêt d'effacer de la mémoire des hommes ; un frere qui se fait un moyen contre son frere de ce qu'il a été exécuté à mort par effigie ; un frere qui n'est fâché que de ce que l'exécution n'a été qu'en peinture. Eh quoi ! s'écrie-t'il , si le Sieur d'Acheux n'avoit pas prescrit la peine du crime qui lui a été imputé ; si ses jours n'étoient pas aujourd'hui sous la sauve-garde des loix , il seroit donc exposé au dernier supplice sur la déclaration de son propre frere ! Quoi , si le cas étoit jugé imprescriptible , comme il semble même que le Sieur de la Boissiere ait voulu l'insinuer au ministère public , il ne resteroit donc plus qu'à mettre le Sieur d'Acheux sur un échaffaut ! Quel succès pour le Sieur de la Boissiere ! Quelle victime livreroit-il au glaive de la Justice ! Quelle horreur pour la Justice elle-même de la tenir cette victime de la propre main d'un frere ! Est-il possible que l'intérêt soit capable de corrompre le cœur humain jusqu'à le familiariser avec de telles idées ! Non , ces sentimens ne sont point communs au reste des hommes ; il étoit réservé au Sieur de la Boissiere d'en donner un exemple pour le faire détester de la posterité. C'est ainsi que l'éloquence de l'Avocat du Sieur d'Acheux tâche de noircir le Sieur de la Boissiere.

300 SI LE CRIME PRESCRIT,

Sur ces contestations la Cause portée à l'Audience au Bailliage d'Amiens, est intervenüe une Sentence du 2 Janvier 1735. qui a déclaré le Sieur d'Acheux non-recevable dans sa demande, le condamne aux dépens, c'est la Sentence dont est appel. L'on vit alors agiter une question des plus curieuses qui se soit présentée au Barreau. Les Avocats qui s'exercerent à la traiter, déploierent toute la subtilité de leur génie. On la peut regarder comme un phenomene de Jurisprudence.

Me. Badin de Saint-Aubin Avocat étale l'innocence du Sieur d'Acheux. Voici comme il le défendit.

Il dépendra, dit-il, de la prudence de la Cour de faire apporter les Informations qui furent faites dans le tems; elle y trouvera certainement d'autres singularités tendantes à la décharge du Sieur d'Acheux, & sa justification paroîtra dans le plus grand jour; c'est ce qu'il ose assurer sur la foi de ces Informations mêmes; mais quelque satisfaction qu'il pût se promettre de ce détail, il faut qu'il le sacrifie à la juste confiance qu'il doit avoir & qu'il a dans la prescription de trente ans qui lui est acquise, & c'est à ce moyen peremptoire qu'il va principalement s'attacher.

Pour l'établissement de ce moyen, il n'est pas nécessaire de rechercher les rapports & les differences qu'il peut y avoir entre nos usages & ceux des anciens sur la forme & l'effet des Jugemens rendus contre les absens. Laissons au docte & laborieux défenseur du Sieur de la Boissiere cette occasion de déployer ses rares connoissances; si pourtant il est encore quelques lauriers à cueillir dans un champ tant de fois battu par d'autres; pour nous qui ne voulons rien dire d'inutile, nous nous réduisons à soutenir que dans notre droit, quoiqu'un condamné à mort par contumace qui ne s'est point représenté dans les cinq ans soit réputé mort civilement, néanmoins il ne demeure pas perpétuellement esclave de la peine qu'il a en-

encouruë par sa contumace , & sa mort civile qui n'est qu'une image tres-imparfaite de la mort naturelle , n'est pas sans retour : il est même aisé de faire voir que cette verité est de tous les tems comme de tous les pays.

Les Grecs touchés du malheur , des inquiétudes , des remords , & du desespoir qui accompagnent toujours un accusé dans sa fuite , avoient fixé la prescription du crime au terme de vingt ans , & la prescription de la condamnation au terme de trente ans. comme nous l'apprenons de la loi de *Solon* rapportée par *Demoſthenes*.

Les Romains qui ont emprunté des Grecs les plus sages de leurs loix ont pareillement admis la prescription de vingt ans , pour toutes sortes de crime. Là loi *Quærela 12. au cod. ad legem Corneliam de falsis* , s'explique en ces termes : *Quærela falsis , temporalibus prescriptionibus non excluditur , nisi viginti annorum exceptione , sicut cætera quoque fere crimina* : ce terme fere n'est là suivant les Interpretes que pour exception en faveur des crimes qui se prescrivent par un tems plus court , comme l'adultere & le pécumat , dont la prescription s'opere par l'espace de cinq ans.

On tenoit aussi dans le Droit Romain que la prescription de trente ans anéantissoit la condamnation du crime ; c'est pourquoi Cicéron appelloit cette prescription *finem sollicitudinum* , ce qu'il n'appliquoit pas seulement aux matieres civiles , où il s'agit de la propriété des biens , mais avec bien plus de raison aux matieres criminelles où il est question de la sûreté de la vie , comme on peut le voir dans son Oraison *pro Cæcimâ*. Aussi les Empereurs *Honorius & Theodose* ont fait une loi précise par laquelle ils ont statué que le laps de trente ans éteignoit généralement toutes les actions qui n'étoient pas limitées par une prescription plus courte ; c'est la loi 3. au cod. de *prescriptione X X X. vel , X I. annorum*.

rum. Et l'Empereur Valentinien dans sa nouvelle de *prescriptione XXX. annorum*, loüant ses prédécesseurs de ce qu'ils avoient mis ainsi un terme aux traverses & aux inquiétudes des hommes, employe ces elles paroles : *humani generis quieti prospexisse* C'est de-là que cette prescription est appelée la patronne du genre humain.

Nous avons adopté l'une & l'autre prescription dans notre Droit François d'autant plus volontiers, qu'elle s'accorde parfaitement avec l'esprit de notre Religion, qui bien loin de permettre que nos vengeances soient perpétuelles, ne nous recommande rien tant que le pardon des offenses : ainsi la prescription des peines a lieu dans nos mœurs comme dans le Droit Romain ; & il n'est pas douteux parmi nous que le laps de trente ans n'anéantisse & le crime & la Sentence de condamnation exécutée par effigie, au lieu qu'il n'en faut que vingt pour prescrire le crime non suivi de condamnation.

S'il est quelques exceptions à cette regle generale, elles ne servent qu'à la confirmer ; elles sont même en très-petit nombre, puisque nous ne connoissons de crime imprescriptible en France que celui de leze-Majesté, auquel on joint encore le duel, parce que nos derniers Rois par une juste sévérité, l'ont mis au rang des crimes qui blessent leur propre personne ; c'est par cette raison que les jugemens qui interviennent sur ces sortes de crimes condamnent jusqu'à la mémoire des coupables ; mais hors ces cas singuliers, il a toujours été jugé que la prescription avoit lieu.

Entre tous les Arrêts qu'on pourroit citer à ce sujet, choisissons les plus connus, & ceux dont la décision marque davantage.

On peut mettre à la tête de ceux-ci l'Arrêt du 10. Avril 1615. l'espece en est très-particuliere. Un homme condamné à mort pour un crime capital, renvoyé sur les lieux pour être exécuté, trouve le moyen de s'éva-

s'évader ; comme on le conduisoit au lieu destiné à son supplice ; quarante ans après il est repris ; le Juge du lieu à la requête des personnes intéressées dans l'affaire informe de sa fuite aux fins d'exécuter l'Arrêt qui avoit été rendu quarante ans auparavant ; l'appel de cette procédure ayant été porté à la Tournelle, M. l'Avocat general le Bret fit voir que la prescription de trente ans avoit suffi pour anéantir & la condamnation prononcée contre cet homme, & son évasion postérieure dont on prétendoit lui faire un nouveau crime : *car, dit ce Magistrat, si en matiere civile l'action ex judicato se prescrit par trente ans, pourquoi ne feroit-on le semblable en matiere criminelle qui est bien de plus grande importance ; attendu la maxime generale qui veut qu'en telles affaires la prescription de vingt ans suffise ?* c'est pourquoi ses conclusions furent que l'appellation & ce fussent mis au néant, & que faisant droit au principal, les prisons fussent ouvertes à l'appellant : c'est aussi ce qui fut jugé par l'Arrêt. Il a été recueilli par le même M. le Bret au nombre de ses Décisions notables, liv. 6. décis. 3.

Si contre un jugement contradictoire la prescription de trente ans a été admise, à plus forte raison le doit-elle être contre un jugement rendu par contumace, lequel ne détruit point la présomption qui milite toujours en faveur de l'innocence.

Le même principe fut proposé par M. l'Avocat general Servin dans une autre Cause jugée par Arrêt du 26. Avril 1625. Il étoit question de sçavoir si le laps de vingt-huit ans suffisoit pour prescrire une condamnation à mort exécutée en effigie. Ce Magistrat observa que la loi *Quarela* ci-dessus citée n'avoit lieu que pour les plaintes & poursuites criminelles, & non pour les Sentences & Arrêts qui ont été exécutés par effigie ; il faut trente ans complets ; & comme dans le cas particulier il ne se trouve que vingt-huit ans

ans d'intervalle du jour de l'exécution par effigie , au jour que le condamné avoit été pris & constitué prisonnier, M. Servin se déclara contre lui , & ce fût le motif de l'Arrêt , ainsi qu'il est rapporté par Dufresne en son Journal des Audiénces, liv. 1. chap. 50.

Dans une autre Cause jugée par Arrêt du 11. Mars. 1632. sur la question de sçavoir si un condamné à mort par un Jugement executé en effigie étoit recevable après trente ans à demander partage dans la succession de ses pere & mere. Voici comment M. l'Avocat général Talon s'expliqua , suivant l'Arrêtiste qui a recueilli son Plaidoyer, il dit que :

„ Quant au crime & à la condamnation de mort
 „ en vertu de laquelle on soutenoit le condamné incapable de succeder , il falloit faire distinction
 „ des tems , des choses , & des Jugemens executés
 „ non par effigie ; qu'à l'égard de ceux-ci , c'est-à-dire des Jugemens non executés par effigie , il
 „ ne falloit que 20. ans pour prescrire , & faire présumer pour l'innocence , ces Jugemens non executés n'ayant d'autres effets que de prolonger l'action , de telle sorte que la prescription de 20. ans
 „ ne commence à courir que du jour de ces mêmes Jugemens : mais qu'à l'égard des Sentences & Jugemens executés par effigie , il ne feroit pas raisonnable d'en abréger la prescription à un laps de tems
 „ si court , & il ne feroit pas juste de la prohiber & défendre absolument ; que pour ce sujet on avoit
 „ prolongé cette prescription comme moins favorable à un intervalle plus long qui est celui de 30. ans ,
 „ par lequel toutes sortes d'actions personnelles sont éteintes , finies & expirées Qu'une Sentence ou
 „ Arrêt en matiere criminelle ne pouvant produire qu'une action contre le condamné , il falloit nécessairement conclure que cette action étoit entièrement prescrite par le laps de 30. ans ; qu'aux crimes
 „ il y avoit deux choses à considérer : 1^o. le crime &

„ & l'action qui se prescrivait par 10. ans. 2°. la
 „ Sentence intervenue sur cette action & cette Sen-
 „ tence ne se prescrit que par 30. ans, l'effet & le
 „ pouvoir d'icelle ne devant ni plus ni moins durer
 „ que celui des autres qui est limité à cet espace de
 „ tems. M. l'Avocat général Talon attesta *que cette*
distinction étoit certaine, indubitable, établie par la
Jurisprudence des Arrêts, & cita celui de 1615. mais
 parce que dans le cas particulier le condamné à mort
 étoit incapable de toute succession par une cause ad-
 herante à sa personne, & antérieure à sa condamna-
 tion de mort, laquelle cause résultoit de la profes-
 sion qu'il avoit faite en Religion, & dont il ne rap-
 portoit qu'une dispense nulle, M. Talon conclut que
 par ce seul obstacle, il étoit non-recevable à pré-
 tendre aucune chose dans les successions de ses pe-
 re & mere; & c'est ce qui fut jugé par l'Arrêt, le-
 quel est rapporté par Bardet, tome 2. liv. 1.
 chap. 14.

Voilà donc notre principe très-bien établi, & le
 voilà consacré par une jurisprudence qu'on ne peut
 révoquer en doute; trois Avocats généraux du premier
 mérite & de la plus profonde doctrine ont annoncé pu-
 bliquement la maxime toutes les fois que l'occasion
 s'en est présentée, & la Cour en a perpétuellement
 fait le motif de ses décisions.

Après cela peut-on nier que le condamné à mort qui
 a prescrit contre la peine par le laps de 10 ans, ne
 soit capable de recueillir les successions qui lui tom-
 bent en partage après cette prescription acquise : ha-
 zarder la question, c'est oublier que l'incapacité de
 succéder n'est qu'un effet de la mort civile, & que cet-
 te cause cessant, l'effet tombe de lui-même suivant
 l'axiome admis dans toutes les écoles, *sublatâ causâ*
tollitur effectus.

Il est si vrai que tout ce qui n'est qu'accessoire &
 subordonné à la peine s'évanouit avec elle. que par
 Arrêt du 1. Février 1604. rapporté par M. Louet

lettre C. fom. 47. des particuliers accusés d'avoir tué 20. ans auparavant des Marchands sur le grand chemin , & leur avoir volé pour 10000. livres de marchandises , ont été déchargés de la restitution de ces marchandises avec dépens , quoique les héritiers des Marchands distinguassent le civil d'avec le criminel , prétendant que la prescription de 20. ans acquise contre la peine , ne devoit pas empêcher l'action en revendication de l'intérêt civil , lequel ne pouvoit se prescrire que par 30. ans : il a donc été jugé dans ce cas que le civil se prescrit avec le criminel , *étant ridicule* , dit M. Loüet , *que l'accessoire qui de soi ne peut subsister , dure davantage que son principal sans lequel il ne peut être*

C'est sur le même principe sans doute que par autre Arrêt du 15 Juillet 1666. il a été jugé au Parlement de Bourdeaux que la prescription en cette matiere décharge le condamné à mort des amendes & dépens , & lui donne la faculté de reprendre toutes les actions qu'il avoit avant sa condamnation.

La Peyrere qui a remarqué cet Arrêt , lettre P. N. 76. de ses Décisions sommaires (édition de 1725.) estime que par la même raison le condamné à mort qui a prescrit contre la peine par le laps de 20. ans , reprend les successions à lui échues avant sa condamnation.

Au même nombre les Continueurs rapportent un autre Arrêt du 28. Août 1669. par lequel il a été jugé que la prescription acquise par un condamné à mort ne le rend pas habile à reprendre les successions échues pendant la durée de sa mort civile ; d'où il s'ensuit que par la prescription il acquiert au moins la capacité de recueillir celles qui peuvent lui échoir à l'avenir , & c'est encore un point décidé par la Jurisprudence suivant les mêmes Auteurs.

Mais qu'est-il besoin de chercher des préjugés si loin quand nous en avons un infiniment décisif dans l'espece présente : c'est l'Arrêt de la Cour du 13. Août 1720 qui a confirmé les Sentences de la Sénéchaussée de Ponthieu, lesquelles sans avoir égard aux oppositions formées par le Sieur de la Boissière au mariage du Sieur d'Acheux, ont ordonné qu'il seroit passé outre à la proclamation des Bans, & à la célébration de ce mariage : c'est donc chose jugée avec le Sieur de la Boissière lui-même que la prescription de 30. ans a réintégré le Sieur d'Acheux son frere dans tous les droits de Cité, car le mariage est assurément l'acte le plus important & le plus respectable de la société civile.

En un mot la prescription dont il s'agit est tout à la fois si certaine & si efficace, qu'il n'est point d'usage en Chancellerie d'accorder en ce cas aucunes lettres d'abolition, de réhabilitation ni autres, attendu que le laps de 30. ans éteint la condamnation du crime avec tout ce qui en dépend, & que les lettres du Prince ne pourroient produire plus d'effet que cette grace légale : c'est ce qui est attesté par les Secretaires du Roi les plus employés du grand College.

Après tant d'autorités de toutes especes, les objections du Sieur de la Boissière ne feront que mieux développer la matière, & qu'affermir davantage le point de droit : ne craignons donc pas de les exposer; il sera plus difficile de les démêler que de les refuter.

Après quoi Me. de Saint-Aubin s'attache à réfuter toutes les objections qu'on lui a faites. Il a crû ne devoir rien négliger alors, mais à présent la plupart de ses objections & leur réfutation ne porteroit pas une grande lumiere dans l'esprit de mes lecteurs; j'ai crû que je ne devois rien ici dire que d'essentiel & qui n'instruisit.

En effet, dit-il, quelque énergiques que soient tou-

tes ces expressions , *filius mortis ; servus pœne loco mortui habitus* , elles n'empêchent pas que le condamné à mort par contumace ne jouisse de la lumière du jour ; fut-il dans l'interdiction du feu & de l'eau , il n'en est pas moins au nombre des vivans. Ainsi ce qu'il y a de contraire à l'ordre de la nature est de le supposer mort , quand réellement il est plein de vie ; & c'est ce qui démontre que la mort civile n'est qu'une fiction ; ce sera si l'on veut l'imitation de la mort , mais ce n'est pas la mort même ; c'est le sommeil d'Epimenide , c'est une nuit , longue à la vérité , mais ce n'est pas la nuit éternelle. Quand donc cette feinte mort vient à cesser , bien loin qu'il y ait en cela rien de prodigieux , ce n'est que la vérité qui rentre dans ses droits ; & quand c'est le laps de 30. ans qui rompt le charme , & qui opere ce retour naturel des choses à leur premier état , il n'y a pas lieu de crier au miracle.

Les Ordonnances qui après certains délais ont fixé la mort civile , n'ont après cela fait , dit-on , aucune mention de la prescription.

On répond que la prescription étant échuë , elle doit être admise. Il n'en est pas de même du crime des duëls qui ne peut être prescrit. L'Edit de 1679. article 35. porte que *le crime de duël ne pourra être éteint ni par la mort , ni par aucune prescription de 20. ni de 30. ans , ni aucune autre , à moins qu'il n'y ait ni execution ni condamnation , ni plainte , & pourra être poursuivi après quelque laps de tems que ce soit contre la personne , ou contre sa mémoire.*

L'Ordonnance de Moulins , celle de 1639. article 6. & l'Ordonnance de 1670. article 28. & 17. réservent la faculté aux condamnés d'ester à droit après les cinq ans. Dans l'espece particuliere le Sieur d'Acheux se représente , & s'il ne se constitue pas prisonnier , la cérémonie en seroit inutile , parce que la prescription lui donneroit la liberté.

On oppose encore que la prescription pour acquérir des droits civils supposeroit dans celui qui la prétend une habileté d'acquérir & une capacité de posséder ces mêmes droits, car nulle prescription sans possession; or le condamné à mort loin qu'il ait une possession des droits civils, est au contraire dans une incapacité absolue d'en posséder aucuns: donc il ne peut les acquérir par la prescription.

On répond que cette prescription n'est pas tant une acquisition qu'une libération d'une chose onéreuse dont on est chargé. Ce n'est pas prescrire un tel droit, mais c'est prescrire une telle charge, une telle servitude.

Le Sieur d'Acheux chargé d'une condamnation de mort a prescrit contre elle par l'espace de 30. ans en ne la point executant.

Or dès l'instant que la mort civile a cessé par la prescription, dès cet instant même il a été rendu à la vie civile, car il n'y a point de milieu entre ces deux états. Ainsi en rentrant dans la vie civile, il a repris tous les droits qui en sont inséparables; & voilà ce qui fait voir que pour les recouvrer, il n'a point été nécessaire qu'il en eut auparavant ni la possession ni même la capacité.

En effet cette incapacité ne peut se diviser de la mort civile parce qu'elle n'en est qu'une dépendance, & qu'elle fait même partie de la peine du condamné à mort: ainsi vouloir que la privation des effets civils subsiste après qu'il a été prescrit contre la mort civile, c'est admettre l'effet après la cessation de la cause, c'est dire que le condamné à mort est encore sujet à la peine en avouant qu'il a prescrit contre la peine: contradiction qui est le comble de l'absurdité. De deux choses l'une, ou la peine est éteinte, ou elle ne l'est pas. Au premier cas tout ce qui est peine est évanoui; au second cas tout ce qui est peine doit encore être subi. Il faut donc que le Sieur de la Boissière pour réussir

310 SI LE CRIME PRÉSCRIT,

dans sa prétention nous fasse voir que son frère est encore esclave de la peine, *mancipatus carnisfici* ; comme parlent les Criminalistes ; si son système ne va pas jusques-là ; il ne mène à rien ; s'il va là qu'il en tire lui-même la conséquence.

Il ne faut point argumenter de l'état du condamné comme de l'état du Religieux, suivant M. de Harlay : si ceux qui ont fait profession religieuse sont perpétuellement exclus des effets civils, ce n'est point à titre de peine ; mais c'est par le respect qui est dû à leurs vœux, dont ils se sont faits volontairement esclaves en renonçant au siècle. Ces motifs qui font que la mort civile des Religieux est regardée comme une mort perpétuelle ; du moins à leur égard, n'ont aucun rapport à la mort civile des accusés qui ont été condamnés par contumace : la mort civile des premiers a été de leur choix, elle est d'ailleurs honorable, & digne de louanges. Il n'est donc pas juste qu'un état si saint dépende d'un changement de volonté que la Religion ; ni la raison même ne peuvent autoriser : au contraire la mort civile des autres n'a pas été un seul moment conforme à leur inclination ; elle est d'ailleurs honteuse, & déplorable, désespérante ; elle mérite donc toute la compassion des loix. Voilà pourquoi les derniers peuvent secouer avec l'aide du tems ; le joug odieux & forcé de la mort civile, tandis que les autres ne peuvent jamais rompre un lien salutaire qui est leur propre ouvrage ; aussi sont-ils sujets à revendication dans tous les tems.

Me. de Saint-Aubin qui prétend que le Sieur d'Acheux a prescrit l'incapacité des effets civils élude tous les Arrêts qu'on lui oppose, où l'on voit que la prescription de la peine est distinguée de la prescription des effets civils. Il prétend tirer avantage des moindres circonstances des Arrêts, mais malgré ses subtilités, il n'est pas juste d'enlever les biens à celui qui les a possédés longtems après une

une possession qui se présente comme étant si légitime.

Me. Sicaud défenseur du Sieur de la Boissière Intimé, dit que pour soutenir le bien jugé de la Sentence, il ne faut être ni indiscret ni barbare, ni déshéritité du côté des sentimens * ; car outre qu'il est permis à chacun d'user de son droit, l'Intimé n'est pas le premier de sa famille qui ait opposé au Sieur d'Acheux son incapacité ; trois de leurs frères du nombre desquels est le Sieur de Catigny la lui ont opposée ; s'il falloit des exemples pareils en semblable cas nos livres en sont pleins.

* Ce sont les termes de l'Appelant.

Difons plus, la Cause du Sieur de la Boissière est celle du public : puisqu'il n'est point de famille, où l'on n'ait intérêt d'empêcher, quand on le peut, que les biens & les honneurs passent à un homme tel que le Sieur d'Acheux, il n'en est point, où l'on souffrit, pouvant l'empêcher, qu'ils puissent être possédés par une postérité que les Ordonnances ont profrite.

Entrons en matiere, puisque le Sieur d'Acheux oblige de le faire, & prouvons par les Ordonnances de nos Rois, par les dispositions du Droit Romain, par la Jurisprudence des Arrêts, par le suffrage des Magistrats, des Auteurs, qu'un homme qui a prescrit contre la peine de mort par 30 ans, n'est pas devenu par cette prescription capable des successions qui peuvent échoir après cet espace de tems. Il en résultera contre le Sieur d'Acheux que les Juges du Bailliage d'Amiens ont eu raison de le déclarer non recevable dans sa demande, pour les successions qui sont échues, depuis qu'il s'est affranchi de la peine de mort par la prescription de 30. ans.

Ordonnances du Royaume.

L'ancien usage du Royaume, expliqué dans les

312' SI LE CRIME PRESCRIT,

Capitulaires de Charlemagne, n'étoit pas de condamner à mort par contumace ; on bannissoit seulement l'accusé. on faisoit une annotation de ses biens ; & s'il laissoit passer l'année depuis cette annotation sans se représenter & se justifier, ses biens étoient confisqués sans retour (a)

Lorsqu'il a été introduit de condamner à mort par contumace, on a conservé pendant longtems l'usage de ne donner qu'un an au condamné pour se représenter ; après quoi en quelque tems que le condamné se présentât, quoiqu'il parvint à se justifier, il perdoit les fruits de ses biens qui avoient été saisis ; & s'il étoit pris au lieu de se représenter, on l'exécutoit sans nouvelle procédure (b).

Par

(a) *In causâ capitali nemo damnatur*, Liv. 7. ch. 145. *cujus-cumque hominis proprietas ob crimen aliquod quod idem habet commissum, in bannum fuerit missa, & ille recognita, ne justitiam faciat venire distulerit annumque ac diem in eo banno illam esse per miserit, ulterius eam non acquirat, sed ipsa fisco nostro societur.* Lib. 4. c. 24.

(b) *Bona que fuerunt annotata non recuperabit nisi compareat infra annum à die annotationis & notificationis.* Austerius ad cap. 8. ad styl.^o Parlam. *Bona post contumaciam annotata post annum non recuperabit.* Dumoulin ibid.

La condamnation faite par contumace, & le forban donné, l'on fera attacher aux portes & entrées des lieux les tableaux & cordeaux au désir de la Coutume, & fera-t'on bannir l'effet de la Sentence donnée, & que qui prendra le malfaiteur, le rendre à Justice, & si après il est pris, les Sentences contre lui données tant corporelles, que pecuniaires, seront exécutées tout promptement & sans delay sans autre nouvelle procédure. Art. 29. de l'Ordonnance du mois d'Août 1535. donnée pour la Bretagne.

Si les accusés contre lesquels il y aura decret pour crime, saisie & annotation de biens à faute de pouvoir être appréhendés & se représenter, ne comparent dans l'an après la saisie, les fruits de leurs héritages annotés & saisis seront acquis en pure perte à qui ils appartiendront, & sera ordonné par le Juge, sans que par le moyen de la comparition y ait lieu de repetition des fruits. Art 20. de l'Ordonnance de Roussillon du mois de Janvier 1563.

Par l'article 28. de l'Ordonnance de Moulins * au * Février
 lieu d'un an , on a accorde cinq ans aux condamnés 1666.
 par contumace pour se représenter a compter du jour
 de la condamnation ; mais faute par eux de se repré-
 senter , on a ordonné qu'ils perdroient non seulement
 le fruit de leurs héritages , suivant les anciennes Or-
 donnances , mais aussi la propriété de tous leurs biens
 adjugés par Justice , sans pouvoir être repetés ni du
 Roi , ni des Seigneurs hauts-Justiciers , ni des par-
 ties civiles. Il a néanmoins été réservé au Roi de
 les recevoir à ester à droit , & se purger après les
 cinq ans , & même de leur remettre la rigueur de
 cette Ordonnance.

Me. René Chopin dit sur la Coutume d'Anjou liv.
 3. ch. 2. tit. 5. n. 22. que cet article de l'Ordonnan-
 ce de Moulins étoit observé étroitement au Palais ,
 & qu'en conséquence les condamnés à mort par con-
 tumace , n'étoient pas rétablis en leurs biens après les
 cinq ans , encore qu'ils se représentaient & se sou-
 missent à prouver leur innocence , ainsi qu'on le voit
 par l'exemple d'un Arrêt prononcé en l'Audience de
 la Tournelle le 14. juillet 1582.

En mettant les condamnés dans la nécessité d'avoir
 recours au Prince pour avoir des lettres d'ester à droit
 & se purger après les cinq ans , l'Ordonnance de
 Moulins décide qu'ils sont morts civilement. Cette
 faculté , dit Bornier sur l'art. 29. du tit. 17. de l'Or-
 donnance de 1670. ne pouvoit leur revenir que par
 la grace du Prince , d'autant qu'ils avoient perdu la
 vie civile qui en étoit le principe.

On regardoit en effet les condamnés à mort par
 contumace , comme étant morts civilement , s'ils ne
 s'étoient pas représentés dans les cinq ans , & ils
 n'avoient après cela que deux moyens pour reve-
 nir à la vie civile ; l'un étoit de demander au
 Roi des lettres d'ester a droit , & se purger s'ils
 étoient innocens ; & l'autre étoit d'obtenir , s'ils

étoient coupables, des lettres de grace, qui les remissent dans leur premier état.

C'est ce que la Déclaration du 26. Novembre 1639. fait connoître clairement en prononçant par l'art. 6. l'incapacité de succéder contre les enfans procréés par ceux qui se marient, après avoir été condamnés à mort, même par défaut. *Si avant leur décès, ils n'ont été remis au premier état suivant les loix prescrites par les Ordonnances.*

De ce qu'en haine du crime, & à cause de l'infamie que la condamnation produit, la Déclaration de 1639 frappe les enfans des personnes condamnées à mort, jusqu'à leur faire supporter une partie de la mort civile, quoiqu'ils soient innocens; il s'ensuit qu'elle regarde les personnes condamnées à mort, comme étant dans l'état de mort civile, & incapables de toutes successions à cause de leur condamnation.

Ces termes *avant leur décès* embrassent toute la vie des condamnés, & il en résulte qu'ils restent morts civilement pendant toute leur vie, quelque longue qu'elle soit, à moins qu'ils n'aient été remis au *premier état*, de la manière dont la Déclaration l'exige.

Il ne peut y avoir d'équivoque sur ce que la Déclaration exige, pour que les condamnés soient remis en leur premier état, parcequ'elle dit précisément que ce doit être *suivant les loix prescrites par les Ordonnances*. De là il suit que c'est dans les Ordonnances uniquement qu'il faut prendre les moyens de cette restitution.

Les moyens qu'on trouve dans les Ordonnances pour remettre les condamnés à mort à *leur premier état*, c'est de se représenter dans les cinq ans, & se justifier. C'est de prendre après les cinq ans des lettres d'ester à droit, & se purger. C'est d'obtenir quand ils sont coupables des lettres de pardon, de rémission, ou d'abolition, selon la nature

ture du crime , avec restitution en leur premier état.

On ne trouve point dans les Ordonnances que la prescription de 30. ans puisse produire cet effet , & on ne peut imaginer qu'elle le produise. Premièrement ce n'est pas une déclaration d'innocence , un moyen de se justifier , une justification , une absolution ; c'est seulement comme on l'expliqua en 1665. dans la Cause de la Morineau * une exception , un assoupissement des loix , une exemption de la peine de mort , un passage de l'apprehension de mort à l'assurance de la vie , un azile , un bouclier qui met à couvert de toutes les attaques , de toutes les prises , de tous les foudres que la Justice lève , & lance sur les têtes criminelles.

* Journal
des Audien-
ces.

Secondement , il ne seroit pas excusable de comparer la prescription de 30. ans à une grace telle que le Prince peut l'accorder en vertu de sa pleine puissance , puisqu'on ne peut dire qu'elle efface l'infamie , qu'elle procure aux condamnés la restitution des biens qui ont été confisqués , & des amendes qui ont été perçues ; qu'elle les fasse rentrer dans les successions directes ou collaterales qui ont passé à d'autres sujets pendant les 30. ans.

Si la prescription de 30. ans ne peut remettre les condamnés à mort à leur premier état , il s'ensuit , aux termes de la Déclaration de 1639. qu'elle ne peut les restituer à la vie civile , & qu'ainsi nonobstant cette prescription , ils restent pendant toute leur vie dans l'état de mort civile à moins qu'ils n'aient été justifiés , ou aient obtenu des lettres du Prince , pour être remis en leur premier état.

L'Ordonnance de 1670. ne permet pas d'en douter. Jusques là , il s'étoit levé beaucoup de disputes sur l'étendue & les effets de la mort civile des condamnés à mort. L'article 29. du titre 27. de l'Ordonnance de 1670. a fait une loi générale qui est de réputer mort
civilement

civilement du jour de l'exécution de la Sentence, celui qui aura été condamné à mort par contumace, & qui décèdera après les cinq ans sans s'être représenté.

L'Ordonnance dit *celui qui décèdera*, & par là elle embrasse comme la Déclaration de 1639. la vie entière des condamnés, quelque longue qu'elle puisse être, ainsi dans le cas où les condamnés ne se représentent pas dans les cinq ans, ils demeurent morts civilement pendant toute leur vie.

* Bruneau,
p. 126.

Tout est consommé, dit un Criminaliste moderne par le défaut de représentation des condamnés pendant les cinq ans.

C'est ce qui fait que dans ce cas l'Ordonnance refuse à la veuve, aux enfans, aux héritiers du condamné la faculté de se pourvoir de plein droit en Justice, pour purger la mémoire du condamné, article 2. titre 27.

C'est ce qui fait que par l'art. 28. du tit. 17. après le délai de cinq ans les Sentences de mort sont réputées contradictoires, & il est ordonné qu'elles vaudront comme Arrêt; elles doivent par conséquent avoir perpétuellement leur exécution pour la mort civile, à moins qu'il n'y ait quelque exception.

C'en est une de se justifier, & c'est pour cela que par l'art. 28. du tit. 17. le Roi suivant l'Ordonnance de Moulins s'est réservé la faculté de recevoir les condamnés par contumace à ester à droit après les cinq ans en leur accordant des lettres *pour se purger*.

Les condamnés à mort peuvent aussi, suivant le tit. 16. de l'Ordonnance de 1670. avoir recours à la clémence du Roi pour obtenir des lettres de pardon, de rémission ou d'abolition, qui les remettent en leur premier état.

Hors ces deux cas, c'est-à-dire, à moins que les condamnés à mort n'aient été justifiés sur des lettres d'ester à droit, ou qu'ils n'aient été remis en leur premier état par des lettres du Prince,

ce , s'ils décèdent sans s'être représentés pendant les cinq ans de la contumace , il faut dire qu'ils sont restés pendant toute leur vie dans l'état de mort civile.

La prescription de 30. ans ne pouvant , comme on vient de l'expliquer , servir de justification , ou être comparée à la grace du Prince , il s'ensuit qu'elle ne peut rendre aux condamnés à mort la vie civile qu'ils ont perdue faute de s'être représentés dans les cinq ans de la contumace.

Comment cette prescription pourroit - elle rendre la vie civile , lorsque dans les cas où il n'y a pas de condamnation à mort , après que le condamné a satisfait à la peine , il a besoin de lettres de réhabilitation en ses biens & bonne renommée.

Il en a besoin , dit Bornier sur l'art. 5. du tit. 16. après avoir satisfait à la peine , pour effacer la note d'infamie , & l'incapacité d'agir civilement qui lui reste. La satisfaction pour la peine , de quelque façon qu'elle soit faite , par une exécution réelle ou par prescription , n'ôte donc ni l'infamie ni l'incapacité d'agir civilement : elles restent après cette satisfaction , & il n'y a que le Prince qui puisse les effacer.

L'application de ces principes à l'espèce présente est sensible. Il n'y a pas ici à disputer , pour sçavoir si la prescription de trente ans a remis le Sieur d'Acheux dans le premier état.

Il ne s'est pas représenté pendant les cinq ans pour se justifier , & par là il doit être réputé mort civilement du jour de l'exécution de la Sentence de 1688. Après les cinq ans , il n'a pas demandé des lettres d'ester à droit pour se purger , il ne rapporte point de lettres du Prince qui l'ayent remis en son premier état ; il ne peut dire par conséquent qu'il soit dans son premier état ; il n'y est pas effectivement.

Pourroit - on en douter , lorsque de son aveu fait dans sa requête du 31. Janvier 1735. & sur l'appel de la Sentence du 9. Février dont il s'agit , il est

318 SI LE CRIME PRESCRIT,

est resté pendant trente ans dans l'état de mort civile ; que cette incapacité lui a fait perdre la succession de son pere & d'une tante qui sont décedés dans les trente ans. Il ne peut d'ailleurs prétendre que l'infamie résultante de la Sentence de 1688. soit effacé ; la nature de sa condamnation oblige même d'observer qu'il y a d'autres taches subsistantes.

Donc aux termes de l'Ordonnance de Moulins, de la Déclaration de 1639. & de l'Ordonnance de 1670. il est actuellement dans l'état de mort civile , quoiqu'il se soit libéré de la peine de mort par la prescription de trente ans. Donc il a été justement déclaré non - recevable dans la demande qu'il a formée au Bailliage d'Amiens , pour être admis au partage des biens de sa mere & de ses freres & sœurs qui sont décedés depuis trente ans , après la Sentence de 1688.

Droit Romain.

C'est dans le Droit Romain que le Sieur d'Acheux cherche le fonds de la prescription qu'il oppose , & il argumente de ce qu'à l'exemple des Grecs , on y a reçu la prescription de vingt ans contre le crime , la prescription de trente ans contre la condamnation. Il cite Démosthenes pour les Grecs , Ciceron pour les Romains ; il fait aussi quelques raisonnemens sur la loi *Querela cod. ad l. Corneliam de falsis*, sur la loi troisième au Code de *prescript 30. vel 40. annorum*.

A juger du sentiment de Démosthenes & de Ciceron , par le rapport qu'en a fait le Sieur d'Acheux , il ne peut en tirer aucun avantage , parceque l'un auroit parlé du malheur , des remords , des inquiétudes , du desespoir qui accompagnent l'accusé dans sa fuite ; l'autre auroit parlé du cas où il est question de la sûreté de la vie : ces idées ne s'appliquent qu'à la peine de la mort naturelle dont il ne s'agit pas ;

pas ; elles ne décident rien pour la mort civile dont il s'agit uniquement.

La loi *Quarela* ne peut servir au Sieur d'Acheux parcequ'elle n'a lieu que pour les simples actions criminelles , dont l'extinction qui se fait par la prescription de vingt ans , laisse l'accusé du même état qu'il étoit avant le crime ; il n'en est pas de même lorsqu'il est intervenu un Jugement définitif qui a été exécuté par effigie ; alors il faut trente ans pour prescrire , & cette prescription n'éteint ni le crime ni le Jugement. Voyons ce qu'elle peut operer dans le Droit Romain pour les condamnations que le Jugement prononce , ou pour les effets qu'il produit.

Il est de principe dans le Droit Romain , & ce principe est reçu dans toutes les nations , que pour s'affranchir d'un droit passif , d'une telle charge , d'une telle servitude , par la prescription de trente ans , il faut en avoir possédé la libération pendant trente ans. Le Sieur d'Acheux convient que par la Sentence de 1688. il est tombé dans l'état de mort civile , que pendant les trente ans il n'en a pas possédé la libération. Delà il suit qu'il ne s'en est pas affranchi par le laps de ces trente ans.

Il dit qu'il n'a pas exécuté sa condamnation pendant trente ans , & il prétend que par là il s'est libéré , non seulement de la mort naturelle , mais aussi de la mort civile.

La maxime du Droit Romain , *tantum prescriptum quantum possessum* , que l'on suit en France & dans toutes les nations , sert de solution à cet argument. Il est vrai que le Sieur d'Acheux n'a pas exécuté sa condamnation pour la peine de mort naturelle pendant trente ans ; voilà ce qui fait qu'il s'en est affranchi à perpétuité par la prescription de trente ans , mais il a perpétuellement exécuté sa condamnation pour la mort civile pendant les trente ans ; c'est ce qui fait que cette prescription

ne peut lui servir pour l'affranchir de la mort civile.

Le Droit Romain fournit d'autres argumens auxquels il n'est pas possible de résister. Il est décidé par la loi 20. ff. de pœnis que le condamné à mort perd la vie civile à l'instant de sa condamnation, & que cette peine precede la mort naturelle, quelquefois pendant longtems. *Qui ultimo supplicio damnantur, statim, & civitatem, & libertatem amittunt, itaque hic capus præoccupat mortem & nonnunquam longum tempus occupat.* De-là il suit que la peine de la mort naturelle, & celle de la mort civile, sont deux sortes des peines distinguées, dont l'une peut subsister sans l'autre, quoiqu'elles aient le même principe : par une suite nécessaire l'homme condamné à mort peut prescrire contre la mort naturelle sans prescrire contre la mort civile.

M. Argentée dans sa première consultation applique cette loi aux Sentences de mort rendues par contumace, qui suivant notre usage s'exécutent par effigie, & il dit que quoique les condamnés ne meurent pas, ils sont tenus pour morts, ils sont esclaves de la peine, ils sont incapables de tous effets civils, de tous droits, de tous honneurs. Il dit que cette peine est perpétuelle, qu'elle est immuable, qu'elle suit les condamnés en tous lieux, à moins qu'ils ne se justifient ou soient restitués par des lettres du Prince : *Cenenda est habere effectum perpetuum conditio personæ semel affecta immutabilis, & vere caput minutum est, igitur ubicumque tale subiectum inhabile ad honores, & ad jura capienda, ergo nullum locum, nullum gradum succedendo tenet, extinctus, expunctus, imo non ens.*

Par la première ff. de bon. poss. cont. tab. §. 8. & 9. on voit que chez les Romains les condamnés aux mines, & ceux qui étoient seulement déportés avoient besoin de la restitution du Prince, pour jouir des effets de la vie civile. *Si restituti sint.*

Aux termes de la loi 3. au Code de *generalis abolitionis*, l'indulgence du Prince n'affranchissoit que de la peine, *pœna gratiam facit*, ce qui s'entend suivant Denis Godefroy de la peine corporelle (*pœnam corporalem.*) De-là il suit que les autres peines restoient sur le condamné : la loi le décide formellement, en disant que la peine d'infamie n'est pas effacée, *nec infamiam criminis tollit*. Elle dit même que l'indulgence du Prince note les condamnés, *quos liberat, notat.*

Il est certain néanmoins que parmi les Romains, le Prince pouvoit restituer les condamnés en entier, ce qui est établi par la loi première au Code, de *sententiam passis, & restitutis*; mais pour qu'un condamné fut restitué en entier, il falloit suivant cette même loi, que le Prince eut parlé en ces termes : *honoribus & ordini tuo, & omnibus cæteris te restituo*. Il est dit dans la loi 5. au même titre, que le condamné aux mines, ne pouvoit obtenir la restitution de ses biens qui avoient été justement confisqués, à moins que le Prince le lui eut accordé spécialement, *nisi speciale beneficium super hoc fuerit impetratum*.

Le Sieur d'Acheux ne s'étant pas justifié, & n'ayant pas obtenu des lettres du Roi pour être rétabli dans l'état dont il jouïssoit avant la Sentence de 1688. il s'ensuit, à raisonner de sa situation par les dispositions du Droit Romain, que pour être libéré de la peine de mort naturelle par la prescription de trente ans, il ne l'est pas des autres peines que son crime a produites, singulièrement de la mort civile.

Après quoi Me. Sicaud parle de la jurisprudence des Arrêts, & fait voir que ceux qu'on lui oppose n'ont point d'application à l'espèce. Il est superflu de faire ici cette discussion que tout le monde peut faire, & qui meneroit trop loin dans un ouvrage où l'on veut mériter l'attention du Lecteur, en évitant une extrême sécheresse comme un écueil.

Me. Sicaud finit cet article en disant que les conséquences résultantes de ces Arrêts contre le Sieur d'Archeux sont sensibles ; il se présente avec une prescription de trente ans , & il est décidé par les Arrêts , que cette prescription ne peut opérer autre chose en sa faveur que l'exemption de la peine corporelle de mort prononcée par la Sentence de 1688.

Il prétend , & dit sans cesse , que cette prescription le remet en son premier état ; pour le dire, il faudroit, suivant les Arrêts , qu'il se fut présenté avec des lettres du Prince , qui le remissent en son premier état ; il n'en rapporte pas.

Pour soutenir que la prescription de trente ans fait cesser la mort civile , il veut que tout soit éteint par cette prescription, & les peines, & la Sentence, & le crime. Par les Arrêts il est décidé que la Sentence subsiste , & doit subsister à perpétuité ; que le crime ne pourroit être aboli que par les lettres du Prince , & que n'y ayant pas de lettres du Prince , la mort civile , l'infamie , la flétrissure subsistent.

Il demande les successions de sa mere , de ses freres & de ses sœurs qui sont décédés depuis la prescription , pendant que Louis de Partenay a été exclus de celle de sa mere , qu'on n'auroit pû lui refuser , s'il n'étoit pas resté dans l'état de mort civile après la prescription.

Il demande les honneurs , les prérogatives , les biens de l'ainé , que l'on a refusé à Louis de Partenay, par la seule raison qu'il n'avoit pas de lettres du Prince pour abolir le crime , & être restitué à la vie civile.

Me. Sicaud fait voir ensuite que pour bien entendre les sentimens de Messieurs les Avocats généraux Messieurs Servin & le Bret , qu'oppose le Sieur d'Archeux , il faut observer que dans une Sentence de condamnation à mort , il y a la peine de mort , la confiscation , l'amende , les intérêts civils , les dépens , l'incapacité des effets civils , & l'infamie qui en résultent.

Com-

Comme ce sont diverses peines jugées telles , dont l'une peut subsister sans l'autre , il faut dire que l'on peut s'affranchir des unes par la prescription de trente ans sans se libérer des autres , & que cela dépend de l'exécution , ou inexécution ; il faut dire en conséquence :

Premièrement , que tout ce que le condamné à mort n'exécute pas pendant trente ans , & tout ce qui n'est pas conservé par des poursuites , peut être éteint par la prescription. Secondement , que tout ce qu'il exécute pendant les trente ans , ou qui est conservé par des poursuites ou des minorités , ne laisse pas de subsister. Pendant les trente ans il exécute la mort civile : donc il n'en acquiert pas la libération par la prescription de trente ans , qui le libère des peines corporelles.

Me. Sicaud montre après cela que Bardet ne rapporte pas fidèlement le sentiment de M. Talon qui paroît favorable au Sieur d'Acheux dans la Cause de Partenay ; mais que c'est une erreur , puisque dans Bardet même , & dans la Cause de Guéron , jugée par Arrêt du 23. Juillet 1626. M. Talon dit que le condamné demeure *perpétuellement incapable des effets civils , s'il n'est entièrement restitué & purgé.*

A ces hommes illustres , il faut joindre M. l'Avocat général le Nain , dont les vertus de tout genre ont fait l'objet de notre amour & de notre respect. Qui de nous pourroit avoir oublié l'attention qu'il avoit d'instruire le Barreau sur tout ce qui pouvoit regarder l'intérêt public ? Il le fit dans une Cause jugée par Arrêt du 25. Mars 1709. *

Il s'agissoit de la capacité des enfans d'un homme condamné à mort qui s'étoit marié dans les cinq années de la contumace , & étoit décédé sans s'être représenté dans les cinq ans.

Deux questions furent proposées entre plusieurs autres ; l'une étoit de sçavoir si les enfans sont incapables

pables des successions collatérales , ainsi que de la succession de leur pere condamné ? nulle difference , dit M. le Nain dans le principe , parce qu'un *condamné à mort qui decede après les cinq ans , perd le droit de Cité , & l'Ordonnance de 1639. dit toutes successions.*

Une seconde question fut de sçavoir , si pour assurer leur état les enfans pouvoient prescrire le crime de leur pere par trente ans. M. le Nain dit que si la prescription de trente ans avoit été acquise par le défunt , la question seroit plus difficile , quoiqu'on pût dire que si *l'on prescrit la peine du crime, on ne prescrit point pour acquérir le droit de cité.*

* T. I. L. M. Catellan * dit que l'absolution du condamné à mort a un effet rétroactif pour les successions échues pendant la contumace ; & enfin il demande si la prescription de trente ans aura le même effet ; il résout le contraire , & les raisons qu'il en rend sont , que la prescription de trente ans est une exception que le tems fournit au prévenu , pour le mettre à couvert de toutes poursuites , mais que ce n'est pas une innocence justifiée , que c'est un payement de la peine dûe au crime , lequel est présumé fait par les craintes & les inquiétudes du prévenu pendant les trente ans. Il le compare à celui qui *prescrit une créance ordinaire.* Toutes ces raisons concouroient à décider que le condamné à mort est incapable des successions échues depuis la prescription de trente ans , & elles confirment une partie des moyens du Sieur de la Boissiere.

Me. Denis le brun dans le Traité des successions l. 1. c. 2. sect. 3. dist. 3. n. 11. Me. Henry Bafnage sur l'art. 235. de la Coutume de Normandie , le célèbre Domat part. 2. l. 1. tit. 1. se&. 2. art. 36. sont du même sentiment.

On trouve dans les Ordonnances , & dans toutes les loix la nécessité d'en conserver la vigueur ; l'inconvénient de remettre pleinement les condamnés à mort

à mort dans leur premier état après trente ans ; l'utilité de laisser les familles dans l'ordre de succéder où elles se trouvent après trente ans ; chacune de ces raisons & toutes ensemble , peuvent avoir produit depuis quelque tems l'usage de ne point accorder de lettres après trente ans.

C'est pour le Sieur d'Acheux une ressource inutile d'alleguer cet usage , puisqu'il ne peut en résulter autre chose , sinon qu'on doit le juger en l'état qu'il se trouve. Aux termes de l'Ordonnance de 1670. il est actuellement dans l'état de mort civile , pour ne s'être pas représenté pendant les cinq ans de la contumace ; il est par-conséquent incapable de toutes successions.

Dans cette situation il s'égare en se déchainant contre son frere , puisque par-là il ne peut recouvrer les droits de sa naissance qu'il a perdu par la Sentence de 1688. * ces droits ont passé successivement au Sieur Duluquet & de Lenchere ; le Sieur de la Boissiere n'est pas de pire condition , & il est de l'ordre public que les biens & les honneurs de la famille ne passent ni au Sieur d'Acheux ni à sa postérité.

Me. Badin de Saint-Aubin repliquant à Me. Sicaud prétend d'abord détruire plusieurs faits qu'il appelle des suppositions , mais comme tous ces faits ne touchent point à la question , je ne m'y attacherai pas. Il fait de nouveaux efforts pour faire voir que la mort civile doit se prescrire après trente ans , & comme ce qu'il dit là-dessus est éloquent & recherché , j'ai cru que je ne devois pas en priver mon Lecteur. Il distingue deux sortes d'intérêts, l'intérêt particulier, & l'intérêt public. L'intérêt particulier est la réparation due à l'offensé ; l'intérêt public est la punition du coupable. Quoique la punition ne soit point executée par la fuite de l'accusé , la partie publique ne laisse pas d'être satisfaite.

Quelque part que soit l'accusé , on se représente ses inquiétudes & ses allarmes ; on se fait une ima-

* Les droits de naissance se perdent avec la vie naturelle ou civile.

Brodeau sur

M. Loïet ,

Let. C. som.

25. n. 2. 3.

4. 5. 6.

326 SI LE CRIME PRESCRIT,

ge de sa misère & de ses peines ; on ne doute pas que sa conscience & ses remords ne le jugent & ne l'exécutent sans cesse s'il est criminel ; & l'on conçoit qu'un homme ainsi agité est en quelque manière plus à plaindre de voir jour & nuit le glaive de la Justice suspendu sur sa tête , que si un prompt supplice avoit mis fin à ses jours malheureux.

Cet état est si terrible aux yeux de la raison & de l'humanité , qu'on a cru devoir le limiter à vingt ans ; & si alors le condamné à mort est à l'abri de la peine, ce n'est pas pour avoir eu le bonheur de survivre vingt ans à son crime , c'est au contraire pour avoir eu le malheur d'en supporter le poids en soi-même pendant un si longtems. On présume qu'une si longue pénitence l'a suffisamment corrigé. Cette présomption est si juste , que l'Eglise même dans sa plus grande sévérité n'imposoit aux homicides volontaires qu'une excommunication de la même durée , après laquelle elle les rétablissoit dans la communion comme purifiés ; combien donc une expiation de trente années doit-elle paroître suffisante ? Quoiqu'il en soit , il est certain qu'après un tel laps de tems le condamné à mort n'a plus rien à craindre ni de la partie civile ; ni du ministère public.

Ces deux intérêts étant enfin apaisés & satisfaits , quelle apparence qu'il y ait encore quelque peine à subir par le condamné à mort ainsi restitué à la vie ? En vain voudroit-on supposer qu'il demeure perpétuellement dans les liens de la mort civile. Cette idée ne peut être accueillie que de ceux qui sont plus prêts à décider qu'à raisonner , & qui croient que plus leur décision est rigoureuse , plus elle doit paroître grave & réfléchie.

En effet qu'est-ce que la mort civile ? Pour ne point parler de celle des Religieux dont il ne s'agit pas ici , la mort civile est l'état de ceux qui sont condamnés à la mort , ou à d'autres peines qui emportent la confiscation des biens ; état qui les rend

incapables d'ester en Jugement, de contracter, de succéder, de tester; incapables en un mot de tous les actes de la société civile: mais cet état il a sa cause: c'est la condamnation qui elle-même le cause, ou le crime du condamné, s'il est convaincu dans les formes, ou sa contumace, si son Procès lui a été fait par défaut. Dans ce dernier cas qui est notre espèce, la loi veut que si le condamné ne se représente point dans les cinq ans du jour de l'exécution figurative, il soit réputé mort civilement dès ce même jour; & pourquoi? c'est qu'après les cinq ans la condamnation est réputée contradictoire, & que le condamné étant regardé comme mort à la nature, il seroit absurde de ne le pas regarder comme mort à la société. Il est donc évident que la mort civile en soi n'est autre chose qu'une fiction: ici même elle n'est qu'un second degré de fiction.

Or tout l'effet qu'on peut attribuer à une fiction, doit assurément se borner à celui de la vérité: cette proposition sera d'autant moins contestée, qu'il est certain en droit que la mort civile n'équipole point à la mort naturelle: ce qui est si vrai qu'elle ne fait pas ouverture au fidei-commis ni au douaire; ainsi dès que le condamné cesse d'être regardé comme mort à la nature, il est d'une conséquence nécessaire qu'il renaît à la société, s'il peut en toute sûreté reparoître parmi les citoyens; si son crime est prescrit & sa condamnation anéantie; si ni partie publique, ni partie privée ne peut plus l'inquiéter, il est donc lui-même au nombre des citoyens, & il en peut faire tous les actes du jour qu'il y est réintégré: ou bien il faudroit dire que la fiction est plus puissante que la vérité dont elle n'est que l'ombre; que l'effet subsiste après la cessation de la cause; que le plus ne renferme pas le moins, & qu'enfin le condamné qui a prescrit contre sa condamnation est toujours néanmoins sous le joug de cette condamnation, quoique prescrite.

Tant d'absurdités peuvent-elles entrer dans un esprit raisonnable ?

Il n'y a que l'imprescriptibilité du crime qui rende la mort civile imprescriptible. C'est une exception qui confirme la règle générale ; ou plutôt c'est une seconde règle qui n'est qu'une suite & une conséquence de la première ; ainsi les condamnés pour crime de lèse-Majesté demeurent perpétuellement dans la mort civile , parceque ce crime , le plus énorme de tous , est imprescriptible de la nature : mais comme c'est le seul de cette espèce , il est certain que le condamné pour tout autre délit peut espérer que le tems le fera rentrer en grace avec la loi ; c'est pourquoi le condamné à mort pour crime même de parricide n'est pas privé de cette espérance. Si après qu'il a prescrit contre sa condamnation il demeure déchu du droit de succéder , ce n'est pas qu'il soit incapable des effets civils en général , mais c'est qu'il est indigne d'exercer celui-ci spécialement , & de participer jamais aux biens d'une famille dans laquelle il a dérangé l'ordre de succéder ; car au surplus on n'a jamais contesté qu'il ne puisse contracter & faire tous les autres actes de citoyen.

Quand on veut approfondir les causes de toutes ces différences, on découvre bientôt qu'elles sont fondées sur de grandes raisons.

Les hommes naissent à leurs familles qui elles-mêmes sont à l'Etat , & de même que chaque famille a son chef , de même toutes les familles ensemble reconnoissent un chef commun dans la personne du Souverain qui est le pere de tous. Ainsi quiconque oseroit attenter à la personne sacrée du légitime Souverain , commettrait celui de tous les crimes qui a le plus d'étendue dans ses effets , & qui par conséquent doit être le plus sévèrement puni : d'un côté comme le coupable jette le trouble dans tout l'Etat , il est juste que jamais l'Etat ne lui serve d'azile ; c'est un monstre qui n'a plus de patrie , contre qui tous les

Sou-

Souverains doivent s'armer, & pour qui l'univers entier ne doit plus être qu'un précipice : d'un autre côté comme le Souverain entant que Souverain ne meurt jamais, & qu'il n'y a point de prescription contre lui, il est naturel que les coupables du crime de léze-Majesté trouvent en lui un éternel vangeur. Ce font-là les causes de l'imprescriptibilité de ce crime.

Il n'en est pas de même du crime de parricide ; à la vérité ce mot seul fait horreur, mais enfin le coupable de ce forfait atroce ne répand le deuil que dans sa propre famille. Qu'il en soit donc à jamais retranché, que jamais il n'y succède ; qu'il ne puisse même demander ni recevoir des alimens de ses proches ; que par là il soit forcé, s'il se peut, de venir tendre la gorge au couteau de l'exécuteur : tout cela est juste. Mais puisque la loi lui fait grace après 30. ans ; puisqu'alors il peut reparoître impunément dans la société civile ; puisqu'il faut qu'il vive enfin, ce seroit une absurdité de prétendre qu'il lui fut interdit d'agir & de contracter comme les autres citoyens : voilà pourquoi il est en effet capable de contracter, encore qu'il soit indigne de succéder, son indignité à cet égard n'étant point une indignité absolue, mais seulement une indignité relative.

Par une suite de ce raisonnement, le condamné qui est dans le cas du Sieur d'Acheux peut non-seulement contracter, mais succéder après la prescription : ajoutons qu'il est du bien public que cela soit ainsi, parcequ'il seroit très-dangereux pour la société d'y laisser rentrer des hommes à qui toutes voyes pour subsister seroient fermées ; & elles le seroient pour ces derniers, si dépouillés de tous biens par leur condamnation, & déchus encore de ceux auxquels ils auroient pu succéder depuis 30. ans, ils demeueroient privés de l'espérance de toute succession future, & de l'exercice des autres effets civils. Par là des vieillards ordinairement sans

vigueur & sans talens, après avoir passé la meilleure partie de leurs jours dans la misère & dans l'obscurité, se verroient sans pain, sans moyens de s'en procurer, & ce qui seroit plus triste encore, sans action pour demander en Justice le pain qu'ils pourroient gagner s'il leur étoit retenu : car la privation des effets civils iroit jusques-là. Quelle situation affreuse ! l'esclavage si peu connu & si abhorré dans nos mœurs est bien moins dur, puisqu'il suppose un patron chargé du soin de nourrir & de défendre son esclave ; & ici l'homme seroit tellement dégradé, qu'il ne lui seroit pas même permis de se plaindre de l'injustice des autres hommes. La fragilité humaine pourroit-elle tenir contre de telles épreuves ? de quelle grace victorieuse l'homme réduit à cet état n'auroit-il pas besoin pour résister aux tentations dont il deviendrait la proie ? la plus forte seroit sans doute de tourner ses mains contre lui-même pour s'arracher une vie qui seroit tout son malheur. Seroit-il donc étonnant qu'une résolution plus lâche encore lui fit tenter quelque action plus contraire à l'ordre public ? Ne croyons pas que la loi veuille exposer des hommes, dont le salut lui est cher, à de si grands dangers : la loi est sage ; & puisqu'elle permet aux condamnés à mort de reparoitre après un certain tems parmi les citoyens, disons avec confiance que son intention est qu'ils en puissent faire tous les actes ; autrement la vie qu'elle leur laisse seroit plutôt un dernier trait de colere qu'un don de sa miséricorde ; ce ne seroit qu'un fardeau dont elle voudroit les accabler.

Telles sont les véritables idées qu'il faut se former sur la mort civile & sur les différentes mesures de peine qui appartiennent à chaque différent degré de crime.

Me. de Saint-Aubin traite de nouveau les quatre points qu'il avoit examinés : le Droit Romain, les
Or-

Ordonnances du Royaume , la Jurisprudence des Arrêts , & la doctrine des Auteurs.

Je ne rappellerai que ce qu'il peut avoir dit de nouveau , sans imiter les Avocats , même les plus habiles , qui croient que pour imprimer leurs moyens dans l'esprit de leurs Juges ils doivent user de redites.

Il remarque d'abord les différences qui étoient entre les Romains & nous sur le chapitre des accusations qui pouvoient être intentées par quiconque vouloit s'en charger ; au lieu que parmi nous on n'est point accusateur , si on n'a point d'intérêt personnel , à moins qu'un particulier zélé pour le bien public ne veuille agir par la voye de la dénonciation.

Secondement , chez les Romains lorsque l'accusé d'un crime capital s'absentoit , on ne procedoit pas contre lui jusqu'à Sentence définitive , on se contentoit de faire perquisition de sa personne & annotation de ses biens , s'il se représentoit dans l'année , il rentroit dans tous ses effets ; s'il arrivoit même qu'il mourut dans ce délai sans s'être justifié , ses héritiers lui succédoient ; mais lorsqu'il laissoit passer un an sans se représenter , ses biens étoient irrévocablement acquis au fisc , & c'étoit là toute la peine de la contumace *.

A l'égard des peines usitées chez les Romains , il est plus facile de les rapprocher de celles dont nous usons en France : outre la peine de mort , les Romains avoient la condamnation aux métaux , laquelle se compare à nos Galeres perpétuelles ; & la déportation ou la relegation dans une Isle , ou dans une Colonie ; à quoi nous comparons le bannissement à toujours.

Comme les peines emportoient la perte des droits de Cité dont les Romains étoient extrêmement jaloux , il n'est pas douteux qu'elles ne pussent être remises , soit par des grâces particulières du Prince , soit par des amnisties générales qui s'accordoient ordi-

* Dig. de
*requirendis
vel absentibus dam-
nandis.*

ordinairement à l'occasion de certaines fêtes, ou de quelque événement heureux ; c'est ce qui est établi par les loix du Code aux titres *de generali abolitione*, & *de sententiam passis & restitutis*. Dans l'un ou dans l'autre cas la restitution des droits de Cité étoit inséparable de la cessation de la peine.

Au surplus il ne faut jamais oublier que nos Juge-mens de contumace n'étoient point connus des Romains, & que chez eux toute condamnation à peine afflictive étoit contradictoire. Cela posé, il est aisé d'entendre la disposition de la loi 29. ff. *de pœnis* objectée par le Sieur de la Boissière : *qui ultimo supplicio damnantur statim & civitatem & libertatem perdunt : itaque præoccupat hic casus mortem ; & non nunquam longum tempus occupat ; quod accidit in personis eorum qui ad bestias damnantur, sæpe etiam ideo servari solent post damnationem, ut ex his in alios questio babeatur*. Cette loi décide que le condamné à mort perdoit la vie civile, aussi-bien que la liberté dès l'instant de sa condamnation, & que cette peine précédoit la mort naturelle quelquefois pendant longtems : comme il arrivoit à l'égard de ceux qui étoient destinés aux combats du Cirque, ou qui étoient réservés à convaincre d'autres accusés. Mais de là il ne s'ensuit nullement que la peine de mort civile fut indépendante de la condamnation à la mort naturelle ; au contraire la loi nous dit qu'elle n'en étoit qu'une suite & une conséquence nécessaire : d'où il faut conclure que la peine capitale venant à cesser, la peine de mort civile cessoit aussi.

Le Sieur d'Acheux en examinant la Jurisprudence des Ordonnances fait voir que la contumace n'a sa source que dans le Droit François *. Il rapporte

* Un exemple mémorable de la contumace, c'est celui de Jean Sans terre Roi d'Angleterre, prononcée en 1202. par les

porte l'article 29. du titre 17. de l'Ordonnance de 1670. Il dit que *celui qui aura été condamné par contumace à mort , aux Galeres perpétuelles , ou qui aura été banni à perpétuité du Royaume , & qui décèdera après les cinq années sans s'être représenté , ou avoir été constitué prisonnier , sera réputé mort civilement du jour de l'exécution de la Sentence de contumace.*

Par là il est décidé que le condamné à mort qui pourra se représenter avant son décès cessera d'être réputé mort civilement : or le Sieur d'Acheux se représente , & s'il ne se constituë pas dans les prisons , c'est que la cérémonie seroit inutile , parceque la prescription l'en feroit bientôt sortir. Par conséquent dès l'instant que la prescription a été consommée , le Sieur d'Acheux a cessé d'être mort civilement.

Si l'incapacité de succeder duroit encore après la prescription , l'Ordonnance de 1670. le diroit , parcequ'elle a pour principal objet la punition des crimes sujets à la prescription , & l'Edit des Duëls de 1679. n'en parleroit pas à cause qu'il ne roule que sur un crime imprescriptible : cependant ce dernier Edit est le seul qui parle de cette peine singulière , & c'est la première loi qui en fait un statut. La conséquence qu'il en faut tirer est que cette incapacité imprescriptible de succeder est une peine particulière attachée aux crimes qui ne se prescrivent point : ou bien il faudroit supposer que l'Ordonnance de 1670. & l'Edit de 1679. eussent été mal redigés ; mais ce seroit offenser la mémoire des grands Magistrats qui ont eu part à l'une & à l'autre loi ; & c'est un fait connu que l'Edit seul des Duëls a occupé la sagesse des principaux d'entre eux pendant plus de 20. ans avant qu'il fut rendu public.

II

les Pairs de France à cause du meurtre d'Artus Duc de Bretagne , son neveu.

334 SI LE CRIME PRESCRIT,

Il est certain qu'après les 30. ans de prescription, on n'accorde plus de lettres au sceau, parcequ'elles feroient inutiles, donc la présomption seule suffit pour faire cesser l'incapacité.

Le Sieur d'Acheux s'efforce par plusieurs Arrêts * de prouver quel'incapacité de succeder est prescrite en même-tems que le crime est prescrit: parmi ces Arrêts, à la réserve d'un, ils ne décident la question que par des interprétations forcées.

Si on rapportoit toutes les subtilités & les efforts que le Sieur d'Acheux fait pour les attirer à lui, on grossiroit et ouvrage inutilement.

A l'égard de l'Arrêt unique du Parlement de Provence rapporté par M. Cormis, si toutes les circonstances sont bien rapportées, on répond que c'est un Arrêt solitaire. A l'égard des Auteurs on ne les rapportera point, parceque les efforts que chaque Partie fait pour les mettre de son côté ne servent qu'à laisser les esprits dans l'incertitude.

Tel est l'effet des contestations, elles rendent ceux qui cherchent à s'éclaircir plus incertains qu'au-paravant.

Dès que les mémoires furent distribués par les Parties, & que l'instance au rapport de M. Severt fut vûe par les Commissaires devant M. le Premier Prési-

* Arrêt de Loüet du 11. Février 1604. Lettre C. Som. 47. Arrêts des 10. Avril 1615. & 26 Avril 1625. le premier conformément aux conclusions de M. le Avocat général le Brêt : le second conformément aux conclusions de M. Servin. Arrêts dans la Peyrere du Parlement de Bourdeaux des 16. Juillet 1626. & 28. Août 1629. Arrêt du Parlement de Toulouse 1731. Arrêt du Conseil du Roi 1700. qui a cassé deux Arrêts du Parlement de Bourdeaux, l'un en 1692. & l'autre en 1697. qui avoient décidé que le crime & les actions pécuniaires n'étoient pas prescrits par l'espace de vingt ans, & renvoya les parties pour le fonds au Parlement de Toulouse. Arrêt de ce Parlement du 23. Août. 1731. qui a décidé que tout étoit prescrit.

Président , le Sieur d'Acheux se constitua prisonnier à la Conciergerie du Palais pour purger la contumace , & le lendemain il obtint un Arrêt sur Requête, qui ordonna qu'il seroit transféré dans les prisons d'Amiens pour être fait droit sur la demande. Les Juges d'Amiens l'admirent d'abord à purger la contumace , & lui firent subir interrogatoire. Quelques jours après ils déclarèrent nulle l'Information sur laquelle il avoit été condamné ; ils ordonnerent qu'on informeroit de nouveau.

Le Sieur d'Acheux appelle de la seconde partie de cette Sentence , & sur son appel , il intima M. le Procureur général.

La Cause fut plaidée solennellement à la Tournelle criminelle. M. le Procureur général forma opposition à l'Arrêt du 5. Avril 1737. qui avoit renvoyé le Sieur d'Acheux au Bailliage d'Amiens , & interjeta appel de tout ce qui avoit été jugé à Amiens en conformité de cet Arrêt.

On comprend que si le Sieur d'Acheux étoit parvenu à se justifier , sa mort civile ne subsistoit plus , & il n'avoit plus besoin de tirer aucune induction de la prescription de son crime. C'est cette voye extraordinaire qu'il vouloit se frayer , qui n'avoit jamais été tentée après un si long espace de tems. Voye justes-là inouïe , voye qui semble contraire à l'oracle qui dit *nil sub sole novum*. C'est pourquoi tout ce qui fut dit de part & d'autre dans cette question est extrêmement curieux.

Me. Simon Demoza qui paroissoit depuis peu au Barreau , & qui avoit d'abord jetté les fondemens d'une grande réputation qu'il a soutenue , se signala pour le Sieur d'Acheux.

La Cause que je défens , dit-il , présente une question qui par l'assemblage bizarre des circonstances , & le grand intérêt qui en fait l'objet , peut passer pour une des plus importantes qui ait jamais paru sous les yeux de la Justice,

Plaidoyer de Me. Simon Demoza pour le Sieur d'Acheux, contre M. l'Avocat général.

Ce n'est en effet ni la fortune ni même la vie du Sieur d'Acheux qui se trouvent compromises dans cette affaire , un intérêt plus précieux & plus capital , son honneur , celui de ses enfans & de toute sa famille , a été le motif des démarches dont vous êtes les juges.

Il ne s'agit cependant plus ici de ce Procès scandaleux où un frere , que dis-je , un monstre , subjugué par la plus barbare & la plus inhumaine cupidité , vous a donné le spectacle de la plus inouïe , & de la plus étrange contestation ? non , je ne viens plus réclamer les droits du sang & de la nature si indignement sacrifiés , je n'ai plus à combattre ces principes cruels & ces paradoxes horribles capables d'effrayer , d'ébranler , & de soulever la nature entière. Rassurez-vous : ces maximes execrables ne reparoîtront point dans votre Audience ; parceque le frere du Sieur d'Acheux n'est plus sa partie.

Il ne plaide aujourd'hui que contre le ministère public , qui sans passion comme les loix dont il est l'organe & le vangeur , ne fera usage des grands talens que nous admirons en lui , que pour vous proposer les principes qui peuvent conduire à la décision d'une affaire si neuve & si importante ; qu'elle ressource pour le Sieur d'Acheux dans une affaire toute de sentimens ? La supériorité de vos lumières , la droiture du cœur de son adversaire , tout lui assure un succès heureux. Quelle ressource pour moi-même , puisque je n'ai rien à redouter de l'éminence des talens de M. l'Avocat général , ni de son étude personnelle , & que la liberté généreuse qui fait le plus grand honneur ou ministère dont je suis chargé , suffit pour la défense de ma Cause ! commençons à user de mes avantages.

Cette affaire est grande , les Arrêts qu'on a cités ne font aucun préjugé ; celui que vous rendrez n'en fera point ; ce sont de ces cas uniques qui ne se trouveront peut-être jamais.

Me.

Me. Simon pour persuader l'innocence du Sieur d'Acheux raconte adroitement la mort du Curé assassiné. Voici quel est son récit.

En 1688. Noël Baron, Curé d'Acheux, c'est-à-dire de la Paroisse dont le pere étoit Seigneur, fut trouvé mort.

Cette mort subite ne fut point regardée comme un effet naturel, mais comme un assassinat. On dressa cependant un Procès verbal du cadavre, & il n'est point prouvé qu'on lui ait donné aucun coup.

Cependant le Vicaire, le valet, la servante, & plusieurs autres furent accusés, le Sieur d'Acheux le fut aussi quoiqu'absent.

Le Procès s'instruisit, plusieurs de ceux qui purent se défendre furent renvoyés absous, les autres à la charge d'un plus ample informé.

L'absence du Sieur d'Acheux fut le prétexte de l'accusation intentée contre lui, & si le crime est réel, elle fut peut-être la cause de la libération du véritable coupable.

On instruisit la contumace, & par Sentence du 29. Mars 1688. il fut condamné à la mort.

L'inexpérience dans les affaires, son éloignement causé par ses emplois militaires, & plus que tout la tranquillité de sa conscience l'empêcherent de sentir assez l'intérêt qu'il avoit de voler à sa propre défense, de venir lui-même confondre ses accusateurs, & de faire triompher son innocence. Cependant il étoit pour ainsi dire sans le sçavoir dans les liens de la mort civile.

Est-il étonnant qu'un jeune Officier sans expérience ignore les dispositions des Ordonnances, & qu'il n'ait regardé la Sentence de condamnation que comme un Jugement illusoire qui portoit à faux, & qu'il feroit tomber quand il voudroit, puisqu'elle n'avoit pour base que l'accusation d'un crime imaginaire dont il n'étoit ni l'auteur ni le

complice, & un éloignement dont cette accusation qu'il avoit même ignorée pour lors n'avoit pu être le prétexte? Cependant pendant l'absence du Sieur d'Acheux plusieurs successions s'ouvrirent, & on les partagea sans lui, parce que pendant qu'il ne s'envisageoit que comme absent, les autres héritiers le regardoient comme mort. Enfin il s'est représenté. Après ce récit Me. Simon entre en matière.

La première disposition de la Sentence qui déclare l'Information nulle est juste.

Une Information dans laquelle le Greffier n'a point signé les dépositions des témoins, & où les témoins ne sont point interpellés de déclarer s'ils sont parens, alliés, serviteurs, ou domestiques des Parties est nulle, & ne peut être regardée comme une Information. Personne n'ignore que toute formalité en matière criminelle est de rigueur, & que la nullité de la procédure est de droit, s'il y en a quelqu'une qui n'ait pas été observée, soit que l'Ordonnance l'ait prononcé ou non.

Ce qui rend un criminel digne de mort, c'est qu'il a pour ainsi dire contracté avec la loi, & qu'il s'est soumis, dès qu'elle a été publiée, à toutes les peines qu'elle prononce.

Mais la loi s'est aussi imposé les conditions sous lesquelles elle le condamnera; ces conditions sont les formalités.

La procédure criminelle gît en formalités essentielles, qui en font la substance. Ces formalités sont si nécessaires que le coupable pris en flagrant délit ne pourroit être condamné par le Juge qui le voit, si non après qu'il a été ouï, parce que la loi de la nature, & non la loi particulière d'aucun pays, est d'entendre l'accusé. Cette loi est encore plus importante, lorsqu'il s'agit de peine de mort. Aussi les Romains ne la prononçoient-ils jamais contre les accusés.

Nous

Nous avons été plus loin : mais nos loix , nos Ordonnances ont aussi prescrit les conditions sous lesquelles seules on pouvoit les prononcer.

Et ces formalités sont encore plus de rigueur en matière d'absence , que lorsque l'accusé est présent ; pourquoi , parce qu'étant présent , il peut se défendre ; il faut donc lui remplacer si l'on peut cet avantage.

Ces formalités essentielles manquent , il n'y a point d'acte , point de procédure ; point de jugement. Il existe un être phisique , un parchemin , mais sans force & sans vertu , incapable de produire aucun effet , tout est nul de plein droit.

Le rien ne produit rien , ce qui est nul n'a point d'effet : il n'y a donc ni condamnation , ni peine de la condamnation : la loi n'en a point prononcé , au contraire elle ne l'a pû , puisqu'elle n'en prononce qu'en cas d'une procédure valable. Elle seroit donc en contradiction avec elle-même. Ainsi il n'y a ni contumace , ni mort civile. Que l'on ne dise pas que c'est subtilité toute pure , cela est incontestable , ces principes sont écrits dans l'Ordonnance.

Il ne reste donc plus qu'une Plainte renduë il y a près de cinquante ans , Plainte isolée qui ne peut être le fondement d'aucune instruction ; elle est prescrite , le ministère public , toutes parties civiles , sont sans action pour poursuivre la vengeance qu'on suppose.

La Plainte qui a servi de fondement à la contumace instruite contre le Sieur d'Acheux est renduë en 1688. il y a près de cinquante ans ; cette circonstance suffit seule pour empêcher toute poursuite ; & en effet , quel objet pourroit avoir aujourd'hui une Information sur cette Plainte ? Quelle fin pourroit-on s'y proposer : Il n'y auroit ni peine , ni intérêts civils , ni réparation à prononcer ; tout est prescrit encore une fois , tout est éteint par un tems aussi considérable.

Il s'ensuit nécessairement qu'il est contre la règle & contre les principes d'avoir ordonné qu'il seroit fait une nouvelle Information.

On doit accorder au Sr. d'Acheux sa liberté qu'il demandoit ; & en effet dès qu'un homme est innocent , rien n'est plus juste que la demande qu'il forme pour être mis en liberté : comme au contraire rien n'est plus injuste que de ne la lui pas accorder : or le Sieur d'Acheux est innocent du délit porté dans la Plainte de 1688. Il l'est à ses yeux , & dans l'intérieur de sa conscience qui ne lui reproche rien ; il l'est aux yeux de la Justice , dès qu'il n'y a point de charges contre lui qui puisse le faire regarder comme coupable.

Il n'y a point de milieu entre être innocent & être coupable. Pour être coupable , il faut qu'il soit convaincu par des charges : or ici il n'y a point de charges , l'Information est nulle , elle ne peut faire preuve , elle ne peut le charger ; la conséquence nécessaire est qu'il est innocent ; la preuve complète de son innocence consiste en cela même , qu'il n'y a point de preuves qu'il soit coupable. L'innocence est toujours présumée , où il n'y a point de preuves de délit : n'y a-t'il pas de l'injustice , de l'inhumanité à ne pas accorder la liberté à un innocent , à un homme contre lequel il n'y a & ne peut y avoir aucune preuve qu'il soit coupable ?

Mais , dit-on , le Sieur d'Acheux n'est plus à tems pour se représenter & se remettre en prison , en conformité de l'art. 18. du tit. 17. de l'Ordonnance de 1670. Il a laissé écouler plus de trente ans depuis la Sentence de contumace & de son exécution : il a bien prescrit contre la peine qui y est prononcée , mais la Sentence a par le même laps de tems prescrit contre lui la mort civile qui étoit attachée à la peine : il n'a plus d'être civil pour ester à droit , il ne l'a pû que dans les cinq ans du jugement de contumace , ou du moins il a dû se représenter dans les trente ans.

Qu'il

Qu'il soit permis de dire que ces propositions sont contraires à l'humanité; y auroit-il donc un tems où l'innocent injustement condamné ne seroit plus recevable à justifier son innocence? nous voyons que parmi les Romains il n'y avoit jamais de prescription en matiere criminelle contre les accusés, & qu'au contraire la prescription étoit ouverte aux accusés contre la peine & la poursuite du crime. Nos loix éclairées par la Religion seroient-elles donc moins justes que celles faites dans les ténèbres du Paganisme? non, & il ne sera pas difficile de s'en convaincre.

Premièrement, par l'Arrêt de la Cour du 5. Juin 1737. qui a ordonné sur la Requête même du Sieur d'Acheux qu'il seroit transféré dans les prisons d'Amiens, ce qui est une approbation manifeste de la démarche du Sr. d'Acheux, & une reconnoissance de l'effet qu'elle devoit avoir. Car si en se représentant, il n'avoit pas anéanti toute la contumace, s'il n'eût pas été à tems pour l'effacer par la représentation de sa personne, on n'auroit pas ordonné qu'il seroit transféré dans les prisons d'Amiens; ce n'étoit sûrement pas pour la vindicte publique: il n'y a plus de vindicte publique, lorsqu'un espace de trente ans a couvert un Jugement de condamnation executé. Ce ne pouvoit donc être que pour donner à un Citoyen, à un Gentilhomme le moyen de se justifier aux yeux de la Justice, d'un crime dont il avoit été calomnieusement accusé, pour le mettre à portée de se maintenir dans un état entier, auquel la Sentence de contumace ne peut donner atteinte. Or puisqu'il ne pouvoit le maintenir dans cet état sans détruire & la Sentence, & toute la procédure de contumace, l'Arrêt de la Cour en ordonnant qu'il seroit transféré dans les prisons d'Amiens (ce qu'il n'a pû faire que dans la vûe de lui procurer le moyen de se justifier) a donc reconnu que la représentation de sa personne détruisoit

342 SI LE CRIME PRESCRIT,

& anéantissoit la Sentence de contumace , & toute la procédure qui avoit été faite depuis le decret.

Le ministère public parfaitement instruit des règles & des principes a été partie dans cet Arrêt ; c'est sur ses conclusions qu'il a été rendu : il a reconnu de même par l'Arrêt , que la Sentence de contumace étoit effacée par la représentation de la personne du Sieur d'Acheux , lorsqu'il se remettoit dans les prisons du Juge qui avoit jugé la contumace , puisqu'il a donné ses conclusions pour le faire transférer dans les prisons d'Amiens. Par quelle fatalité ce ministère public toujours un en soi & indivisible , pourroit il se trouver contraire à lui-même jusqu'au point de faire entendre que le laps de trente ans depuis la Sentence empêche le Sieur d'Acheux de purger la contumace en se remettant ?

Comment d'un côté ayant requis que le Sieur d'Acheux qui s'étoit remis dans les prisons de la Conciergerie , fut transféré dans celles d'Amiens, ce qui ne pouvoit être que pour purger la contumace, pourroit-il dire d'un autre côté qu'il n'étoit plus à tems pour la purger , & qu'elle étoit acquise par le laps de trente années ?

En second lieu il ne faut que lire l'Ordonnance de 1670. pour connoître qu'il n'y a point de tems fixe après lequel l'accusé ne puisse plus purger la contumace en se remettant. L'art. 18. du tit. 17. porte expressément : *Si le contumax est arrêté prisonnier , ou se représente après le Jugement , ou même après les cinq années dans les prisons du Juge qui l'aura condamné , les défauts & contumaces seront mis au néant en vertu de notre présente Ordonnance , &c.*

Ces termes *ou même après les cinq années* ne reçoivent aucune restriction ; ils sont même exprimés dans l'Ordonnance à l'effet exprès que les accusés aient à perpétuité une porte ouverte pour justifier leur innocence.

Que l'on ne dise point que les accusés n'ont cette res-

ressource que pendant les cinq ans qui suivent le jugement de contumace, & qu'après les cinq ans, ils ont besoin de lettres du Prince pour éster à droit suivant l'art. 28. du même titre 17. de l'Ordonnance; ce seroit une fausse application de cet article qui ne parle que des condamnations pécuniaires, amendes & confiscations, & nullement des peines publiques contre lesquelles l'art. 18. admet toujours le retour en faveur des contumax qui se représentent pour anéantir par leur représentation toute la contumace. L'art. 28 porte que si le contumax ne se représente dans les cinq ans, les condamnations pécuniaires, amendes & confiscations sont réputées contradictoires, si le contumax n'obtient des lettres du Prince pour éster à droit.

Ces lettres ne sont nécessaires, & n'ont d'effet que pour anéantir les condamnations pécuniaires, amendes & confiscations prononcées, mais non pas pour anéantir le jugement de contumace: si le contumax veut recouvrer ses biens, meubles & immeubles confisqués, il ne le pourra pas par le seul effet de la représentation de sa personne, & par le seul effet de l'anéantissement du jugement de contumace, il a besoin des lettres du Prince pour éster à droit; mais s'il ne veut qu'effacer le jugement de contumace, sans toucher aux condamnations pécuniaires, amendes & confiscations, il ne faut consulter que l'article 18. qui ne fait aucune différence entre les cinq ans & le tems postérieur pour être reçu à se représenter & à purger la contumace par sa représentation. Il est recevable même après les cinq ans à se représenter sans qu'il lui soit enjoint d'obtenir des lettres du Prince pour éster à droit: il lui suffit de se représenter pour anéantir tous défauts & contumace, sans qu'il y ait un tems préfix au-delà duquel il se représenteroit inutilement, & sans qu'il y ait aucune condition, sans laquelle la contumace ne seroit point effacée.

344 SI LE CRIME PRESCRIT,

Cet article, & l'Arrêt de la Cour du 6. Juin 1737. répondent parfaitement à cette prétendue prescription acquise par le laps de trente années depuis le jugement de contumace contre l'accusé condamné ; puisqu'il n'y a point de tems prefix au-delà duquel l'accusé ne soit plus en état de se représenter, il suit que jamais on ne peut prescrire contre lui la faculté de se représenter, & de mettre au néant les défauts & contumace ; & l'Arrêt de la Cour reconnoît qu'il a cette faculté, & qu'elle n'a jamais pû être prescrite contre lui, en cela même qu'il ordonne qu'il sera transféré dans les prisons d'Amiens.

L'Ordonnance ne fait point de différence pour la représentation soit avant, soit après les cinq ans ; elle n'en fait point après les cinq ans dans aucune époque : par les termes *après les cinq ans*, elle comprend tout le terme de la vie de l'accusé sans aucune restriction.

Et quelles seroient les conséquences d'un principe contraire ? Si la prescription excluait le contumax de se représenter après les trente ans ; s'il étoit vrai que la condamnation exécutée par effigie eut acquis la force de chose jugée contre laquelle on ne pût revenir, le public auroit donc acquis contre le condamné une prescription trentenaire pour le forcer de demeurer irrévocablement, *servus pœnae*, le condamné auroit donc acquis lui-même le non-être par prescription, quelque innocent qu'il ait pû être dans le principe. Il sera donc déterminé qu'il doit demeurer à perpétuité condamné comme coupable : il pouvoit avant l'expiration des trente ans manifester victorieusement son innocence, & se restituer à la vie civile, en se représentant. L'expiration des trente ans aura donc rendu sa condamnation à mort irrévocable. Il y aura donc un tems au-delà duquel l'innocent ne pourra plus élever sa voix pour manifester son innocence. Y a-t'il quelqu'un qui soit obligé par son ministère de préférer

la justification de l'innocent à la punition du crime ? Qui ose proposer un principe dont on tire des conséquences si contraires à toute humanité , à toute justice ? L'innocence ne sera-t-elle plus recevable à se purger d'une accusation calomnieuse ? cela choque la raison & le bon sens.

Et d'ailleurs quelle prescription pourroit avoir acquise une Sentence de condamnation formée sur une Information nulle ? A-t-on pu asséoir une condamnation sur une Information nulle ? La condamnation n'est-elle pas nulle dès son principe , en cela même qu'il y a défaut de preuves ? (La nullité de l'Information opérant le même effet que si jamais il n'y avoit eu d'Information). Or si la condamnation est nulle dès son principe , elle n'a pu acquérir par le laps de trente ans un degré de force & de validité qu'elle n'avoit pas ; *quod initio vitiosum est , non potest tractu temporis convalescere. l. 29. ff. de Reg. jur.*

Elle n'a pu acquérir de prescription contre le condamné , lorsqu'elle n'a pour fondement qu'une Information nulle & qui n'a pas été faite suivant les formes prescrites par les Ordonnances , ce qui est précisément la même chose , que si elle étoit renduë *contra leges vel SC, vel constitutionem , si quis ex hac sententiâ appellaverit , & præscriptione sum-motus sit ; minimè confirmatur ex hac præscriptione sententia. l. 19 ff. de appell.*

Ajoutons même que l'allégation qu'un accusé fait de son innocence est une exception contre l'action que l'on veut faire naître contre lui *ex delicto*. Or l'exception dans le principe de droit n'est jamais sujette à prescription , *quod temporale est ad agendum , perpetuum est ad excipiendum* : d'où il suit que jamais on ne peut opposer au Sieur d'Acheux aucune prescription pour l'empêcher de montrer son innocence , que par - conséquent on ne peut lui

lui interdire par le moyen de la prescription la faculté de se représenter à cet effet & de purger la contumace par sa représentation.

Dire qu'après trente ans l'accusé n'a plus d'être civil pour ester à droit, & que par conséquent il ne peut pas se représenter, c'est vouloir abuser des termes, & chercher à s'abuser soi-même : le contumax pendant les cinq ans après le jugement a-t'il moins perdu l'être civil ? n'est-il pas mort civilement par l'exécution du jugement, de même que s'il y en avoit 30. que le jugement eut été rendu ? acquiert-il un degré de mort plus ineffaçable après le laps de 30. ans ? est-il plus mort qu'il ne l'étoit auparavant ? L'inconvénient d'ouvrir une voye aux criminels pour éviter la rigueur des loix, toutes les fois qu'ils trouveront moyen de laisser écouler 30. ans, sans porter la peine de leur crime, ne mérite ici aucune attention ; si le système du Sieur d'Acheux ouvre une voye aux coupables pour éluder la punition, le système contraire accableroit l'innocence en l'empêchant de se justifier.

Or il n'y a personne qui ne sente au fond de son cœur combien il seroit injuste de fermer à l'innocent condamné la voye de se justifier ; quelle honte seroit-ce pour l'humanité, si les loix avoient fixé un délai au-delà duquel ses plaintes & sa justification seroient inutiles & rejetées ?

La crainte de sauver un coupable ne doit jamais l'emporter sur le devoir d'écouter l'innocent dans sa justification.

Le Sieur d'Acheux se représente pour se justifier de l'accusation calomnieuse d'un crime pour lequel il a été condamné sur une procédure nulle, sa voix sera-t'elle étouffée, parcequ'il n'est plus dans les cinq ans, parcequ'il n'est plus dans les 30. ans depuis le jugement ? On ose dire qu'une pareille proposition blesse la Religion, révolte la nature & l'humanité.

On fait au Sieur d'Acheux une autre objection pour
soutenir

soutenir qu'il ne peut pas se représenter. On lui dit qu'il ne peut pas se représenter devant un Juge qui ne peut ni le condamner ni l'absoudre ; que le Juge ne le peut condamner à cause de la prescription , & qu'il ne peut l'absoudre , parceque suivant la maxime de droit , celui qui ne peut pas condamner , ne peut pas absoudre.

Il ne faut que présenter la maxime de droit telle qu'elle est pour répondre à cette objection ; c'est la loi 37. ff. de div. reg. jur. elle ne dit point , *qui condemnare non potest , absolvere non potest* ; mais , *nemo qui condemnare potest , absolvere non potest*. La véritable traduction de cette loi est que quiconque a le pouvoir de condamner, doit nécessairement avoir le pouvoir d'absoudre : or il est constant que le Juge devant lequel le Sieur d'Acheux se représente a le pouvoir de condamner , & par conséquent qu'il a aussi celui d'absoudre. Il est vrai que ce Juge ne peut pas condamner le Sieur d'Acheux à cause de la prescription , mais il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas dans son ministère le pouvoir de le condamner , s'il y avoit des preuves contre lui. C'est sur le pouvoir en général seulement que frappe la maxime de droit , & non pas sur ce que le Juge ne peut faire , lié à un tel cas.

Par exemple , un Juge qui a le pouvoir de condamner & d'absoudre , ne peut pas condamner s'il n'y a point de preuve. Il seroit ridicule de dire qu'en ce cas il ne peut pas absoudre , parcequ'il est vrai de dire qu'il auroit le pouvoir de condamner s'il y avoit preuves suffisantes. Il en est de même lorsque le Juge ne peut pas condamner à cause de la prescription , il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas le pouvoir d'absoudre ; de ce que la prescription l'empêche d'exercer le pouvoir de condamner , il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas ce pouvoir , parcequ'il l'auroit , cessant la prescription ; & c'est-là précisément le cas d'appliquer la maxime de droit , *nemo qui condemnare potest ,*

348 SI LE CRIME PRESCRIT,

test, absolvere non potest, puisque le Juge auroit le pouvoir de condamner cessant la prescription, il ne peut pas ne pas avoir le pouvoir d'absoudre.

Ainsi on ne peut dire que le Sieur d'Acheux se représente devant un Juge qui ne peut ni le condamner, ni l'absoudre; le Juge a constamment le pouvoir de le condamner, & il le pourroit cessant la prescription, par conséquent il a le pouvoir de l'absoudre; d'où il suit que la proposition qui lui est opposée ne peut produire aucune induction qui le rende non recevable à se représenter pour purger la contumace. *Cette réponse est extrêmement subtile, mais elle n'anéantit pas l'objection.*

Dès qu'il lui est permis de se représenter, il suit nécessairement qu'en se représentant, il anéantit toute la procédure de contumace; qu'il n'auroit pas contre lui que l'Information décrétée, si elle étoit valable, & que l'Information étant radicalement nulle, il est nécessairement innocent par cela même qu'il n'y a point de preuve qu'il soit coupable.

On ne peut s'attacher à aucune présomption pour laisser même le moindre soupçon contre lui; ce n'est point par des présomptions que l'on peut attaquer l'innocence d'un Citoyen, il faut des preuves & des preuves démonstratives, juridiques, & faites dans les formes prescrites par les Ordonnances; si les preuves n'existent point, si elles ne sont valables, les présomptions ne peuvent être qu'en faveur de son innocence. On n'a pas besoin de prouver que l'on est innocent, & au contraire, il faut qu'il soit prouvé clairement que l'on est coupable; combien ne doit-on donc pas être surpris que le ministère public obligé par état à ne connoître de coupable qu'autant que la preuve est manifeste & que les Informations sont valables & concluantes, ait néanmoins voulu faire tomber sur le Sieur d'Acheux la présomption du crime, en conséquence d'une Information radicale-

ment.

ment nulle ? la sévérité de son ministère ne peut pas l'autoriser à cela.

Le ministère public comme le Juge ne peut le présumer qu'innocent, dès qu'il n'est pas prouvé qu'il est coupable : or dans l'espece présente, nulle preuve que le Sieur d'Acheux soit coupable ; l'Information faite en 1688. est nulle, & doit être regardée comme n'ayant jamais existé : la conséquence nécessaire est qu'il est innocent ; donc point de présomption qu'il soit coupable : le crime ne se présume point, on n'est point coupable s'il n'est prouvé qu'on l'est, le corps du délit aura beau être certain, s'il n'y a point de preuve contre quelqu'un, il ne peut y avoir d'imputation de crime : tout se réunit alors pour justifier l'innocence.

On ne doit point être étonné que le Sieur d'Acheux quoiqu'assuré de son innocence s'oppose à la nouvelle Information qui est ordonnée par la Sentence du Juge d'Amiens.

S'il étoit trouvé vis-à-vis d'une Information valable sur laquelle on l'auroit décrété, il auroit un intérêt sensible de faire voir la fausseté des dépositions des témoins, & de montrer son innocence dans un interrogatoire où il auroit renversé ces dépositions : c'eût été le parti qu'il auroit pris, si l'Information eut été valable.

Mais l'Information étant nulle, il n'y a plus de déposition contre lui : pourquoi voudroit-on l'obliger de se faire un nouveau fantôme pour le combattre ? Une Information valable, quoique prescrite & impuissante pour lui faire subir la peine du crime, eut été un moment qu'il auroit eu intérêt de détruire ; un honnête homme, & surtout un Gentilhomme, doit effacer les impressions qu'on pourroit prendre contre lui par l'imputation qui lui est faite d'un crime quoiqu'il ne soit plus permis d'en faire la recherche ; mais une Information nulle, & déclarée telle par les premiers Juges, n'est rien ;

rien ; c'est comme s'il n'y en avoit point eu ; & n'y en ayant point , ce feroit un acte illusoire que de demander que l'on fit la preuve des faits énoncés dans une Plainte rendue il y a près de 50. ans , puisque le Sieur d'Acheux seroit sans action pour en demander la réparation , comme le ministre public & les parties civiles , s'il y en avoit , seroient sans action pour en poursuivre la vengeance.

D'ailleurs y a-t'il personne au monde qui voulût risquer l'intégrité de son état & sa réputation sur une Information de faits , dont il faudroit que des témoins eussent gardé la mémoire présente depuis 50. ans pour en pouvoir déposer fidelement.

Le Sieur d'Acheux n'ayant contre lui qu'une Plainte stérile anéantie par un laps de tems aussi long , Plainte destituée de toutes preuves dès son principe ; la présomption de son innocence lui est irrevocablement acquise après un aussi longtems ; il est à l'abri non-seulement des peines , mais même de tout reproche.

Il ne doit pas , pour conserver l'intégrité de son état , qu'une Informatinn nulle & une contumace anéantie n'ont pu troubler , essuyer les longueurs d'une nouvelle instruction , dans les horreurs d'une prison où accablé d'infirmités & d'années il laisseroit en mourant cette intégrité d'état à sa famille , sans en avoir recueilli lui-même le fruit ; il n'a déjà que trop souffert par le dérangement de sa fortune pour un crime imaginaire , dont il ne fut jamais auteur ni complice.

Il est tems de le rendre à sa famille , à lui-même. On ose dire que l'état déplorable dans lequel il est , l'exige de la Justice ; gémissant en prison à l'âge de 78. ans , sans aucun decret qui subsiste contre lui , sans aucune preuve qui puisse détruire la présomption de son innocence , il a droit d'espérer que la Cour le tirera d'une situation aussi triste & aussi cruelle. On peut dire que Me. Simon Demosa a épuisé la matiere.

Il seroit à souhaiter que nous eussions le Plaidoyer de M. Daguessau Avocat général, nous aurions sur des questions extrêmement curieuses un ouvrage où l'éloquence donne un grand relief à l'érudition. Précis du Plaidoyer de M. l'Avocat général.

Il établit en premier lieu que quand il s'agissoit de l'intérêt public, M. le Procureur général étoit toujours en droit de former opposition aux Arrêts contradictoires rendus avec lui, ne pouvant être question à cet égard que de savoir si ces moyens d'opposition sont justes.

Il établit en second lieu que les condamnés par contumace au terme de l'article 29. du titre 17. de l'Ordonnance de 1670. étant réputés morts civilement du jour de l'exécution de la Sentence, lorsqu'ils ne s'étoient point constitués prisonniers, ou qu'ils ne s'étoient pas représentés dans les cinq ans de la contumace, ne pouvoient après ce tems, suivant les articles 18. & 28. du même titre, suivant les anciennes Ordonnances, les Arrêts rendus avant & après l'Ordonnance de 1670. & le sentiment unanime des Auteurs, se présenter pour se purger sans avoir des lettres du Prince.

Troisièmement enfin il prouva que les condamnés par contumace ne pouvoient après les 30. ans être admis à purger la contumace, par la raison qu'on ne peut les condamner au moyen de la prescription de l'accusation acquise par le laps des 30. ans, il dit à ce sujet qu'en tout tems M. le Procureur général s'opposeroit à ce qu'un condamné à mort renoncât à cette prescription, parcequ'il n'étoit pas le maître de sa vie; il appliqua à cette proposition cette maxime: *nemo auditur perire volens*, & cette autre, *qui non potest condemnare, non potest absolvere*.

On n'a pu recouvrer que quelques lambeaux du Plaidoyer de M. l'Avocat général qui servent à en faire regretter ce que nous n'en avons pas.

Par exemple, sur la question s'il peut se représenter, il

il dit que s'il le peut , qu'il faut l'envisager comme innocent ou comme coupable.

S'il est innocent ; il semble d'abord qu'il n'y ait point de difficulté , & qu'on doive se porter avec empressement à l'absoudre , cependant pour pouvoir l'absoudre , il faut une condition indispensable , c'est que le même Juge puisse le condamner s'il est coupable suivant cet axiome : *qui non potest condemnare , non potest absolvere* *. Il faut qu'il y ait réciprocité , autrement il ne seroit pas possible que tout l'avantage fut de son côté , qu'on ne put le juger que dans le cas qu'il seroit innocent , & qu'il fallut l'absoudre sans qu'on put le condamner s'il se trouve coupable. Examinons donc ce qui pourra arriver s'il est criminel , & c'est cette dernière hypothèse qui doit décider.

S'il est coupable 1°. en se représentant il fait tomber la contumace aux termes de l'Ordonnance , & à cause de la prescription on ne peut plus prononcer de peine , il ne peut renoncer à cette prescription , il est cependant coupable dans l'hypothèse , & on ne peut le condamner.

Ainsi soit qu'il fut coupable ou non , il faudroit toujours l'absoudre. Délà quelles conséquences , puisque l'accusé sera sûr de tout anéantir au bout de 30. ans.

Il dit que la mort civile n'étoit pas une fiction , une peine comminatoire , que c'étoit la mort naturelle exécutée autant qu'elle pouvoit l'être. Voici ses conclusions.

Nous

* La réponse de Me. Simon Demosa à ce raisonnement , est plus subtile que solide. Pour entendre la maxime dans son véritable sens , il faut précitement qu'un Juge ait le pouvoir dans la même accusation d'absoudre , ou de condamner l'accusé. Il faut se renfermer là-dedans , il faut que les pouvoirs d'absoudre & de condamner soient égaux de part & d'autre , & qu'il n'y ait que l'innocence qui empêche de condamner , & le crime d'absoudre.

Nous requerrons être reçus appellans de la première Ordonnance du 21. Juin , & de tout ce qui en a suivi , faisant droit sur lesdites appellations mettre l'appellation , & ce dont est appel au néant , émendant , évoquant le principal , & y faisant droit , le déclarer non recevable dans sa demande à fin de purger la contumace.

Après quatre Audiences intervint un Arrêt le 7. Septembre 1737. par lequel après un délibéré , *M. le Procureur général a été reçu opposant à l'Arrêt du 5. Juin , & appellant de tout ce qui a été fait au Bailliage d'Amiens en exécution dudit Arrêt , faisant droit sur le tout sans s'arrêter à l'appel du Sieur Tillet d'Acheux , évoquant le principal & y faisant droit , a déclaré ledit d'Acheux non-recevable dans sa demande à fin de purger la contumace , & en conséquence a ordonné que les prisons lui seroient ouvertes.*

Après la prononciation de l'Arrêt en l'absence de M. l'Avocat général , Me. Simon Demosa demanda qu'il fut réservé à sa Partie de se pourvoir par lettres de révision.

On opina là-dessus , & il fut prononcé : *sauf à la Partie de Simon à se pourvoir comme & ainsi qu'il avisera.*

Telle fut la décision de ce Procès singulier. Les esprits des Juges dans les Cours souveraines doivent être supérieurs , puisqu'il leur est réservé de juger des questions dont le nœud n'a point été démêlé par les Juges inférieurs , qui l'ont tranché & coupé à l'exemple d'Alexandre le Grand , plutôt que de s'attacher à le développer.

On ne sçauroit trop louer les Avocats qui se sont frayés une route dans ces questions neuves , & qui unissant l'éloquence & l'érudition les ont ornées des charmes de la nouveauté.



DES PEINES

P A R M I

LES ROMAINS.

UN traité qui comprendroit non seulement les diverses peines que faisoient souffrir les Romains aux Criminels , mais qui renferméroît toutes les questions qui naissent sur cette matiere , seroit très-curieux & très étendu. En attendant que j'embrasse tout cet objet , je m'attacherai seulement ici à parcourir plusieurs supplices que les Romains ont fait souffrir aux Criminels en differens tems. J'ai crû que cette legere exquisse embelliroit cette Cause.

Il y a le grand changement d'état , le moyen, & le petit.

Le grand changement d'état se fait lorsqu'un homme perd le droit de Citoyen avec la liberté ; c'est le changement qui arrive à ceux qui sont esclaves de la peine.

Le second ou le moyen changement d'état arrive lorsqu'on perd le droit de Citoyen , mais qu'on conserve la liberté ; tels sont ceux à qui l'on interdit l'eau, le feu , ou ceux qui ont été transportés à perpétuité dans quelque île.

Le petit changement d'état arrive lorsqu'on ne perd ni la liberté ni le droit de Citoyen, mais seulement lorsqu'on change de famille soit par l'adoption ou l'émancipation ; on ne doit pas le mettre au rang des peines.

Le

Le peuple souffroit que l'accusé prévint le jugement qui le condamnoit lors même qu'il devoit aller à la mort , ou qu'il s'y dérobat par la retraite en se condamnant lui-même à un exil volontaire. C'est ce qui fait dire à Cicéron (a) que l'exil n'étoit point une peine , mais un port & un azile où l'accusé trouvoit sa sûreté contre le supplice même. Il faut pourtant excepter de cette indulgence les cas où la liberté publique couroit quelques risques, car alors fermant les yeux à tout autre objet , il se livroit à une juste sévérité comme dans l'affaire de Manlius , & dans d'autres pareilles.

Autrefois on étoit mort civilement par l'interdiction de l'eau & du feu : car ce jugement défendoit d'assister ceux contre qui il étoit prononcé , & ne permettoit pas de leur donner même de l'eau & du feu qui sont essentiellement nécessaires à la vie , & que l'on ne doit refuser à personne ; en sorte qu'ils étoient obligés par ce moyen de se réfugier hors les terres de l'Empire Romain.

Dans la suite cette peine fut changée à un bannissement perpétuel qu'on appella déportation , parce que les condamnés à cette peine étoient transportés à perpétuité dans une Isle avec défense d'en sortir.

Cette peine n'ôtoit point la liberté naturelle , mais seulement la liberté civile , & par-conséquent le droit de puissance paternelle ; c'est pour cette raison que les bannis à perpétuité sont appelés étrangers.

L'Empereur Justinien dit qu'ils sont retranchés du

Z 2

nom-

(a) *Exilium non supplicium est , sed perfugium portusque supplicii. Nam qui volunt pœnam aliquam subterfugere , non calamitatem eo solum vertunt , & confugiunt quasi ad aram in exilium. Itaque nulla in lege nostra reperietur , ut apud ceteras Civitates maleficium ullum exilio esse mutatum. Pro Cœcin. n. 100.*

nombre des Citoyens Romains, de même que s'ils étoient morts, parceque les hommes ne meurent pas seulement par la mort naturelle, mais quant aux effets civils les hommes sont encore censés mourir par le grand & moyen changement d'état, ce que l'on appelle ordinairement mort civile.

La raison qui fait qu'un homme banni à perpétuité ne peut avoir ses enfans en sa puissance, fait aussi qu'un fils qui est banni à perpétuité ne peut pas être en la puissance de son pere.

La déportation est donc un exil perpétuel qui emporte la confiscation des biens, & qui fait perdre à celui qui y est condamné le droit de Citoyen Romain. Mais quoique par ce moyen changement d'état le déporté soit incapable de tous les effets civils, il ne laisse pas toujours d'être capable de ce qui est du droit des gens, parceque la déportation ne cause pas la perte de la liberté naturelle, & partant celui qui est déporté peut acheter, vendre, acquérir, & jouir pendant sa vie des choses par lui acquises depuis sa déportation. Mais lorsqu'il vient à mourir, tout ce qu'il possède appartient au fisc qui est son unique successeur.

Le pere qui après avoir été déporté étoit rappelé par le Prince, recouvroit quelquefois la puissance paternelle & tous ses autres droits, ce qui dépendoit de la qualité de la grace que le Prince lui accordoit.

Si la grace du Prince n'étoit que générale & qu'imparfaite, comme elle ne lui remettoit que la peine de l'exil, elle ne le rétablissoit que dans les droits de Citoyen, mais non pas dans les autres droits dont il avoit été privé par sa condamnation.

Au contraire, si la grace du Prince étoit entière & parfaite, elle lui rendoit le droit de la puissance paternelle, & tous les autres qu'il avoit perdus, en sorte néanmoins que les contrats passés par le fils pendant la déportation de son pere demeuroient dans

dans leur entier après son rétablissement. La raison est qu'il eut paru injuste que la grace du Prince portât préjudice à des créanciers qui auroient contracté de bonne foi avec un homme qui étoit véritablement devenu pere de famille par le bannissement de son pere.

La déportation privoit, comme nous avons dit, des droits de Citoyen Romain, ce que ne faisoit pas la rélegation qui étoit aussi une espece d'exil qui avoit lieu chez les Romains, mais bien différent. La déportation emportoit de plein droit la confiscation de tous biens, mais la rélegation n'emportoit la confiscation que quand cela étoit exprimé dans la Sentence. La déportation étoit toujours à perpétuité, mais la rélegation n'étoit quelquefois que pour un tems.

Les déportés étoient transportés dans une Isle. Il n'en étoit pas de même des rélégués, on ne les transportoit point dans une Isle, mais on leur en assignoit une pour demeure, avec défense à eux d'en sortir pendant tout le tems que devoit durer leur exil.

Le droit de déporter n'appartenoit qu'aux Magistrats qui jugeoient *vice Principis*, comme étoit le Préfet du Prétoire, le Préfet de la Ville; & si d'autres Magistrats avoient prononcé une telle Sentence, elle ne pouvoit être exécutée à moins qu'elle ne fut confirmée par le Prince, mais les Gouverneurs pouvoient releguer dans l'étendue de leur Province.

La condamnation aux minieres produisoit des effets bien plus funestes. C'étoit une peine capitale, *maxima capitis diminutio*. Le condamné perdoit tout à la fois, & *civitatem*, & *libertatem*, son supplice étoit pire que la mort même, accablé sous le poids des chaînes dont on le lioit (a), maltraité,

Z 3

battu

(a) *Ne fugerint ligabantur, & pondere quodam opprimebantur ut ferro vel alio modo.*

battu inhumainement sans relâche , son sort étoit égal à celui des bêtes qu'on fait travailler à force de coups , avec cette différence qui enchérissoit sur sa disgrâce , que les bêtes n'ont aucune raison , & que sa raison lui représentoit à chaque instant toute l'étendue de ses miseres , sans aucun espoir de les voir finir ; il étoit retranché pour toujours de la société civile , il étoit esclave de la peine , & comme tel réputé véritablement mort du jour même de sa condamnation , en sorte qu'il y avoit en lui une interdiction absolue de tous les effets civils , & une entière privation de toutes sortes de biens. C'est ce qui est parfaitement bien démontré par plusieurs textes de Droit.

Le premier est la l. 63. §. 10. ff. pro socio qui dit *intereunt autem homines quidem maximâ aut mediâ capitis diminutione aut morte.*

Le second est la l. 17. ff. de pœnis , elle parle précisément de la condamnation aux métaux , & de l'effet de cette condamnation : *sunt quidam servi pœna , ut sunt in metallum dati , & in opus metalli , & si quid eis testamento datum fuerit prout non scriptis est ; quasi non Cæsaris servo datum , sed pœna.* La l. 3. §. 4. & la l. 36. cod. s'expliquent dans le même sens.

Le troisième est la l. 3. ff. de his quæ pro non script. hab. qui contient une même décision : *In metallum damnato quid extra causam alimentorum relictum fuerit , pro non scripto est , nec ad fiscum pertinet nam pœna servus est , non Cæsaris.*

Le quatrième est le §. 3. inst. quib. jus patr. potest solu. dont voici les termes : *servi autem pœna efficiuntur qui in metallum damnantur , & qui bestiis subji-ciuntur.* Cette sorte de condamnation étant capitale ; *bonorum possessio his denegabatur l. 13. ff. de bon. poss. s. s.* L'esclavage où ils étoient réduits le reste de leurs jours étoit une espece de mort aussi affreuse que la mort même : *servitus morti comparatur l. 209. ff. de reg. jur.*

De tous les Interpretes, il n'y en a point qui s'explique plus intelligiblement que M. Cujas, *ad l. 121. § insulam ff. de verb. obligat. quid ergo si non sit deportatus quæ est media capitis diminutio, sed damnatus in metallum, quæ est maxima capitis diminutio; illa peregrinum facit non servum, hæc planè servum facit & servum pœnæ, non hominis ullius, & hic sane qui damnatur in metallum videtur mori sibi, & aliis omnibus.*

Telle est la différence entre le déporté, le banni à perpétuité, & le condamné aux minieres. Le premier, *civitatem amittebat, sed libertatem retinebat*, mais le second perdoit tout à la fois l'un & l'autre, & les droits de cité, & la liberté, il étoit mort civilement, *videbat mori sibi, & aliis omnibus.*

La condamnation aux minieres n'est point usitée parmi nous, on lui a subrogé la peine des Galeres perpétuelles, laquelle y a une telle conformité qu'on ne scauroit y trouver la plus legere différence.

Les condamnés aux minieres étoient accablés de chaînes, obligés de travailler pour le Prince, ils perdoient tous les droits civils & municipaux de filiation, de famille; ils étoient faits esclaves de la peine, & morts civilement.

De même les condamnés aux Galeres perpétuelles sont accablés de chaînes, obligés de servir le Roi dans ses Galeres, ils sont privés de tous les droits de cité, & de la liberté, ils sont serfs de la peine, & morts civilement. Tous les Docteurs conviennent de cette conformité.

C'est une fausse subtilité d'avancer que nous ne reconnoissons point en France d'esclavage, & que le supplice le plus rigoureux n'ôte point aux hommes la liberté avant la vie. Il est vrai que parmi nous tous les hommes naissent & vivent libres, au lieu que parmi les Romains plusieurs naissoient & vivoient dans l'esclavage; mais quand un François est condamné aux Galeres perpétuelles, il est évident qu'il

devient esclave de la peine , & qu'il est dépouillé de sa liberté naturelle. N'est-ce pas être esclave de la peine que d'être forcé de la souffrir dans toute sa rigueur sans aucun relâche & sans aucune moderation : & peut-on soutenir qu'il reste la moindre ombre de liberté à un condamné chargé de chaînes , qui est obligé de travailler nuit & jour malgré lui , qui ne fait jamais ses volontés , qui est dans une dépendance perpétuelle , & qui ne peut jamais sortir du triste état où il est réduit ?

On faisoit mourir les criminels ou en leur coupant la tête avec la hache que portoient les Licteurs , ou en les attachant à la Croix , ce qui étoit le supplice des esclaves , ou en les étranglant , ou en les précipitant du haut du roc Tarpeïen. Dans les deux premiers cas le criminel étoit toujours frappé de verges avant que d'être conduit au supplice. La flagellation & le crucifiement de *Jesús-Christ* qui avoient été clairement prédits dans les Ecritures n'auroient pû avoir lieu , s'il n'avoit été jugé par le Magistrat Romain , car la loi de Moyse n'ordonnoit point ces deux sortes de peines contre les Israélites.

Pour ce qui regarde les personnes condamnées à être étranglées , on les exécutoit dans la prison même ; il y avoit des Officiers appelés *Triumvirs* qui avoient une intendance generale sur les prisons , & qui veilloient à ce que tout s'y passât dans l'ordre.

Nous voyons au *ff. de pœn. tit. 19. pœnis vel vita , vel libertas , vel civitas amittitur , vel coercitio corporis continetur pecuniariâ mulctâ , vel infamia , vel dignitatis depositio.*

La bastonnade étoit un supplice parmi les Romains , il est très en usage à présent parmi les Turcs. La bastonnade se donne à un homme vêtu. Le fouet est un supplice qui s'inflige à un homme nud , il est plus cruel que la bastonnade. L'admonition dont parle la loi est le supplice du bâton. Le fouet se donnoit

donnoit avec des courroyes, des lanieres, des brides. On n'excedoit point le nombre de quarante coups, à moins qu'on ne voulut procurer la mort. On le passa par une cruauté inouïe à l'égard de Jesus-Christ. C'étoit ordinairement le supplice des esclaves. On mettoit la tête du condamné entre une fourche, on lui faisoit ensuite subir le supplice. On l'abolit par la loi Valeria à l'égard des Citoyens Romains, & voilà pourquoi saint Paul se plaint qu'étant Citoyen Romain, on le lui avoit fait souffrir. On condamnoit aussi les femmes aux métaux & aux salines, aux souffrieres. On condamnoit aussi à travailler à la chaux. On condamnoit d'abord à la prison perpétuelle dans les grands crimes, & puis on n'y condamna que les esclaves. La prison ne fut point dans la suite regardée comme un supplice, mais destinée seulement à renfermer les criminels. On imprimoit un fer chaud sur le dos, & sur le front la lettre aux calomniateurs. Les Tyrans ont inventé plusieurs genres de peines contre les Martyrs, on coupoit la main aux soldats, on les mettoit sur le cheval.

Romulus fit précipiter du haut du rocher Tarpeïen nombre de Citoyens considerables distingués par leur naissance pour avoir pillé les campagnes voisines. Le peuple a fait éprouver à de fameux rebelles en differens tems la même destinée.

Les Tribuns du peuple avoient le droit de citer à leur Tribunal des Citoyens accusés de differens crimes.

L'objet propre de ce Tribunal du peuple étoit ce qu'on appelloit *crimen perduellionis*, un crime contre l'Etat, qui renfermoit tout ce qui donnoit atteinte à la liberté, tout ce qui se faisoit avec un esprit ennemi de l'Etat. *Perduellis* étoit un vieux mot qui signifioit *hostis*, ennemi. Quelques Auteurs confondent ce crime avec celui qu'on appelloit *crimen Majestatis*.

Les Citoyens accusés d'avoir blessé les intérêts du peuple , avec quelque vivacité qu'ils fussent poursuivis par le peuple , étoient ordinairement traités avec modération , & n'étoient condamnés qu'à une simple amende.

Dans les accusations pour crime devant le Préteur, lorsque les plaidoyers & les répliques , s'il y en avoit, étoient finies , ce Magistrat donnoit aux Juges les Billets ou Bulletins où étoient les marques du suffrage qu'ils devoient porter , celle pour absoudre étoit marquée d'un A celle pour condamner d'un C. la troisième de N L. ce qui signifioit *non liquet* , la Cause n'est point assez éclaircie. Après avoir reçu ces Bulletins , les Juges s'abouchoient ensemble pour conférer sur la Cause , *in concilium ibant* , puis chacun d'eux jettoit dans l'Urne le Bulletin qui marquoit son sentiment. Cette coutume avoit été établie afin que le Juge eut pleine liberté de prendre son parti n'ayant point de témoins , mais aussi il ne devoit pas en abuser pour juger contre la justice , surquoi Cicéron fait cette belle réflexion : alors (a) le Juge en donnant son suffrage ne doit pas se considérer comme étant seul , ni comme pouvant prononcer à son gré , mais se représenter qu'il a autour de lui la loi , la religion , l'équité , la fidélité qui forment son conseil , & qui doivent lui dicter son suffrage.

Enfin le Préteur ramassoit les petits Bulletins qu'on avoit jettés dans l'Urne , & il prononçoit selon la pluralité. La formule de prononcer étoit pour l'absolution ; *non videtur fecisse* , il ne paroît point avoir fait telle action ; ou *jure videtur fecisse* , il paroît avoir fait telle action ; ou *non jure videtur fecisse* , il ne paroît

(a) *Est illud hominis magni atque sapientis cum illam judicandi causa tabellam sumpserit non se putare esse solum , neque sibi quodcumque concupiverit licere sed habere in consilio legem , Religionem , equitatem , fidem.* Pro Cluent. n. 159.

paroît pas avoir agi justement. Pour un plus ample examen & une seconde plaidoyrie, *amplius cognoscendum*. Il faut remarquer ce tour modeste que l'usage avoit prescrit dans la formule de prononcer. Comme les connoissances des hommes sont toujours bornées & souvent sujettes à erreur, on avoit voulu que le Préteur ne prononçât pas d'un ton affirmatif: *il a agi injustement*, &c. mais d'un ton plus modeste: *il paroît avoir agi injustement*, &c.

Pour l'ordinaire le Préteur ajoûtoit au Jugement qu'il avoit prononcé la peine à laquelle étoit condamné le coupable: *il paroît avoir fait violence*, c'est pourquoi l'eau & le feu lui sont interdits.

Si d'un côté l'on rendoit de grands honneurs à la dignité & à la vertu des Vestales, de l'autre on punissoit leurs fautes avec une grande sévérité. Ces fautes étoient de deux especes: ou de négligence pour avoir laissé éteindre le feu sacré, ou de déreglement de mœurs pour avoir violé leur vœu de chasteté.

Dans le premier cas (a) qu'on regardoit comme le signe d'un grand malheur pour l'Etat, la Vestale coupable étoit punie du supplice des esclaves, c'est à dire du fouet. Couverte seulement d'un voile pour mettre la pudeur en sûreté, elle étoit frappée de verges par les mains du grand Pontife. Une des Vestales passoit la nuit entière auprès du feu sacré pour empêcher qu'il ne s'éteignit, & elles veilloient ainsi alternativement. Quand ce feu avoit été éteint, on ne pouvoit le rallumer qu'aux rayons du Soleil, & on rapporte plusieurs manieres dont cela pouvoit se faire.

Le

(a) *Plus omnibus aut nuntiatis peregrè, aut visis domi prodigiis terruit animos hominum ignis in ade Vesta extinctus, casaque flagro est Vestalis, cujus custodia noctis ejus fuerat jussu. P. Licinii Pontificis, Liv. l. b. 28. cap. 11.*

Le grand crime des Vestales étoit le violement du vœu de chasteté. On punissoit même celles qu'on prevoyoit qui succomberoient. Une Vestale fut condamnée à mort pour avoir prononcé ces paroles avec entousiasme & une ardeur qui sembloit qu'elle goûtoit le plaisir : *Moriar nisi nubere dulce est* ; on jugea que la preuve du crime étoit faite. La simple description de leur supplice fait horreur. Elles étoient enterrées toutes vives : il y a, dit Plutarque, auprès de la Porte Colline un petit caveau où on descendoit par une ouverture, & où l'on mettoit un petit lit, une lampe allumée, & une petite provision de tout ce qui étoit nécessaire pour se nourrir, comme un pain, une cruche d'eau, une phiole d'huile, & un pot de lait seulement, pour ne pas offenser la Religion en faisant mourir de faim une personne consacrée avec les cérémonies les plus augustes & les plus saintes. Scrupule bizarre ! Ils craignoient de faire mourir d'abord de faim celles qu'ils enterroient toutes vives, & qui étoient obligées d'en mourir la provision étant consommée. On mettoit la coupable dans une litiere bien fermée & couverte de toutes parts, afin que l'on ne pût pas même entendre ses cris, & on la transportoit en cet état au travers de la grande Place. D'aussi loin qu'on appercevoit cette litiere, on se retiroit pour la laisser passer, & on la suivoit dans un profond silence avec toutes les marques de la plus grande tristesse. Il n'y a point de spectacle plus horrible, point de jour plus affreux, ni plus lugubre pour Rome. Quand la litiere étoit arrivée au lieu du supplice, les Licteurs ôtoient les voiles qui l'enveloppoient & l'ouvroient ; & le Souverain Pontife, après avoir fait certaines prieres secretes, & levé les mains au Ciel, en tiroit la Criminelle toute voilée, & la mettoit sur l'échelle par laquelle on la descendoit dans le caveau, après quoi il s'en retournoit avec tous les autres Prêtres ; & cette malheureuse n'étoit pas

plûtôt

plûtôt descendue qu'on retiroit l'échelle , & l'on refermoit l'ouverture avec beaucoup de terre qu'on y jettoit , jusqu'à ce qu'elle fût comblée , & que le terrain fût uni , sans qu'il restât aucune marque de tombeau , comme si la Criminelle étoit jugée indigne de paroître & parmi les vivans & parmi les morts. Venons à la peine qu'infligeoient les Censeurs.

Le Censeur après avoir déclaré *le Prince du Senat* , nommoit de suite tous les Senateurs. La Coutume ordinaire étoit de nommer Prince du Senat le plus ancien des Censeurs qui étoit encore en vie ; & la Loi ou Coutume établirent depuis , d'avoir plus d'égard pour le choix au mérite qu'à l'ancienneté.

On procedoit ensuite au dénombrement des Chevaliers ; celui qui étoit nommé le premier s'appelloit *Princeps Equitum* , mais cette distinction étoit peu remarquée. Tous les Chevaliers passaient en revue devant les Censeurs , en menant leurs chevaux par la bride ; ils étoient revêtus d'une robe nommée *Trabea*.

Les Censeurs Scipion , Nasica , & M. Popilius faisant la revue des Chevaliers apperçurent un cheval maigre & élancé dont le maître étoit fort gras , & d'un extrême embonpoint : *d'où vient donc* , lui dirent-ils , *une si grande difference entre vous & votre cheval ?* *c'est* , répliqua le Chevalier , *que c'est moi qui me soigne* , & *que c'est mon valet qui soigne mon cheval*. La réponse parut trop hardie , & elle l'étoit en effet. Sa négligence jointe à ce manque de respect fut punie par une entière dégradation qui ne lui laissa plus d'autre droit de Citoyen que celui de payer les tributs : *in ararios relatus est*.

Enfin ceux du peuple étoient cités par leur nom chacun dans sa classe ou dans sa Tribu.

C'étoit dans cette cérémonie que les Censeurs imposaient publiquement des peines à ceux des Citoyens qui avoient donné quelque sujet considérable
de

de plainte par rapport à leur conduite & à leurs mœurs.

Pour les Senateurs il suffisoit que dans la lecture du Catalogue on eut omis leur nom , pour lors ils étoient censés déchus de la dignité de Senateurs.

Par rapport aux Chevaliers , on les punissoit en leur ôtant le cheval que le public leur fournissoit , & qui étoit la marque de la dignité de Chevalier , & l'anneau qui le devint aussi. Le Censeur Fabricius Luscinus retrancha du nombre des Senateurs Cornélius Rufinus qui avoit été deux fois Consul & une fois Dictateur , parcequ'il avoit en vaisselle d'argent le poids de dix livres , c'est-à dire 15. marcs 5. onces de notre poids, persuadé qu'un tel exemple pouvoit être funeste à l'Etat en y introduisant le luxe.

Les Plébeyens étoient transportés d'une Tribu plus noble dans une autre moins considérée , comme d'une des Tribus de la campagne , dans une autre du même genre , mais inférieure , ou dans quelqu'une des quatre Tribus de la Ville qui étoient fort méprisées. C'est ce qu'on appelloit *tribu moveri*. C'étoit là le premier & le plus léger degré de punition. Le second étoit d'être privé du droit de suffrage , *in Ceritum tabulas referri*. Les habitans de Ceré pour avoir reçu chez eux les Prêtres & les choses sacrées , lorsque les Gaulois étoient prêts d'entrer dans Rome , avoient été gratifiés du droit de Bourgeoisie Romaine , mais sans pouvoir porter de suffrage. Par ce second degré de punition , les Citoyens Romains étoient réduits à l'état des Cérites. Le troisième & dernier les privoit non seulement de suffrage , mais du droit de porter les armes , & de servir dans les armées , & ne leur laissoit d'autre marque de Citoyen que la nécessité de payer leur part des tributs, c'est ce qu'on appelloit *cravium fieri*.

Les Senateurs & les Chevaliers étoient quelquefois condamnés à ces trois sortes de peines.

Comme la passion pouvoit avoir lieu dans le Jugement que portoit le Censeur (a) les Loix avoient sagement établi plusieurs remedes contre l'abus d'une autorité excessive, dont l'injuste sévérité avoit quelquefois besoin d'être reprimée. Les Citoyens dégradés par un Censeur pouvoient se faire réhabiliter par son Colleague, ou par les Censeurs suivans, ou en se justifiant devant le Senat ou devant le peuple.

L'interdiction se fait ou pour un certain lieu ou pour plusieurs, comme s'il étoit défendu expressément à quelqu'un d'aller en une telle Province, ou en d'autres; ou elle se faisoit d'une dignité ou d'une négociation ou profession, ou de l'exercice de son art ou de son emploi, comme quand on interdisoit le Barreau à un Avocat, & qu'on lui faisoit défense d'en faire la fonction; ou l'interdiction n'étoit seulement que pour le spectacle, portant défenses à quelqu'un de s'y trouver, & cette peine étoit perpétuelle, ou pour un certain tems seulement.

La lettre qu'on imprimoit sur le front des Calomnieux, étoit la lettre R.

(a) *Censorii filii mucronem multis remediis majores nostri retulerunt.* Cic. pro Cluent. n. 123.

Fin du seizième Tome.

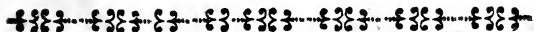
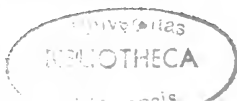


TABLE du seizième Tome.

L ETTRE de l'Auteur servant de Défense aux Causes Célèbres & de Réponse à deux Ecrivains Periodiques.	pag. 7.
<i>Filiation vainement reclamée, malgré la preuve admise par le premier Juge, & autorisée provisionnellement par le Parlement.</i>	
	21
Moyens de fait & de droit du prétendu Sallily.	23
Première partie.	45
Seconde partie.	64
Défense des Sieur & Dame de Ruzé.	79

Prémices



368 TABLE DES MATIERES.

Premier objet.	87
Second objet, défaut de possession d'état.	93
Troisième objet.	96
Nullité des Enquêtes.	109
Plaidoyer de M. Chauvelin Avocat général.	118
Arrêt définitif du 11. Mars 1735.	142
Observations sur l'Arrêt.	<i>ibid</i>
Si une Coquette peut retenir avec justice les gains qu'elle a faits dans son commerce galant.	
<i>Raisons pour & contre.</i>	144
Le Mariage de la belle Tourneuse, attaqué & confirmé.	171
Plaidoyer de Me. de Blaru pour la mere de l'époux.	172
Plaidoyer de Me. Chevalier pour le Belle Tourneuse.	178
Comédienne célèbre qui se pourvoit contre son Mariage.	193
Plaidoyer de Me. Cochin pour la Comédienne.	195
Plaidoyer de Me. de Laverdy, contre.	219
Sentence de l'Officialité contre la Comédienne.	251
Copie d'un Testament militaire, confirmée.	254
Plaidoyer de Me. Carfillier pour les Légataires.	255
Première proposition. L'Original du Testament est ici suppléé.	261
Seconde proposition. Il y a lieu d'admettre la preuve par témoins.	273
Plaidoyer de Me. Aubry le fils pour les heritiets du sang.	280
Sentence du 8. Mai 1738. à la seconde des Requêtes du Palais sur la question.	295
Si après trente ans la mort civile est prescrite, & l'accusé qu'elle a proscriit est censé revivre civilement, & les effets qu'elle a éteints, peuvent renaître.	296
Plaidoyer de Me. Badin de S. Aubin pour le Sieur d'Acheux.	300
Plaidoyer de Me. Sitaud pour le Sieur de la Boissière.	311
Plaidoyer de Me. Simon Demosa pour le Sieur d'Acheux, contre M. l'Avocat général.	335
Précis du Plaidoyer de M. l'Avocat général.	351
Conclusions de M. l'Avocat général.	353
Arrêt définitif.	<i>ibid.</i>
Des peines parmi les Romains.	

Fin de la Table.





**La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance**

**The Library
University of Ottawa
Date due**

--	--	--	--



a39003



009540781b

